

Rapport 2014



annuel



- > P. 1-27
Un aperçu de notre performance de durabilité
- > P. 28-43
Plus d'informations sur nos différentes activités
- > P. 44-196
États financiers et durables complets



Consultez le rapport en ligne
<http://annualreport.umicore.com/>

Sommaire

Introduction

À propos d'Umicore	1-3
Chiffres clés	4-5

Rapport de gestion

Revue du Président et de l'Administrateur Délégué	6-7
Performance économique	8-13
Une entreprise où il fait bon travailler	14-19
Éco-efficacité	20-23
Engagement envers les parties prenantes	24-27

Revue par business group

Catalysis	28-31
Energy Materials	32-35
Performance Materials	36-39
Recycling	40-43

Rapport d'activités

Rapport d'activité économique et états financiers	44-124
Rapport d'activité environnemental	125-135
Rapport d'activité social	136-153
Déclaration de gouvernance d'entreprise	154-179
Conseil d'administration, Comité de direction & Senior Management	180-183
Déclarations d'assurance	184-185
Glossaire	186-189
Index GRI	190-194

À propos de ce rapport

Ce rapport consiste en un aperçu intégré de nos performances économiques, sociales et environnementales en 2014. Pour accéder au rapport complet en ligne, visitez notre centre de reporting sur Internet via le lien ci-dessous (en anglais).

Notre rapport est vérifié par un tiers et a obtenu le niveau d'application GRI B+. Un aperçu complet de la portée de ce rapport est disponible en page 196.

Consultez le rapport en ligne <http://annualreport.umicore.com/>



À propos de nous

Nous sommes un groupe mondial spécialisé dans la technologie des matériaux et le recyclage. Nous nous concentrons sur des domaines où notre expertise en science des matériaux, chimie métallurgie et recyclage fait la différence.

Nos activités s'articulent autour de quatre business groups: Catalysis, Energy Materials, Performance Materials et Recycling. Chaque business group est divisé en plusieurs business units offrant des matériaux et des solutions à la pointe de nouveaux développements technologiques qui sont essentiels à la vie de tous les jours.

Notre Vision



Vision 2015

La stratégie d'Umicore, Vision 2015, est formée autour de grandes tendances économiques, sociales et environnementales. Nos compétences, notre position sur le marché, notre expertise dans le domaine de la science des matériaux, notre savoir-faire et notre recyclage nous donnent un fort potentiel de croissance dans les domaines suivants :

Disponibilité limitée des ressources : dans le monde d'aujourd'hui les métaux deviennent de plus en plus rares. Les installations de recyclage d'Umicore sont capables de recycler 26 éléments incluant des métaux précieux et autres.

Moins de pollution atmosphérique : la tendance à des législations sur les émissions de plus en plus strictes offre des opportunités de croissance pour les catalyseurs automobiles autant pour les véhicules légers que pour les poids lourds diesel.

Electrification des véhicules : le marché en pleine croissance des batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques augmente la demande pour nos matériaux cathodiques pour batteries rechargeables.

Energie verte : Umicore développe des matériaux qui sont au cœur des technologies photovoltaïques à haut rendement et qui permettent de fabriquer d'autres produits peu énergivores.

Nos objectifs Vision 2015 concernent nos ambitions économiques mais aussi des performances à atteindre au niveau environnemental et social.

Economie

Croissance et rendements : nos projets clés de croissance ont le potentiel pour atteindre un taux de croissance à deux chiffres. Notre objectif à long terme est de générer un rendement moyen des capitaux engagés de 15% à 20%.

Une entreprise où il fait bon travailler

Sécurité : nous voulons atteindre zéro accident avec perte de temps de travail.

Exposition professionnelle : nous réduisons les concentrations en métaux spécifiques auxquels nos travailleurs sont exposés : Cd, Pb, Co, Ni, As, Pt.

Développement personnel : tous nos travailleurs à travers le monde auront un entretien d'évaluation annuel concernant leur développement individuel.

Employeur attrayant : nous prendrons des mesures spécifiques en fonction des résultats de l'enquête d'opinion 2010.

Eco-efficacité

Réduction de l'empreinte carbone : nous ambitionnons de réduire nos émissions de CO₂ de 20% par rapport aux niveaux de 2006, en utilisant le même périmètre d'activités qu'en 2006.

Réduction des émissions : nous avons l'intention de réduire de 20% l'impact des rejets de métaux dans l'eau et l'atmosphère par rapport aux niveaux de 2009.

Durabilité des produits : nous investirons dans des outils nous permettant de mieux comprendre et mesurer le cycle de vie et l'impact de nos produits.

Engagement envers les parties prenantes

Approvisionnement durable : nous mettrons en œuvre notre Charte d'approvisionnement durable au sein de l'entreprise.

Collectivités locales : tous nos sites devront intensifier leurs efforts en vue d'identifier les principales parties prenantes et de s'impliquer au sein de la collectivité locale.

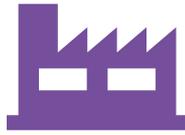
Chiffres clés

Performance économique (en millions € sauf mention contraire)	2010	2011	2012	2013	2014
Chiffre d'affaires	9.691,1	14.480,9	12.548,0	9.819,3	8.828,5
Revenus (hors métal)	1.999,7	2.318,6	2.421,4	2.363,4	2.380,6
EBIT récurrent	342,5	416,1	372,1	304,0	273,7
dont sociétés associées	30,1	22,9	22,2	11,8	28,3
EBIT total	324,0	432,7	328,6	260,0	249,3
Marge opérationnelle récurrente (en %)	15,6	16,9	14,4	12,4	10,3
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	17,5	18,6	16,7	13,6	12,2
Résultat net récurrent, part du Groupe	158,0	304,6	275,2	218,0	193,1
Résultat net, part du Groupe	248,7	325,0	233,4	179,0	170,6
Frais de recherche & développement	119,2	136,7	149,0	140,6	143,3
Investissements	156,6	196,2	235,7	279,6	202,4
Cash-flow net avant financement	(68,2)	308,6	150,3	185,9	139,9
Dettes financières nettes consolidées des activités continuées, fin de période	360,4	266,6	222,5	215,0	298,3
Ratio d'endettement des activités continuées, fin de période (en %)	18,6	13,4	11,0	11,1	14,6
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période	1.517,0	1.667,5	1.751,7	1.677,1	1.704,6
Bénéfice par action récurrent (en €/action)	2,33	2,69	2,47	1,96	1,79
Bénéfice par action incluant les activités non continuées, de base (en €/action)	2,20	2,87	2,09	1,61	1,58
Dividende brut (en €/action)	0,80	1,00	1,00	1,00	1,00
Une entreprise où il fait bon travailler	2010	2011	2012	2013	2014
Effectif total (dont sociétés associées)	14.386	14.572	14.438	14.057	14.074
dont sociétés associées	4.828	4.408	4.042	3.867	3.706
Accidents avec arrêt de travail	56	60	49	35	37
Taux de fréquence	3,54	3,61	2,86	2,08	2,16
Taux de sévérité	0,13	0,11	0,11	0,10	0,94
Taux d'exposition 'tous biomarqueurs agrégés' (en %)	-	5,15	4,32	2,60	1,91
Nombre moyen d'heures de formation par employé	43,30	51,94	50,72	45,18	45,59
Taux de départs volontaires	3,78	3,84	3,20	3,33	3,42
Éco-efficacité	2010	2011	2012	2013	2014
Emissions de CO ₂ e (champ d'application 1+2) (en tonnes)	543.807	695.733	701.898	690.767	663.959
Métaux rejetés dans l'eau (charge en kg)	6.495	5.782	5.701	5.560	5.639
Métaux rejetés dans l'eau (unités d'impact)	389.676	306.627	245.935	313.883	543.332
Métaux rejetés dans l'air (charge en kg)	13.582	13.868	16.615	12.522	13.309
Métaux rejetés dans l'air (unités d'impact)	184.066	130.440	135.670	130.169	128.466
Engagement envers les parties prenantes	2010	2011	2012	2013	2014
Dons (en milliers €)	1.009,4	1.751,0	1.759,2	1.612,8	1.409,3



14.074

Collègues



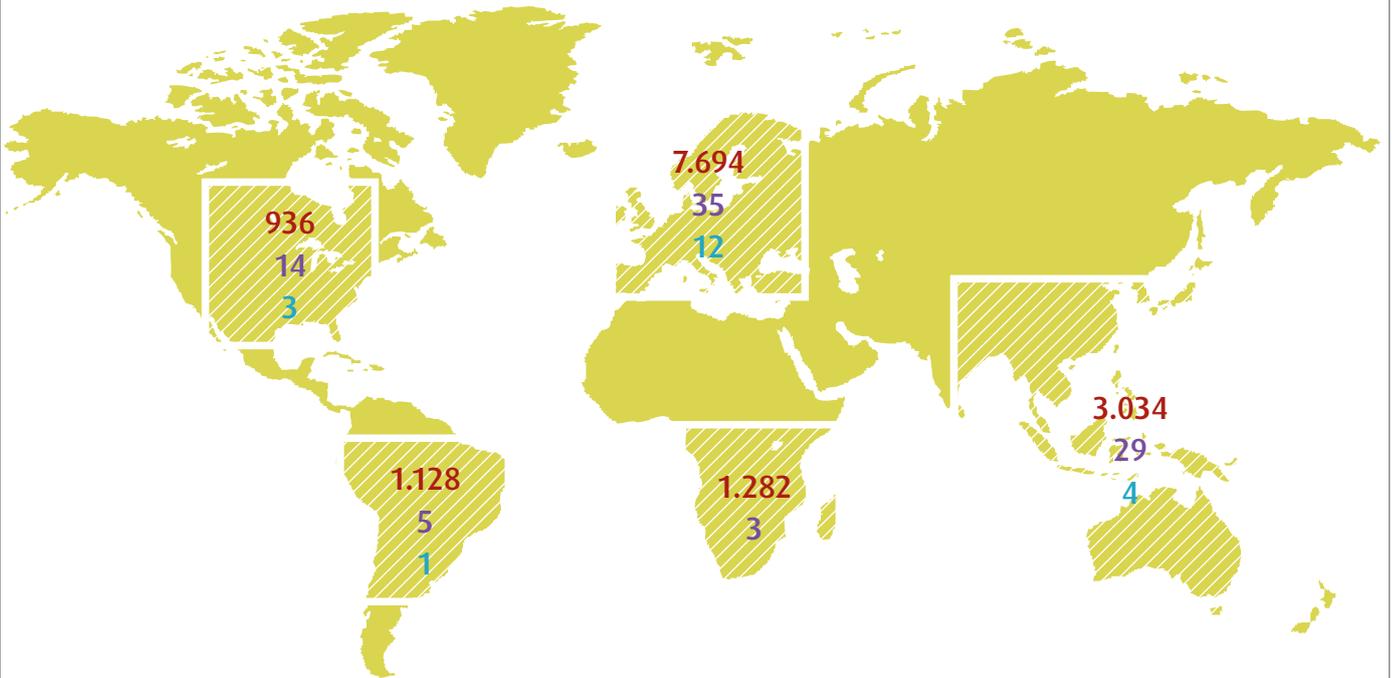
86

Sites industriels

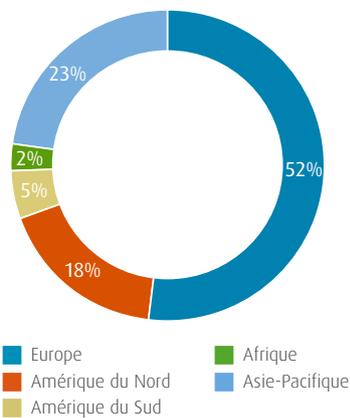


20

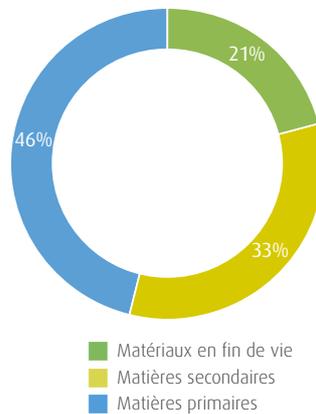
Centres R&D | techniques



Répartition géographique des revenus



Efficacité des ressources



Revenus (en millions €)

2.381

EBIT récurrent (en millions €)

274

Dépenses de R&D en % de revenus

6%



Thomas Leysen, Président d'Umicore, et Marc Grynberg, Administrateur Délégué, reviennent sur l'année 2014 et évoquent les défis et les opportunités pour 2015 et au-delà.

En 2014, la conjoncture est restée difficile pour Umicore, principalement en raison de la baisse du prix des métaux et de l'impact défavorable des taux de change. Dans de nombreuses parties du monde, la croissance économique globale est restée en berne, freinant la demande industrielle. Dans ce contexte, nous avons réussi à stabiliser les revenus, voire à les accroître dans un grand nombre d'activités. Bien que les mesures de contrôle des coûts aient soutenu les résultats de plusieurs business units, divers facteurs externes (en particulier des prix des métaux moins favorable)

ont entraîné un recul de 10% de l'EBIT récurrent par rapport à 2013, soit un rendement des capitaux engagés de 12,2%. Comme prévu, les business units de Recycling ont subi de plein fouet l'impact du prix des métaux. Néanmoins, elles ont pu générer un très haut rendement des capitaux engagés de l'ordre de 40%. C'est nettement plus que ses homologues du secteur. Les trois autres business groups ont vu leurs revenus augmenter. Chez Catalysis, l'EBIT récurrent a progressé de 13%, d'une part grâce à l'intensification de la production de catalyseurs diesel pour poids lourds, entamée au second semestre de l'année, d'autre part grâce à la progression des ventes des voitures. Energy Materials a poursuivi sur la voie de la reprise. Toutes ses business units ont signé de meilleures performances qu'en 2013. Ensemble, elles ont généré des bénéfices de 59% plus élevés, compte tenu de la contribution des entreprises acquises récemment. La plupart des business units de Performance Materials ont également vu progresser leurs bénéfices, grâce aux mesures de réduction des coûts, douloureuses mais indispensables, prises ces dernières années. Compte tenu d'une contribution

plus importante de la coentreprise Element Six Abrasives, Performance Materials a vu son EBIT récurrent progresser de 12%.

2014 a été une nouvelle année importante dans le déploiement de notre stratégie Vision 2015. Nous avons mené à bien la première phase d'expansion de capacité à Hoboken. Nous sommes convaincus de notre aptitude à réaliser les grands investissements restants dans l'année qui vient. Nous avons également annoncé ou réalisé des initiatives de croissance importantes dans les activités d'Automotive Catalyst. La nouvelle usine indienne a été mise en service à la fin de l'année et de nouvelles installations devraient démarrer leurs activités en Pologne et en Corée en 2015. Nous avons également annoncé notre intention d'investir dans une nouvelle usine en Thaïlande afin de répondre à la demande croissante du marché du Sud-Est asiatique. La croissance de Rechargeable Battery Materials reste soutenue par des améliorations constantes de capacité, notamment en Corée du Sud et en Chine. En 2014, nos initiatives de croissance interne ont été consolidées par la croissance externe d'Energy Materials, qui a accueilli de nouveaux collègues

grâce aux acquisitions de Todini and Co et de CP Chemicals. Notre bilan solide est en mesure de faire face à une nouvelle expansion importante, à la fois par la croissance interne et par les acquisitions ; nous restons à l'affût des opportunités susceptibles de générer une valeur ajoutée évidente pour Umicore et nos actionnaires. Compte tenu de la santé financière du Groupe, il pourrait s'agir d'acquisitions susceptibles d'entraîner une transformation ou d'acquisitions complémentaires de moindre envergure, pour certaines business units.

Cette force financière nous a également permis de réaliser de grands investissements de croissance tout en offrant un niveau de rémunération substantiel aux actionnaires en 2014. Globalement, les rachats d'actions et les paiements de dividendes ont atteint € 187 millions, soit un niveau proche de celui de 2013 et équivalant à plus de 40% du cash-flow d'exploitation. Nous avons également annulé huit millions d'actions propres en septembre. En avril, le Conseil d'administration d'Umicore soumettra à l'approbation des actionnaires un dividende stable pour l'année entière de € 1,00 par action. Sur la base d'un bénéfice par action 2014

Revue du Président et de l'Administrateur Délégué

“Nous avons mené à bien la première phase majeure de l'expansion d'Hoboken.”

de € 1,79 par action, cela équivaut à un ratio de distribution de 56%.

Sur le plan du développement durable, nous avons encore réalisé des progrès mais ceux-ci ont été éclipsés par la disparition de deux collègues dans un accident à Olen (Belgique) en janvier 2014. Nous sommes résolus à réduire le risque qu'un tel accident se reproduise chez Umicore. Dans cette optique, nous avons pris l'engagement fort et immédiat d'améliorer la sécurité des procédés de manière plus systématique, et ce dans toute l'entreprise. En 2014, une équipe de projet a entamé un dialogue avec toutes les business units et a visité plus de 20 sites afin de sensibiliser le personnel à la sécurité des procédés et de stimuler l'échange des pratiques d'excellence. Celles-ci sont désormais partagées par tous les sites et business units et rassemblées dans des notes d'orientation pratiques, de manière à faciliter leur mise en œuvre. Outre les conséquences de l'accident survenu à Olen, les résultats en matière de sécurité n'ont pas été satisfaisants, la fréquence des accidents ayant légèrement augmenté d'une année par rapport à l'autre. Bien que cette tendance ne soit pas positive, des signaux encourageants laissent à penser qu'une amélioration est possible. À titre d'exemple, en 2014, sept business units n'ont enregistré aucun accident avec arrêt de travail. Les sites n'ont jamais été aussi nombreux à ne recenser aucun accident avec arrêt de travail sur l'ensemble de l'année.

Au niveau de la performance environnementale, nous avons encore enregistré une réduction de

nos émissions de CO₂ par rapport à l'année de référence ; à la fin 2014, nous avons fait mieux que les objectifs fixés en 2010 dans le cadre de Vision 2015. L'impact des émissions de métaux dans l'air a encore baissé en 2014. Cependant, un incident imputable aux inondations survenues sur notre site de Hoboken a fait grimper l'impact des rejets de métaux dans l'eau. Grâce aux actions mises en œuvre, nous sommes confiants de pouvoir réaliser, à la fin de 2015, l'objectif que nous nous étions fixé pour les émissions de métaux dans l'eau.

En termes de développement personnel et de satisfaction des travailleurs, les résultats de notre enquête d'opinion ont été un bon moyen de mesurer les progrès réalisés depuis l'édition 2010. En moyenne, les scores ont été légèrement inférieurs par rapport à ceux de l'enquête précédente. Ce fut le cas pour presque toutes les entreprises du groupe de référence, les effets du ralentissement économique ayant des répercussions sur la satisfaction des travailleurs de la plupart des secteurs. Cependant, nous avons remarqué une constance des résultats, voire une amélioration dans pratiquement un tiers des catégories. Qui plus est, nous avons dépassé la «Chemical Industry Norm» et nous avons comblé l'écart avec des entreprises considérées comme ayant la meilleure performance tous secteurs confondus. Nos efforts dans le domaine de la santé des travailleurs ont continué à porter leurs fruits en 2014, en particulier en termes d'exposition professionnelle aux métaux.

Pour 2015, nous observons des signes prometteurs pour l'évolution de notre performance financière. Dans les prévisions publiées en février, nous indiquions que 2014 avait probablement été une année charnière pour Umicore et que notre rentabilité globale serait plus élevée en 2015. Nous commençons à récolter les fruits des investissements de croissance consentis récemment ainsi qu'à ressentir l'effet des mesures de réduction des coûts. En 2015, nous tablons sur une contribution accrue des business groups Catalysis et Energy Materials. Catalysis devrait tirer parti, d'une part de l'intensification de la production de catalyseurs diesel pour poids lourds en Europe et en Chine, d'autre part de la progression de la demande de systèmes de réduction des émissions pour véhicules légers, toutes régions confondues. Chez Energy Materials, les revenus et la rentabilité devraient encore augmenter, reflétant la contribution des activités récemment acquises ainsi qu'une croissance de la demande dans

2015, nous avons déjà fait part de notre intention de réajuster le portefeuille d'activités d'Umicore afin de mettre davantage l'accent sur la croissance et de créer les meilleures conditions pour quatre de nos business units, dans l'optique de favoriser leur développement. Pour les deux business units utilisant le zinc, Zinc Chemicals et Building Products, nous envisageons une vente des activités. Chez Thin Film Products et Electro-Optic Materials, nous devrions étudier des partenariats et des alliances stratégiques afin de permettre à ces entités d'acquérir une masse critique et d'asseoir leur présence sur le marché. Nous espérons pouvoir procéder à ce réajustement de portefeuille d'ici à la fin de 2016. Tout au long de la procédure, nous analyserons la qualité et les avantages de chaque projet. Le calendrier s'entend évidemment sous réserve que des occasions intéressantes se présentent et que les bonnes conditions économiques soient réunies.

“Nos progrès en matière de développement durable ont été éclipsés par la perte de deux collègues dans un accident.”

toutes les business units. Il faut toutefois garder à l'esprit que l'économie mondiale reste hésitante. Les incertitudes qui règnent dans la zone euro et les répercussions d'un report de la politique monétaire vers les marchés émergents ne sont que deux éléments qui hypothèquent une reprise graduelle dans un contexte plus large.

En 2015, nous affinerons notre approche stratégique de manière à poser les jalons de notre succès dans les années à venir. Début

Nous aimerions profiter de l'occasion pour faire part de nos remerciements et de notre satisfaction aux travailleurs d'Umicore pour l'engagement dont ils ont fait preuve en 2014, à nos actionnaires pour leur soutien constant et à nos clients, fournisseurs et autres partenaires commerciaux pour leur fidélité indéfectible à Umicore.

Performance économique

Les bénéfices ont reculé en raison de la baisse des prix des métaux et de l'impact défavorable des taux de change.



“Les revenus ont augmenté de 1% par rapport à 2013, pour atteindre 2,4 milliards. La croissance chez Catalysis et Energy Materials a compensé la baisse chez Recycling et Performance Materials.”

Revue

Bien que la plupart des business units aient enregistré des performances positives durant l'année, cela n'a pas suffi pour compenser l'impact de la baisse du prix des métaux sur les marges et les revenus du recyclage. L'EBIT récurrent s'est replié en glissement annuel en raison de l'impact combiné du prix des métaux, des taux de change défavorables et d'une hausse des charges d'amortissement liées à nos initiatives de croissance dans le cadre de Vision 2015.

Revenus, bénéfices et rendements

(cf. graphiques pp. 9-10).

Les revenus ont augmenté de 1% par rapport à 2013, pour s'établir à € 2,4 milliards. La croissance chez Catalysis et Energy Materials a compensé la baisse chez Recycling et Performance Materials.

Le chiffre d'affaires (métaux inclus) s'est replié de 10% en glissement annuel, corollaire de la baisse des prix de certains métaux durant l'année. Pour Umicore, les revenus sont une mesure plus significative

de la performance « top line » que le chiffre d'affaires, car ils excluent le prix des métaux répercuté sur les clients.

L'EBIT récurrent a reculé de 10% par rapport à 2013, à € 274 millions, traduisant essentiellement l'impact de la baisse des prix des métaux précieux, des taux de change défavorables et des charges d'amortissement supérieures. L'EBIT récurrent de Catalysis a progressé de 13%, soutenu par l'intensification de la production de catalyseurs pour poids lourds en Europe et en Chine, et une hausse des ventes

de catalyseurs pour voitures. Les revenus d'Energy Materials ont enregistré une solide croissance, poussés par les acquisitions chez Cobalt & Specialty Materials, la croissance des volumes de toutes les business units et l'amélioration de l'efficacité. Les bénéfices récurrents d'Energy Materials ont bondi de 59%. Chez Performance Materials, malgré la baisse des revenus de 3%, l'EBIT récurrent a augmenté de 12%, reflétant une contribution plus élevée d'Element Six Abrasives ainsi que l'impact des mesures de réduction des coûts initiées en 2013. Les revenus et l'EBIT récurrent de Recycling ont

Performance économique

REVENUS (HORS MÉTAL)



EBIT RÉCURRENT & ROCE



diminué respectivement de 10% et 30%, principalement en raison de l'impact des prix des métaux plus bas. La demande plus faible dans certains marchés finaux des business units Jewellery & Industrial Metals et Precious Metals Management a également eu un impact défavorable sur les revenus et la rentabilité du business group. Les charges nettes récurrentes du Groupe ont été similaires à celles de 2013, à € 48 millions. Pour plus de détails sur la performance économique des différents business groups, reportez-vous aux pages 28 à 43.

Les éléments non récurrents ont eu un impact négatif de € 22 millions sur l'EBIT. La majorité des coûts de restructuration est liée à la fermeture de l'usine d'Element Six Abrasives en Suède, aux mesures de réduction des coûts dans les fonctions Corporate et de support ainsi qu'aux ajustements de la configuration de production dans certaines business units. Umicore a également comptabilisé des provisions environnementales de € 7 millions liées à l'assainissement de la pollution historique des sols. La reprise de réduction de valeur du stock permanent de métaux résultant de la hausse des prix des métaux en fin d'année ont eu un impact positif de € 8 millions. L'impact de ces charges non récurrentes sur le résultat net (part du Groupe) a atteint € 22 millions.

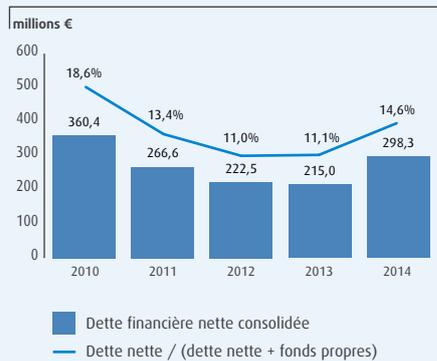
Les amortissements relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à € 169 millions, contre € 159 millions en 2013. Cette hausse est due à la finalisation d'un plus grand nombre de nouveaux investissements de croissance en 2014. L'EBITDA récurrent global a reculé de 4% pour atteindre € 442 millions.



BÉNÉFICE PAR ACTION RÉCURRENT



DETTE NETTE FINANCIÈRE



INVESTISSEMENTS



DÉPENSES DE R&D



COURS DE L'ACTION



DIVIDENDE BRUT



Les capitaux engagés moyens sont pratiquement restés au même niveau qu'en 2013. Le rendement des capitaux engagés (ROCE) a atteint 12,2%, contre 13,6% en 2013. Ce résultat est inférieur à notre objectif Vision 2015 de générer un rendement des capitaux engagés supérieur à 15%.

Charges financières & impôts

Les charges financières nettes récurrentes se sont établies à € 25 millions, soit un niveau similaire à celui de 2013. Les effets négatifs des taux de change ont effacé l'impact des charges d'intérêts plus faibles. Le taux d'intérêt net moyen pondéré pour la période a encore diminué à 1,56% (contre 1,61% en 2013).

La charge fiscale récurrente sur la période s'est élevée à € 48 millions. Le taux d'imposition récurrent réel global s'est établi à 21,8%, contre 21,3% en 2013.

Flux de trésorerie

Le cash-flow d'exploitation a reculé de 11,8% pour atteindre € 432 millions. Umicore a continué d'optimiser la gestion de ses besoins en fonds de roulement et de ce fait a généré € 56 millions de liquidités.

Le cash-flow net avant financement a diminué à € 140 millions, incluant le montant déboursé pour deux acquisitions chez Cobalt & Specialty Materials. Le cash-flow net total pour la période s'est élevé à € -18 millions, comprenant € 187 millions en cash rendu aux actionnaires sous forme de rachat d'actions et de dividendes, ce qui correspond à 43% du cash-flow d'exploitation.

Performance économique



Évolution de la dette nette financière

Au 31 décembre 2014, la dette financière nette d'Umicore s'élevait à € 298 millions contre € 215 millions un an plus tôt. Les capitaux propres s'élevaient à € 1.705 millions, ce qui résulte en un gearing (dette nette / (dette nette + capitaux propres)) de 14,6%. Le ratio dette nette sur EBITDA récurrent s'élevait à 0,5x.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont atteint € 202 millions, soit bien moins qu'en 2013. La grande majorité des investissements concerne des projets de croissance liés à Vision 2015. Par rapport à 2013, les investissements ont baissé chez Catalysis et Energy Materials, en raison d'effets de décalage suite à une vague d'investissements

finalisés l'année précédente pour la production de matériaux cathodiques et de catalyseurs HDD. Chez Recycling, les dépenses d'investissement ont surtout été consacrées à la finalisation fructueuse d'une première vague d'investissements visant à accroître la capacité de l'usine de Hoboken (Belgique) de 40%. Les investissements sont globalement restés stables chez Performance Materials.

Recherche, développement et innovation

Les dépenses de R&D des sociétés entièrement consolidées se sont élevées à € 143 millions, correspondant à un ratio dépenses de R&D sur revenu stable de 6%. Le niveau des revenus de R&D est resté stable de 2013 à 2014.

En 2014, les dépenses nettes totales de R&D ont été supérieures

de 2% à celles de 2013, principalement en raison des investissements chez Recycling et Catalysis.

Les principaux domaines de R&D produits concernent les catalyseurs automobiles, les catalyseurs pour piles à combustible et les matériaux pour batteries rechargeables. La majorité des dépenses de recherche et développement liées aux procédés ont porté sur les technologies de recyclage, mais aussi sur les procédés de production de catalyseurs et de matériaux pour batteries rechargeables. Nous avons déduit tous les financements extérieurs de recherche accordés par des tiers de nos chiffres R&D. Nous appliquons également les définitions du manuel de Frascati, reconnu au niveau international pour les dépenses de R&D. Les dépenses R&D de ce rapport excluent les dépenses R&D des sociétés associées.

Innovations gagnantes

La quatrième édition des Umicore Innovation Awards a réuni 15 projets finalistes de haut niveau provenant des quatre coins du monde. Les finalistes ont fait preuve d'un grand sens de la collaboration entre collègues de différents pays, business units et Group R&D. Les cinq innovations récompensées répondent à une demande de la clientèle et aux besoins du marché. Ces prix sont déterminants pour assurer la croissance et le développement futurs d'Umicore.

ÉTUDE DE CAS



Hoboken se développe pour satisfaire la demande

En 2014, le feu vert a été donné à un investissement de € 100 millions à l'usine Precious Metals Refining d'Hoboken (Belgique). La capacité de raffinage et de recyclage va ainsi passer de 350 000 à environ 500 000 tonnes par an, soit une hausse de quelque 40%.

Senior Vice-President Precious Metals Refining. Le traitement de ces concentrés complexes par nos fournisseurs engendre à son tour des sous-produits plus complexes.» En outre, les produits finis tels que les téléphones mobiles, les composants électroniques et les catalyseurs industriels renferment des combinaisons de métaux de plus en plus complexes, et leur disponibilité augmente.

de l'organisation : opérations, ingénierie, logistique, R&D, ainsi que des fonctions de service au laboratoire et dans l'usine. «Notre personnel extrêmement compétent est essentiel à la réalisation de nos objectifs de productivité et d'efficacité», ajoute Luc.

Assurer la performance environnementale

Umicore compte réduire autant que possible l'impact environnemental de cette hausse de capacité. L'usine se conformera toujours aux normes les plus rigoureuses en termes de rejets dans l'air et dans l'eau. Dans cette optique, des améliorations sont en cours dans plusieurs domaines : de nouveaux équipements et technologies sont installés, notamment pour l'épuration biologique des eaux et la purification des gaz.

Nous innovons également en logistique. Afin de gérer la hausse sensible des volumes de matériaux livrés au site d'Hoboken, un tout nouveau type de transport a été mis en place : une péniche en provenance du port d'Anvers sur l'Escaut. Chaque année, nous réduisons ainsi le transport routier de quelque 5 000 conteneurs. Cela entraînera une baisse des embouteillages, du bruit, de la pollution et des émissions de CO₂.

Étalé sur deux années, le programme d'extension va accroître les capacités de toute l'usine en déployant des améliorations techniques novatrices. Ces investissements permettront à Umicore Precious Metals Refining de tirer parti de son savoir-faire exclusif dans le traitement de la plus grande gamme de matériaux complexes au monde.

Augmentation de la complexité et de la disponibilité

Grâce à cette expansion, la business unit pourra traiter davantage de filières de déchets complexes issus de l'industrie des métaux non ferreux. Ces matériaux représentent déjà une part importante de l'approvisionnement d'Hoboken. Leur disponibilité devrait croître dans les prochaines années. «Avec la raréfaction des ressources, on extrait des minerais plus complexes qui donnent des concentrés plus chargés en impuretés, explique Luc Gellens,

Procédés et travailleurs plus productifs

Le projet d'expansion va aussi accroître la productivité, ce qui va renforcer la position concurrentielle d'Umicore sur un marché de plus en plus rude. Le travail d'ingénierie préparatoire et les investissements réalisés en 2014 ont déjà débouché sur une hausse de la capacité de production.

Par ailleurs, cette expansion va générer de l'emploi. Le programme d'investissement implique des personnes à tous les niveaux



SolviCore, notre coentreprise dans les matériaux de piles à combustible, a encore renforcé sa présence dans les projets de mobilité durable et de stockage énergétique stationnaire.

En 2014, Umicore a déposé 43 nouvelles familles de brevets, contre 36 en 2013, dont la majorité concerne les catalyseurs automobiles et les matériaux pour batteries rechargeables.

Umicore a hiérarchisé ses programmes R&D pour mieux soutenir ses ambitions Vision 2015. Elle accorde la priorité au développement de matériaux et processus novateurs chez Catalysis, Recycling et Energy Materials. Le Comité de direction concentre ses études technologiques sur les 11 projets d'innovation prioritaires qui correspondent aux ambitions de croissance Vision 2015, dans l'optique d'assurer la qualité du déploiement et la vitesse d'exécution. Ces projets majeurs concernent des produits dans le domaine de la catalyse automobile, de la catalyse pour piles à combustible et des matériaux pour batteries rechargeables. Ils comprennent aussi des technologies de recyclage ainsi que des procédés de production de catalyseurs, de matériaux pour batteries rechargeables et de réduction des rejets dans l'eau. En 2014, le Comité de direction a procédé à cinq études technologiques spécialisées.

En 2014, dans le cadre de l'innovation ouverte, nous avons encore intensifié notre réseau de

partenariats avec des universités et des instituts de recherche du monde entier. Nous avons à nouveau proposé près de cent stages à des étudiants de Bachelier et de Master et avons parrainé directement 23 doctorants et post-doctorants au cours de leurs études. Umicore occupe six chaires de professeurs invités dans des universités. Les chercheurs et techniciens d'Umicore ont donné plusieurs conférences dans des établissements universitaires à travers le monde. Nous entretenons aussi de nombreux partenariats universitaires dans la recherche et le partage des services et infrastructures.

En mars 2014, nous avons décerné le Umicore Scientific Award à Mehtap Ozaslan, une chercheuse de l'université technologique de Berlin, pour sa thèse sur les propriétés catalytiques des électrocatalyseurs cathodiques de piles à combustible. La candidature de Mehtap figurait parmi 25 dossiers envoyés des quatre coins de l'Europe. Quatre étudiants en Master issus d'universités belges ont également été récompensés pour leur travail. Le prix principal est décerné à un doctorant qui, par la qualité de ses travaux, fait progresser la science dans les domaines essentiels à la croissance de l'activité d'Umicore et au développement d'une société durable. Ces domaines sont les suivants : la technologie et les applications des particules fines, la technologie des composés métalliques (p.ex. le recyclage), les thèmes liés aux énergies renouvelables, la catalyse et, enfin, les enjeux sociétaux ou

économiques liés aux composés métalliques. Depuis son lancement en 2007, Umicore et ses partenaires ont examiné plus de 220 candidatures et récompensé 34 scientifiques à travers l'Europe, et ce à hauteur d'environ € 135.000.

La quatrième édition de l'Umicore Innovation Award s'est déroulée à Bruxelles en juin 2014. Ce fut le point d'orgue d'un processus de six mois visant à identifier et récompenser l'excellence en innovation au sein d'Umicore. Les candidatures ont été soumises dans cinq grandes catégories : Amélioration des procédés techniques, Amélioration des procédés non techniques, Développement de nouvelles activités, Environnement, santé et sécurité, et Science et technologie. Les Awards ont réuni 15 projets finalistes de haut niveau provenant des quatre coins du monde. Les finalistes ont fait preuve d'un grand sens de la collaboration entre collègues de différents pays, business units et Group R&D. Les cinq innovations récompensées répondent à une demande de la clientèle et aux besoins inassouvis du marché ; elles ont eu un impact tangible sur la croissance d'Umicore. Ces prix sont déterminants pour assurer la croissance et le développement d'Umicore à l'avenir.

L'action Umicore

Fin de l'année, le cours de l'action Umicore avait perdu 1,9% par rapport à fin 2013 (€ 33,31 vs € 33,96). Une évolution à comparer avec la

hausse de 3,7% de l'indice Euronext 100 regroupant les 100 plus grandes sociétés cotées sur les marchés Euronext et une progression 12,4% de l'indice national Bel20. Le recul est principalement lié à l'évolution négative des prix des métaux précieux durant l'année. Nous avons conservé notre place dans l'indice FTSE4Good sustainability ainsi que dans plusieurs autres fonds durables.

Fin 2014, trois sociétés d'investissement ont déclaré détenir dans Umicore des participations supérieures au seuil de déclaration de 3%. À la fin de l'exercice, ces sociétés détenaient ensemble 18,62% d'Umicore. En 2014, Umicore a racheté 2.029.345 actions propres. Sur l'exercice, Umicore a affecté 314.500 actions propres à l'exercice d'options sur actions. 25.834 autres ont servi à l'octroi d'actions aux membres du Conseil d'administration et du Comité de direction. Umicore a également annulé 8.000.000 actions et le nombre d'action restant en circulation est de 112.000.000. À la fin de l'exercice, nous en détenons 3.914.272, soit 3,49% de nos actions propres en trésorerie.

Si l'affectation du résultat proposée est approuvée, il sera attribué, au titre de l'exercice 2014, un dividende brut stable de € 1,00 par action. En tenant compte du dividende intérimaire de € 0,50 payé en septembre 2014, un montant différentiel brut de € 0,50 sera mis en paiement en mai 2015.



Accédez directement aux chiffres

.XLS

<http://annualreport.umicore.com/home/data-centre/>

Une entreprise où il fait bon travailler

En 2014, nous avons progressé dans la plupart des domaines, dont le développement personnel, être un employeur attrayant et la santé professionnelle.



Le vainqueur du Safety Award, Peter Verbracken, briefe Marc Grynberg.



“Umicore s’est fermement engagée à traiter la sécurité des procédés de façon bien plus systématique.”

Zéro accident

(cf. graphiques p. 15)

En janvier 2014, un accident survenu sur le site d'Olen (Belgique) a coûté la vie à deux travailleurs d'Umicore. D'après l'enquête, l'accident a été provoqué par une accumulation inattendue d'hydrogène dans la citerne où les deux travailleurs effectuaient des travaux d'entretien. Juste après l'accident, Umicore s'est fermement engagée à traiter la sécurité des procédés de façon bien plus systématique dans toute l'entreprise. Une équipe spécialisée a été chargée d'élaborer un projet de sécurité des procédés à l'échelle du Groupe. Ce projet a pour but d'intensifier l'approche de la sécurité des procédés sur tous les

sites industriels du Groupe par l'intégration pragmatique de pratiques d'excellence en la matière dans les systèmes de gestion existants. Dans le courant de 2014, l'équipe de projet a contacté chaque business units et a visité plus de 20 sites afin de sensibiliser le personnel à la sécurité des procédés et de stimuler l'échange des pratiques d'excellence. Celles-ci ont été partagées entre tous les sites et les business units et ont été rassemblées dans des notes d'orientation pratiques destinées à faciliter leur mise en œuvre. Conformément à notre volonté de parvenir à une définition commune de la sécurité des procédés, l'équipe a également élaboré un e-learning aussi simple qu'efficace sur la sécurité des

procédés, destiné à tous les travailleurs concernés.

En termes de performances en sécurité professionnelle pour 2014, l'accident d'Olen éclipse tout le reste. C'est particulièrement le cas pour le taux de gravité. En termes de fréquence des accidents, le nombre d'accidents avec arrêt de travail a été plus élevé en 2014 (37) qu'en 2013 (35), et le taux de fréquence des accidents a dès lors augmenté, passant de 2,08 à 2,16. En raison des deux décès, le taux de gravité des accidents a grimpé à 0,94. Bien que cette évolution ne soit pas positive, des signes encourageants ont été observés. En 2014, 84% des sites déclarants n'ont recensé aucun accident avec

arrêt de travail, contre 79% en 2013, et 7 business units n'ont recensé aucun accident avec arrêt de travail pendant l'année entière. Rechargeable Battery Materials a réussi à mener ses vastes activités industrielles sans le moindre accident avec arrêt de travail en 2014. Zinc Chemicals n'a pour sa part enregistré qu'un seul accident avec arrêt de travail sur ses 7 sites, en dépit du risque généralement associé à ses activités industrielles, qui comprennent la manipulation de métaux en fusion. Ces exemples prouvent que tous les sites peuvent atteindre l'objectif de zéro accident. D'ailleurs, en novembre 2014, Umicore a enregistré le deuxième mois sans le moindre accident de

son histoire, toutes les business units confondues.

Nous récompensons en interne les sites qui affichent trois, cinq ou dix ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants. À la fin de 2014, 9 sites avaient atteint la barre des trois ans. Cinq de ces sites ont également atteint la barre des cinq ans.

La quatrième édition de notre Safety Award s'est déroulée en 2014. Le vainqueur, Peter Verbraeken, est coach au service maintenance de la fonderie d'Hoboken (Belgique). Un jury l'a élu parmi 50 candidatures regroupant plus de 200 personnes. Le jury a également décerné une distinction spéciale à Ricardo Kurihara, superviseur de production sur le site de Guarulhos (Brésil). Ce prix a pour but d'inciter les travailleurs à s'engager en faveur de la sécurité sur leur lieu de travail et de favoriser le partage des pratiques d'excellence au sein d'Umicore.

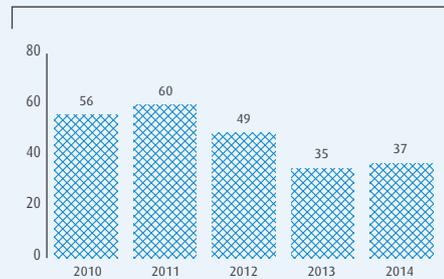
Développement des travailleurs

En tant qu'employeur, nous avons le devoir de donner à nos collègues l'occasion de s'épanouir et de se développer. Cette approche peut revêtir de multiples aspects tels que des possibilités d'apprentissage et de développement, un feed-back régulier, la gestion des talents et des plans de succession. Un des objectifs à atteindre à l'horizon 2015 est l'évaluation annuelle de chaque travailleur au sujet de son développement personnel.

En 2011, 87% des travailleurs bénéficiaient déjà d'une évaluation. À la fin 2014, 95,8% de nos travailleurs en avaient reçu une. Ce chiffre

Une entreprise où il fait bon travailler

ACCIDENTS AVEC ARRÊT DE TRAVAIL



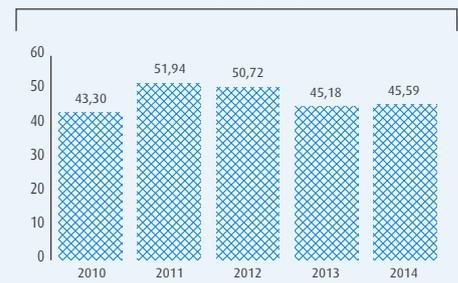
TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS



TAUX DE GRAVITÉ DES ACCIDENTS



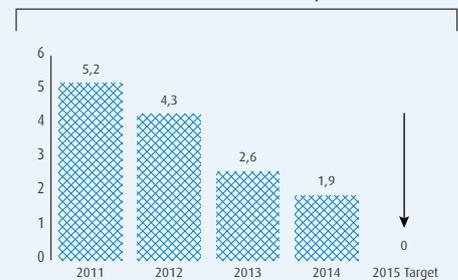
NOMBRE MOYEN D'HEURES DE FORMATION PAR EMPLOYÉ



TAUX DE DÉPARTS VOLONTAIRES



TAUX D'EXPOSITION 'TOUS BIOMARQUEURS AGRÉGÉS'





est à peine supérieur à celui de l'an dernier.

Les résultats de l'enquête d'opinion d'Umicore permettent d'évaluer les performances d'Umicore en matière de développement du personnel. Dans la catégorie de questions "Possibilités de développement", bien que les résultats soient légèrement inférieurs à ceux des entreprises les plus performantes qui réalisent des enquêtes similaires, ils sont légèrement meilleurs que ceux de l'enquête 2010 d'Umicore et supérieurs à la norme Global Chemical. Sur le plan de la formation, nos résultats dépassaient la norme High Performance et la norme Global Chemical. Ces résultats démontrent que les initiatives de développement du personnel d'Umicore portent leurs fruits.

L'intensité de la formation est un indice du développement du personnel. En 2014, le nombre d'heures de formation moyen par travailleur a atteint 45,6 heures, contre 45,2 heures en 2013. Ce repli par rapport aux sommets de 2011/2012 s'explique en partie

par une réduction significative du niveau de formation d'initiation, résultant de niveaux de recrutement inférieurs. En 2014, nous nous sommes encore focalisés sur la formation sur le terrain, où l'apprentissage mise sur la pratique et/ou est intégré dans l'environnement de travail quotidien. Nous avons organisé plus de 20 séminaires "Lunch & Learn" sur un large éventail de thèmes durant l'année, allant de la mobilité électrique à la diffraction des rayons X.

En 2014, nous avons poursuivi le déploiement de la plate-forme d'apprentissage My Campus. Le déploiement initial concernait les sites de Belgique et les plus grands sites d'Allemagne; en 2014, les sites d'Amérique du Nord et du Sud ont suivi. Cette plate-forme vise à créer un lieu de travail plus collaboratif. Cet aspect avait été identifié comme un domaine de développement capital dans l'enquête d'opinion 2010. My Campus offre une plate-forme en ligne d'apprentissage mixte, où les travailleurs ont accès à de nombreux types de formations et

options de développement personnel, dont des modules d'e-learning sur l'approvisionnement durable et la gestion des performances. La plate-forme fournit également des outils de gestion des performances et des talents et héberge un outil de réseau collaboratif. À la fin de 2014, quelque 80% des travailleurs d'Umicore avaient accès à la plate-forme.

La plate-forme pour les fonctions commerciales chez Umicore a organisé un nouveau sommet en Amérique du Nord afin de compléter les sessions organisées en Europe et en Asie l'an dernier. L'un des objectifs de cette plate-forme consiste à renforcer les compétences commerciales et marketing au sein de l'entreprise.

Employeur attrayant

Attirer et retenir les talents est un défi permanent, surtout dans les secteurs à prédominance technologique comme ceux où Umicore évolue. Nos objectifs 2015 en vue d'être un employeur attrayant reposaient sur les résultats de l'enquête d'opinion 2010. Chaque site devrait élaborer un plan en vue d'être considéré comme un employeur attrayant dans son contexte opérationnel. Dans certains pays, des programmes de ce type sont déjà en place. Ils offrent une visibilité et une reconnaissance élevées, surtout dans l'Union européenne.

En 2014, nous avons procédé à une nouvelle enquête d'opinion Umicore. Tous les travailleurs ont ainsi eu l'occasion de donner leur avis sur le travail chez Umicore, sur divers thèmes. En moyenne, les scores étaient légèrement inférieurs à ceux de l'enquête 2010. Cette situation s'est rencontrée dans la majorité des entreprises; la récession économique a eu une incidence considérable sur la

satisfaction des travailleurs dans la plupart des secteurs. Nous avons constaté des performances stables ou en progrès dans près d'un tiers des catégories. Les performances par rapport à nos homologues sont peut-être bien le facteur le plus important pour notre statut d'employeur attrayant. À cet égard, nous nous sommes montrés très performants. Les résultats ont montré que, dans la plupart des catégories, Umicore dépassait la norme Chemical Industry et se rapproche doucement des entreprises considérées comme les plus performantes, tous secteurs confondus. Chaque business unit et chaque site a élaboré un plan d'action visant à répondre aux aspects les plus pertinents dans leur contexte spécifique. Pour en savoir plus sur les résultats de l'enquête d'opinion Umicore, consultez l'étude de cas à la page ci-contre.

Tous les sites de Belgique, de France et du Brésil ainsi que les sites allemands les plus importants font partie des Top Employers nationaux. À la fin 2014, 70% des travailleurs étaient employés sur un site considéré comme un employeur attrayant à son échelon local, contre 73% en 2013. À la fin 2014, 81% des sites avaient élaboré un plan en vue d'être considérés comme un employeur attrayant à l'échelon local, contre 82% en 2013. La légère baisse dans ces deux catégories s'explique par l'intégration d'un site récemment acquis dans le courant de l'année. Le site de Hanau s'est encore vu décerner le certificat d'audit Berufundfamilie, qui récompense sa démarche en faveur d'un meilleur équilibre entre travail et vie de famille. Le site a reçu cette distinction tous les ans depuis 2007.

En 2014, le taux de départs volontaires au sein du personnel est resté stable à 3,4%. Comme les années précédentes (et conformément aux tendances régionales),

ÉTUDE DE CAS

Une entreprise où il fait bon travailler

À l'écoute de notre personnel

Être reconnu comme un employeur attrayant est l'un des éléments clés de la stratégie Vision 2015 d'Umicore. En 2014, l'enquête d'opinion d'Umicore a donné au personnel la possibilité de donner son avis sur plusieurs sujets majeurs liés à son travail et à Umicore.

et Responsabilisation. Ces résultats révèlent que les efforts consentis au niveau de la responsabilité sociale et environnementale sont une source de fierté au sein d'Umicore. «Il est intéressant de voir que les domaines où nous nous distinguons sont indissociables du statut d'employeur attrayant», ajoute Mark Dolfyn.

entités et aux départements. Nos employés veulent savoir ce qu'ils doivent faire et comment le faire, mais aussi pourquoi.

Autre message clair que nous avons reçu : de nombreux collaborateurs ont exprimé leur souhait de contribuer davantage à Umicore en prenant en charge de nouvelles missions et responsabilités, dans le cadre de leur fonction actuelle, mais aussi en dehors.



Toutes régions confondues

Les résultats montrent des disparités entre business units, régions et sites. Les résultats détaillés ont été communiqués à toute l'entreprise, afin que chacun puisse participer aux plans d'action, tirer parti de nos forces et améliorer ce qui peut l'être.

Par exemple, le site Umicore d'Olen (Belgique) a décidé d'adopter une approche novatrice afin de discuter des résultats de l'enquête avec le personnel. Plutôt que d'aborder les points d'attention de manière traditionnelle en se penchant sur les faiblesses et en y associant des actions, Olen a privilégié une méthode appelée «Appreciative Inquiry». Il s'agit de se concentrer sur les aspects positifs de l'entreprise et d'en tirer parti pour corriger les points qui laissent à désirer.

Une fois encore, le taux de participation fut exceptionnel : 8 721 travailleurs ont répondu au questionnaire, soit 83% du personnel. Les collaborateurs prennent donc ces enquêtes au sérieux.

Résultats positifs

«Pour la première fois depuis la première enquête, réalisée en 1998, nous avons obtenu des résultats supérieurs à ceux de notre secteur», explique Mark Dolfyn, Development Director

chez Corporate Human Resources. «Nous dépassons désormais la norme 'Chemical Industry' dans presque toutes les catégories. C'est l'objectif que nous nous sommes fixés et c'est donc une grande réussite.» Umicore se rapproche également progressivement de la norme 'High Performance', qui regroupe les meilleurs.

Les domaines où Umicore a obtenu les meilleurs résultats sont Qualité & orientation client, Sécurité, Respect & reconnaissance

Domaines d'amélioration

L'enquête met en lumière un besoin de plus de précisions sur le cap stratégique d'Umicore. Cela ne surprend pas Mark, car l'échéance de Vision 2015 est proche : «Les collaborateurs de l'entreprise ont manifestement envie d'en savoir plus sur la voie que va suivre Umicore.»

Les efforts pour donner des éclaircissements ne concernent pas que la vision d'Umicore, ils s'appliquent également aux

«Dans les domaines où nous avons obtenu un moins bon score, nous avons cherché les meilleures pratiques au sein de l'entreprise et des business units», explique Geert Walschap, Manager HR & Communication. «Nous avons ainsi pu échanger nos expériences et instaurer un climat positif. Lorsque les équipes apprennent l'une de l'autre, elles stimulent la collaboration.»

ÉTUDE DE CAS



Un environnement de travail plus sûr chez Umicore

Un projet mondial sur la sécurité des procédés vise à accroître la performance en matière de sécurité des procédés sur tous les sites industriels.



Au fil des ans, Umicore a investi massivement dans l'amélioration de la *sécurité au travail* et réduit le nombre d'accidents avec arrêt de travail. Et elle poursuit ses efforts en la matière. En janvier 2014, deux travailleurs ont perdu la vie lors d'un accident à l'usine d'Olen (Belgique). Cet accident a souligné l'importance de la *sécurité des procédés*. À la suite de l'accident, un grand projet a été lancé en vue d'évaluer et améliorer la sécurité des procédés au niveau du Groupe.

«Nous voulons réduire le risque qu'un tel accident se reproduise», déclare Guy Haesebroek, Project Director Process Safety.

Déploiement structuré

«La sécurité des procédés n'est pas un concept neuf chez Umicore, mais nous l'encadrons davantage pour l'intégrer à l'échelle mondiale de manière structurée sur tous nos sites industriels », explique Marc Massant, Group Leader Process Safety.

Le projet va intensifier l'approche de la sécurité des procédés sur tous les sites industriels par l'intégration pragmatique de pratiques d'excellence en la matière dans les systèmes de gestion existants. Il couvrira toutes les activités actuelles, les sites en construction et les futures acquisitions, mais aussi

les sous-traitants et les visiteurs, si la sécurité des procédés est concernée.

Tous les sites recevront une documentation détaillée sur la sécurité des procédés, qui s'accompagnera de directives, d'un référentiel, de formations, d'un plan de déploiement et d'un système de diagnostic.

Cadre commun

Pour améliorer la sécurité des procédés, il est essentiel de mettre au point et déployer un système de management adapté. Nous pourrions ainsi identifier proactivement tous les risques pouvant résulter de

dysfonctionnements dans les procédés, les comportements ou les équipements. Nous prévoyons des tests d'intégrité, notamment technique, opérationnelle et conceptuelle. Nous procédons également à la mise à jour de la note de référence actuelle sur la sécurité des procédés, qui décrit ce qui est nécessaire pour assurer la sécurité optimale des procédés.

Approche mondiale

Un autre objectif consiste à adopter une définition de la sécurité des procédés qui soit commune à Umicore et tous ses sites. À cette fin, en 2014, Guy et Marc se sont rendus sur une vingtaine de sites dans le monde pour sensibiliser le personnel à la sécurité des procédés, évaluer les choses à faire et encourager le partage des pratiques d'excellence en la matière. La priorité a été donnée aux sites dont les activités présentent le risque le plus élevé.

Déploiement sur mesure

«La priorité peut varier selon l'activité du site», explique Marc. «Dans certains cas, nous identifierons les équipements sensibles en matière de sécurité et introduirons des procédures pour favoriser un fonctionnement et une maintenance corrects, ajoute Guy Haesebroek. Dans d'autres cas, nous pourrions être amenés à améliorer les mesures de prévention.»

le taux de départs volontaires a été plus élevé dans la zone Asie-Pacifique, où les marchés de l'emploi sont très souples et très compétitifs.

Dans le cadre de la Convention de développement durable passée avec le syndicat international IndustriALL, nous avons participé à une réunion du comité de contrôle sur le site d'Umicore Jewellery & Industrial Metals à Amsterdam. Nous avons partagé des informations sur des sujets tels que les conditions de travail, la formation, l'enseignement et les politiques sociales.

Le programme pilote de mentorat, dans le cadre duquel des managers féminins en milieu de-carrière sont mis en tandem avec des managers seniors ayant un rôle de mentors, a été considéré comme une réussite par les mentors et les bénéficiaires. Les enseignements tirés de cette initiative, qui est toujours en cours, ont été adoptés par d'autres parties de l'entreprise. Le mentorat devrait faire partie des plans de développement des managers en début et en milieu de carrière.

Exposition professionnelle

Umicore ne ménage pas ses efforts en vue d'éradiquer les maladies professionnelles et de promouvoir le bien-être au travail. Les principaux risques en matière de santé au travail sont liés, d'une part, à l'exposition à des substances dangereuses (principalement l'arsenic, le cadmium, le cobalt, le plomb, le nickel et les sels de platine), d'autre part, à des risques physiques (en particulier les nuisances sonores). Nous avons fixé des valeurs cibles pour l'exposition professionnelle aux substances potentiellement dangereuses. Basées sur les critères de l'ACGIH (American Conference of Government and Industry

Hygienists), elles sont au moins aussi sévères que les limites légales en vigueur dans les différents pays où nous déployons nos activités. L'objectif Vision 2015 en matière d'exposition professionnelle est de réduire à zéro le nombre de relevés individuels indiquant une exposition supérieure aux niveaux définis en interne. S'ils ne sont pas nécessairement révélateurs d'un risque pour la personne concernée, ces dépassements sont des indications importantes de l'exposition, récente ou à long terme. Ils servent aussi à apporter de nouvelles améliorations sur les différents lieux de travail. Tous les travailleurs présentant un risque d'exposition professionnelle à l'un des métaux visés (arsenic, cadmium, cobalt, nickel, plomb et sels de platine) ou à d'autres métaux font l'objet d'une surveillance dans le cadre d'un programme de santé au travail.

Au niveau du Groupe, nous avons relevé un dépassement de 1,9% en 2014, soit une nouvelle réduction par rapport aux 2,6% de 2013 et 5,2% de 2011. Sur les 4.303 prélèvements effectués sur des travailleurs exposés aux métaux susmentionnés (hors sels de platine) sur leur lieu de travail, 82 individus ont présenté au moins un prélèvement indiquant une exposition aux métaux supérieure à notre niveau cible. Une fois encore, les réductions les plus significatives ont été enregistrées par le business group Energy Materials et étaient liées à la réduction des dépassements pour le cobalt et le nickel. Cette tendance découle de la mise en œuvre systématique d'améliorations techniques et de programmes d'hygiène au travail sur certains sites des business units Cobalt & Specialty Materials et Rechargeable Battery Materials.

En 2014, une sensibilisation aux sels de platine a été diagnostiquée chez quatre travailleurs, qui ont été soit transférés dans un atelier



Une entreprise où il fait bon travailler

Quand des concentrations de nickel plus élevées que la normale ont été relevées dans les urines des travailleurs de l'usine de Cobalt & Specialty Materials de Subic (Philippines), il a fallu prendre des mesures, ce qui a été fait.



Améliorations techniques

Des améliorations techniques ont été mises en œuvre pour contrôler l'exposition professionnelle aux poussières de nickel et leurs émissions dans l'environnement, comme par exemple l'installation de filtres à poussières de pointe plus efficaces, la rationalisation du conditionnement, l'isolement de la zone et la modernisation des broyeurs d'oxyde de nickel. Parallèlement, des mesures ont été prises pour d'abord limiter la propagation des poussières de nickel par les travailleurs.

Meilleure hygiène

La cantine a été dotée de nouvelles installations d'hygiène. «Nous avons constaté que de nombreux opérateurs prenaient leurs repas à la cantine, voire ailleurs dans l'usine, sans s'être préalablement lavé le visage et les mains, a déclaré Tony Wong, directeur général d'Umicore Subic. Nous avons dès lors augmenté le nombre de lavabos, désormais aussi mieux équipés, à l'entrée de la cantine. Nous avons aussi interdit la consommation de nourriture en dehors de la cantine.»

Des formations plus transparentes

Enfin, trois petits films mettant en scène un personnage de dessin animé malchanceux, BokBok Alikabok, ont donné aux travailleurs des pistes en vue d'améliorer leurs habitudes d'hygiène, pour un lieu de travail plus sûr. Dans le premier épisode, on peut voir le petit personnage prendre son repas sans s'être lavé les mains au préalable. Le second film illustre la facilité avec laquelle la poussière de nickel se transmet aux collègues du laboratoire ou des bureaux administratifs. Le troisième épisode se concentre sur l'hygiène corporelle dans le vestiaire et en famille à la maison.

Ces mesures se sont traduites par une baisse significative des concentrations de nickel présent dans les échantillons d'urine. Le pourcentage de travailleurs dépassant les valeurs limites a chuté de 61% en 2012 à seulement 4% en 2014.



exempt d'exposition à ces substances, soit équipés de tenues et d'équipements individuels offrant un niveau de protection accru.

Umicore et le National Institute for Occupational Safety & Health (NIOSH) américain ont poursuivi l'étude visant à évaluer l'efficacité des mesures préventives de réduction de l'exposition professionnelle à l'oxyde d'étain-indium (ITO) sur son site de Providence (USA). Le

NIOSH a réalisé une nouvelle évaluation des tests de l'état de santé des travailleurs et de la santé au travail. Ses résultats sont attendus en 2015.

Éco-efficacité

Nous sommes en bonne voie pour atteindre nos objectifs environnementaux Vision 2015 pour les émissions et la durabilité des produits.



“Les rejets de métaux dans l’eau ont été plus élevés suite à l’impact d’un incident ponctuel sur le site d’Hoboken.”

Émissions de CO₂

(cf. graphiques p.21)

Les politiques publiques menées de par le monde ont pour ambition de répondre au changement climatique et de relever le défi lié à la réduction de l’empreinte carbone de la société. Cette volonté est traduite par des accords internationaux tels que le protocole de Kyoto, ainsi que par de multiples initiatives et engagements au niveau régional ou national. Umicore est présente sur de nombreux segments de produits et de services susceptibles de répondre aux enjeux liés à l’énergie et à l’empreinte carbone de la planète. Sa stratégie Vision

2015 a circonscrit de grandes perspectives de croissance dans des secteurs associés au relèvement de ces défis, notamment les véhicules électriques, le photovoltaïque et le recyclage.

Dans nos activités, nous avons choisi de mener des actions spécifiques en vue d’alléger notre empreinte carbone et d’accroître notre efficacité énergétique. Afin de cadrer cette approche, nous avons instauré, en 2011, une politique en matière d’efficacité énergétique et d’empreinte carbone

Son axe principal correspond à l’objectif au niveau du Groupe de réduire de 20% les émissions en

équivalents CO₂ d’ici à 2015, par rapport à l’année de référence 2006 et en utilisant un même niveau d’activités qu’en 2006 (voir note E3 pour plus de détails).

La politique revêt aussi d’autres aspects :

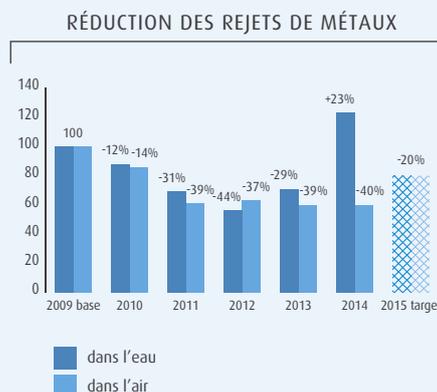
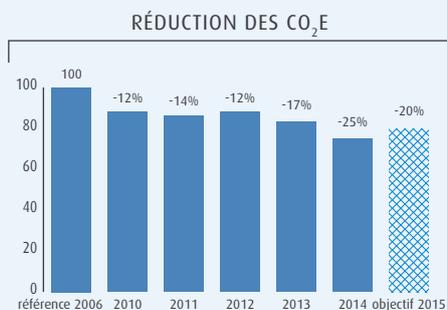
- **Investissements :** chaque investissement doit faire l’objet d’une analyse d’impact carbone.
- **Acquisitions :** nous nous engageons à intégrer les critères d’intensité carbone dans notre évaluation des acquisitions.
- **Personnel et mobilité :** tous les travailleurs sont encouragés

à pratiquer une mobilité générant peu ou pas d’émissions de carbone.

- **Champ d’application 3 des émissions de CO₂ :** nous participerons activement au développement d’un système de comptabilisation adéquat du champ d’application 3 de nos émissions de façon à illustrer la contribution de nos produits et services à une économie à faible émission de carbone.

À la fin 2014, nous avons atteint une réduction de 25% par rapport à l’année de référence 2006, c’est-à-dire qu’à niveaux de production équivalents, nous avons émis 25%

Éco-efficacité



nous avons enregistré une baisse de 8% des émissions en valeur absolue depuis 2006, contre une réduction de 4% à la fin 2013. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la note E3 du rapport d'activité environnemental.

Rejets de métaux

Depuis des années, dans le cadre de notre approche de gestion environnementale, nous assurons un suivi des émissions et nous prenons des mesures pour réduire les rejets de métaux dans l'air et l'eau. Nos sites respectent les réglementations en vigueur et les limites autorisées dans les pays où nous sommes présents.

Chaque métal que nous rejetons présente un profil de toxicité potentielle très différent pour l'environnement et la santé humaine. Cela étant, nous avons formulé pour 2015 un objectif qui vise à réduire de 20% l'impact environnemental des métaux rejetés par rapport aux niveaux émis en 2009. Si notre priorité est de minimiser les rejets des métaux présentant la plus forte toxicité potentielle, nous prenons aussi des mesures pour réduire les volumes d'émission des autres métaux.

Nous avons eu recours à une méthodologie spécifique afin de déterminer l'impact des métaux dans l'air et l'eau. Pour les rejets dans l'air, nous nous sommes inspirés des valeurs maximales de concentration en milieu professionnel fixées par l'American Conference of Government and Industry Hygienists (ACGIH). Cette référence nous a permis de calculer les facteurs d'incidence sur la santé humaine. Pour les rejets dans l'eau, les facteurs d'incidence se basent sur la concentration prévisible sans effet pour les organismes vivants (PNEC), une mesure de l'écotoxicité

d'équivalents carbone en moins. À la fin 2013, cette réduction était de l'ordre de 17%. Tout comme en 2013, l'amélioration en 2014 est en grande partie à mettre au crédit du site d'Hoboken (Belgique). Le mix de matières premières joue un rôle significatif dans les émissions de CO₂, le procédé de recyclage de certaines filières de déchets (en particulier en provenance de sources primaires) requérant

moins d'énergie et émettant moins d'équivalents CO₂ que d'autres. Nous avons aussi réduit les émissions de nos activités Automotive Catalyst en adoptant des procédés de production plus efficaces pour les anciennes activités de Delphi et en bénéficiant d'un mix produits moins énergivore. Nous avons également enregistré des progrès notables sur d'autres sites, qui, avec Hoboken, affichent les émissions

les plus élevées au sein du Groupe. Le niveau d'émissions du champ d'application 2 a également chuté grâce au recours à un mix énergétique à moindre intensité carbone moyenne, dans les pays où Umicore est active, et en particulier en Europe.

Pour les sites faisant partie du périmètre d'Umicore à la fin 2010 et en excluant l'ajustement d'activités,



ÉTUDE DE CAS

**Focus sur le développement durable**

Dans le cadre de ses objectifs en matière de durabilité des produits, Umicore investit dans des outils visant à mieux comprendre et mesurer le cycle de vie et les répercussions de ses produits.

Dans cette optique, deux projets sur le développement durable ont été réalisés en 2014. Leurs résultats nous fournissent de précieuses données en vue de poursuivre nos efforts en matière de performance environnementale.

Platine, palladium et rhodium

Membre de longue date de l'International Platinum Association (IPA), Umicore fait partie des 11 entreprises qui ont contribué au Life Cycle Assessment, une évaluation de l'empreinte écologique des catalyseurs des véhicules à essence et au diesel. Trois business units ont pris part à l'étude : Precious Metals Chemistry, Automotive Catalysts et Precious Metals Refining.

Ensemble, elles ont participé à l'établissement d'un fichier de données, actualisé et indépendant à l'échelle du secteur, sur l'impact écologique des platinoïdes et des produits à base de platinoïdes. Elles ont aussi contribué à l'identification des segments du cycle de vie des platinoïdes dont les performances pouvaient être améliorées.

«Les résultats indiquent clairement que le platine, le palladium et le rhodium purifient l'air et améliorent notre qualité de vie, explique Benedicte Robertz, Scientist Product Sustainability. En outre, jusqu'à 95% des platinoïdes peuvent être récupérés et réutilisés, avec une économie d'énergie et une réduction de l'impact

environnemental global grâce à la production secondaire.»

Germanium

Le germanium est une matière première essentielle en Europe et le prix élevé du germanium raffiné encourage son recyclage. Ces éléments ont poussé Electro-Optic Materials (EOM) à mener en interne une évaluation du cycle de vie du germanium.

«Le principal objectif était de quantifier les éventuels impacts environnementaux de la production de germanium à partir des déchets de production du secteur photovoltaïque, et de les comparer aux impacts potentiels de la production primaire de germanium à partir du charbon, explique Maarten Schurmans, directeur du projet chez EOM. L'étude a été menée en interne par la plate-forme de compétences EHS d'Umicore, conformément à la méthodologie ISO 14040:14044 LCA. Elle a été évaluée en externe avant publication dans The Journal of the Minerals, Metals & Materials Society.

Les résultats soulignent les avantages du germanium recyclé. Comme dans le cas d'autres métaux tels que le cuivre, le plomb et l'argent, les impacts de la production secondaire de germanium sont inférieurs à la production primaire (pour au moins 95% des principales catégories d'impact du germanium).

utilisée notamment par la réglementation REACH de l'UE.

En 2014, les rejets de métaux dans l'air en termes de charge ont atteint 13.309 kg, soit une augmentation de 6% par rapport à 2013. Ils sont presque exclusivement imputables à une hausse des rejets enregistrés par notre business unit Zinc Chemicals. Parmi tous les métaux rejetés par Umicore, le zinc est celui ayant le plus faible impact sur la santé humaine. Dès lors, l'augmentation des rejets de zinc n'a pas eu d'incidence significative sur l'impact environnemental global de nos rejets de métaux dans l'air, qui ont diminué de 1% par rapport à 2013. Cette baisse résulte de réductions chez Energy Materials, où la business unit Rechargeable Battery Materials a enregistré une baisse des émissions de cobalt, et chez Recycling, où le site d'Hoboken a réduit ses émissions de divers métaux. Par rapport à 2009, année de référence, l'impact global de nos rejets dans l'air a été réduit de 40% fin 2014 (35% fin 2013), soit bien mieux que l'objectif de réduction de 20% défini dans le cadre de Vision 2015.

Les rejets de métaux dans l'eau en termes de charge étaient de 5.639 kg en 2014, soit une augmentation de 1% par rapport à 2013. La seule activité à avoir connu une augmentation significative en valeur absolue est Energy Materials, en raison d'une hausse des émissions de nickel, en partie imputable à la prise en compte dans le reporting d'un site acquis en cours d'année. L'impact des rejets de métaux dans l'eau a augmenté de 73% par rapport à 2013, essentiellement en raison d'inondations sur le site d'Hoboken au cours d'un été particulièrement pluvieux. Le volume d'eau circulant sur le site a fait déborder les cuves tampon qui contenaient de l'eau non traitée. Ce débordement a provoqué à son tour le déversement de près

d'une tonne de métaux dans l'Escaut. Sans cet incident dû à une inondation, l'impact des émissions de métaux dans l'eau sur le site d'Hoboken aurait été nettement plus faible en glissement annuel. L'impact des rejets dans l'eau a également augmenté chez Energy Materials en raison d'émissions accrues de nickel sur divers sites. En 2014, l'impact global de nos rejets dans l'eau a augmenté de 23% par rapport à 2009, année de référence (contre une réduction de 29% à la fin 2013 par rapport à 2009). Un projet visant à améliorer la capacité du site d'Hoboken à résister aux inondations est en cours de réalisation ; Umicore estime toujours être en mesure d'atteindre l'objectif d'une réduction globale de 20 % qui avait été défini dans le cadre de Vision 2015.

Pour de plus amples informations sur les efforts de réduction consentis par chaque business group, rendez-vous pages 28-43.

Durabilité de produit

Nous sommes convaincus qu'il est essentiel d'entièrement comprendre l'impact de nos produits, et ce sur les plans écologique, social et économique. Conscients de cet enjeu, nous avons établi un objectif spécifique en matière de durabilité des produits dans le cadre de notre stratégie Vision 2015. Cet objectif nous impose d'investir dans des outils afin de mieux comprendre et mesurer les cycles de vie et les impacts de nos produits. Cette connaissance peut jouer un rôle capital pour prouver l'aspect durable de nos produits mis sur le marché, un élément au cœur de la différenciation des produits et des avantages concurrentiels pour certaines applications.

Au cours des cinq dernières années, Group R&D et Corporate EHS ont mis au point une méthodologie

Éco-efficacité

**Certificat inédit**

L'usine Umicore d'Eijsden (Pays-Bas) est la première au monde à recevoir un Certificat de conformité aux monographies de la Pharmacopée européenne (CEP) pour l'oxyde de zinc. Ce certificat témoigne de l'engagement d'Umicore à garantir à ses clients la qualité optimale de l'oxyde de zinc utilisé dans leurs produits pharmaceutiques. Il s'agit là d'une reconnaissance importante pour les activités d'Umicore dans les principes pharmaceutiques actifs à l'oxyde de zinc. Les certificats CEP sont délivrés par la Direction européenne de la qualité du médicament & soins de santé.

propre à Umicore qui permet d'évaluer la durabilité des produits et services. Baptisée APS pour Assessment of Product (and services) Sustainability, elle est basée sur une liste de questions/réponses prédéfinies, assorties de facteurs d'évaluation et de pondération, et s'articule autour de huit thématiques. En 2011, pour juger de la faisabilité de l'APS, une équipe composée d'experts de R&D, EHS et des business units avait procédé à trois évaluations pilotes. Notre objectif était de tester six produits ou services, chaque année, de 2012 à 2015. Chaque business unit soumettra deux produits à l'étude.

En 2014, sept autres cas ont fait l'objet d'une évaluation au sein des business units Electro-Optic Materials, Platinum Engineered Materials, Zinc Chemicals, Precious Metals Chemistry, Precious Metals Refining et Rechargeable Battery

Materials. Parmi les 23 dossiers évalués sur la période 2011-2014 figurent des produits et services déployés sur des marchés de niche, des produits et services 'phares' ainsi qu'un produit en cours de développement. À la fin 2014, le nombre des produits et services passés en revue à l'aide de l'outil représentait 18% des revenus d'Umicore.

Un échantillon représentatif des produits et services a été analysé au moyen de l'outil APS. En 2015, Umicore va réfléchir à la façon de déployer la méthodologie de manière optimale à l'avenir, ainsi qu'à la manière dont les connaissances acquises en matière de durabilité de nos produits peuvent améliorer la valeur ajoutée apportée à nos clients et à nos autres parties prenantes.

En 2014, 46% des approvisionnements d'Umicore étaient d'origine primaire et 54% d'origine secondaire ou de produits en fin de vie. Le niveau d'alimentation primaire a augmenté ces dernières années en raison de l'évolution du mix d'approvisionnement sur le site d'Hoboken.

Concernant REACH, Umicore a introduit, en 2014, 20 dossiers mis à jour pour des matériaux intermédiaires complexes, établis par plusieurs consortiums du secteur métallurgique, selon une méthodologie mise au point conjointement avec Eurométaux et en concertation avec l'ECHA (Agence européenne des produits chimiques). En outre, plus de 30 dossiers ont été actualisés avec des informations complémentaires ou de nouvelles données disponibles. La plupart de ces mises à jour ont été proposées par les consortiums

du secteur métallurgique ; l'une d'elles a vu le jour à la demande de l'ECHA après une évaluation de proposition de test. Pour de plus amples informations sur l'actuelle mise en conformité avec REACH, consultez la note E6 du rapport d'activité environnemental.

Engagement envers les parties prenantes

L'engagement envers les parties prenantes englobe le dialogue avec différents types de partenaires et à tous les niveaux de l'organisation.



Chaîne d'approvisionnement durable

La charte d'approvisionnement durable reprend les engagements d'Umicore envers ses fournisseurs en termes de pratiques et d'attitude. En retour, Umicore les invite à se conformer à des normes particulières en matière de bonne gouvernance environnementale, de code du travail et des droits de l'Homme, d'entreprise intègre et de chaîne d'approvisionnement.

Le département Purchasing & Transportation d'Umicore a été jugé comme le plus indiqué pour déployer la première phase d'application étendue et systématique de ladite charte. L'expérience engrangée et les enseignements tirés de cette opération ont aidé les business units à mettre en œuvre cette charte.

Durant l'année 2014, nos centrales d'achat régionales ont poursuivi la sélection de fournisseurs privilégiés suivant des critères tels que la taille, la situation géographique et le type de produit ou service fourni (dont ceux indispensables à la bonne marche des business units d'Umicore).

Parmi les entreprises sélectionnées figurent beaucoup de fournisseurs de biens et de services ainsi que quelques fournisseurs de matières premières (p.ex. métaux). Au total, 1.226 fournisseurs ont été sélectionnés, contre 1.067 à la fin 2013. À la fin 2014, 83% de ces 1.226 fournisseurs avaient officiellement marqué leur accord sur les termes de la charte. Les business units ont sélectionné 426 autres fournisseurs, dont 73% avaient officiellement confirmé leur adoption de la charte à la fin 2014.

En 2014, Umicore a chargé Ecovadis d'évaluer la performance de 100

des 1.226 fournisseurs mentionnés ci-dessus en matière de développement durable. Leur sélection s'est effectuée sur la base de l'évaluation des risques susmentionnée, en examinant des critères tels que le degré de dépendance, la présence géographique et les dépenses associées. Cette procédure a donné lieu à une fiche d'évaluation indiquant, d'une part un score global, d'autre part un score pour chaque catégorie de développement durable (environnement, travail, pratiques commerciales équitables et chaîne d'approvisionnement). Les points attribués vont de 1 à 100, 1 correspondant à un risque élevé en termes de développement durable.

Parmi les 100 fournisseurs retenus, 10 n'ont pas répondu au questionnaire. Sur les 90 fiches reçues, 44 entreprises affichaient un score entre 25 et 44, ce qui traduit la mise en œuvre de mesures standard en matière de développement durable. Seule une entreprise a

enregistré un score de 20, soit un risque élevé de problèmes en matière de développement durable. Au total, 42 entreprises se sont vu décerner un score entre 45 et 64, ce qui signifie qu'elles disposent d'un «système de management durable approprié»; trois entreprises ont atteint un score plus élevé, révélateur de pratiques avancées en matière de développement durable. Concernant le score moyen par catégorie, les fournisseurs ont inscrit le score moyen maximum sur le plan environnemental, mais le plus faible en matière de sensibilisation de leur chaîne d'approvisionnement au développement durable.

Évalué par Ecovadis, le groupe Umicore a obtenu un score de 67, qui le classe dans la catégorie avancée des acteurs dotés "d'une approche RSE structurée et proactive, d'engagements/politiques et de mesures tangibles pour faire face à des problèmes majeurs, et



Le développement durable en pratique

Le site d'Umicore de Hanau (Allemagne) a apporté son soutien financier au Hanau Environmental Centre, qui organise des activités pédagogiques pour les enfants en leur proposant des animations interactives. Au terme du programme d'une année

sur l'eau et le concept de recyclage en boucle fermée, les collègues d'Umicore ont présenté une mini-voiture télécommandée alimentée par des piles à combustible. Le véhicule a fait le plein à une mini station-service utilisant l'énergie solaire pour extraire l'hydrogène de l'eau. Il n'est donc pas étonnant qu'elle ait beaucoup de succès auprès des enfants.

disposant d'informations détaillées sur la mise en œuvre et d'un reporting RSE solide relatif aux mesures et indicateurs de performance».

En 2014, le département Purchasing & Transportation a encore affiné cette méthodologie de contrôle des fournisseurs sur le plan du développement durable et d'autres critères. Elle tend à privilégier le contrôle structuré de tous les fournisseurs avant leur validation en tant que partenaires commerciaux d'Umicore.

Umicore a mené une enquête auprès de toutes les business units dans le cadre de l'évaluation annuelle des risques d'exploitation (voir page 171) en vue de déterminer le degré d'adoption de la Charte d'approvisionnement durable pour les achats directs, notamment de métaux. Cette enquête a révélé un pourcentage d'adoption variable de ladite charte d'une business unit à l'autre. En 2015, la priorité sera

d'approfondir la compréhension des besoins d'approvisionnement durable des business units qui ont identifié des risques particuliers en cette matière dans leur chaîne d'approvisionnement des métaux.

Un module d'e-learning est disponible sur la nouvelle plate-forme My Campus afin d'intensifier l'attention portée à l'approvisionnement durable au sein de l'entreprise.

En 2012, la SEC (U.S. Securities and Exchange Commission) avait publié un règlement définitif concernant les minéraux issus de zones de conflits, conformément au chapitre 1502 du Dodd-Frank Act. En vertu de ce règlement, les entreprises américaines cotées en Bourse sont tenues de déclarer si l'étain, le tantale, le tungstène et l'or contenus dans leurs produits sont issus de la République Démocratique du Congo ou d'un pays limitrophe. Si Umicore n'est pas directement soumise aux obligations de déclaration du

Engagement envers les parties prenantes

Dodd-Frank Act, nous utilisons ce règlement comme ligne de conduite pour nos activités. En 2014, les sites de Precious Metals Refining d'Hoboken et Guarulhos sont certifiés «fonderie n'utilisant pas de matériaux provenant de zones de conflits», un titre décerné par la LBMA (London Bullion Market Association). Les sites de Jewellery & Industrial Metals à Pforzheim, Vienne et Bangkok ont été certifiés jusqu'en 2016 en tant que participant au programme Chain of Custody du RJC (Responsible Jewellery Council). Les sites de Guarulhos, d'Amsterdam, de Pforzheim et de Bangkok figurent désormais parmi les raffineurs *Good Delivery* de la LBMA. En 2014, les business unit ont aussi réussi l'audit portant sur l'approvisionnement responsable de platine du RJC. Les sites titulaires des homologations *Chain of Custody* du RJC et *Good Delivery* de la LBMA sont habilités à figurer sur la liste des fonderies n'utilisant pas de matériaux provenant de zones de conflits de l'EICC (Electronic Industry Citizenship Coalition).

Parallèlement aux politiques et chartes existantes telles que le Code de conduite d'Umicore, la politique des droits de l'Homme et la Charte d'approvisionnement durable, Umicore dispose aussi d'une politique spécifique en matière de «Chaîne d'approvisionnement responsable en minerais issus de zones de conflits ou à haut risque».

<http://www.umicore.com/en/media/topicsofinterest/conflictMinerals/>

Collectivités locales

L'objectif 2006-2010 d'Umicore dans ce domaine exigeait de tous les sites industriels qu'ils développent et mettent en place un plan, de façon à assumer leur

responsabilité vis-à-vis des collectivités locales. Dans le cadre de Vision 2015, il a été décidé que l'engagement envers les communautés était d'une importance telle qu'il fallait encore intensifier le dialogue avec les communautés des régions où nous sommes actifs. L'ampleur de l'analyse des différentes parties concernées et les modalités de dialogue sur les sites ont fait l'objet d'une plus grande d'attention. Un plan de responsabilité était en vigueur sur 74% de nos sites à la fin 2014, soit un peu plus qu'en 2013. En 2014, les sites ayant recours à des communications structurées dans le cadre de ces plans de dialogue avec les riverains ont été moins nombreux, notamment en raison de l'intégration de nouvelles acquisitions qui ne disposent pas encore de plans de ce type. Selon la taille du site,



Réunion présidentielle

En compagnie de dix autres dirigeants d'entreprises mondiales, Ravila Gupta, présidente d'Umicore USA, a rencontré le président américain Barack Obama à la Maison-Blanche. L'événement a été organisé dans le cadre de SelectUSA, une initiative de l'administration américaine visant à encourager les entreprises à investir aux États-Unis. La discussion a été axée sur les mesures de l'administration américaine visant à créer de l'emploi et sur la façon d'encourager les jeunes à se former dans les domaines techniques. Ravila a fait part au Président de son intérêt de longue date pour la promotion de la carrière d'ingénieur auprès des jeunes femmes.



ÉTUDE DE CAS



Powered by Umicore

Lancé en 2013, le programme Powered by Umicore apporte son soutien à des projets de mobilité verte gérés par des étudiants ingénieurs. Cette année, deux nouvelles équipes, une belge et une allemande, ont rejoint le programme.

Pas moins de 61 étudiants ingénieurs issus de quatre universités participent au programme Powered by Umicore. En 2014, ils ont relevé le défi de concevoir des véhicules propres et de participer à des compétitions internationales telles que le challenge Formula Student, le Shell Eco-Marathon et le Dong Energy Solar Challenge.

Très motivés, les étudiants se sont montrés très sensibilisés au développement durable à toutes les étapes de la réalisation de leurs projets. Leurs véhicules novateurs prouvent à tout un chacun que la mobilité durable n'est pas un vain mot.

Équipes enthousiastes

Les nouvelles e-cars sont l'Umicore EcoBee allemande et l'Umicore Electra belge. L'Umicore EcoBee a été conçue par 25 étudiants de l'université de Chemnitz (Allemagne). Ils ont mis au point un véhicule à pile à combustible pour concourir dans la catégorie «urban concept car» au Shell Eco-Marathon.

L'Umicore Electra a été conçue par sept étudiants de l'université de Liège (Belgique). Leur concept de citadine électrique a également participé au Shell Eco-Marathon à Rotterdam, mais dans une autre catégorie que l'Umicore EcoBee.

Véhicules futuristes

Ces deux nouvelles équipes complètent les deux existantes. Le Thomas More University College (Belgique) et l'université de Leuven (Belgique) ont collaboré à la conception de l'Umicore Thomas More E-car. Ce nouveau véhicule électrique a participé à la plus grande compétition européenne de sport mécanique scolaire, le challenge Formula Student, organisé sur le circuit de Silverstone (Royaume-Uni) et le circuit de Barcelone (Espagne).

Parallèlement, une équipe de l'université d'Anvers (Belgique) s'est embarquée avec l'Umicore Solar Boat pour le Dong Energy Solar Challenge biennal, aux Pays-Bas.

Grâce aux efforts de ces équipes, le programme Powered by Umicore continue de sensibiliser les gens à la mobilité verte et de stimuler la recherche dans les technologies durables, tandis qu'Umicore se forge une image d'entreprise durable, novatrice et responsable.

ces canaux prennent la forme de lettres d'information, d'audiences publiques, de réunions avec les pouvoirs locaux, de visites de site destinées aux riverains et de communiqués de presse destinés aux médias locaux.

Parmi les sites de plus grande ampleur, celui d'Hoboken (Belgique) a organisé 561 visites de site, accueillant 3.821 visiteurs en 2014. Parmi les initiatives figure, pour la cinquième année consécutive, le soutien au spectacle de magie Ecomagie consacré à la sensibilisation à l'environnement et organisé dans 100 écoles de la région. Citons aussi le parrainage du Museum aan de Stroom à Anvers. Le site a aussi soutenu l'initiative Engage+ de la Ville d'Anvers pour lutter contre le chômage des jeunes. Un dialogue avec la population a été entamé afin de répondre aux interrogations des riverains sur l'extension en cours des installations de production du site. Le site d'Olen (Belgique) a poursuivi «Umicore te kijk», son programme de visites à l'intention des écoles avoisinantes et des riverains. Le site a mené une enquête d'opinion exhaustive auprès de la population locale. Plus de 600 entretiens individuels ont eu lieu avec les riverains de l'usine. Un nouveau magazine a été lancé pour tenir la population informée de l'évolution du site. À Guarulhos (Brésil), nous avons poursuivi le dialogue avec les autorités locales concernant la problématique de pollution des sols et des eaux souterraines aux alentours du site. Nous avons également soutenu des projets «Better Life» à l'intention de plus de 100 enfants défavorisés de la population. Une étude de cas met en avant le dialogue avec les collectivités à la page ci-contre. Le site de Hanau (Allemagne) a tenu une journée portes ouvertes dans le cadre d'un événement plus large organisé au Wolfgang Industrie Park. Les activités d'Umicore ont aussi accueilli des stagiaires

d'établissements scolaires des environs. Beaucoup de travailleurs du site ont participé à des manifestations sportives locales, telles que le JP Morgan Corporate Challenge et le Hanau City Run, Umicore étant le principal sponsor de ce dernier événement. Le site a également apporté son soutien au village d'enfants provincial Albert Schweitzer-Kinderdorf situé à Hanau. Cette institution prend en charge l'éducation d'enfants qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent pas grandir au sein de leur famille.

Les dons caritatifs font partie intégrante des programmes de relations avec la population riveraine des différents sites. Chaque business unit est censée financer des projets caritatifs à concurrence d'environ un tiers de pour cent de la moyenne de son EBIT récurrent annuel consolidé sur les trois dernières années, que ce soit en espèces, sous forme de bénévolat ou de biens et services. Chaque site définit ensuite ses initiatives et sa contribution, en concertation avec la business unit dont il relève. En 2014, les business units ont fait des dons pour un montant total de € 872.416, contre € 1.044.840 en 2013. Pour en savoir plus sur les dons des différentes business units, consultez la revue des business groups de la page 28 à la page 43 du présent rapport.

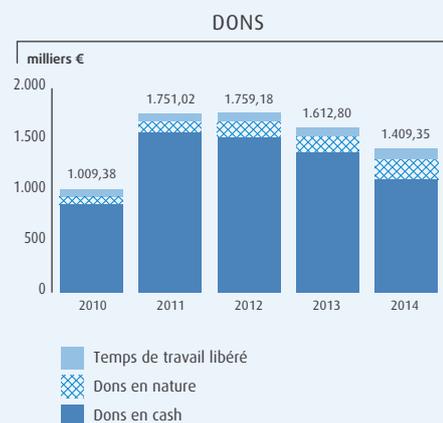
En plus de la contribution des business units, le Groupe a fait des dons caritatifs pour un montant total de € 536.929, dont la grande majorité sous forme de contribution financière. Par rapport aux dons réalisés à l'échelle des sites, à vocation plus locale, les dons du Groupe ont une portée mondiale. Nous veillons à consacrer la plupart de ces dons à des initiatives relatives à l'enseignement ou à la sensibilisation aux technologies durables. Environ 22% de cette somme (Groupe et business units confondus) a pris la

forme de bénévolat ou de dons en nature. Le montant total des dons, en pourcentage de l'EBIT récurrent consolidé total d'Umicore, est resté stable par rapport à 2013, à 0,6%.

En 2011, nous avons entamé un partenariat de trois ans avec l'UNICEF en vue de soutenir des projets pédagogiques dans différentes régions du monde. Parmi les premiers projets que nous avons soutenus figuraient une initiative visant à scolariser des fillettes défavorisées dans la province du Rajasthan en Inde, ou encore la campagne "Back to School" en Haïti, où nous avons financé la construction d'une école pour les enfants victimes du séisme de 2010. En 2014, la construction des écoles en Haïti étant terminée, nous avons décidé d'apporter notre soutien à un nouveau projet pédagogique à Madagascar tout en continuant à soutenir le projet au Rajasthan.

Nous avons encore donné notre appui à des initiatives d'Entrepreneurs pour Entrepreneurs (www.entrepreneurspourentrepreneurs.be) aux Philippines, au Cambodge, au Togo et à Haïti, ainsi que les programmes Humasol permettant à des groupes d'étudiants ingénieurs d'installer l'énergie photovoltaïque dans des régions reculées d'Ouganda (www.humasol.be). Nous avons poursuivi le développement de notre initiative de mobilité durable «Powered by Umicore» en 2014. Cette initiative apporte un soutien financier et d'autres formes d'aides à des projets d'étudiants visant à mettre au point des véhicules propulsés grâce à des batteries, l'énergie solaire ou des piles à combustible. Vous trouverez plus d'informations sur Powered by Umicore sur notre site Web <http://www.umicore.com/en/cases/powered-by-you/> ou sur la page Facebook de l'équipe <https://www.facebook.com/#!/UmicorePoweredByYou>.

Engagement envers les parties prenantes



Une maison pour David

Quand les travailleurs de Guarulhos (Brésil) ont appris que la famille du petit David Valdir Santos (10 ans) avait été expulsée de la maison qu'elle louait dans les environs, ils n'ont pas hésité un seul instant. Refusant de voir l'avenir de ce jeune garçon prometteur anéanti, ils ont conclu un accord avec le propriétaire : ils participeraient au paiement du loyer et rénoveraient la maison si

celui-ci revenait sur sa décision. L'équipe Umicore Guarulhos a travaillé d'arrache-pied pour restaurer la maison de fond en comble et offrir une vie meilleure à David et sa famille.



Catalysis

Catalysis joue un rôle majeur dans la réduction des polluants rejetés par les véhicules. Umicore fournit des catalyseurs automobiles pour les véhicules légers essence ou diesel, ainsi que pour les poids lourds et autres grands véhicules roulant au diesel. Le business group produit également des composants à base de métaux précieux destinés à la chimie fine, aux sciences de la vie et au secteur pharmaceutique.



Automotive Catalysts

Precious Metals Chemistry



Les revenus et les bénéfices de Catalysis ont progressé, poussés par la hausse des ventes de catalyseurs pour véhicules légers et poids lourds.

Performance économique

(cf. graphiques p.29)

Les revenus et bénéfices d'**Automotive Catalysts** ont augmenté en glissement annuel en raison de l'intensification de la production de catalyseurs diesel pour poids lourds (HDD) en Europe et en Chine, et de l'augmentation des ventes de catalyseurs pour voitures.

L'Europe a enregistré la croissance la plus significative des catalyseurs HDD grâce à l'introduction des plates-formes conformes à la norme Euro VI et à la mise en

service de la troisième ligne de production HDD à Florange (France) en fin d'année.

La production mondiale de véhicules légers a augmenté de 3%. Cette hausse est soutenue par une reprise du marché européen et par la poursuite de la croissance en Amérique du Nord et en Chine. Les volumes de vente d'Umicore ont globalement suivi la croissance du marché mondial. Les revenus affichent aussi une hausse en dépit d'un mix peu favorable.

En Europe, les volumes de vente des voitures ont légèrement

surclassé le marché qui a enregistré une hausse de 3%. La croissance des revenus d'Umicore a toutefois été inférieure en raison d'un mix produits moins favorable. Bien que la part globale du diesel dans les ventes Umicore ait été inférieure en 2014 comparativement à 2013, certaines plates-formes Euro 6, qui avaient été reportées au troisième trimestre 2014, ont été lancées avec succès au cours du quatrième trimestre. L'activité catalyseurs essence d'Umicore a connu une croissance plus rapide que le marché, et Umicore a d'ores et déjà décroché des contrats déterminants pour les prochaines plates-formes



Catalysis

essence avec des acteurs européens clés. La construction d'une nouvelle ligne de production à Nowa Ruda (Pologne) a bien progressé durant l'année. La production devrait démarrer début 2016.

Les volumes de vente et les revenus ont accusé une baisse en Amérique du Nord où la production de véhicules légers a augmenté de 5%. Cela s'explique par un mix véhicules défavorable en raison de l'augmentation des parts de marché des véhicules petits à moyens, auxquels Umicore est moins exposée. Umicore a de nouveau ressenti l'impact de la faible demande continue en Amérique du Sud, où la production automobile a chuté de 16%. Bien que le marché reste généralement morose dans cette région, les premiers signes d'une stabilisation ont été observés fin 2014.

Umicore a surpassé un marché chinois florissant, tant en termes de revenus que de volumes, en raison d'un mix de moteurs favorable et de sa forte exposition aux marques internationales qui continuent à conquérir des parts de marché au détriment des producteurs locaux. En Corée du Sud, les volumes et revenus d'Umicore sont restés en phase avec un marché assez stable. Les travaux de construction du nouveau centre de développement technologique d'Ordeg à Incheon ont bien progressé; les installations devraient être mises en service pour la fin 2015. Umicore a réussi à décrocher de nouvelles parts de marché au niveau mondial avec des constructeurs japonais. En 2014, Umicore a annoncé la construction d'une nouvelle usine à Hemaraj (Thaïlande), afin de produire des catalyseurs pour véhicules légers. La mise en service est prévue au second semestre 2016. Cet investissement permettra à Umicore de répondre à la demande croissante en catalyseurs automobiles sur le marché en forte expansion du

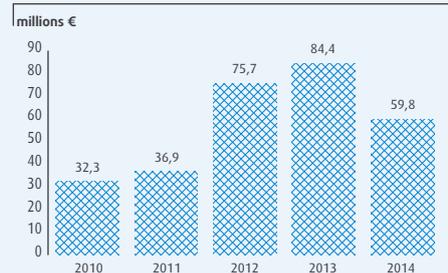
REVENUS (HORS MÉTAL)



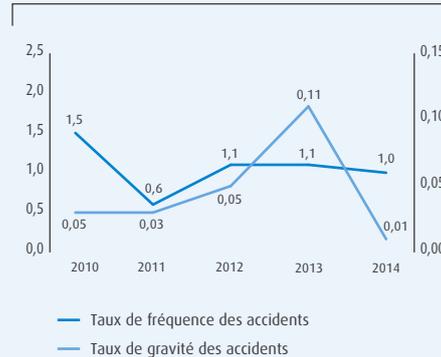
EBIT RÉCURRENT & ROCE



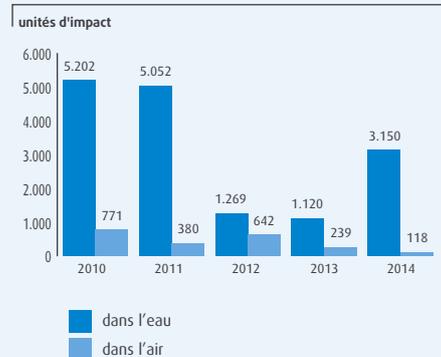
INVESTISSEMENTS



INDICATEURS DE SÉCURITÉ



REJETS DE MÉTAUX



Accédez directement aux chiffres

.XLS

<http://annualreport.umicore.com/home/data-centre/>



Nouvelle usine à Tulsa

En 2014, Umicore Precious Metals Chemistry (PMC) a augmenté sa capacité de production avec la mise en service d'installations de fabrication de pointe à Tulsa (Oklahoma) en vue de produire les catalyseurs organométalliques les plus perfectionnés. Ces derniers sont notamment utilisés dans la synthèse industrielle de nouveaux principes pharmaceutiques ainsi que de polymères et d'insecticides de nouvelle génération. L'usine de Tulsa soutiendra la croissance de PMC en Amérique du Nord et renforcera la flexibilité de la production mondiale afin d'approvisionner encore plus efficacement les clients d'Umicore dans le monde entier.

Sud-Est asiatique. L'usine desservira principalement les constructeurs nippons, fortement présents dans la région. La nouvelle usine de Pune (Inde) a été mise en service en 2014. La production de catalyseurs pour véhicules légers a commencé début 2015.

Les revenus de la business unit **Precious Metals Chemistry** ont baissé d'une année à l'autre,

en raison d'un recul du niveau de commandes de précurseurs pour les applications catalytiques, notamment sur le marché automobile brésilien, qui a connu une contraction significative en 2014. La demande en précurseurs utilisés dans des applications non catalytiques a été plus élevée par rapport à l'année dernière, enregistrant une augmentation au second semestre. Ce fut particulièrement le cas pour les applications de chimie lourde, par exemple la synthèse des silicones. Les ventes d'API (Active Pharmaceutical Ingredients ou principes pharmaceutiques actifs) ont continué à afficher une bonne croissance en termes de volume et la business unit a réussi à conclure des contrats commerciaux en Europe et dans la zone Asie-Pacifique.

La certification auprès des clients s'est poursuivie pour les produits de la nouvelle usine en Allemagne, plus précisément pour les produits chimiques pour la déposition métallique et les précurseurs MOCVD de haute pureté (Metal Organic Chemical Vapour Deposition ou dépôt chimique en phase vapeur à

partir d'un précurseur organométallique). Les frais de démarrage de cette usine et de la nouvelle usine de Tulsa (Oklahoma) ont pesé sur les bénéfices.

Une entreprise où il fait bon travailler

De tous les business groups, c'est Catalysis qui a, de loin, encore signé la meilleure performance en matière de sécurité. Tout comme en 2013, les activités ont enregistré au total quatre accidents avec arrêt de travail. Le taux de fréquence de 1 accident par million d'heures de travail constitue une légère amélioration par rapport à 2013. Le taux de gravité était de 0,01, soit nettement mieux que l'année précédente. Tant Automotive Catalysts que Precious Metals Chemistry ont poursuivi le déploiement du plan de sécurité SafeStart® visant à réduire le nombre d'accidents. À la fin 2014, le site de Karlskoga (Suède) avait atteint plus de cinq ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable pour le personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants. Les sites de Port Elizabeth (Afrique du Sud), de Tsukuba (Japon) et de Suzhou (Chine) avaient quant à eux passé le cap des trois ans.





Catalysis

En ce qui concerne la santé au travail, aucune activité du business group Catalysis n'implique une exposition aux cinq métaux dangereux définis comme prioritaires dans notre objectif Vision 2015. Chez Catalysis, le principal risque sanitaire professionnel est celui de la sensibilisation aux sels de platine, qui peut occasionner un asthme professionnel. En 2014, trois travailleurs ont développé une sensibilisation de ce type, contre deux en 2013. Ces personnes ont repris le travail dans un secteur du site exempt d'exposition à ces sels.

Éco-efficacité

Sur le plan des émissions de carbone, le business group Catalysis est celui qui génère les plus faibles émissions. En 2014, il représentait 13% de nos émissions en équivalents CO₂, soit 87.118 tonnes d'équivalents CO₂. En 2013, les émissions avaient atteint les 86.928 tonnes.

Catalysis n'a pas un profil industriel associé à un impact significatif des métaux, ni dans l'eau ni dans l'air, ces deux impacts représentant moins de 0,5% de l'impact total du Groupe.

Une famille de produits de Precious Metals Chemistry a fait partie de la quatrième vague d'évaluations de la durabilité des produits, menées avec l'outil APS d'Umicore. Cette opération s'inscrit dans le processus continu d'évaluation de la durabilité. Automotive Catalysts et Precious Metals Chemistry ont également pris part à «International Platinum Association Life Cycle Assessment», une évaluation de l'empreinte écologique des platinoïdes dans les catalyseurs des véhicules à essence et au diesel (voir étude de cas en page 22).

Relations avec les parties prenantes

Toutes les business units ont encore réalisé des progrès au niveau du déploiement de la Charte d'approvisionnement durable. En 2012, la proportion de fournisseurs sélectionnés ayant reçu et adopté cette charte s'élevait à 26%. À la fin 2014, ce pourcentage était passé à 76%. La business unit Automotive Catalysts a mis en place un système d'audit des fournisseurs. Il concerne tous les gros fournisseurs mondiaux et est réalisé à une fréquence triennale. L'accent est mis sur la qualité, l'environnement, la santé et les questions de sécurité.

Conscient de sa responsabilité vis-à-vis des collectivités locales, le business group a versé € 259.263 de dons caritatifs en 2014. Parmi les grands projets d'aide, citons SOS Village d'enfants, le projet Umicare Schooling à Port Elizabeth (Afrique du Sud) et la Boai School pour enfants à besoins scolaires spéciaux à Suzhou (Chine). Le site de Burlington a poursuivi son soutien d'United Way, une association qui mobilise les bonnes volontés et fait appel à la générosité collective en vue de récolter des fonds pour les populations les plus défavorisées. En 2014, le site a lié son parrainage à la campagne de sécurité sur le site. Le site de Florange a accueilli six stagiaires provenant de six écoles des environs qui sont venus acquérir une expérience professionnelle.

ÉTUDE DE CAS



Premiers pas en Pologne

Umicore construit une nouvelle usine de production de catalyseurs pour voitures et poids lourds en Pologne.



le gouvernement polonais», explique le directeur de l'usine Roman Dyrzc. «Nous cherchons maintenant à recruter le personnel adéquat afin de former une équipe professionnelle et efficace pour concrétiser nos ambitieux projets.»

Développement économique local

L'usine deviendra le premier site industriel d'Umicore en Pologne. Elle renforcera les capacités européennes de production de catalyseurs automobiles en Allemagne (Rheinfelden et Bad Säckingen), en France (Florange) et en Suède (Karlskoga). Le site fournira des systèmes catalytiques pour véhicules légers et poids lourds. L'usine sera dotée d'équipements de dernière génération, notamment deux lignes de production ainsi que toutes les installations et ressources périphériques pour la logistique, le contrôle qualité et l'inspection analytique des produits.

«Nous sommes ravis que l'investissement d'Umicore puisse contribuer au développement économique de la région», ajoute Roman. «De plus, nous comptons nous profiler en tant qu'acteur local responsable et qu'employeur attractif. Nous mettrons ainsi l'accent sur la sécurité des comportements et des processus. De plus, le site déploiera des mesures afin de réduire la consommation énergétique, la pollution sonore et les émissions.»

Le marché européen des catalyseurs continue de croître, en grande partie grâce à l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation de l'UE sur les émissions. Afin de satisfaire la demande, Umicore investit dans une nouvelle usine de catalyseurs en Europe. Le chantier, qui a débuté en juillet, devrait être achevé pour début 2016. Dans un premier temps, il créera plus de 80 emplois.

Conditions d'investissement intéressantes

La Pologne a été retenue pour la construction de cette nouvelle usine en raison de son climat propice aux investissements. L'usine est implantée à Nowa Ruda, en Basse-Silésie, une région où la construction automobile est très présente, offrant donc une main-d'œuvre locale qualifiée. Elle est située à proximité de nombreux clients importants d'Umicore dans le secteur automobile et dispose de bonnes connections avec le reste de l'Europe.

«La décision d'investir à Nowa Ruda est le fruit de l'excellente collaboration avec la zone économique spéciale et les pouvoirs publics locaux, ainsi qu'avec



Energy Materials

Les matériaux produits par Energy Materials se retrouvent dans différentes applications liées à la production et au stockage d'énergie verte, dont les batteries rechargeables et les panneaux photovoltaïques, ainsi que dans une série d'autres applications. La plupart des produits sont des métaux, des alliages, des composés et des produits spéciaux de haute pureté, à base de cobalt, de germanium, de nickel et d'indium.



Cobalt & Specialty Materials

Electro-Optic Materials

Rechargeable Battery Materials

Thin Film Products



Les revenus et bénéfices ont bien progressé, poussés par les bénéfices de récentes acquisitions et par la croissance des volumes.

Performance économique

(cf. graphiques p.33)

Les revenus de la business unit **Cobalt & Specialty Materials** ont augmenté de manière substantielle, principalement suite à l'intégration de Palm Commodities et à l'augmentation des volumes de vente de l'activité Ceramics & Chemicals.

Les commandes de précurseurs et de carboxylates métalliques de l'activité Ceramics & Chemicals ont enregistré une belle hausse en glissement annuel. Les activités de distribution ont à nouveau signé de bons résultats et ont bénéficié de

l'acquisition de Palm Commodities aux États-Unis à la fin 2013. Les volumes de vente des composés à base de cobalt sont restés stables. Les revenus des activités de raffinage du cobalt et du nickel ont été légèrement supérieurs en glissement annuel. L'acquisition de l'entreprise américaine CP Chemicals au troisième trimestre 2014 a eu un impact positif sur les volumes de raffinage du cobalt et du nickel et a également permis à Umicore d'ajouter le recyclage du rhénium à son portefeuille. Le marché des métaux durs utilisés pour les matériaux pour outils a encore connu une année difficile, la demande restant mitigée. À la fin 2014, Umicore a acquis la

totalité du capital de Todini and Co, auparavant coentreprise d'Umicore et leader dans le domaine de la distribution de produits chimiques industriels en Europe.

Les revenus d'**Electro-Optic Materials** ont augmenté grâce à la croissance des volumes d'optiques finies et à la contribution accrue des activités de recyclage et de raffinage. Les mesures visant à réduire les coûts et à augmenter l'efficacité opérationnelle continuent de gonfler les bénéfices. Les revenus d'optiques finies ont enregistré une croissance significative principalement grâce à la forte demande en applications infrarouges commerciales. La demande de flans



Energy Materials

pour l'optique reste faible dans un marché généralement morose. Umicore a encore défendu ses marges dans ce segment par une approche sélective. Les ventes de tétrachlorure de germanium pour le secteur des fibres optiques sont restées stables et les revenus ont bénéficié d'un mix de produits favorable. Pour ce qui est des substrats de germanium, la demande plus faible en CPV (photovoltaïque à concentrateur) terrestre a été compensée par une demande accrue pour les applications spatiales où la migration vers les substrats plus grands et plus efficaces - un marché où Umicore est leader - se poursuit. Les revenus sont restés stables dans le segment des LED.

Chez **Rechargeable Battery Materials**, le marché des batteries Li-Ion a encore progressé en 2014 et les volumes de vente et les revenus d'Umicore ont affiché une forte augmentation par rapport à l'année dernière. Le segment de l'électronique portable reste de loin le plus grand segment et a encore poursuivi son expansion. L'introduction de nouvelles applications et outils tels que des appareils électroménagers sur batterie et de batteries externes de secours a également stimulé la croissance du marché. Les ventes de voitures électriques augmentent graduellement et cette tendance devrait se poursuivre avec la commercialisation d'un nombre croissant de modèles électriques. Les volumes de vente de LCO (cobaltite de lithium) haute énergie brevetée par Umicore, utilisée dans les batteries Li-ion hautes performances pour smartphones et tablettes, affichent une forte croissance en glissement annuel. Dans ce segment, la taille moyenne de la batterie augmente pour répondre au besoin croissant de puissance des dispositifs (écrans plus grands et 4G) et d'une utilisation plus intensive des gadgets mobiles. Les ventes globales de

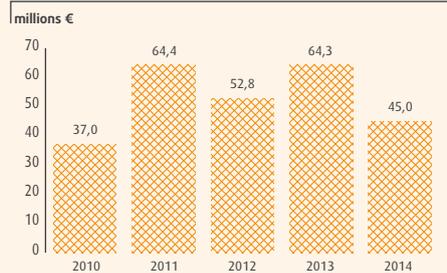
REVENUS (HORS MÉTAL)



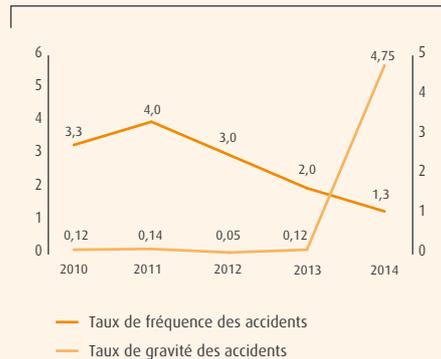
EBIT RÉCURRENT & ROCE



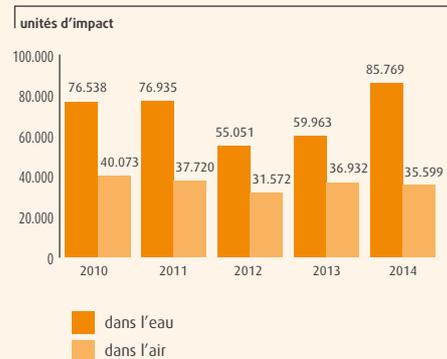
INVESTISSEMENTS



INDICATEURS DE SÉCURITÉ



REJETS DE MÉTAUX



Accédez directement aux chiffres

.XLS

<http://annualreport.umicore.com/home/data-centre/>

ÉTUDE DE CAS



Croissance mondiale

Cobalt & Specialty Materials a procédé à de nouvelles acquisitions pour consolider ses activités à l'échelle mondiale et compléter ses investissements de croissance organique.



Acteur de premier plan sur les marchés mondiaux des composés à base de cobalt et de nickel et des produits dérivés, Cobalt & Specialty Materials (CSM) vise à consolider et accroître sa position à travers deux objectifs stratégiques.

Couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur

Les cinq étapes du parcours des matières premières aux ventes finales sont couvertes. D'abord, assurer l'approvisionnement en matières premières. Deuxième étape, le raffinage et le recyclage du cobalt, du nickel et des autres métaux, suivie par la production de produits finis, tels que les poudres de cobalt, les oxydes et le sulfate de nickel. La commercialisation de ces produits auprès des

clients industriels sur les marchés clés constitue la quatrième étape. Dernière étape, la distribution d'une gamme de produits étendue. Nous générons ainsi de la valeur grâce à une meilleure disponibilité des produits, aux produits tiers et aux service-clients sur mesure.

Croissance mondiale stratégique

Fin 2013, Cobalt & Specialty Materials a acquis Palm Commodities, une entreprise située à proximité de Nashville (Tennessee, États-Unis). L'usine transforme principalement du nickel, du cobalt et du cuivre en une large gamme de produits de placage pour l'industrie de la finition de surfaces. Elle produit également des composés à base

de terres rares, avec notamment du lanthane, du cérium, du praséodyme et du néodyme. L'acquisition comprend un vaste réseau de vente et de distribution en Amérique du Nord, qui va étendre les capacités de CSM sur ce marché.

En 2014, la business unit a réalisé trois autres acquisitions en vue de se déployer sur la chaîne de valeur. L'acquisition de CP Chemicals, située à Wickliffe, (Ohio, États-Unis) va consolider la présence mondiale de la business unit. Rebaptisé Umicore Specialty Materials Recycling (USMR), ces activités recyclent et raffinent des déchets de superalliages contenant du cobalt, du nickel, du tantale et du rhénium.

CSM a également racheté les installations de production et le fichier client de l'entreprise espagnole Faci Metalest. Ses équipements de production de carboxylates métalliques liquides sont en cours d'intégration au sein des activités d'Umicore à Bruges, active depuis longtemps dans ce segment de produits. Cette acquisition nous sert de base en vue de poursuivre notre expansion.

Fin 2014, CSM a finalisé l'acquisition des parts restantes de l'entreprise italienne Todini and Co, leader européen dans la distribution de produits chimiques industriels. La business unit pourra ainsi poursuivre l'expansion de ses activités de distribution et consolider sa chaîne d'approvisionnement, des matières premières aux clients finaux.

matériaux cathodiques NMC (nickel manganèse cobalt) ont accusé un repli par rapport à 2013 en raison d'une baisse des livraisons de produits de qualité NMC utilisés dans les produits électroniques portables. Du fait de la pratique permanente de tarifications agressives pour ces qualités de produit et de leur banalisation sur le marché, Umicore a encore réduit sa présence dans ce sous-segment. Les ventes de NMC pour les applications automobiles et les outils électroportatifs ont affiché une hausse par rapport à 2013, malgré une évolution des commandes en dents de scie au cours de l'année. Des efforts considérables ont été consentis dans les programmes de certification de produits pour les plates-formes automobiles, et Umicore a obtenu la certification pour les nouvelles plates-formes qui seront lancées ces prochaines années couvrant tous les degrés d'électrification (EV, pHEV et HEV).

Les projets d'expansion des capacités de production en Corée et en Chine ont été achevés dans les temps et ont été mis en route durant l'année.

Chez **Thin Film Products**, les revenus ont augmenté par rapport à 2013 grâce à la demande croissante en cibles rotatives ITO (oxyde d'étain-indium) à haut rendement utilisées dans des applications pour écrans de grande dimension. Cependant, les marges n'ont pas vraiment reflété la croissance en termes de volume et ont souffert de la pression tarifaire en Asie et du prix élevé de l'indium. Une nouvelle coentreprise a été fondée avec First Rare Materials Co Ltd à la mi-2014. Grâce à ce partenariat, Umicore pourra répondre à la demande croissante du marché chinois des écrans de grande dimension. Les revenus liés aux produits optiques et électroniques sont restés stables en glissement annuel, et les marges ont bénéficié



Energy Materials

glissement annuel et l'impact des émissions a augmenté de 43%. Cette hausse est imputable à des émissions accrues de cobalt sur le site d'Olen (Belgique).

Relations avec les parties prenantes

Toutes les business units ont encore réalisé des progrès au niveau du déploiement de la Charte d'approvisionnement durable. En 2012, la proportion de fournisseurs sélectionnés ayant reçu et adopté cette charte s'élevait à 9%. À la fin 2014, ce pourcentage était passé à 72%. La business unit Cobalt & Specialty Materials a encore affiné son approche de la chaîne d'approvisionnement durable et a exclu trois partenaires commerciaux potentiels en raison de risques ou d'incertitudes liés aux pratiques de leur chaîne d'approvisionnement.

En 2014, les business units d'Energy Materials ont totalisé € 130.254 de dons. Parmi les initiatives prises par les sites du business group, citons le soutien des victimes des inondations aux Philippines par le site de Subic et l'octroi d'une bourse à un étudiant d'un lycée technique à Quapaw (États-Unis) en vue de lui permettre de poursuivre sa formation technique à l'université. Le site de Fort Saskatchewan (Canada) a pris part au Heartland Challenge dans le cadre de sa participation au projet «United Way». <http://wemagazine.ca/straight-from-the-heart/>. L'activité Cobalt & Specialty Materials d'Olen (Belgique) a apporté son soutien aux Special Olympics, des Jeux olympiques réservés aux enfants et aux adultes handicapés mentaux. L'édition 2014 s'est déroulée en Belgique. Soixante collaborateurs d'Umicore ont prêté main-forte à l'événement, dont un manager qui a été détaché sur ce projet pour un an.



Changements en Chine

Umicore s'associe à une entreprise chinoise, First Rare Materials, pour produire des cibles de pulvérisation d'oxyde d'étain-indium pour sa business unit Thin Film Products. Les cibles de pulvérisation sont des composants essentiels à la fabrication des écrans des smartphones et des téléviseurs notamment. La nouvelle coentreprise s'appelle Umicore Vital Thin Film Technologies. Implantée à Qingyuan, elle répondra à la demande croissante du secteur chinois des écrans, en pleine expansion. Actuellement, les fabricants d'écrans chinois doivent importer ces cibles.

de la rationalisation de l'offre de produits.

Une entreprise où il fait bon travailler

Les statistiques de sécurité du business group Energy Materials ont été sérieusement dégradées par l'accident à Olen qui a coûté la vie à deux collègues. Quatre accidents avec arrêt de travail ont été répertoriés, contre six en 2013, soit un taux de fréquence de 1,3

contre 2,0 en 2013. Le taux de gravité de ces accidents était de 4,75, conséquence des deux décès à Olen. Pour de plus amples informations sur les mesures prises pour assurer la sécurité des procédés à la suite de l'accident, voir page 18. Les business units Thin Film Products, Rechargeable Batteries et Electro-Optic Materials n'ont enregistré aucun accident avec arrêt de travail. Comme en 2013, trois sites d'Energy Materials ont atteint le record des cinq années sans aucun accident avec arrêt de travail ou accident déclarable pour le personnel d'Umicore et sans accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants : Dundee (Royaume-Uni), Fort Saskatchewan (Canada) et Hsinchu Hsien (Taiwan). Les sites d'Agigné (France) et Pékin (Chine) n'ont plus connu d'accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants depuis plus de trois ans.

Quant à la santé au travail en termes d'exposition aux métaux, les principales substances qui représentent un risque sanitaire chez Energy Materials sont l'arsenic, le cobalt et le nickel. Il y a eu une réduction significative des dépassements pour les trois métaux en

2014. Cette tendance découle de la mise en œuvre systématique et continue d'améliorations techniques et de programmes d'hygiène au travail. En 2014, les mesures relatives aux effets de l'exposition professionnelle à l'oxyde d'étain-indium sur la santé au travail et la réduction de l'exposition professionnelle se sont poursuivies à l'usine de Providence.

Éco-efficacité

En termes d'émissions de carbone, le business group Energy Materials a généré 26,8% de nos émissions d'équivalents CO₂ en 2014, soit un total de 177.863 tonnes, contre 176.005 tonnes en 2013. De tous les sites d'Energy Materials, ce sont le site d'Olen (Belgique) et celui de Cheonan (Corée du Sud) qui contribuent le plus aux émissions. Depuis son adhésion à la convention de référence énergétique flamande en 2003, le site d'Olen a mis en œuvre plusieurs initiatives de performance énergétique, conformes aux meilleurs standards internationaux.

Une famille de produits d'Electro-Optic Materials et de Rechargeable Battery Materials a fait partie de la quatrième vague d'évaluations de la durabilité des produits, menées avec l'outil APS d'Umicore. Cette opération s'inscrit dans le processus continu d'évaluation du caractère durable d'un échantillon représentatif de produits et services Umicore (cf. p. 22-23).

Chez Energy Materials, les charges de métaux rejetés dans l'air ont baissé de 6% en charge et de 4% en termes d'impact par rapport à 2013. La réduction s'explique pour l'essentiel par une fiabilité accrue concernant les rejets de cobalt depuis 2009 sur le site de Cheonan (Corée du Sud). Les charges de métaux rejetés dans l'eau ont augmenté de 52% en



Performance Materials

Performance Materials met sa technologie et son savoir-faire au service des propriétés exceptionnelles des métaux, proposant des matériaux qui permettent à ses clients de développer de meilleurs produits, plus sophistiqués et plus sûrs. Ses produits en zinc sont réputés pour leurs propriétés protectrices, tandis que ses éléments et matériaux à base de métaux précieux font partie intégrante d'applications aussi diverses que la production de verre de haute qualité, ainsi que les appareils électriques et électroniques. Performance Materials est divisé en cinq business units.



Building Products

Zinc Chemicals

Technical Materials

Electroplating

Platinum Engineered Materials



Les revenus ont légèrement baissé, mais les bénéfices ont progressé, en grande partie grâce à une contribution plus importante d'Element Six Abrasives.

Performance économique

(cf. graphiques p.37)

Les revenus de Performance Materials ont diminué de 3% en glissement annuel. L'EBIT récurrent a progressé de 12%, reflétant surtout une contribution plus élevée d'Element Six Abrasives ainsi que l'impact des mesures de réduction des coûts initiées en 2013.

Les revenus et les volumes de vente de **Building Products** ont été relativement stables en glissement annuel, alors que la rentabilité a augmenté, les

mesures d'économie et d'efficacité de production lancées en 2013 et mises en œuvre en 2014 ayant eu un impact positif sur les bénéfices. Les revenus ont augmenté en Europe, à la faveur d'un hiver plus doux que l'an dernier. La demande de matériaux de construction à base de zinc sur les marchés hors Europe a accusé un repli en raison des retards dans le lancement de nouveaux chantiers dans la région Asie-Pacifique. Les primes produits ont été revues à la baisse en raison d'une concurrence accrue sur les marchés européens plus développés et d'un prix plus élevé du zinc. De manière générale, le

mix produits est resté stable en glissement annuel, les ventes de produits prépatinés à plus haute valeur ajoutée constituant une part substantielle des activités.

Chez **Electroplating**, les revenus sont restés relativement stables d'une année à l'autre. Les revenus générés par les électrolytes à base de métaux précieux pour des applications décoratives ont bien progressé, tirant parti de la demande toujours aussi forte pour les composés or-cuivre utilisés dans la production d'or rose en bijouterie et dans des applications lifestyle. Les revenus issus des applications



REVENUS (HORS MÉTAL)



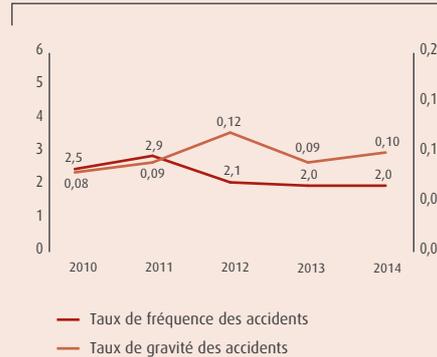
EBIT RÉCURRENTS & ROCE



INVESTISSEMENTS



INDICATEURS DE SÉCURITÉ



REJETS DE MÉTAUX



Accédez directement aux chiffres

.XLS<http://annualreport.umicore.com/home/data-centre/>

Performance Materials

techniques ont été inférieurs à ceux de 2013, une année au cours de laquelle la demande de solutions d'argentage utilisées dans les LED hautes performances en Chine a atteint un niveau relativement élevé. Les volumes de vente et les revenus des produits platinés pour le secteur de la galvanoplastie (comme les anodes pour le chromage) et des produits à base de métaux précieux utilisés dans la production de circuits imprimés ont augmenté. La business unit a créé une coentreprise avec Jianmen Changxin Technology Co. Ltd. à Jiangmen (Chine), ce qui permettra à Umicore de desservir sa clientèle croissante en Chine avec ses produits et services de traitement de surface.

Les revenus et les volumes de vente de **Platinum Engineered Materials** ont été légèrement inférieurs à ceux de 2013. La demande d'équipement en platine utilisé dans la fabrication du verre pour écran et les applications de verre technique est restée stable, tandis que la demande du secteur du verre optique est restée mitigée. Les ventes des activités de Performance Catalysts ont reculé en raison de l'instabilité politique en Ukraine et de son impact sur la production d'engrais. En décembre, l'activité a lancé une nouvelle toile, MPAC, qui permet aux clients d'augmenter leur rendement, de réduire l'utilisation de platinoïdes, d'augmenter la durée des campagnes et, dans certaines conditions, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

Les revenus de **Technical Materials** ont accusé un repli par rapport à 2013 en raison d'une baisse globale des volumes de vente, notamment au Brésil et en Chine. Les volumes de vente de matériaux de contact et électriques pour les applications moyenne tension subit les effets

du ralentissement des chantiers d'infrastructures électriques en Chine. Le carnet de commandes pour les matériaux de contact destinés aux applications basse tension est resté stable. La faible demande du Brésil a été compensée par une demande croissante en Amérique du Nord et en Europe. La demande globale d'alliages de soudure est restée faible.

Chez **Zinc Chemicals**, les revenus ont progressé d'une année par rapport à l'autre. En dépit de la faible disponibilité en résidus de galvanisation zincifères, qui a altéré les marges du recyclage, les résultats ont repris de la vigueur grâce à des ventes plus élevées et aux récentes mesures de réduction des coûts. Les volumes de vente de poudres fines de zinc ont connu une amélioration grâce à la reprise de la demande asiatique en poudres utilisées dans les peintures anticorrosion. La nouvelle usine de production de poudres fines de zinc de haute qualité et de recyclage des résidus zincifères à Changsha (Chine) devrait débiter la production au second semestre 2015. Les volumes de vente de poudres de zinc utilisées dans les batteries primaires ont bien progressé, tandis que les volumes de vente d'oxyde de zinc ont aussi augmenté, en particulier pour les produits destinés à l'alimentation animale. En mai, l'usine d'Eijsden (Pays-Bas) a reçu la certification CEP de la Direction européenne de la qualité des médicaments et des soins de santé (DEQM) et a également réussi son premier audit de l'US Food and Drug Administration (FDA) afin que ses produits remplissent les conditions requises pour être utilisés dans des applications pharmaceutiques aux États-Unis.

Chez **Element Six Abrasives** (société associée à 40%), les revenus ont bien progressé, dopés par de fortes ventes dans le domaine du forage pétrolier et gazier, et de



Croissance en Malaisie

L'expansion et la mise à niveau technologique de l'usine de production de pigments métalliques zincifères à Pasir Gudang (Malaisie) se sont achevées au second semestre 2014. Les volumes ont pu être augmentés comme prévu. La qualité, la performance opérationnelle et le rendement énergétique ont également enregistré une amélioration sensible. Ce projet marque une étape importante pour la business unit Zinc Chemicals en Malaisie sur la voie de l'amélioration de son offre à la clientèle du Sud-Est asiatique.



l'usinage de précision, s'inscrivant dans le prolongement de l'acquisition de nouvelles parts de marché sur des marchés relativement stables. Les volumes de vente ont tiré parti d'investissements accrus en matière d'innovation produit et d'un positionnement réussi des produits diamantés d'Element Six Abrasives, ainsi que du savoir-faire sur les marchés du pétrole et du gaz et de l'usinage de précision. Les revenus des produits à base de carbures ont diminué sur des marchés très difficiles. La demande de produits utilisés dans l'extraction minière est restée mitigée tout au long de l'année, traduisant une faible activité sur ce marché. Les bénéfices globaux ont fortement augmenté, bénéficiant d'une amélioration du mix produits et de la performance opérationnelle.

Une entreprise où il fait bon travailler

Les résultats du business group Performance Materials en matière de sécurité sont similaires à ceux de 2013. Neuf accidents avec arrêt de travail y ont été répertoriés,

soit un chiffre identique à celui de 2013. Le taux de fréquence a été de 2,00 et le taux de gravité de 0,1. Les business units Platinum Engineered Materials et Electroplating n'ont enregistré aucun accident au cours de l'année. Grâce à son programme «Safety for a Better Life», la business unit Zinc Chemicals a ramené le nombre d'accidents avec arrêt de travail de 6 en 2013 à un seul en 2014. À la fin 2014, le site de Vicenza (Italie) avait atteint plus de cinq ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable pour le personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants sur site, tandis que les sites de Vilvorde (Belgique) et Pasir Gudang (Malaisie) ont atteint le cap des trois ans.

Au niveau de la santé au travail, les dépassements globaux relatifs à l'exposition aux métaux pour Performance Materials ont été légèrement supérieurs à l'an dernier (1%), mais restent inférieurs à la moyenne d'Umicore.

Éco-efficacité

En termes d'émissions de carbone, le business group Performance Materials a généré en 2014, 20,5% des émissions d'équivalents CO₂ du Groupe, soit 135.860 tonnes d'équivalents CO₂. En 2013, ce chiffre était de 161.817 tonnes. La principale raison de cette diminution est la fermeture d'une usine dans la business unit Zinc Chemicals. Les émissions concernent quelque 30 sites industriels. Ceux de Zinc Chemicals représentent la majorité des émissions du business group.

Zinc Chemicals et Platinum Engineered Materials ont soumis leurs produits à l'occasion de la quatrième vague d'évaluations de la durabilité des produits menées avec l'outil APS d'Umicore. Cette opération s'inscrit dans le processus continu d'évaluation du caractère durable d'un échantillon représentatif de produits et services Umicore (voir p. 22-23).

Les charges de métaux rejetés dans l'air de Performance Materials ont augmenté de 10% en charge



par rapport à 2013 et de 21% en termes d'impact. C'est là le résultat d'émissions accrues de plomb sur le site Zinc Chemicals de Pasir Gudang (Malaisie). Les charges de métaux rejetés dans l'eau ont diminué de 10% par rapport à 2013. L'impact a toutefois augmenté de 18%, en raison d'une baisse d'efficacité du traitement externe des effluents sur le site de Hanau (Allemagne).

Relations avec les parties prenantes

Toutes les business units ont encore réalisé des progrès au niveau du déploiement de la Charte d'approvisionnement durable. En 2012, la proportion de fournisseurs sélectionnés ayant reçu et adopté cette charte s'élevait à 38%. À la fin 2014, ce pourcentage était passé à 77%.

Concernant l'engagement envers les collectivités locales, le projet d'assainissement des sols à proximité du site de Building Products à Viviez (France) était en voie d'achèvement en 2014. Globalement, les business units de Performance Materials ont fait € 167.797 de dons en 2014. C'est le résultat de nombreuses actions menées sur les 30 sites faisant partie de ces business units. À titre d'exemple, citons le soutien du Musée de la métallurgie à Liège par le site d'Angleur (Belgique), la fourniture d'une assistance comme la formation aux entretiens d'embauche pour les jeunes sans emploi de la région d'Auby (France), ou encore la contribution à un projet de construction routière près de l'usine de Changsha (Chine).

ÉTUDE DE CAS

Expansion en Chine

Jiangmen est le site d'une nouvelle coentreprise mise sur pied par Umicore avec l'entreprise chinoise Jiangmen ChangXin Technology (JCX) dans le cadre de ses activités de galvanoplastie.



Baptisée Umicore ChangXin Surface Technology (UCST), la nouvelle entité commercialisera des produits chimiques mis en œuvre dans le dépôt de revêtements ultraminces de métaux précieux sur des bijoux et des composants électriques.

Savoir-faire spécifique

JCX possède un grand savoir-faire dans le domaine du génie et du traitement chimique. «Elle se prévalue également d'une excellente réputation et de bonnes relations avec les autorités locales», explique Thomas Engert, Senior Vice-President Electroplating. «En fait, Umicore gère déjà deux coentreprises avec JCX à Jiangmen. Le nouveau laboratoire

s'installera dans les bâtiments de l'une d'elles.»

Employant une vingtaine de personnes, UCST ne produira pas les substances chimiques pour la galvanoplastie, mais les importera de l'usine d'Umicore de Schwäbisch Gmünd (Allemagne). «La valeur d'UCST réside dans son service», ajoute Thomas Engert. «Nous formons les clients à l'utilisation optimale des produits chimiques. Un laboratoire fournira des services d'analyse et mènera des essais de placage à petite échelle, afin de montrer aux clients les propriétés des revêtements et de les adapter à leurs besoins.»

Lorsque l'entreprise sera opérationnelle au début de 2015, Umicore sera plus proche des clients pour satisfaire leur demande de services et parlera leur langue sur ce marché émergent.

Performance Materials



Recycling

Recycling traite des matériaux complexes contenant des métaux précieux et autres métaux non ferreux. Umicore est capable de récupérer environ 20 de ces métaux à partir d'un large éventail de matériaux entrants, allant des résidus industriels aux matériaux en fin de vie. Recycling est unique en son genre par la diversité des matériaux qu'il est en mesure de recycler et la flexibilité de ses activités.



Precious Metals Refining

Battery Recycling

Jewellery & Industrial Metals

Precious Metals Management



Les revenus et les bénéfices ont diminué d'une année à l'autre en raison de la baisse du prix des métaux précieux et spéciaux, et d'un mix d'approvisionnement légèrement moins favorable.

Performance économique

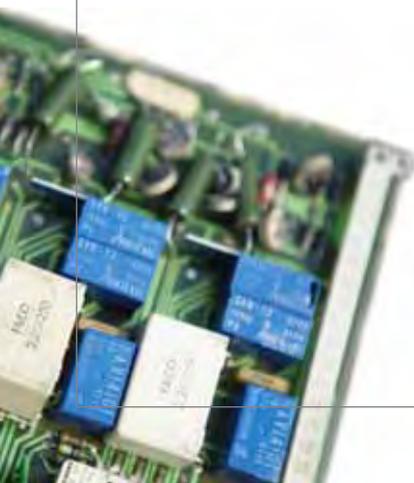
(cf. graphiques p. 41)

Les revenus et l'EBIT récurrent de Recycling ont diminué respectivement de 10% et 30%, principalement en raison de l'impact des prix des métaux plus bas. La demande plus faible dans certains marchés finaux des business units Jewellery & Industrial Metals et Precious Metals Management a également eu un impact défavorable sur les revenus et la rentabilité du business group.

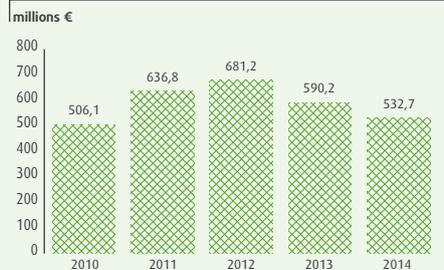
Les revenus et les bénéfices de **Precious Metals Refining** ont diminué d'une année à l'autre en raison de la baisse du prix des métaux précieux et spéciaux, et d'un mix d'approvisionnement légèrement moins favorable. Des volumes plus importants ont été traités en raison d'une augmentation de la capacité de traitement, ce qui a permis de compenser une partie de ces revers. Les volumes traités ont augmenté en glissement annuel, malgré le travail d'ingénierie préparatoire et la première grande phase des investissements réalisés sur le site d'Hoboken afin d'étendre sa capacité. Ces investissements se

sont traduits par une capacité de traitement plus élevée qui a plus que compensé les volumes perdus en raison des périodes d'arrêt.

La disponibilité de l'approvisionnement a été forte dans la plupart des segments, ce qui a soutenu un apport de matériaux plus important. Le mix d'approvisionnement a été cependant moins favorable, traduisant une disponibilité moindre de matériaux riches en platinoïdes (en partie à cause de la grève du secteur des platinoïdes en Afrique du Sud au début de l'année) et une part légèrement réduite de déchets électroniques complexes plus



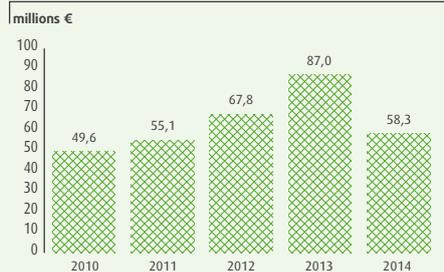
REVENUS (HORS MÉTAL)



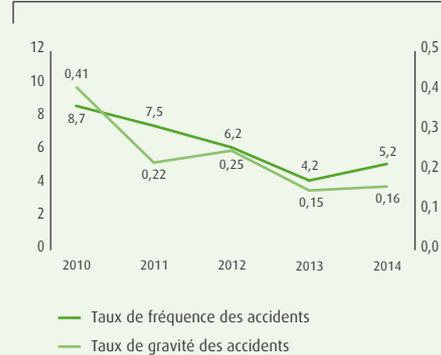
EBIT RÉCURRENT & ROCE



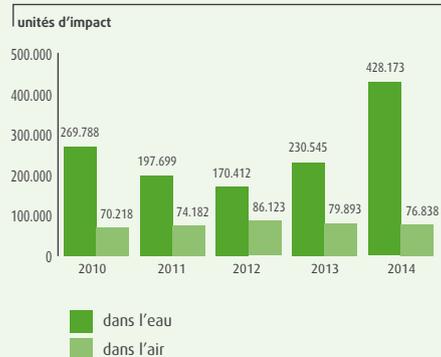
INVESTISSEMENTS



INDICATEURS DE SÉCURITÉ



REJETS DE MÉTAUX



Recycling

riches. Umicore a encore renforcé sa position sur le marché des catalyseurs automobiles usagés alors que les conditions commerciales pour ces catalyseurs sont restées très concurrentielles tout au long de l'année.

Le programme d'expansion de Hoboken a bien avancé en 2014. Les effets des améliorations de la capacité de traitement et de l'efficacité se sont déjà fait ressentir. D'autres investissements importants seront réalisés lors de deux fermetures prolongées en 2015. Le temps d'arrêt total de la production sera plus important qu'en 2014. Néanmoins, l'augmentation de la capacité de traitement après investissements devrait compenser les jours de production perdus. En 2014, d'autres modifications ont été mises en œuvre au niveau logistique sur le site de Hoboken, afin d'augmenter la capacité de traitement des matériaux de l'usine. Parmi ces changements figure l'inauguration de nouvelles installations de chargement afin d'accroître la capacité d'approvisionnement de matières premières par péniche sur l'Escaut, et ainsi réduire le trafic routier (cf. étude de cas page 43).

Les revenus de **Precious Metals Management** ont baissé en glissement annuel. La contribution de l'activité de négoce a faibli en raison de l'effet conjugué de conditions de marché moins favorables et de la baisse du prix des métaux, en moyenne en deçà des niveaux de 2013.

Pendant l'année, la demande industrielle a aussi été plus faible pour la plupart des métaux, à l'exception du platine, qui a enregistré une demande légèrement supérieure de la part de l'industrie automobile. Toutefois, cette hausse n'a pas pu compenser les volumes réduits pour les autres métaux. Par rapport à 2013, le marché des lingots d'or et d'argent a également accusé un

Accédez directement aux chiffres

.XLS

<http://annualreport.umicore.com/home/data-centre/>

ÉTUDE DE CAS



L'argent : notre force

Forte d'un large éventail de technologies de raffinage innovantes et respectueuses de l'environnement, d'une vaste gamme de produits et de services complets d'approvisionnement, Umicore est l'un des plus grands raffineurs d'argent au monde.

Umicore recycle de vieux bijoux et des mitrailles industrielles ainsi que des sous-produits. Elle couvre ainsi toute la gamme des matériaux à faible, moyenne et haute teneur en argent. «Notre atout réside dans notre modèle industriel en boucle fermée», explique Dietmar Becker, Senior Vice-President de Jewellery and Industrial Metals (JIM). «Nous fabriquons des produits à base d'argent destinés aux applications industrielles les plus diverses, qu'il s'agisse de moules usinés ou de catalyseurs à l'argent de haute qualité. En outre, nos capacités en matière de négoce sont très fortes. Outre les granules de haute qualité, nous produisons aussi des lingots d'argent de 1.000 onces pour la London Bullion Market Association (LBMA) ainsi que des lingots d'argent destinés aux investisseurs, négociables à l'échelle mondiale.»

À la capacité de raffinage de l'argent de notre usine Precious Metals Refining de Hoboken s'ajoutent les sites de raffinage d'argent de JIM à Bangkok (Thaïlande), Pforzheim (Allemagne) et Manaus (Brésil). En 2014, des investissements majeurs ont été consentis sur ces trois sites de JIM et leur mise en service s'est déroulée avec succès.

Des investissements dans plusieurs régions

Umicore a étendu ses activités de raffinage d'argent à Bangkok afin de satisfaire la demande



croissante des clients en Asie du Sud-Est. Ses installations d'essai et les lingots d'argent ont fait l'objet de tests indépendants, ce qui a permis à Umicore Precious Metals (Thailand) Ltd de figurer sur la Good Delivery List du LBMA pour l'argent.

À Pforzheim, la capacité a été augmentée de 33% et la compétitivité globale s'est améliorée pour approvisionner tout type de clients en applications industrielles et de joaillerie. Une nouvelle technologie de dissolution de l'argent devrait être mise en œuvre en 2015. Les investissements consentis à Manaus permettront de raffiner l'argent issu de toute l'Amérique du Sud, ainsi que des mitrailles internes en provenance de la business unit Technical Materials.

Respect de l'environnement

Les technologies de pointe respectueuses de l'environnement ont été développées dans le cadre de l'investissement. Elles incluent une technique maison de dissolution sans NO_x, des procédés responsables d'épuration des eaux usées ainsi que des mesures d'amélioration de la performance énergétique.

«Tous nos investissements récents ont contribué au net renforcement de l'avantage concurrentiel d'Umicore, à la fois dans notre offre tout en un de recyclage des métaux précieux et dans notre service complet à la clientèle», a ajouté Dietmar

repli, les investisseurs recherchant des investissements alternatifs.

La business unit **Jewellery & Industrial Metals** a enregistré une légère baisse de revenus, car la faible contribution de l'activité de recyclage a plus que neutralisé les revenus supérieurs des activités axées sur les produits. Les volumes de raffinage ont souffert d'une chute marquée des volumes de déchets aurifères disponibles par rapport à l'année dernière, même si ces volumes semblent avoir atteint un plancher à la fin de l'année. Les volumes de résidus d'argent et de platinoïdes sont restés stables.

Les revenus de la joaillerie et des articles lifestyle ont été relativement stables sur un marché difficile, puisque la business unit a bénéficié d'un bon mix clients et produits dans ce segment. Les revenus des produits destinés aux applications industrielles à base d'argent ont légèrement augmenté grâce à une demande accrue des industries automobile et chimique. La demande en produits d'investissement a progressé grâce à la ferme demande de flans en argent de la part des producteurs de monnaie européens. La demande de lingots d'or et d'argent émanant des investisseurs est restée faible.

La business unit a encore étendu la capacité de ses activités de recyclage d'argent à Bangkok (Thaïlande) afin de répondre à la demande des clients asiatiques.

Chez **Battery Recycling**, Umicore a davantage renforcé sa position sur le marché du recyclage des batteries rechargeables usagées des véhicules électriques et a décroché de nouveaux contrats avec les constructeurs de véhicules électriques/hybrides. Umicore continue d'améliorer ses procédés dans la perspective de marché à long terme tant pour les batteries automobiles que portables.

Une entreprise où il fait bon travailler

Le business group Recycling a encore représenté une part importante (49%) des accidents avec arrêt de travail chez Umicore. Le nombre total d'accidents a augmenté en 2014, avec 18 accidents avec arrêt de travail contre 15 en 2013. Si le taux de fréquence du business group (5,20 contre 4,20) s'est détérioré, le taux de gravité (0,16 contre 0,15) s'est aussi dégradé par rapport à l'année précédente. La business unit Precious Metals Refining a adopté le programme SafeStart® afin de poursuivre les efforts en matière de sécurité, en particulier sur le site d'Hoboken où s'est achevée une formation au leadership SafeMap® pour tous les managers et superviseurs. À la fin 2014, le site de Maxton (États-Unis) affichait au moins trois ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants.

Au niveau de la santé au travail en termes d'exposition aux métaux, le business group Recycling a fait mieux que la moyenne d'Umicore, avec un taux de dépassement de 0,7%. Les principales substances présentant un risque sanitaire chez Recycling sont le plomb, l'arsenic, le nickel, le cobalt et le cadmium. Aucun dépassement n'a été relevé pour le nickel et le cobalt. Des améliorations significatives en matière d'exposition aux autres métaux ont été réalisées au cours des dernières années. On a également enregistré d'autres améliorations à cet égard en 2014, notamment pour l'arsenic et le cadmium. Une sensibilisation aux sels de platine a été diagnostiquée chez un travailleur, qui a été équipé de tenues et d'équipements individuels offrant un niveau de protection accru.



Recycling

Umicore Precious Metals Refining a encore intensifié son partenariat avec WorldLoop visant à apporter une solution respectueuse de l'environnement au traitement des déchets électroniques collectés et démantelés en Afrique. Ce partenariat a été finaliste du prix européen de l'environnement pour les entreprises (European Business Awards for the Environment) et a remporté le premier trophée Entrepreneurs pour Entrepreneurs en Belgique. Vous trouverez une étude de cas relative à ce partenariat ci-dessous.

de métaux de l'activité Recycling aurait accusé une baisse de 17% par rapport à 2013, principalement en raison d'une réduction des émissions de sélénium.

Relations avec les parties prenantes

Umicore Precious Metals Refining a encore procédé à un contrôle strict des fournisseurs à l'aide d'un système développé en interne, appelé Business Partner Screening (BPS), qui concerne tous les fournisseurs de matières premières. Nous avons également pris les mesures nécessaires afin d'offrir à nos clients l'assurance que l'or que nous produisons et recyclons ne provient pas de zones de conflits. En 2014, les sites de Precious Metals Refining d'Hoboken et de Guarulhos ont été certifiés «fonderie n'utilisant pas de matériaux provenant de zones de conflits», un titre décerné par la LBMA (London Bullion Market Association). Les sites de Jewellery & Industrial Metal de Pforzheim et Bangkok ont été certifiés jusqu'en 2016 en tant que participant au programme Chain of Custody du RJC (Responsible Jewellery Council). Les sites de Guarulhos, d'Amsterdam, de Pforzheim et de Bangkok figurent désormais parmi les raffineurs Good Delivery de la LBMA. En 2014, les business unit ont aussi réussi l'audit portant sur l'approvisionnement responsable de platine du RJC. Les sites titulaires des homologations Chain of Custody du RJC et Good Delivery de la LBMA sont habilités à figurer sur la liste des fonderies n'utilisant pas de matériaux provenant de zones de conflits de l'EICC (Electronic Industry Citizenship Coalition).

En 2014, les sites du business group Recycling ont fait don d'un montant total de € 315.102. La contribution principale provient du site d'Hoboken (Belgique). Pour plus de détails, voir la note S5.



Une grue pour réduire notre empreinte CO₂

Chaque année, Umicore Hoboken (Belgique) recycle quelque 350 000 tonnes de sous-produits issus de l'industrie des métaux non ferreux, de déchets électroniques et de catalyseurs. Environ un tiers de ces matériaux sont acheminés jusqu'à l'usine par la route. Afin de transporter davantage de matériaux par voie fluviale, une grue d'une capacité de levage de 63 tonnes a été installée sur le quai d'Hoboken sur l'Escaut. Quelque 5 000 conteneurs pourront ainsi être transportés par bateau, permettant d'économiser 10 000 trajets par camion et donc de réduire les émissions de CO₂.

Éco-efficacité

Les opérations de Recycling ont généré 40% des émissions d'équivalents CO₂ du Groupe en 2014, soit 262.752 tonnes d'équivalents CO₂. En 2013, les émissions avaient atteint les 265.526 tonnes. L'amélioration enregistrée en 2014 peut être mise presque exclusivement à l'actif du site d'Hoboken (Belgique). Le mix de matières premières y joue un rôle significatif dans les émissions de CO₂, le procédé de recyclage de certaines filières de déchets requérant plus d'énergie et émettant plus d'équivalents CO₂ que d'autres. Le mix des approvisionnements a de nouveau été positif à cet égard en 2014.

Les produits et services de Battery Recycling et de Precious Metals Refining ont fait partie de la quatrième vague d'évaluations de la durabilité des produits, menées avec l'outil APS d'Umicore. Cette opération s'inscrit dans le processus continu d'évaluation du caractère durable d'un échantillon représentatif de produits et services Umicore (cf. p. 22-23).

Les rejets de métaux dans l'air de Recycling ont baissé de 5% en termes de charge et de 4% en termes d'impact par rapport à 2013. La réduction continue de l'impact des rejets dans l'air pour le business group est principalement imputable à la baisse des rejets d'arsenic et de cadmium dans l'air sur le site d'Hoboken. L'impact des rejets de métaux dans l'eau a augmenté de 86% par rapport à 2013. Les résultats de 2014 sont fortement influencés pour un déversement survenu sur le site d'Hoboken pendant cinq jours, impliquant des éléments à facteur d'impact élevé, tels que l'argent et le cadmium. Des pluies diluviennes sur une très courte période, associées à une canalisation obstruée, ont engorgé la capacité d'épuration des eaux du site, entraînant un déversement accidentel d'effluents insuffisamment traités. Une enquête minutieuse a été menée sur les causes de l'incident et des mesures correctives ont été prises sur le site afin d'assurer le respect de l'objectif du Groupe en 2015. Abstraction faite des émissions de métaux à la suite de cet incident ponctuel, l'impact des émissions



Partenariat récompensé

En 2014, le partenariat entre Umicore et WorldLoop a remporté le trophée Entrepreneurs for Entrepreneurs. Umicore collabore avec WorldLoop pour mettre en place des entreprises locales durables et une infrastructure de recyclage par le partage de connaissances, le coaching et le soutien à la formation des entrepreneurs locaux en Afrique. Ces activités sont associées à des campagnes de sensibilisation en Afrique comme en Europe. L'objectif est de mettre un terme aux dépôts sauvages de déchets électroniques ainsi qu'aux pratiques inadéquates de démantèlement, de combustion et de lixiviation des déchets électroniques.

Rapport d'activité économique

Chiffres clés du Groupe

CHIFFRES CLÉS

(en EUR millions sauf mention contraire)	Annexe	2010	2011	2012	2013	2014
Chiffre d'affaires		9.691,1	14.480,9	12.548,0	9.819,3	8.828,5
Revenus (hors métal)		1.999,7	2.318,6	2.421,4	2.363,4	2.380,6
EBITDA récurrent	F9	468,7	553,0	524,1	462,6	442,2
EBIT récurrent	F9	342,5	416,1	372,1	304,0	273,7
dont sociétés associées	F9	30,1	22,9	22,2	11,8	28,3
EBIT non récurrent	F9	-9,1	1,0	-46,7	-43,4	-21,6
Effet IAS 39 sur l'EBIT	F9	-9,4	15,6	3,2	-0,5	-2,7
EBIT total	F9	324,0	432,7	328,6	260,0	249,3
Marge opérationnelle récurrente (en %)		15,6	16,9	14,4	12,4	10,3
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	F31	17,5	18,6	16,7	13,6	12,2
Taux d'intérêt net moyen pondéré (en %)	F11	3,8	3,7	1,9	1,6	1,6
Taux d'imposition récurrent (en %)	F13	19,1	19,9	20,6	21,3	21,8
Résultat net récurrent, part du Groupe	F9	158,0	304,6	275,2	218,0	193,1
Résultat des activités non continuées, part du Groupe		74,2	-0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat net, part du Groupe	F9	248,7	325,0	233,4	179,0	170,6
Frais de recherche & développement	F9	119,2	136,7	149,0	140,6	143,3
Investissements	F34	156,6	196,2	235,7	279,6	202,4
Cash-flow net avant financement	F34	-68,2	308,6	150,3	185,9	139,9
Total des actifs des activités continuées, fin de période		3.511,6	3.713,2	3.667,9	3.512,3	3.851,4
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période		1.517,0	1.667,5	1.751,7	1.677,1	1.704,6
Dettes financières nettes consolidées des activités continuées, fin de période	F24	360,4	266,6	222,5	215,0	298,3
Ratio d'endettement des activités continuées, fin de période (en %)	F24	18,6	13,4	11,0	11,1	14,6
Dettes nettes moyennes / EBITDA récurrent (en %)		54,3	59,8	47,7	44,2	51,9
Capitaux engagés, fin de période	F31	2.181,8	2.168,8	2.259,4	2.233,6	2.335,3
Capitaux engagés, moyenne	F31	1.961,6	2.233,0	2.224,5	2.241,3	2.240,1

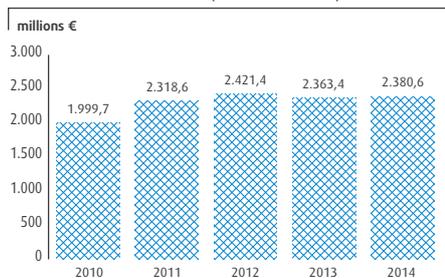
DONNÉES PAR ACTION

(en EUR / action)	Annexe	2010	2011	2012	2013	2014
Bénéfice par action						
Bénéfice par action récurrent	F39	2,33	2,69	2,47	1,96	1,79
Bénéfice par action ajusté excluant les activités non continuées	F39					
de base	F39	2,20	2,87	2,09	1,61	1,58
dilué	F39	2,19	2,85	2,08	1,60	1,57
Bénéfice par action incluant les activités non continuées	F39					
de base	F39	2,20	2,87	2,09	1,61	1,58
dilué	F39	2,19	2,85	2,08	1,60	1,57
Dividende brut		0,80	1,00	1,00	1,00	1,00
Cash-flow net avant financement, de base	F34	-0,60	2,72	1,35	1,67	1,29
Total des actifs des activités continuées, fin de période		30,93	33,53	32,78	32,00	35,63
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période		13,36	15,06	15,66	15,28	15,77
Cours de l'action						
Plafond		40,37	40,09	44,12	42,12	38,21
Plancher		21,19	25,35	32,30	31,54	30,42
Moyen		28,58	34,21	38,57	35,72	34,32
Clôture		38,92	31,87	41,69	33,96	33,31

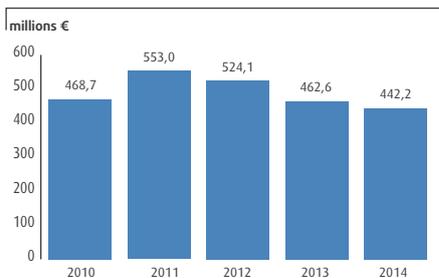
NOMBRE D' ACTIONS

	Annexe	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre total d'actions émises, fin de période	F39	120.000.000	120.000.000	120.000.000	120.000.000	112.000.000
dont actions en circulation	F39	113.523.353	110.756.062	111.886.512	109.771.339	108.085.728
dont actions propres	F39	6.476.647	9.243.938	8.113.488	10.228.661	3.914.272
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation, de base	F39	113.001.404	113.304.188	111.593.474	111.257.259	108.062.085
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation, dilué	F39	113.724.891	114.208.275	112.346.081	111.733.165	108.451.847

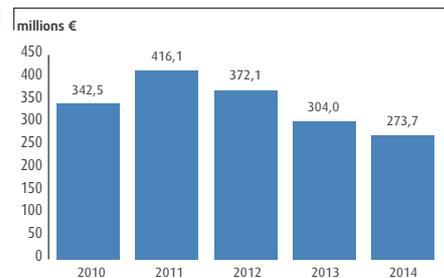
REVENUS (HORS MÉTAL)



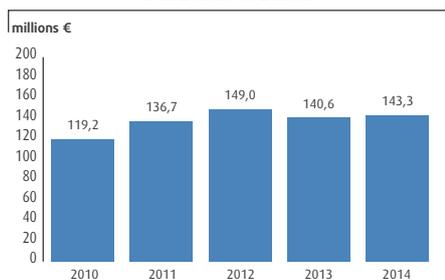
EBITDA RÉCURRENT



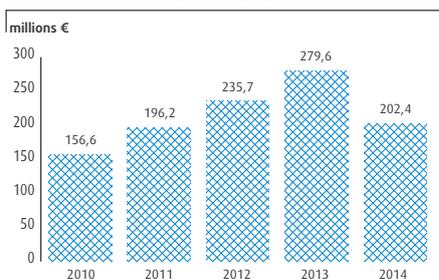
EBIT RÉCURRENT



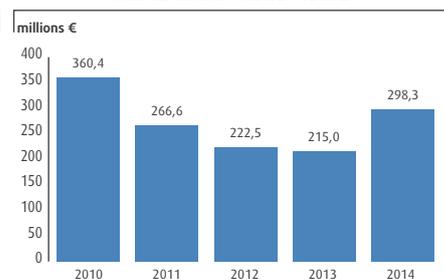
DÉPENSES DE R&D



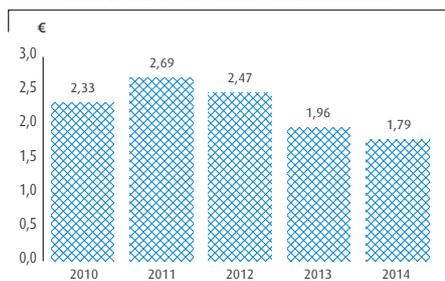
INVESTISSEMENTS



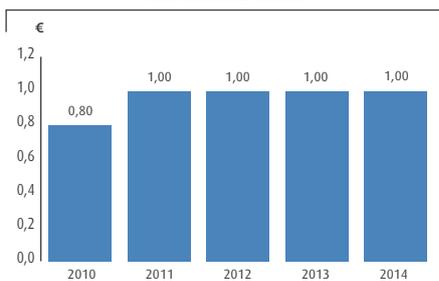
DETTE FINANCIÈRE NETTE



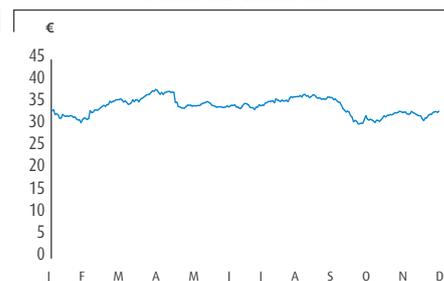
BÉNÉFICE PAR ACTION RÉCURRENT



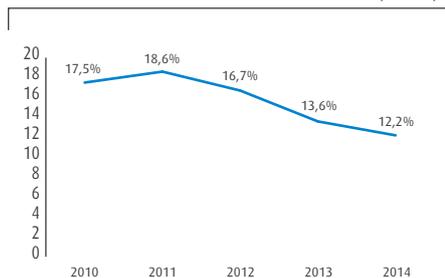
DIVIDENDE BRUT



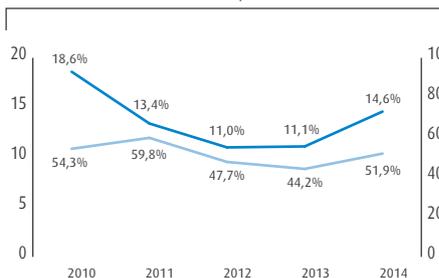
COURS DE L'ACTION



RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)



RATIO D'ENDETTEMENT & DETTE NETTE MOYENNE/EBITDA RÉCURRENT



TAUX D'INTÉRÊT & TAUX D'IMPOSITION



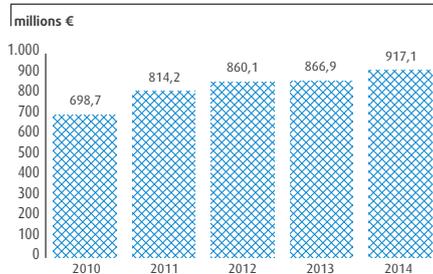
— Ratio d'endettement des activités continues, fin de période
— Dette nette moyenne / EBITDA récurrent

— Taux d'intérêt moyen pondéré
— Taux d'imposition récurrent

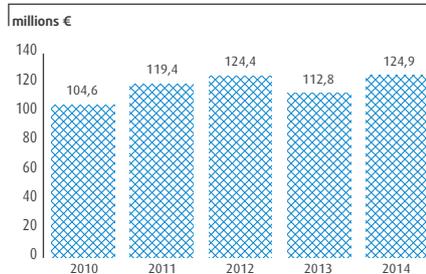
Catalysis chiffres clés

(en EUR millions sauf mention contraire)	2010	2011	2012	2013	2014
Chiffre d'affaires total	1.548,3	1.932,0	1.871,9	2.020,2	2.181,3
Revenus totaux (hors métal)	698,7	814,2	860,1	866,9	917,1
EBITDA récurrent	104,6	119,4	124,4	112,8	124,9
EBIT récurrent	77,7	89,5	91,0	73,3	82,6
dont sociétés associées	4,8	5,7	10,5	2,5	7,0
EBIT total	72,4	96,8	83,8	73,7	79,9
Marge opérationnelle récurrente (en %)	10,4	10,3	9,3	8,2	8,2
Frais de recherche & développement	73,6	78,8	85,8	82,0	83,2
Investissements	32,3	36,9	75,7	84,4	59,8
Capitaux engagés, fin de période	640,3	768,2	795,5	809,5	851,4
Capitaux engagés, moyenne	611,3	718,7	797,6	804,6	811,4
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	12,7	12,4	11,4	9,1	10,2
Effectifs, fin de période	1.921	2.182	2.281	2.340	2.457
dont sociétés associées	225	239	161	167	167

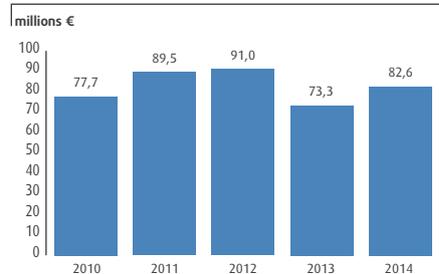
REVENUS (HORS MÉTAL)



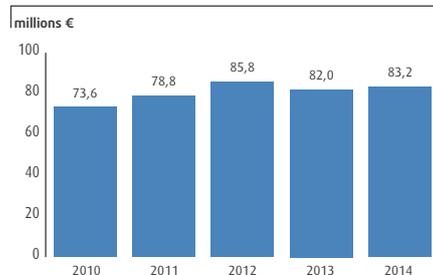
EBITDA RÉCURRENT



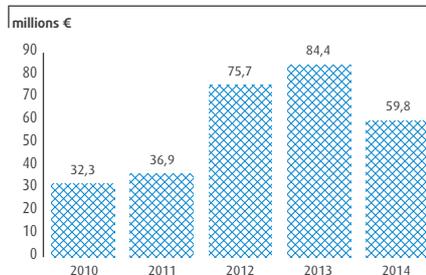
EBIT RÉCURRENT



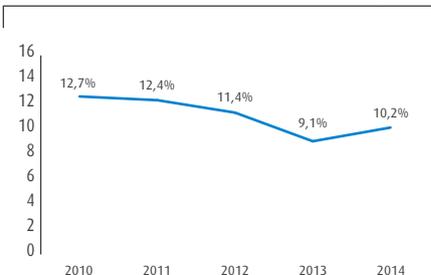
DÉPENSES DE R&D



INVESTISSEMENTS



RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)

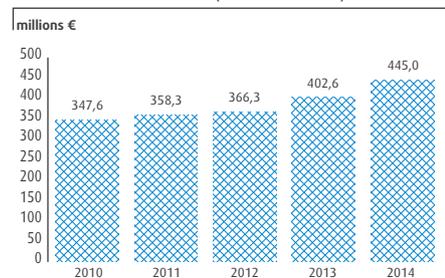


Energy Materials chiffres clés

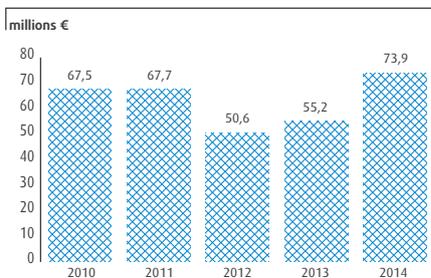
(en EUR millions sauf mention contraire)	2010	2011	2012	2013	2014
Chiffre d'affaires total	702,3	729,3	763,7	825,7	907,3
Revenus totaux (hors métal)	347,6	358,3	366,3	402,6	445,0
EBITDA récurrent	67,5	67,7	50,6	55,2	73,9
EBIT récurrent	43,9	41,0	18,2	24,7	39,2
dont sociétés associées *	5,7	6,3	4,2	2,7	4,7
EBIT total	43,1	34,2	-11,3	21,4	38,5
Marge opérationnelle récurrente (en %)	11,0	9,7	3,8	5,5	7,8
Frais de recherche & développement	12,1	16,9	15,8	16,2	17,4
Investissements	37,0	64,4	52,8	64,3	45,0
Capitaux engagés, fin de période	390,1	457,4	476,3	470,2	588,9
Capitaux engagés, moyenne	371,5	430,2	475,2	476,2	503,3
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	11,8	9,5	3,8	5,2	7,8
Effectifs, fin de période	3.035	3.033	2.933	2.884	2.857
dont sociétés associées *	1.314	1.206	1.057	1.056	930

* Cobalt & Specialty Materials: Ganzhou Yi Hao Umicore Industries Co. Ltd., Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co. Ltd., Todini and Co.; Rechargeable Battery Materials: beLife

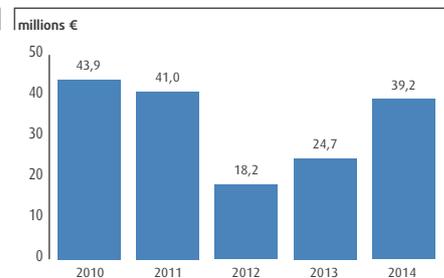
REVENUS (HORS MÉTAL)



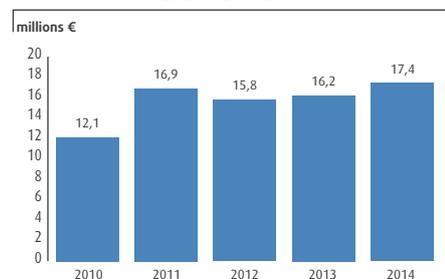
EBITDA RÉCURRENT



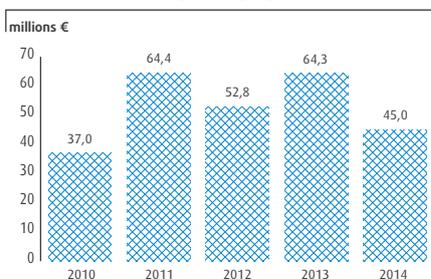
EBIT RÉCURRENT



DÉPENSES DE R&D



INVESTISSEMENTS



RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)



Performance Materials chiffres clés

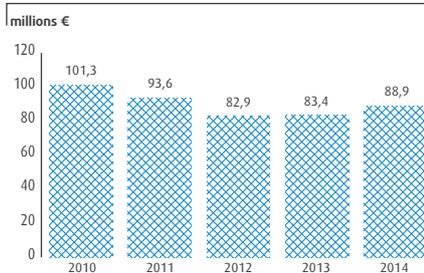
(en EUR millions sauf mention contraire)	2010	2011	2012	2013	2014
Chiffre d'affaires total	1.296,3	1.618,4	1.508,4	1.388,4	1.347,3
Revenus totaux (hors métal)	446,3	519,5	523,2	509,7	493,2
EBITDA récurrent	101,3	93,6	82,9	83,4	88,9
EBIT récurrent	75,2	67,0	54,5	54,7	61,2
dont sociétés associées *	23,2	13,4	9,9	9,1	18,6
EBIT total	78,6	65,1	57,1	24,9	53,4
Marge opérationnelle récurrente (en %)	11,7	10,2	8,5	8,9	8,6
Frais de recherche & développement	9,2	11,3	11,9	10,8	10,1
Investissements	23,9	31,6	29,3	29,4	28,4
Capitaux engagés, fin de période	612,5	572,0	572,9	504,8	526,3
Capitaux engagés, moyenne	589,7	603,9	587,3	555,5	521,5
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	12,8	11,1	9,3	9,8	11,7
Effectifs, fin de période	6.121	5.845	5.629	5.331	5.294
dont sociétés associées *	3.244	2.915	2.775	2.594	2.563

* Zinc Chemicals: Rezinal; Building Products: Ieqsa; Element Six Abrasives

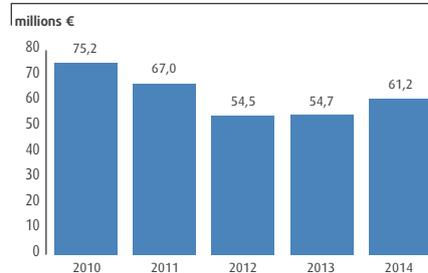
REVENUS (HORS MÉTAL)



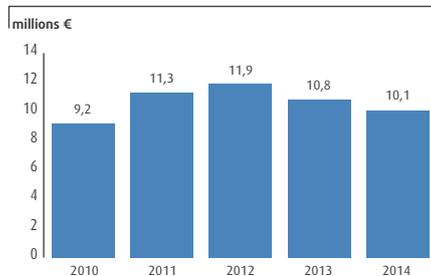
EBITDA RÉCURRENT



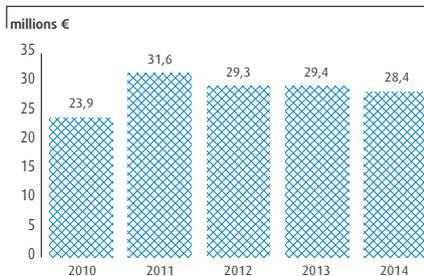
EBIT RÉCURRENT



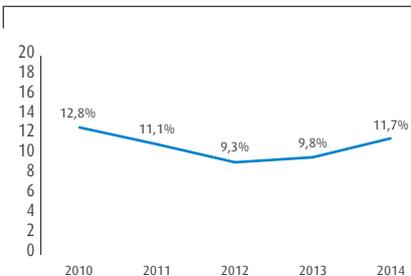
DÉPENSES DE R&D



INVESTISSEMENTS



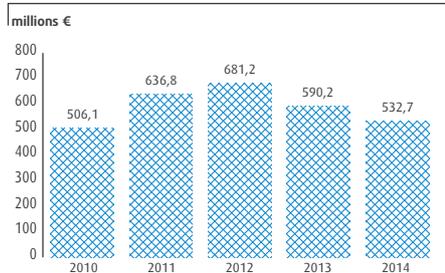
RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)



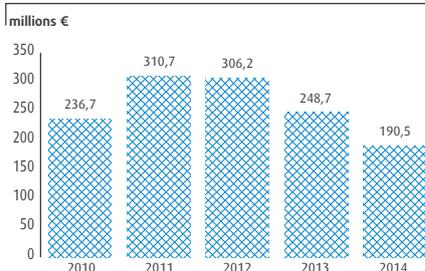
Recycling chiffres clés

(en EUR millions sauf mention contraire)	2010	2011	2012	2013	2014
Chiffre d'affaires total	6.120,9	11.649,3	9.589,6	6.663,3	5.203,6
Revenus totaux (hors métal)	506,1	636,8	681,2	590,2	532,7
EBITDA récurrent	236,7	310,7	306,2	248,7	190,5
EBIT récurrent	195,5	267,2	258,8	199,6	138,7
EBIT total	182,2	274,3	251,8	200,0	132,7
Marge opérationnelle récurrente (en %)	38,6	42,0	38,0	33,8	26,0
Frais de recherche & développement	9,1	14,2	18,6	18,4	20,1
Investissements	49,6	55,1	67,8	87,0	58,3
Capitaux engagés, fin de période	421,0	321,4	327,3	397,2	294,6
Capitaux engagés, moyenne	301,8	383,0	294,2	342,8	351,5
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	64,8	69,8	88,0	58,2	39,5
Effectifs, fin de période	2.168	2.329	2.394	2.345	2.330

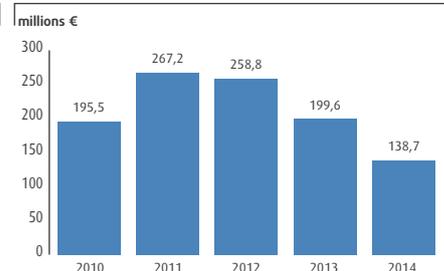
REVENUS (HORS MÉTAL)



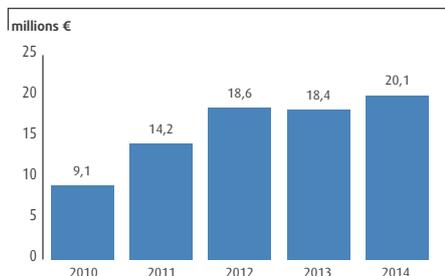
EBITDA RÉCURRENT



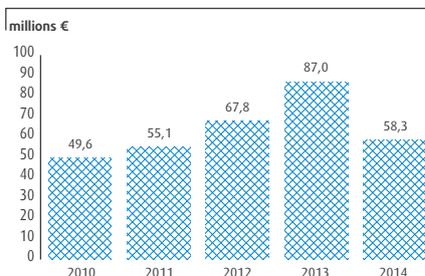
EBIT RÉCURRENT



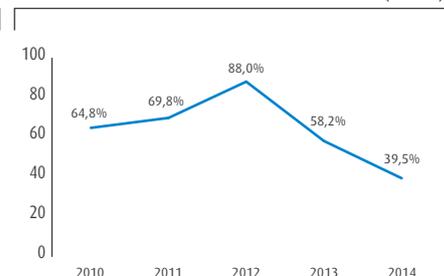
DÉPENSES DE R&D



INVESTISSEMENTS



RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)



États financiers

Table des matières

Comptes consolidés	52		
Compte de résultats consolidé	52		
État consolidé des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres	52		
Bilan consolidé	53		
État consolidé de l'évolution des capitaux propres	54		
Tableau de financement consolidé	55		
Annexes aux comptes consolidés	56		
F1 Base de la préparation	56	F24 Dettes financières	94
F2 Principes comptables	56	F25 Dettes commerciales et autres dettes	96
F3 Gestion des risques financiers	66	F26 Liquidité des dettes financières	96
F4 Hypothèses clés et estimations comptables	69	F27 Provisions pour avantages sociaux	98
F5 Entreprises du Groupe	70	F28 Plans d'options sur actions accordés par la société	104
F6 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères	71	F29 Provisions environnementales	105
F7 Information sectorielle	72	F30 Provisions pour autres risques et charges	106
F8 Regroupements d'entreprises	77	F31 Capitaux engagé	107
F9 Résultat d'exploitation	78	F32 Instruments financiers par catégorie	108
F10 Rémunérations et avantages sociaux	80	F33 Juste valeur des instruments financiers	111
F11 Coûts financiers nets	82	F34 Annexes au tableau de financement consolidé	114
F12 Produits des investissements financiers	82	F35 Droits et engagements	116
F13 Impôts sur le résultat	83	F36 Passifs latents	117
F14 Immobilisations incorporelles autres que goodwill	84	F37 Parties liées	118
F15 Goodwill	85	F38 Événements importants survenus après la clôture	119
F16 Immobilisations corporelles	86	F39 Bénéfice par action	119
F17 Participations mises en équivalence	87	F40 Évolution des normes IFRS	120
F18 Actifs financiers disponibles à la vente et prêts octroyés	88	F41 Rémunération du commissaire réviseur	120
F19 Stocks	89		
F20 Créances commerciales et autres créances	90	Comptes annuels abrégés de la société mère	121
F21 Impôts différés	91		
F22 Liquidités et quasi-liquidités	92	Déclaration de responsabilité de la direction	124
F23 Écarts de conversion et autres réserves	93		

Comptes consolidés

Compte de résultats consolidé

(EUR milliers)

	Annexes	2013	2014
Chiffre d'affaires	F9	9.819.255	8.828.512
Autres produits d'exploitation	F9	76.232	56.429
Produits d'exploitation		9.895.487	8.884.941
Approvisionnements et matières premières	F9	-8.344.694	-7.387.423
Rémunérations et avantages sociaux	F10	-707.151	-702.767
Amortissements et réductions de valeur	F9	-169.862	-182.187
Autres charges d'exploitation	F9	-411.179	-394.307
Charges d'exploitation		-9.632.886	-8.666.684
Produits des investissements financiers	F12	-2.074	9.763
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		260.527	228.019
Produits financiers	F11	4.332	3.671
Charges financières	F11	-19.052	-21.828
Résultat de change	F11	-8.131	-6.556
Résultat des sociétés mises en équivalence	F17	-511	21.294
Résultat avant impôts		237.165	224.601
Impôts sur le résultat	F13	-52.386	-46.506
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE		184.779	178.095
		dont: Part du Groupe	179.029
		Part des minoritaires	5.750
			(EUR)
Bénéfice par action (de base) total	F39	1,61	1,58
Bénéfice par action (dilué) total	F39	1,60	1,57
Dividende par action		1,00	1,00

Les annexes en pages 56 à 123 font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres

(EUR milliers)

	Annexes	2013	2014
Résultat de la période		184.779	178.095
Éléments qui ne seront pas recyclés en compte de résultats			
Mouvements des avantages postérieurs à l'emploi, découlant de changements d'hypothèses actuarielles		-1.319	-64.577
Mouvements des impôts différés reconnus dans les autres éléments du résultat global		1.333	17.250
Éléments qui pourraient ultérieurement être recyclés en compte de résultats			
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente		-12.102	14.992
Mouvements des réserves de couvertures stratégiques		1.914	-15.249
Mouvements des impôts différés reconnus dans les autres éléments du résultat global		-428	4.427
Mouvements des écarts de conversion		-61.545	72.199
Autres éléments du résultat global	F23	-72.146	29.042
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE		112.633	207.137
dont: Part du Groupe		112.108	196.411
Part des minoritaires		524	10.727

Les impôts différés reconnus directement en capitaux propres sont dus aux réserves pour couvertures stratégiques pour EUR 4,4 millions et aux avantages postérieurs à l'emploi pour EUR 17,2 millions.

Les annexes en pages 56 à 123 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilan consolidé

		(EUR milliers)	
	Annexes	31/12/2013	31/12/2014
Actifs long terme		1.551.228	1.710.503
Immobilisations incorporelles	F14, F15	218.251	266.073
Immobilisations corporelles	F16	998.563	1.061.735
Participations mises en équivalence	F17	201.391	208.847
Actifs financiers disponibles à la vente	F18	21.183	50.258
Prêts octroyés	F18	4.971	1.212
Créances commerciales et autres créances	F20	16.339	17.555
Impôts différés actifs	F21	90.530	104.823
Actifs court terme		1.961.069	2.140.866
Prêts accordés par l'entreprise	F18	5.933	6.876
Stocks	F19	1.106.259	1.182.946
Créances commerciales et autres créances	F20	716.405	826.989
Impôts à récupérer		33.227	34.264
Actifs financiers disponibles à la vente	F18	0	0
Liquidités et quasi-liquidités	F22	99.245	89.791
TOTAL DE L'ACTIF		3.512.297	3.851.368
Total des capitaux propres		1.723.428	1.750.133
Capitaux propres - Part du Groupe		1.677.141	1.704.551
Capital et primes d'émission		502.862	502.862
Résultats reportés et réserves		1.647.378	1.472.660
Ecart de conversion et autres réserves	F23	-167.438	-140.100
Actions détenues en propre (-)		-305.661	-130.871
Intérêts minoritaires		46.287	45.582
Passifs long terme		439.054	493.957
Provisions pour avantages sociaux	F27	267.837	331.702
Dettes financières	F24	26.396	22.571
Dettes commerciales et autres dettes	F25	12.908	21.490
Impôts différés passifs	F21	28.164	17.520
Provisions	F29, F30	103.749	100.673
Passifs court terme		1.349.814	1.607.278
Dettes financières	F24	287.839	365.513
Dettes commerciales et autres dettes	F25	966.767	1.148.599
Impôts		64.697	63.958
Provisions	F29, F30	30.511	29.208
TOTAL DU PASSIF		3.512.297	3.851.368

Les annexes en pages 56 à 123 font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé de l'évolution des capitaux propres

(EUR milliers)

	Part du Groupe					TOTAL
	Capital et primes d'émission	Résultats reportés	Ecarts de conversion et autres réserves	Actions détenues en propre	Intérêts mino-ritaires	
Solde au début de l'exercice précédent	502.862	1.577.658	-102.020	-226.832	54.141	1.805.805
Résultat de la période		179.030			5.749	184.779
Autres éléments du résultat global			-66.921		-5.225	-72.146
Résultat global de la période		179.030	-66.921		524	112.633
Mouvements des réserves pour paiement en actions			4.337			4.337
Remboursement de capital					-5.848	-5.848
Modifications des règles comptables		525	-1.296			-771
Dividendes		-111.373			-3.764	-115.137
Transferts		1.538	-1.538			0
Mouvements sur actions propres				-78.825		-78.825
Autres mouvements					112	112
Variation de périmètre					1.121	1.121
Solde à la fin de l'exercice précédent	502.862	1.647.378	-167.438	-305.661	46.287	1.723.428
Résultat de la période		170.603			7.492	178.095
Autres éléments du résultat global			25.808		3.235	29.042
Résultat global de la période		170.603	25.808		10.727	207.137
Mouvements des réserves pour paiement en actions			3.598			3.598
Remboursement de capital					-5.652	-5.652
Dividendes		-108.659			-7.050	-115.709
Transferts		-236.662	-2.068	238.730		0
Mouvements sur actions propres				-63.941		-63.941
Variation de périmètre					1.271	1.271
Solde à la fin de l'exercice	502.862	1.472.660	-140.100	-130.871	45.582	1.750.133

La réserve légale de EUR 50.000 milliers, incluse dans les résultats reportés, n'est pas distribuable.

Le capital social du Groupe au 31 décembre 2014 était composé de 112.000.000 actions sans valeur nominale.

Les annexes en pages 56 à 123 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau de financement consolidé

		(EUR milliers)	
	Annexes	2013	2014
Résultat des activités continuées		184.779	178.095
Ajustement pour résultat des sociétés mises en équivalence		511	-21.294
Ajustement pour transactions non-cash	F34	188.618	169.024
Ajustement pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement	F34	51.811	49.729
Variation du besoin en fonds de roulement	F34	96.873	56.043
Cash-flow d'exploitation		522.592	431.597
Dividendes reçus		15.249	16.982
Taxes payées durant la période		-37.556	-56.509
Subsides reçus		485	10.474
VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'EXPLOITATION		500.770	402.545
Acquisition d'immobilisations corporelles	F16	-266.741	-190.797
Acquisition d'immobilisations incorporelles	F14	-26.970	-24.262
Acquisition de participations consolidées (net des liquidités acquises)	F8	-21.968	-35.160
Acquisition / augmentation de capital dans sociétés associées et joint-ventures		-7.573	-180
Acquisition d'immobilisations financières	F18	-173	-18.842
Nouveaux prêts accordés	F18	-1.158	-2.115
Sous-total des acquisitions		-324.583	-271.355
Cession d'immobilisations corporelles		7.800	3.020
Cession d'immobilisations incorporelles		1.874	579
Cession des participations consolidées et sociétés associées (net des liquidités cédées)		11	0
Cession d'immobilisations financières		14	5.141
Remboursement de prêts	F18	7	0
Sous-total des cessions		9.706	8.740
VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT	F34	-314.877	-262.614
Augmentation/diminution de capital dans minoritaires		-5.848	-4.537
Ventes (Achats) d'actions détenues en propre		-78.825	-63.941
Intérêts reçus		4.035	3.298
Intérêts payés		-6.607	-6.453
Nouveaux emprunts (remboursements)		-38.547	38.642
Dividendes versés aux actionnaires Umicore		-111.427	-107.926
Dividendes versés aux minoritaires		-3.764	-7.050
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT	F34	-240.983	-147.967
Impact de la variation de change sur la trésorerie		22.415	-10.391
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE DES ACTIVITÉS CONTINUÉES		-32.675	-18.427
Situation nette de trésorerie à l'ouverture		130.988	98.313
Situation nette de trésorerie à la clôture	F22	98.313	79.886
dont liquidités et quasi-liquidités		99.245	89.791
dont découverts bancaires		-932	-9.905

Les annexes en pages 56 à 123 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexes aux comptes consolidés

La publication des comptes annuels consolidés, ainsi que du rapport de gestion préparé conformément à l'article 119 du code des sociétés et repris aux pages 1 à 124, pour la période comptable se terminant le 31 décembre 2014 a été autorisée par le Conseil d'administration d'Umicore le 12 mars 2015. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux réglementations et aux lois applicables aux états financiers consolidés des sociétés belges. Ils comprennent les états financiers de la société consolidante et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les sociétés mises en équivalence.

F1 Base de la préparation

Le Groupe présente ses états financiers conformément à tous les IFRS adoptés par l'Union Européenne (UE).

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique, à l'exception de ce qui est mesuré à la juste valeur.

F2 Principes comptables

2.1 Principes de consolidation et de segmentation

2.1.1 Filiales

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités structurées) pour lesquelles le groupe détient le contrôle. Le Groupe détient le contrôle lorsque celui-ci est exposé à, ou a droit à, des rendements variables en raison de son implication dans l'entité et a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur le montant de ces rendements. Les filiales sont consolidées par intégration globale dès la date de transfert du contrôle au Groupe. Celles-ci sont déconsolidées dès que le contrôle cesse.

Une liste des principales filiales du Groupe à la date de clôture est fournie à l'annexe F5.

Le Groupe applique la méthode de l'acquisition lors de regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée pour l'acquisition d'une filiale est la juste valeur des actifs transférés, des dettes contractées à l'égard des détenteurs antérieurs de l'entreprise acquise et des parts de capitaux propres émises par le Groupe. La contrepartie transférée inclut la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnel. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le Groupe reconnaît tout intérêt minoritaire dans l'entreprise acquise au cas par cas, soit à la juste valeur soit à la part proportionnelle de la participation minoritaire des montants comptabilisés des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la valeur comptable à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue de l'acquéreur dans l'entreprise acquise est réévaluée à sa juste valeur à la date d'acquisition; les gains ou pertes résultant de cette réévaluation sont comptabilisés en résultat.

Toute contrepartie éventuelle transférée par le Groupe est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle qui est un actif ou un passif sont comptabilisées conformément à la norme IAS 39 soit en résultat ou comme variation des autres éléments du résultat global reconnus en fonds propres. Une contrepartie éventuelle qui est classée en fonds propres n'est pas réévaluée et son règlement ultérieur est comptabilisé en capitaux propres.

Les transactions intra-groupe, soldes et gains non réalisés sur les transactions entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes non réalisées sont aussi éliminées. Au besoin, les règles comptables des filiales ont été adaptées pour assurer la cohérence avec celles du Groupe Umicore.

2.1.2 Modification du pourcentage d'intérêts dans des filiales sans changement de contrôle

Les transactions avec des intérêts minoritaires qui ne résultent pas en perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions en fonds propres c'est-à-dire comme des transactions avec les propriétaires en leur qualité de propriétaires. La différence entre la juste valeur de la contrepartie payée et la part correspondante acquise de la valeur comptable de l'actif net de la filiale est enregistrée dans les capitaux propres. Les gains ou pertes sur cessions d'intérêts minoritaires sont également comptabilisés en capitaux propres.

2.1.3 Cession de filiales

Lorsque le Groupe cesse d'avoir le contrôle, toute participation résiduelle est réévaluée à sa juste valeur à la date de la perte du contrôle, avec le changement de la valeur comptable reconnu en résultats. La juste valeur est la valeur comptable initiale pour une comptabilisation future des intérêts résiduels comme société associée, coentreprise ou actif financier. En outre, les montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global à l'égard de cette entité sont comptabilisés comme si le Groupe avait directement vendu les actifs ou passifs correspondants. Cela pourrait signifier que des montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global soient reclassés dans le compte de résultats.

2.1.4 Entreprises associées

Les entreprises associées concernent toutes les entités sur lesquelles le Groupe a une influence notable mais pas le contrôle. C'est en général le cas si la société détient entre 20 et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Selon la méthode de mise en équivalence, l'investissement est initialement reconnu à son coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour reconnaître la part de l'investisseur dans le résultat net de l'entreprise associée après la date d'acquisition. L'investissement du Groupe dans une entreprise associée inclut le goodwill identifié lors de l'acquisition. Si le pourcentage d'intérêt dans une entreprise associée est réduit mais que l'influence notable est maintenue, seule une quote-part des montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global est reclassée dans le compte de résultats si approprié. La part du Groupe dans les résultats après acquisition est comptabilisée dans le compte de résultats, et la part des mouvements après acquisition dans les autres éléments du résultat global est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global avec un ajustement correspondant de la valeur comptable de l'investissement. Lorsque la part du Groupe dans les pertes d'une société associée est égale ou supérieure à sa participation dans l'entreprise associée, y compris les autres créances non garanties, le Groupe ne reconnaît pas d'autres pertes, sauf s'il a contracté des obligations juridiques ou implicites ou effectué des paiements au nom de l'associé. Le groupe détermine à chaque date de clôture s'il existe une preuve objective que l'investissement dans l'entreprise associée est réduite de valeur. Si c'est le cas, le groupe calcule le montant de la réduction de valeur comme étant la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable et reconnaît le montant dans la part du Groupe du résultat des sociétés associées dans le compte de résultats.

Les profits et pertes résultant des transactions upstream et downstream entre le Groupe et ses entreprises associées sont comptabilisés dans les états financiers du groupe que pour la partie des intérêts de l'investisseur indépendants des entreprises associées. Les pertes non réalisées sont éliminées sauf si la transaction indique une réduction de valeur de l'actif transféré. Les règles comptables des entreprises associées ont été adaptées si nécessaire pour assurer la cohérence avec les règles adoptées par le Groupe. Les gains et pertes de dilution découlant des investissements dans des entreprises associées sont comptabilisés dans le compte de résultats.

2.1.5 Partenariats

Le Groupe applique IFRS 11 pour tous ses partenariats. Selon IFRS 11, les partenariats sont classifiés soit en activités communes soit en coentreprises. Le Groupe a évalué la nature de ses partenariats et conclut que ceux-ci sont uniquement des coentreprises. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Selon la méthode de mise en équivalence, les intérêts dans des coentreprises sont initialement comptabilisés au coût et ajustés par après pour reconnaître la part du Groupe dans le résultat après acquisition et les mouvements dans les autres éléments du résultat global.

Lorsque la part du Groupe dans les pertes d'une coentreprise est égale ou supérieure à ses intérêts dans les coentreprises (qui comprend les intérêts à long terme qui, en substance, font partie de l'investissement net du groupe dans les coentreprises), le Groupe ne reconnaît pas de nouvelles pertes, sauf si elle a contracté des obligations ou effectué des paiements au nom des coentreprises. Les gains non réalisés sur les transactions entre le Groupe et ses coentreprises sont éliminés à hauteur de la participation du groupe dans les coentreprises. Les pertes latentes sont également éliminées sauf si la transaction indique une réduction de valeur de l'actif transféré. Les règles comptables des coentreprises ont été adaptées si nécessaire pour assurer la cohérence avec les règles adoptées par le Groupe.

2.1.6 Information sectorielle

L'annexe F7 présente l'information sectorielle conformément à IFRS 8. Umicore est organisé en business units.

Les secteurs d'activités sous IFRS 8 chez Umicore sont différenciés selon des facteurs de croissance dans les activités de Catalysis, Energy Materials, Performance Materials et Recycling. Le secteur d'activités Catalysis produit des catalyseurs pour l'industrie automobile afin de réduire les émissions de moteurs ainsi que des produits catalytiques utilisés dans les processus chimiques dans l'industrie chimique et les sciences de la vie. Ces catalyseurs sont principalement basés sur des métaux PGM. Le secteur d'activités Energy Materials se focalise principalement sur des matériaux utilisés dans des marchés en croissance pour les batteries rechargeables tant pour les appareils électroniques portables que pour les véhicules hybrides, et l'énergie solaire. Ses produits sont principalement basés sur le cobalt, le germanium et l'indium. Le secteur d'activité Recycling couvre un large spectre de métaux précieux et autres métaux venant de nombreux déchets et résidus industriels. Les opérations Recycling s'étendent également à la production de matériaux de bijouterie (incluant les services de recyclage) ainsi qu'au recyclage de batteries rechargeables. Le secteur d'activités Performance Materials dispose d'un vaste portefeuille de produits dans différentes industries telles que la construction, l'automobile, l'électricité et l'électronique. Tous ces produits utilisent des métaux précieux ou du zinc pour améliorer des caractéristiques spécifiques du produit.

Les secteurs d'activités rapportés sont cohérents avec ceux utilisés dans le reporting interne fourni au Conseil d'administration et au Comité de direction. Le Comité de direction analyse la performance des secteurs d'activités principalement sur base du résultat avant intérêts et taxes (EBIT), les capitaux engagés et le rendement des capitaux engagés. Les résultats financiers et fiscaux ne sont pas alloués aux secteurs d'activités.

Les résultats, actifs et passifs d'un secteur d'activités incluent des éléments directement attribuables au secteur ainsi que des éléments qui peuvent être raisonnablement alloués à celui-ci. La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

2.2 Comptabilité d'inflation

Pour l'exercice en cours, le Groupe Umicore ne comprend aucune filiale dont les comptes sont établis dans la devise d'une économie hyper-inflationniste.

2.3 Conversion des états financiers en devises étrangères

Devise fonctionnelle : les états financiers de chaque entité du Groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la devise fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, devise fonctionnelle de la société mère. Pour les besoins de la consolidation du Groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit :

- * les actifs et passifs au taux de clôture, publié par la Banque Centrale Européenne ;
- * les produits et les charges au taux moyen de l'année ;
- * les éléments des capitaux propres au taux de change historique.

Les différences de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales, joint-ventures et entreprises associées étrangères au taux de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous la rubrique "Écarts de conversion".

Lorsqu'une entité est liquidée ou vendue, les différences de change qui étaient enregistrées dans les capitaux propres sont reconnues dans le compte de résultats comme faisant partie du gain ou de la perte sur la vente.

Le goodwill et la mise à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité concernée et sont convertis au taux de clôture.

2.4 Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont d'abord comptabilisées dans la devise fonctionnelle de chaque entité au taux de change en vigueur à la date de la transaction. La date de transaction est la date à laquelle la transaction peut être reconnue. Pour des raisons pratiques, un taux qui s'approche du taux actuel à la date de la transaction est utilisé pour certaines opérations, par exemple un taux moyen pour la semaine ou le mois dans lequel la transaction se déroule.

Ensuite, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes résultant des transactions en devises étrangères et de la conversion des actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont comptabilisés comme résultats financiers dans le compte de résultats.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, la société a conclu certains contrats à terme et options (voir point 2.21. Instruments de couverture).

2.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont reprises au bilan à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur. Les coûts comprennent tous les coûts directs ainsi qu'une part adéquate des coûts indirects encourus pour mettre l'actif en état de remplir la fonction qui lui est impartie.

Conformément à l'IAS 23, les coûts d'emprunt directement associés à des investissements sont capitalisés avec l'actif concerné. Les coûts d'emprunt qui ne peuvent être liés directement à un investissement sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

Les coûts de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économiques futurs des actifs sont pris en charge lorsqu'ils sont encourus. Dans le cas contraire, ils sont incorporés comme éléments séparés dans les immobilisations corporelles. Les éléments qui sont régulièrement remplacés sont comptabilisés séparément vu que leur durée de vie est différente de celle des autres rubriques reprises dans les immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent. Les installations d'Umicore étant des installations industrielles très complexes et très spécifiques, elles ne possèdent pas de valeur résiduelle de vente en tant qu'équipement isolé. Pour cette raison, les montants d'amortissement sont déterminés en se basant sur une valeur résiduelle en fin de vie nulle.

La méthode de l'amortissement linéaire est appliquée pendant la durée de vie utile estimée des actifs. La durée de vie est le période de temps pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif. Les durées de vie utilisées sont définies pour chaque type d'immobilisation comme suit :

	Non amortissables
Terrains	
Bâtiments	
- Bâtiments industriels	20 ans
- Améliorations aux Bâtiments	10 ans
- Autres Bâtiments, tels que bureaux et laboratoires	40 ans
- Maisons et immeubles d'habitation	40 ans
Installations, machines et outillage	10 ans
- Fours	7 ans
- Petit outillage	5 ans
Mobilier et matériel roulant	
- Matériel roulant	5 ans
- Matériel de manutention mobile	7 ans
- Matériel informatique	3 à 5 ans
- Mobilier et Matériel de bureau	5 à 10 ans

Dans le cas d'acquisition ou de construction de nouveaux actifs, la durée de vie résiduelle est évaluée séparément au moment de la demande d'investissement et peut être différente des valeurs standard reprises ci-dessus.

La direction détermine la durée de vie résiduelle estimée des immobilisations corporelles et par conséquent, le niveau des charges d'amortissements. Elle utilise des estimations standard, basées sur une combinaison de durabilité physique et de cycle de vie des produits. La durée de vie résiduelle peut varier de manière importante en fonction d'innovations technologiques, d'évolutions du marché ou d'actions des concurrents. La direction augmente la charge d'amortissement des actifs dont la durée de vie a été réduite et réduit la valeur des actifs techniquement obsolètes ou non stratégiques qui ont été abandonnés ou vendus.

2.6 Immobilisations incorporelles et coûts des transactions en capital

2.6.1 Coûts des transactions en capital

Les frais de constitution et d'augmentation de capital sont déduits des fonds propres.

2.6.2 Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une filiale, entreprise associée ou entité contrôlée conjointement par rapport à la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif et du passif identifiables de celle-ci à la date d'acquisition. Les goodwills sont reconnus à leur valeur historique déduction faite d'éventuelles réductions de valeur cumulées.

Dans le bilan, le goodwill sur entreprises associées et joint-ventures figure au poste "Participations mises en équivalence", avec l'investissement lui-même.

Pour l'évaluation de la réduction de valeur, le goodwill est alloué à une unité génératrice de trésorerie. À chaque clôture du bilan, les unités génératrices de trésorerie sont examinées pour y détecter des indices de réductions de valeur potentielles. Cela signifie qu'une analyse est faite pour déterminer si la valeur comptable du goodwill alloué à une unité génératrice de trésorerie est entièrement récupérable. Si tel n'est pas le cas, une réduction de valeur sera prise et reconnue en compte de résultats. Ces réductions de valeur ne sont jamais extournées.

L'excédent de la part de l'acquéreur dans la juste valeur de l'actif net acquis sur le coût d'acquisition est reconnu immédiatement dans le compte de résultats.

2.6.3 Recherche et développement

Les coûts de recherche exposés dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou technologiques sont comptabilisés en charges, dans la période où ils sont encourus.

Les coûts de développement représentent le coût de la conception de produits nouveaux ou substantiellement améliorés ainsi que des procédés préalables à la production ou l'utilisation commerciale. Ils sont portés au bilan si, entre autres choses, les conditions suivantes sont remplies :

* l'immobilisation incorporelle est à même de générer des bénéfices économiques futurs, ou, en d'autres termes, son potentiel commercial est clairement démontré ;

* les coûts liés au procédé ou au produit sont clairement identifiables et mesurables de façon fiable.

S'il est difficile de distinguer clairement les coûts de recherche et de développement, ils sont considérés comme coûts de recherche. Si les coûts de développement sont immobilisés, ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la période de bénéfice escomptée.

2.6.4 Droit d'émission de CO₂

Dans le cadre du protocole de Kyoto, une troisième période relative aux droits d'émission a débuté, couvrant la période 2013-2020. De ce fait, le gouvernement flamand a octroyé des droits d'émissions aux sites flamandais de certaines sociétés, dont Umicore. Chaque année, fin février, un cinquième de ces droits d'émission est enregistré dans un registre officiel. Les mouvements sur ces droits d'émission sont enregistrés en immobilisations incorporelles suivant une procédure émise par la commission des normes comptables belges. Les gains enregistrés lors de la reconnaissance de ces droits d'émission à leur juste valeur sont différés et maintenus au bilan jusqu'à ce que les certificats soient utilisés ou vendus. Si, à la date de clôture, la valeur de marché des droits est inférieure à la valeur nette comptable, une réduction de valeur est comptabilisée. A chaque clôture le groupe évalue l'utilisation réelle de droits et enregistre une provision en conséquence. Les charges relatives à ces réductions de valeurs et/ou provisions sont compensées par la reconnaissance en parallèle d'une partie du produit différé lors de l'enregistrement original des droits d'émission. Umicore dispose historiquement des droits d'émissions nécessaires à la continuité de ses activités opérationnelles.

2.6.5 Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles reprises ci-dessous sont enregistrées à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur :

* brevets et licences : amortis sur la période de protection légale ;

* logiciels et frais de développement interne connexes : amortis en 5 ans ;

* droits d'usage de terrains : amortis linéairement sur la durée du contrat.

2.7 Leasing

2.7.1 Leasing financier

Le leasing, dans le cadre duquel la société assume l'essentiel des risques et des avantages inhérents à la propriété est considéré comme un leasing financier. Les leasings financiers sont repris à la valeur actuelle des paiements sous-jacents estimée au moment de la conclusion du leasing, ou à la valeur de marché estimée des biens si celle-ci est inférieure, diminuée des amortissements cumulés.

Tous les paiements à effectuer dans le cadre de tels contrats sont répartis entre les remboursements de la dette et une charge financière afin d'obtenir sur toute la durée du leasing un taux d'intérêt constant sur le solde de la dette. Les obligations correspondantes, hors intérêts, sont reprises en dettes financières long terme au passif du bilan. La part des paiements correspondant aux intérêts est prise en charge au compte de résultats sur la durée du leasing. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre de contrats de leasing financier sont amorties sur la durée du contrat de location ou sur leur durée d'utilité si celle-ci est plus courte.

2.7.2 Leasing opérationnel

Le leasing dans le cadre duquel l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien reste entre les mains du bailleur, est considéré comme un leasing opérationnel. Les paiements et reçus effectués à ce titre sont reconnus comme une charge opérationnelle ou un revenu dans le compte de résultats en utilisant la méthode linéaire.

Le groupe met et prend en leasing des métaux auprès de tiers pour des périodes spécifiques. Le groupe reçoit et paye des primes liées à ses transactions. Les contrats de leasing de métaux sont conclus pour des période toujours inférieures à 1 an. Ces contrats sont repris dans les droits et engagements hors bilan.

2.8 Actifs financiers disponibles à la vente, emprunts et créances long terme

Tous les mouvements dans les actifs financiers disponibles à la vente, les emprunts et les créances long terme sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont enregistrés à leur juste valeur. Les gains et pertes non réalisés dus aux changements de juste valeur sont reconnus dans les capitaux propres en réserves pour actifs financiers. Lorsque ces actifs sont vendus ou réduits de valeur, le cumul des changements de juste valeur comptabilisés en capitaux propres est porté au compte de résultats. Les actifs financiers sont déreconnus lorsque les droits de recevoir des flux de liquidités des investissements ont expiré ou ont été transférés et que le Groupe a transféré tous les risques et rétributions liés à la propriété.

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'éventuelles réductions de valeur.

Les réductions de valeur sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la valeur de l'actif.

Les actions propres sont déduites des capitaux propres.

2.9 Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible de leur coût d'acquisition ou de leur valeur nette de réalisation. Le coût d'acquisition comprend les coûts directs d'achat ou de fabrication et une allocation appropriée des frais généraux.

Les stocks se divisent en :

1. Produits de base avec couverture métaux
2. Produits de base sans couverture métaux
3. Consommables
4. Acomptes payés
5. Commandes en cours d'exécution.

Les produits de base avec couverture métaux sont des produits contenant des métaux sujets à des risques de fluctuations de prix et pour lesquels Umicore applique une politique de couverture de risques active afin de minimiser les effets négatifs potentiels sur la performance financière du Groupe. Le contenu métal est classé dans des catégories qui reflètent leur nature spécifique et leur utilité commerciale entre autres les stocks permanents et les stocks de métaux disponibles à la vente. Selon la catégorie, des mécanismes de couverture appropriés sont appliqués. La méthode du coût moyen pondéré est appliquée par catégorie de stocks.

Les produits de base sans couverture métaux et les consommables sont également valorisés au coût moyen pondéré.

Des réductions de valeur sur stock sont reconnues quand la rotation est lente ou quand la valeur comptable dépasse la valeur nette réalisable, ce qui signifie le prix de vente estimé moins les coûts estimés d'exécution et les coûts estimés pour réaliser la vente. Les réductions de valeur sont présentées séparément.

Les acomptes payés sont des paiements aux fournisseurs sur des transactions pour lesquelles la livraison physique des biens n'a pas encore eu lieu. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale.

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées selon l'état d'avancement des travaux.

2.10 Créances commerciales et autres créances

Les créances commerciales et autres créances sont valorisées au coût amorti ; c'est-à-dire, à la valeur actualisée nette du montant à recevoir. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique. Les créances non recouvrables sont réduites de valeur. Les réductions de valeurs sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la créance.

Les créances commerciales pour lesquelles substantiellement tous les risques et bénéfices ont été transférés ne sont pas reconnues au bilan.

Cette rubrique comprend également la juste valeur positive des produits financiers dérivés.

2.11 Liquidités et quasi-liquidités

La trésorerie comprend la caisse et les comptes à vue. Les quasi-liquidités sont des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de cash, qui ont une échéance inférieure ou égale à trois mois, et qui ne présentent pas un risque important de changement de valeur.

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale ou au coût amorti. Les découverts bancaires sont inclus dans le passif court terme du bilan.

2.12 Réductions de valeur des actifs

Les immobilisations corporelles, ainsi que les autres actifs long terme, y compris les actifs financiers non détenus à des fins de transaction et les immobilisations incorporelles, sont revus afin de déterminer la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être entièrement récupérée. En présence d'une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable est le prix de vente net de l'actif ou sa valeur d'usage si celle-ci est plus élevée. Pour estimer le montant récupérable d'un actif individuel, la société détermine souvent le montant récupérable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Une réduction de valeur est immédiatement prise en charge lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse la valeur recouvrable.

Une reprise de réduction de valeur est comptabilisée lorsqu'il apparaît que la réduction de valeur de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie n'est plus justifiée ou a diminué. Une réduction de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas le montant tel qu'il serait apparu, après amortissements, si la réduction de valeur n'avait pas été prise en compte.

2.13 Capital social et bénéfice reporté

A. Rachat de capital

Lorsqu'une des sociétés du groupe rachète des actions de la société (actions détenues en propre), le montant versé en contre partie, y compris les coûts marginaux directement attribuables nets d'impôt sur le résultat, est déduit des fonds propres dans la rubrique "actions détenues en propre". Aucun résultat n'est reconnu lors de l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation d'actions propres. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts marginaux directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

B. Les coûts marginaux attribuables à l'émission de nouvelles actions sont enregistrés nets d'impôts dans les capitaux propres en déduction de la valeur d'émission.

C. Les dividendes de la société mère ne sont reconnus en dettes qu'après approbation par l'assemblée générale des actionnaires.

2.14 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part des tiers dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale et attribuables à un tiers, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes ultérieurs.

Dans le compte de résultats, la participation minoritaire dans le bénéfice ou la perte de la société figure séparément de la part du Groupe dans le résultat consolidé.

2.15 Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque :

- * une obligation (légale ou implicite) résulte d'un événement passé ;
- * il est probable que des ressources devront être affectées à l'exécution de cette obligation ;
- * il est possible de procéder à une estimation fiable du montant de l'obligation.

Une obligation implicite est une obligation qui résulte des actes de l'entreprise qui, sur base d'un modèle établi de pratiques passées ou de politiques affichées, a manifesté son intention d'accepter certaines responsabilités, suscitant en conséquence l'attente de la voir assumer ces responsabilités.

Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, à la clôture du bilan, en tenant compte de la probabilité de survenance de l'événement. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est matériel, le montant de la provision est égal à la valeur actualisée de la dépense considérée comme nécessaire pour éteindre l'obligation. Le résultat de l'actualisation annuelle éventuelle de la provision est comptabilisé en résultat financier.

Les principaux types de provision comprennent :

1. Provisions pour avantages sociaux (voir point 2.16 Avantages sociaux)

2. Obligations environnementales

Les provisions environnementales sont établies sur base des obligations légales et implicites résultant d'événements passés, conformément à la politique environnementale affichée par la société et la législation en vigueur. Le montant total de la provision est comptabilisé au moment où l'évènement sous-jacent surgit. Lorsque l'obligation est liée à la production/activité, la provision est reconnue progressivement en fonction de l'usage normal ou du niveau de production.

3. Autres provisions

Il s'agit ici des provisions pour litiges, contrats déficitaires, garanties, risques sur investissements en titres, et restructurations. Une provision pour restructuration est constituée lorsque la société a approuvé un plan de restructuration formel et détaillé, et que la restructuration a commencé ou a été annoncée publiquement avant la clôture du bilan. Toute provision pour restructuration comprend uniquement les coûts directement liés à la restructuration, nécessairement occasionnés par la restructuration et non liés à l'activité poursuivie par l'entreprise.

2.16 Avantages sociaux

2.16.1 Avantages à court terme

Il s'agit ici des rémunérations et charges sociales, des vacances annuelles payées et des congés de maladie, des bonus et des avantages non financiers, pris en charge dans l'exercice. Les bonus sont octroyés à tous les cadres de la société, en fonction de la performance personnelle et d'indicateurs clés de performance financière. Le montant du bonus est comptabilisé en tant que charge, suivant une estimation à la clôture du bilan.

2.16.2 Autres avantages postérieurs à la pension (pensions, soins médicaux)

La société a mis en place plusieurs plans de pension et de soins médicaux, conformément aux conditions et pratiques des pays où elle opère. Ces régimes sont généralement financés par des paiements à des compagnies d'assurance ou à d'autres fonds de pension.

2.16.2.1 Régimes à prestations définies

La société a pris en compte toutes ses obligations légales et implicites, tant dans le cadre des régimes à prestations définies que des pratiques informelles de la société.

Le montant inscrit au bilan est le résultat de calculs actuariels (en appliquant la méthode dite "projected unit credit"). Il représente la valeur actualisée des obligations liées aux régimes à prestations définies et diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

Le coût non comptabilisé des prestations passées résulte de l'introduction de nouveaux régimes d'avantages ou de changements dans les avantages dus au titre du régime existant. Le coût des prestations passées est directement enregistré dans le compte de résultats depuis IAS 19 révisée.

Les gains et pertes actuariels, découlant de changements d'hypothèses actuarielles de régimes à prestations définies postérieurs à la pension, sont enregistrés dans l'état consolidé des profits et pertes reconnus directement en capitaux propres.

2.16.2.2 Régimes à cotisations définies

La société paie des cotisations dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les frais de personnel.

2.16.3 Autres avantages à long terme octroyés au personnel (primes d'ancienneté)

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Les obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement inscrits au compte de résultats.

2.16.4 Avantages en cas de départ (plans de préretraite, autres obligations en matière de fin de contrat)

Ces avantages naissent lorsque la société décide de mettre fin au contrat d'un membre du personnel avant la date normale de sa retraite, ou lorsque l'employé accepte volontairement de partir en échange de ces avantages. Lorsqu'elles sont raisonnablement prévisibles suivant les conditions et pratiques des pays où la société opère, les obligations futures sont également comptabilisées.

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Ces obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement inscrits au compte de résultats.

2.16.5 Rémunérations en actions ou liées aux actions (paiements fondés sur des actions IFRS 2)

Différents programmes d'options sur actions et de plans d'actions permettent au personnel de la société et à ses cadres supérieurs d'acquiescer ou d'obtenir des parts de la société. Le prix d'exercice des options ou des actions est égal à la valeur de marché des actions (sous-jacentes) à la date d'octroi des options. Lorsque des options sont exercées, des actions détenues en propre sont délivrées au bénéficiaire. Pour les plans d'actions, les actions sont données au bénéficiaire à partir d'actions détenues en propre existantes. Dans les deux cas, les fonds propres sont augmentés à concurrence des montants reçus correspondant au prix d'exercice.

Les options et actions sont irrévocablement acquies dès leur date d'octroi. Leur juste valeur est reconnue comme une charge sociale avec une augmentation correspondante de la réserve pour paiements fondés sur des actions. Pour les options, la charge à reconnaître est calculée par un actuaire suivant un modèle tenant compte de toutes les caractéristiques des options, de la volatilité de l'action sous-jacente et d'une estimation du calendrier d'exercice.

Tant que les options octroyées n'ont pas été exercées, la juste valeur est reconnue dans "l'État de l'Évolution des Fonds Propres" sous la ligne "Réserve pour paiements en actions". La valeur des options exercées pendant la période est transférée en réserves.

2.16.6 Présentation

L'impact des avantages du personnel sur le résultat est comptabilisé en résultat opérationnel sauf les intérêts et les effets de l'actualisation qui sont repris en résultats financiers.

2.17 Dettes financières

Tous les mouvements dans les dettes financières sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les emprunts sont initialement enregistrés à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction encourus. Ensuite, ils sont valorisés à leur coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte des frais d'émission éventuels, ristournes et primes d'émission. Toute différence entre le coût et la valeur de rachat est inscrite au compte de résultats à partir du remboursement.

2.18 Dettes commerciales et autres dettes

Les dettes commerciales et autres dettes sont valorisées au coût amorti; c'est-à-dire, à la valeur actualisée nette du montant à payer. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique.

Cette rubrique comprend également la juste valeur négative des produits financiers dérivés.

2.19 Impôts sur le résultat

L'impôt sur le résultat de l'exercice comprend l'impôt courant et différé. Ces impôts sont calculés conformément aux règles fiscales en vigueur dans chaque pays où la société opère.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés (ou à récupérer) relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

L'impôt différé est calculé suivant la méthode du report variable (liability method) sur les différences temporaires entre la base fiscale de l'actif et du passif et leur valeur comptable telle qu'elle figure dans les états financiers. Ces impôts sont déterminés suivant les taux d'imposition en vigueur à la date de clôture ou au taux futur annoncé formellement par le gouvernement.

L'impôt différé actif n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que des produits futurs imposables seront disponibles pour y imputer les différences temporaires.

Les impôts différés actifs et passifs sont soldés et présentés nets uniquement lorsqu'ils concernent des sommes exigées par les mêmes autorités fiscales de la même entité taxable.

2.20 Produits

2.20.1 Marchandises vendues et services rendus

Les produits de la vente de biens issus d'activités de transformation sont comptabilisés lorsque les risques et les avantages significatifs relatifs à la propriété ont été transférés à l'acheteur, et qu'il ne subsiste pas d'incertitude significative quant au recouvrement du prix dû, aux frais associés ou à l'éventuel retour des biens.

Les produits des activités de raffinage et les services sont comptabilisés en fonction du stade d'achèvement de la transaction, lorsqu'il peut être mesuré avec fiabilité.

2.20.2 Subsidies

Un subside est d'abord comptabilisé au bilan comme revenu à recevoir lorsque l'on est raisonnablement sûr de le percevoir et de remplir les conditions y afférant. Les subsides sont comptabilisés dans le compte de résultats sur la période correspondant aux coûts qu'ils doivent compenser.

2.21 Instruments de couverture

La société utilise des produits dérivés dans le but de réduire l'exposition aux fluctuations des taux de change, des prix des métaux, des taux d'intérêts et des autres risques du marché. La société utilise principalement des contrats au comptant et à terme pour couvrir les risques liés aux métaux et aux devises, tandis que des swaps couvrent les risques liés aux taux d'intérêts. Les opérations effectuées sur les marchés à terme ne sont pas de nature spéculative.

2.21.1 Risques transactionnels – couverture en juste valeur

Les produits dérivés utilisés afin de protéger la juste valeur des éléments qu'ils couvrent (actifs, passifs et engagements fermes), sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de l'opération.

Les produits dérivés sont ensuite inscrits au bilan à leur juste valeur, suivant le mécanisme "mark-to-market" (par référence au marché). Tous les profits et pertes des positions soldées sont immédiatement inscrits au compte de résultats, dans le résultat d'exploitation s'ils concernent les métaux et dans les résultats financiers dans tous les autres cas.

Les éléments couverts (essentiellement les engagements physiques et les stocks commerciaux) sont valorisés à la juste valeur lorsque la comptabilité de couverture peut être documentée conformément aux critères définis par IAS 39.

En l'absence de l'obtention de la comptabilité de couverture à juste valeur à la création, telle que définie par IAS 39, les éléments couverts sont maintenus au coût historique et restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus bas du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS 2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS 37) (voir également le point 2.22 Effet IAS 39).

Lorsqu'une filiale ou une unité génératrice de trésorerie du Groupe acquiert du métal via un contrat dans le but de le revendre dans un délai très court, après la livraison, pour tirer profit de la fluctuation des prix des métaux, le stock est alors revalorisé à sa juste valeur via le compte de résultats et les engagements physiques ou papiers associés sont considérés comme produits dérivés et également revalorisés à leur juste valeur via le compte de résultats.

2.21.2 Risques structurels – couverture des flux de trésorerie

Les instruments financiers et produits dérivés destinés à la protection de flux de trésorerie futurs, sont désignés comme "cash flow hedges" dans la comptabilité de couverture.

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments financiers satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les capitaux propres. Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultats au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat.

Si l'occurrence de la transaction couverte n'est plus probable ou si la couverture devient inefficace, l'instrument de couverture correspondant est immédiatement clôturé. Tous les profits et pertes y afférant, en ce compris ceux qui étaient jusque là maintenus en capitaux propres, sont enregistrés immédiatement au compte de résultats.

En l'absence de l'obtention de la comptabilisation de la couverture des flux de trésorerie à la création telle que définie par IAS 39, la juste valeur des instruments de couverture sous-jacent est reconnue dans le compte de résultat au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée (voir également le point 2.22 Effet IAS 39).

2.21.3 Dérivés incorporés

Les contrats exécutoires (le "contrat hôte") peuvent parfois contenir des dérivés incorporés. Les dérivés incorporés peuvent avoir pour conséquence de modifier les flux de trésorerie initialement prévus dans le contrat hôte en fonction du taux d'intérêt, du prix de l'instrument financier, du prix des matières, des taux de change ou de toute autre variable. Si le dérivé incorporé n'est pas fermement lié au contrat hôte, il est extrait du contrat hôte et comptabilisé

séparément selon IAS 39. Le contrat hôte est comptabilisé selon la règle applicable au contrat exécutoire, ce qui signifie qu'il n'est reconnu au bilan ou au compte de résultats qu'au moment de la réalisation du contrat (voir également le point 2.22 Effet IAS 39).

2.22 Résultats non récurrents et effet IAS 39

Les résultats non récurrents résultent principalement de mesures de restructuration, de réductions de valeur d'actifs et d'autres profits ou pertes provenant d'activités ou d'événement ne faisant résolument pas partie de l'activité ordinaire de la société.

L'effet IAS 39 résulte de différences temporaires en terme de revenus dues à la non application ou la non possibilité d'obtention de la comptabilité de couverture, telle que définie par IAS 39, aux :

- a) Instruments de couverture transactionnels. Ceci signifie que les éléments couverts ne peuvent plus être mesurés à la juste valeur mais restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus faible du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS 2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS 37).
- b) Instruments de couverture structurels. Ceci signifie que la juste valeur de l'instrument de couverture lié est enregistrée dans le compte de résultats au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée.
- c) Dérivés incorporés dans des contrats exécutoires. Ceci signifie que la juste valeur sur les dérivés incorporés est reconnue dans le compte de résultats à l'opposé du composant exécutoire pour lequel aucune mesure de la juste valeur n'est permise.

F3 Gestion des risques financiers

Toutes les activités du Groupe sont exposées à divers risques, parmi lesquels l'évolution du prix des métaux, les taux de change, certaines conditions commerciales dictées par le marché et les taux d'intérêts, ainsi que les risques de crédit et les risques de liquidités. Le programme général de gestion des risques du Groupe vise à minimiser les effets de ces facteurs sur la performance financière de l'entreprise. A cet effet, des instruments financiers sont utilisés pour couvrir les risques.

3.1 Risques liés aux devises

Pour Umicore, les risques liés aux devises sont de trois types distincts : structurel, transactionnel et de conversion.

3.1.1 Risque structurel

Une partie des revenus d'Umicore est structurellement liée au dollar américain (USD) alors que la majorité des opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (en particulier en Europe et en Asie). Tout changement dans le taux de change entre le dollar et l'euro ou toute autre devise non liée au dollar exerce un impact significatif sur les résultats de la société.

La majeure partie de cette exposition structurelle provient du fait que le prix des métaux est fixé en USD, ce qui se répercute sur la valeur en Euro des excédents de métaux récupérés dans les matières recyclables.

Une autre partie de cette exposition provient de revenus non liés au prix des métaux fixés en USD, tels que le raffinage et les primes produit. Pour cette partie, au taux de change en vigueur à la fin 2014, une appréciation de l'USD à hauteur de 1 cent USD par Euro est estimé entraîner une augmentation du résultat d'exploitation et du revenu d'un peu plus de EUR 1 million par an. Inversement, un affaiblissement à hauteur de 1 cent USD par Euro entraînerait une baisse du résultat d'exploitation du même ordre.

Ce niveau de sensibilité est cependant une estimation quelque peu théorique, car souvent, le taux de change peut entraîner des modifications dans les conditions commerciales négociées en USD.

Dans une moindre mesure, il existe également une certaine sensibilité structurelle par rapport à d'autres devises, notamment le réal brésilien, le rand sud-africain, le yuan chinois et le won coréen.

Couverture structurelle des devises

Umicore a pour politique de couvrir son exposition structurelle au risque de change, soit en combinaison avec la couverture du risque métal, soit isolément, lorsque les taux de change ou le prix des métaux exprimés en euro sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées.

A fin décembre 2014, Umicore a certaines couvertures structurelles en place concernant la sensibilité devises non liée au prix des métaux : Euro/NOK et USD/NOK chez Umicore Norvège, USD/KRW chez Umicore Corée et Euro/ZAR chez Umicore AG KG en Allemagne. Début 2015, Umicore a pris certaines couvertures additionnelles.

3.1.2 Risque transactionnel

L'entreprise est par ailleurs sujette à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client ou un fournisseur et celui du règlement de la transaction. La politique du Groupe est de couvrir le risque transactionnel de la manière la plus étendue possible, principalement par le biais de contrats à terme.

3.1.3 Risque de conversion

Umicore, entreprise internationale, possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en euro. Lorsque les résultats et les bilans de ces entités sont consolidés dans les comptes du Groupe Umicore, la conversion de ces montants est exposée aux variations dans la valeur des devises locales contre l'euro, principalement l'USD, le real Brésilien, le won Coréen, le yuan Chinois et le rand d'Afrique du Sud. Umicore ne se couvre pas contre ce risque.

3.2 Risques liés aux prix des métaux

Les risques liés aux prix des métaux peuvent être répartis en trois catégories distinctes : structurels, transactionnels et les risques liés aux stocks.

3.2.1 Risque structurel

Umicore encourt des risques structurels liés aux prix des métaux. Ces risques résultent principalement de l'impact qu'exercent les prix des métaux sur les frais de traitement ou tout autre composant du revenu qui fluctue avec le prix des métaux. La politique d'Umicore permet de couvrir son exposition au risque métal lorsque les prix des métaux exprimés dans la devise fonctionnelle des secteurs concernés sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées. L'ampleur de la couverture dépend de la liquidité des marchés concernés.

Le segment Recycling recycle du platine, palladium, rhodium, or et argent, mais également une série d'autres métaux spéciaux et de base. Dans ce segment, la sensibilité à court terme des revenus et du résultat opérationnel au prix des métaux précieux est matérielle. Cependant, étant donné la variabilité de l'approvisionnement en matières premières dans le temps et la durée variable des contrats de livraison négociés, il n'est pas approprié de fournir une sensibilité fixe à un métal en particulier. De manière générale, un prix des métaux plus élevé tend à améliorer les revenus du secteur d'activité Recycling. Umicore rencontre également une sensibilité au prix des métaux liée principalement aux composants revenu liés au prix des métaux dans ses autres secteurs d'activités (Catalysis, Energy Materials et Performance Materials) et dépendant des métaux utilisés dans ces segments. Aussi dans les cas où un prix des métaux plus élevé apporte des bénéfices à court terme au profit de chacune des activités. Cependant, d'autres conditions commerciales, largement indépendantes du prix des métaux tels que les marges sur les produits, sont également d'importants et d'indépendants générateurs de revenus et de rentabilité.

Couverture structurelle des métaux

Pour certains métaux cotés sur les marchés de produits dérivés, Umicore couvre une partie de son exposition métal future. Cette couverture est basée sur une documentation démontrant une grande probabilité des flux de trésorerie futurs basés sur le prix des métaux et découlant des contrats commerciaux conclus. Les années précédentes, Umicore a couvert une partie de son exposition métal future. A fin 2014, Umicore avait toujours des couvertures afin de couvrir les risques de prix futurs. Les contrats en cours sont principalement liés à la couverture de métaux précieux : le palladium, l'or, l'argent et le platine. Début 2015, Umicore a pris certaines couvertures additionnelles.

3.2.2 Risque transactionnel

Le Groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des métaux. La majorité de transactions liées aux métaux utilise des références globales du marché des métaux comme le London Metal Exchange. Si le prix sous-jacent des métaux était constant, le prix payé par Umicore pour les métaux contenus dans les matières premières serait imputé au client comme faisant partie du prix du produit. Cependant, suite au délai entre la conversion de matières premières achetées en produits et la vente de ces produits, la volatilité dans le prix de référence du métal crée des différences entre le prix payé pour le métal contenu et le prix reçu. Par conséquent, un risque transactionnel existe pour toutes variations du prix entre le moment où la matière première est achetée (le métal est "priced in") et le moment où le produit est vendu (le métal est "priced out").

Le Groupe a pour politique de couvrir le plus largement possible le risque transactionnel, essentiellement par des contrats à terme.

3.2.3 Risque lié aux stocks métal

Le Groupe fait face à des risques liés aux prix des métaux sur ses stocks permanents de métaux. Ce risque est lié à la valeur de marché du métal qui pourrait être devenir inférieure à la valeur comptable de ces stocks. Umicore ne se couvre pas contre ces risques.

3.3 Risques liés aux taux d'intérêts

L'exposition du Groupe aux changements de taux d'intérêt concerne sa dette financière. Fin décembre 2014, la dette financière brute du Groupe se chiffrait à EUR 388 millions, dont EUR 26 millions à taux fixe. En janvier 2013, le Groupe est entré dans un contrat de swap d'intérêt sur 5 ans, fixant le taux pour un montant de EUR 150 millions.

3.4 Risque de crédit

Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de non paiement par une quelconque contrepartie suite à la vente de produits ou d'opérations de prêts de métaux. Pour la gestion de ce type de risque, Umicore a mis en place une politique de crédit basé sur des demandes de limites de crédit, des procédures d'approbation, un monitoring permanent de l'exposition et des procédures de rappel en cas de retard de paiement.

Le risque de crédit provenant des ventes est en partie couvert par une assurance crédit, par des lettres de crédit ou par des moyens de paiement sécurisés similaires. Un contrat d'assurance crédit global mondial a été mis en place. Ce contrat protège les sociétés du Groupe contre les risques d'insolvabilité, les risques politiques et commerciaux avec une franchise individuelle de 5% par facture. La limite globale de décaissement annuel est établie à EUR 20 millions.

Umicore a déterminé que, dans un certain nombre de cas où le coût de l'assurance crédit était disproportionné par rapport au risque couvert, aucune couverture par assurance crédit ne devait être prévue. Pour les activités caractérisées par un niveau de concentration des clients significatif ou par une relation avec le client proche et particulière, certains contrats d'assurance pourraient être mis en place pour une période déterminée.

Il faut également noter que certaines transactions importantes, notamment les ventes de métaux précieux par la division Recycling, ont un risque de crédit limité puisque le paiement avant livraison est une pratique très répandue.

Concernant le risque lié aux institutions financières comme les banques et les brokers, Umicore utilise également des lignes de crédits internes. Des limites spécifiques sont établies par instrument financier, de manière à couvrir les différents risques auquel le Groupe est exposé lors des transactions avec ces institutions financières.

3.5 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est géré en maintenant un degré suffisant de diversification des sources de financement. Ces sources incluent des lignes de crédit bancaire à court terme et deux à moyen terme et un programme de papiers commerciaux dont le montant maximum a atteint EUR 300 millions.

3.6 Risque lié à la fiscalité

La charge fiscale figurant dans les comptes annuels (états financiers) est la meilleure estimation de la dette fiscale du Groupe. Il existe toutefois un degré d'incertitude relative à la charge fiscale définitive pour la période aussi longtemps que les autorités fiscales n'ont pas terminé leurs contrôles. La politique du Groupe est de déposer les déclarations fiscales dans les délais et de discuter ouvertement avec les autorités fiscales afin de s'assurer que les problèmes fiscaux sont traités d'une manière aussi sereine que possible et que toute différence dans l'interprétation de la législation et de la réglementation fiscales est résolue le plus vite possible. Tout comme pour d'autres groupes internationaux, la TVA, les sales tax et les prix de transfert intra-Groupe sont des risques fiscaux inhérents au caractère international du Groupe. Des changements de lois fiscales ou de leur interprétation en matière de prix de transfert, de TVA, de dividendes d'origine étrangère, de soutiens fiscaux à la Recherche et Développement et d'autres déductions fiscales, pourraient augmenter le taux effectif d'imposition du Groupe et avoir un impact négatif sur son résultat net.

3.7 Risque lié au capital

L'objectif du Groupe dans sa gestion du capital est de protéger la continuité des activités, d'octroyer un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que de maintenir une structure optimale du capital afin de réduire les coûts du capital.

Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut par exemple ajuster le montant des dividendes payés aux actionnaires, leur restituer du capital, racheter des actions propres ou émettre de nouvelles actions.

Le Groupe contrôle sa structure du capital sur base du ratio d'endettement. Ce ratio est calculé en divisant la dette financière nette par la somme de la dette financière nette et des fonds propres totaux du Groupe. La dette financière nette est calculée en ajoutant aux dettes financières long terme, les dettes financières court terme et en y soustrayant les liquidités et quasi-liquidités. Le détail chiffré pour les périodes concernées est présenté dans la note F24 relatif aux dettes financières.

Dans un environnement opérationnel normal, le Groupe vise à maintenir une structure du capital équivalente au status de l'"Investment Grade".

Le Groupe pourrait considérer de dépasser temporairement ce niveau de l'endettement équivalent si une évènement exceptionnel tel qu'une acquisition majeure survenait.

3.8 Risque stratégique et transactionnel

Le groupe Umicore est confronté à un certain nombre de risques stratégiques et transactionnels qui ne sont pas nécessairement de nature financière mais qui peuvent influencer la performance financière du Groupe. Cela inclut les risques d'approvisionnement, les risques technologiques et les risques de substitution de produits par les clients. Veuillez vous reporter à la section Gestion des risques du Rapport de Gouvernance (page 171 à 174) pour une description de ces risques ainsi qu'une description générale de l'approche d'Umicore dans la gestion des risques.

F4 Hypothèses clés et estimations comptables

Les hypothèses et estimations utilisées afin de préparer les états financiers consolidés sont évaluées continuellement et sont basées sur l'expérience et sur d'autres facteurs, dont, certaines prévisions raisonnables d'évènements futurs qui auraient un impact financier sur l'entité. Les estimations comptables en décaillant seront, par définition, rarement égales au résultat réel.

Des hypothèses sont posées et des estimations sont faites dans les cas suivants :

- * estimation de la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur et estimation de son montant ;
- * comptabilisation de provisions pour pensions ;
- * comptabilisation de provisions pour taxes, environnement, garanties et litiges, retour de produits et restructurations ;
- * estimation d'éventuelles réductions de valeur sur stocks ;
- * évaluation du caractère recouvrable des impôts différés actifs ;
- * évaluation de la durée de vie résiduelle des immobilisations corporelles et incorporelles à l'exception des goodwill.

Les hypothèses et estimations comptables susceptibles d'engendrer un risque significatif d'ajustement de la valeur comptable d'actifs et de passifs dans les périodes futures sont détaillées ci-dessous.

4.1 Réduction de valeur du goodwill

La valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie est déterminée en prenant le maximum de la juste valeur de l'actif moins les coûts liés à la vente et de sa valeur d'usage selon les règles comptables du Groupe. Ces calculs, appelés "tests de réduction de valeur", nécessitent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les taux d'actualisation, les taux de change, le prix des matières, les besoins futurs en capital ainsi que sur les performances opérationnelles futures. Les estimations des performances futures sont basées sur l'analyse de différents facteurs dont : les projections de croissance des marchés, les estimations de parts de marché, le paysage concurrentiel et l'évolution des coûts et des prix. Cette analyse combine des estimations d'éléments internes et des données de sources externes. En date du 31 décembre 2014, la valeur comptable du goodwill des entités consolidées globalement était de EUR 140.336 milliers (EUR 108.475 milliers en 2013).

4.2 Provisions pour réhabilitation de sites

Des provisions sont prises afin d'anticiper les coûts liés à la réhabilitation future de sites de production et de leurs environs, dans la mesure où des obligations légales et constructives existent selon le principe comptable 2.15. Ces provisions incluent des estimations des coûts futurs engendrés par le drainage des sols, des fermetures d'usines, le suivi, la démolition, la décontamination, la purification de l'eau et le stockage des résidus du passé. Ces estimations de coûts sont actualisées. Le calcul de ces provisions est basé sur des hypothèses telles que l'application de lois environnementales, les dates de fermeture d'usine, les technologies disponibles et les estimations de coûts de mise en œuvre. Une modification des hypothèses de base pourrait avoir un impact matériel sur la valeur comptable des provisions pour réhabilitation. En date du 31 décembre 2014, la valeur comptable des provisions pour réhabilitation était de EUR 68.347 milliers (EUR 76.732 milliers en 2013).

4.3 Régimes à prestations définies

Un actif ou un passif lié à des régimes à prestations définies est reconnu au bilan selon le principe comptable 2.16. La valeur actualisée de ces obligations à prestations définies dépend d'un certain nombre de facteurs déterminés par un actuaire. Le Groupe détermine le taux d'actualisation à utiliser au terme de chaque année comptable. Les provisions pour avantages sociaux du Groupe sont détaillées à l'annexe F27. En date du 31 décembre 2014, une provision pour avantages sociaux de EUR 331.702 milliers a été reconnue (EUR 267.837 milliers en 2013).

4.4 Reconnaissance des impôts différés actifs

Des impôts différés actifs sont reconnus pour les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales non utilisées lorsqu'il est probable que des profits taxables futurs (basés sur les plans opérationnels du Groupe) soient réalisés permettant l'utilisation de ces actifs. Les résultats fiscaux futurs pourraient être différents des estimations effectuées lors de la reconnaissance des impôts différés.

D'autres hypothèses et estimations sont expliquées dans les annexes relatives aux éléments auxquels elles se rapportent.

F5 Entreprises du Groupe

La liste ci-dessous reprend les principales sociétés opérationnelles incluses dans les états financiers consolidés :

		% intérêts en 2013	% intérêts en 2014
Argentine	Umicore Argentina S.A.	100,00	100,00
Australie	Umicore Australia Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Australia Pty Ltd.	100,00	100,00
Autriche	Oegussa GmbH	91,29	91,29
Belgique	Umicore Financial Services (BE 0428.179.081)	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Belgium (BE 0402.964.625)	100,00	100,00
	Umicore Abrasives (BE 0881.426.726)	100,00	100,00
	Umicore Specialty Materials Brugge (BE 0405.150.984)	100,00	100,00
	Umicore Long Term Finance (BE 0404.867.211)	100,00	100,00
Brésil	Coimpa Industrial Ltda	100,00	100,00
	Umicore Brasil Ltda	100,00	100,00
	Clarex Ltda	100,00	100,00
	Umicore Shokubai Brasil Industrial Ltda	60,00	60,00
Canada	Umicore Canada Inc.	100,00	100,00
	Umicore Autocat Canada Corp.	100,00	100,00
	Umicore Precious Metals Canada Inc.	100,00	100,00
Chine	Umicore Hunan Fuhong Zinc Chemicals Co., Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services (Shanghai) Co., Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services (Hong Kong) Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Shanghai Co., Ltd.	75,00	75,00
	Umicore Autocat (China) Co. Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Technical Materials (Suzhou) Co., Ltd.	100,00	100,00
	Jiangmen Umicore Changxin New Materials Co., Ltd.	70,00	70,00
	Umicore Jubo Thin Film Products (Beijing) Co., Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Shokubai China Co Ltd	60,00	60,00
France	Umicore France S.A.S.	100,00	100,00
	Umicore Building Products France S.A.S	100,00	100,00
	Umicore Climeta S.A.S.	100,00	100,00
	Umicore IR Glass S.A.S.	100,00	100,00
	Umicore Autocat France S.A.S.	100,00	100,00
Allemagne	Umicore AG & Co. KG (*)	100,00	100,00
	Umicore Bausysteme GmbH	100,00	100,00
	Umicore Metalle & Oberflächen GmbH	100,00	100,00
	Allgemeine Gold- und Silberscheideanstalt AG	91,21	91,21
	Umicore Galvanotechnik GmbH	91,21	91,21
	Umicore Shokubai Germany GmbH	60,00	60,00
Hongrie	Umicore Building Products Hungary kft.	100,00	100,00
Italie	Italbras S.p.A.	100,00	100,00
Inde	Umicore Autocat India Pvt Ltd	100,00	100,00
	Umicore Anandeya India Private Ltd	100,00	100,00
	Umicore India Private Limited	100,00	100,00
Japon	Umicore Japan KK	100,00	100,00
	Umicore Shokubai Japan Co Ltd	60,00	60,00
Liechtenstein	Umicore Thin Film Products AG	100,00	100,00
Luxembourg	Umicore International	100,00	100,00
	Umicore Autocat Luxembourg	100,00	100,00
Malaisie	Umicore Malaysia Sdn Bhd	100,00	100,00
Pays-Bas	Schöne Edelmetaal BV	91,21	91,21
	Umicore Nederland BV	100,00	100,00
Norvège	Umicore Norway AS	100,00	100,00

		% intérêts en 2013	% intérêts en 2014
Philippines	Umicore Specialty Chemicals Subic Inc.	78,20	78,20
Pologne	Umicore Building Products Polska	100,00	100,00
Portugal	Umicore Portugal S.A.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Lusitana Metais Lda	100,00	100,00
Afrique du Sud	Umicore Marketing Services Africa (Pty) Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Catalyst South Africa (Pty) Ltd.	100,00	100,00
Corée du Sud	Umicore Korea Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Korea Co., Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Materials Korea Ltd	100,00	100,00
Espagne	Umicore Building Products Iberica S.L.	100,00	100,00
Suède	Umicore Autocat Sweden AB	100,00	100,00
Suisse	Umicore Strub	100,00	100,00
	Allgemeine Suisse SA	91,21	91,21
Taiwan	Umicore Thin Film Products Taiwan Co Ltd	100,00	100,00
Thaïlande	Umicore Precious Metals Thailand Ltd	91,21	91,21
Royaume-Uni	Umicore Coating Services Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services UK Ltd	100,00	100,00
Etats-Unis	Umicore USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Autocat USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Building Products USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Precious Metals NJ LLC	100,00	100,00
	Umicore Precious Metal Chemistry USA LLC	100,00	100,00
	Umicore Precious Metals USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Optical Materials USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Shokubai USA Inc.	60,00	60,00
	Palm Commodities International	100,00	100,00
	Umicore Technical Materials North America	100,00	100,00

Une liste exhaustive des sociétés du Groupe ainsi que leur siège d'exploitation sera déposée à la Banque Nationale de Belgique lors du dépôt des comptes consolidés.

(*) A la suite de l'intégration d'Umicore AG & Co. KG dans les comptes consolidés d'Umicore et de la publication des comptes annuels en conformité avec la Section 325 du Code Commercial allemand, cette société est exemptée de préparer, auditer et publier des états financiers consolidés et des rapports de gestion financière conformément à l'article 264b du Code Commercial allemand.

F6 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

Les principaux taux de change utilisés pour la conversion en euro des comptes des sociétés du Groupe rapportant en devises étrangères sont détaillés ci-dessous. Toutes les filiales, entreprises associées et joint-ventures ont pour devise fonctionnelle la devise du pays où elles sont situées, sauf Element Six Abrasives (Irlande) dont la devise fonctionnelle est le dollar américain.

		Taux de clôture		Taux moyens	
		2013	2014	2013	2014
Dollar américain	USD	1,379	1,214	1,328	1,329
Livre sterling	GBP	0,834	0,779	0,849	0,806
Dollar canadien	CAD	1,467	1,406	1,368	1,466
Franc suisse	CHF	1,228	1,202	1,231	1,215
Yen japonais	JPY	144,720	145,230	129,663	140,306
Réal brésilien	BRL	3,231	3,225	2,866	3,127
Rand sud-africain	ZAR	14,566	14,035	12,833	14,404
Yuan chinois	CNY	8,349	7,536	8,165	8,186
Baht thaïlandais	THB	45,178	39,910	40,830	43,147
Won sud-coréen (100)	KRW	14,509	13,248	14,539	13,981

F7 Information sectorielle

INFORMATION 2013 PAR BUSINESS GROUP

(EUR milliers)

	Annexe	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate & non alloué	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires total		2.020.189	825.732	1.388.441	6.663.286	33.020	-1.111.413	9.819.255
Chiffre d'affaires externe		1.990.567	820.108	1.256.605	5.718.955	33.020		9.819.255
Chiffre d'affaires intersectoriel		29.622	5.624	131.836	944.330	0	-1.111.413	0
Revenus totaux (métal exclus)		893.530	402.587	509.736	590.210	0	-6.050	2.390.013
Revenus externes		892.800	402.587	509.736	584.890	0		2.390.013
Revenus intersectoriels		730			5.320		-6.050	0
Résultat d'exploitation	F9	70.728	18.662	28.598	200.042	-57.503		260.527
Résultat d'exploitation récurrent		70.800	22.028	45.602	199.552	-45.848		292.134
Résultat d'exploitation non-récurrent		-324	-3.569	-16.832	1.767	-11.655		-30.613
Effet IAS 39 sur le résultat d'exploitation		252	203	-172	-1.277	0		-994
Entreprises mises en équivalence	F9	2.962	2.702	-3.709	0	-2.467		-512
Récurrent		2.534	2.702	9.064	0	-2.467		11.833
Non-récurrent		-49	0	-12.773	0	0		-12.822
Effet IAS 39		477	0	0	0	0		477
EBIT	F9	73.690	21.364	24.889	200.042	-59.970	0	260.015
EBIT récurrent		73.334	24.730	54.666	199.552	-48.315	0	303.967
EBIT non-récurrent		-373	-3.569	-29.605	1.767	-11.655	0	-43.435
Effet IAS 39 sur l'EBIT		729	203	-172	-1.277	0	0	-517
Amortissements	F9	39.427	30.452	28.702	49.122	10.919		158.622
EBITDA	F9	113.117	51.816	53.591	249.164	-49.051	0	418.637
EBITDA récurrent		112.761	55.182	83.368	248.674	-37.396	0	462.589
Actif total consolidé		1.172.091	798.157	683.405	907.787	407.927	-457.070	3.512.297
Actif des secteurs		1.118.681	764.139	571.945	907.787	405.362	-457.070	3.310.843
Participations dans les entreprises associées		53.410	34.018	111.460	0	2.565	0	201.454
Passif total consolidé		396.070	332.953	210.786	517.347	2.512.211	-457.070	3.512.297
Capitaux engagés au 31/12 de l'année précédente	F31	795.496	476.273	572.949	327.338	87.341		2.259.397
Capitaux engagés au 30/06	F31	806.703	479.141	572.031	323.290	54.939		2.236.103
Capitaux engagés au 31/12	F31	809.472	470.175	504.834	397.161	51.926		2.233.568
Capitaux engagés moyens au 1 ^{er} semestre	F31	801.100	477.707	572.490	325.314	71.140		2.247.750
Capitaux engagés moyens au 2 ^{ème} semestre	F31	808.088	474.658	538.433	360.226	53.433		2.234.836
Capitaux engagés moyens de l'année	F31	804.594	476.183	555.461	342.770	62.286		2.241.293
ROCE	F31	9,11%	5,19%	9,84%	58,22%	-77,57%		13,56%
Investissements	F34	84.423	64.283	29.432	87.015	14.440		279.614
Total dépenses R&D	F9	81.991	16.150	10.780	18.379	13.249		140.549
R&D reconnus dans les charges d'exploitation	F9	71.565	13.047	10.741	18.379	12.722		126.453
R&D capitalisées en immobilisation incorporelle	F34	10.427	3.103	39	0	527		14.096

INFORMATION 2014 PAR BUSINESS GROUP

(EUR milliers)

	Annexe	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate & Non alloué	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires total		2.181.312	907.313	1.347.271	5.203.572	30.871	-841.828	8.828.512
Chiffre d'affaires externe		2.162.153	902.955	1.260.569	4.471.964	30.871		8.828.512
Chiffre d'affaires intersectoriel		19.159	4.358	86.703	731.608	0	-841.828	0
Revenus totaux (métal exclus)		917.111	445.026	493.167	532.705	0	-7.379	2.380.630
Revenus externes		916.309	445.026	492.834	526.461	0		2.380.630
Revenus intersectoriels		802	0	333	6.244	0	-7.379	0
Résultat d'exploitation	F9	73.108	33.778	41.580	132.674	-53.122		228.018
Résultat d'exploitation récurrent		75.529	34.519	42.582	138.697	-46.002		245.325
Résultat d'exploitation non-récurrent		-1.882	911	-1.719	-5.550	-7.119		-15.359
Effet IAS 39 sur le résultat d'exploitation		-539	-1.652	717	-473			-1.948
Entreprises mises en équivalence	F9	6.811	4.686	11.808	0	-2.010		21.295
Récurrent		7.024	4.686	18.644	0	-2.010		28.344
Non-récurrent		-211	0	-6.049	0	0		-6.260
Effet IAS 39		-2	0	-787	0	0		-789
EBIT	F9	79.919	38.464	53.388	132.674	-55.132	0	249.313
EBIT récurrent		82.553	39.205	61.226	138.697	-48.012	0	273.669
EBIT non-récurrent		-2.093	911	-7.768	-5.550	-7.119		-21.619
Effet IAS 39 sur l'EBIT		-541	-1.652	-70	-473			-2.737
Amortissements	F9	43.192	34.727	27.723	51.792	11.901		169.335
Amortissement récurrent		42.380	34.727	27.723	51.792	11.901		168.523
EBITDA	F9	123.111	73.191	81.111	184.466	-43.231		418.648
EBITDA récurrent		124.933	73.932	88.949	190.489	-36.111		442.192
Actif total consolidé		1.312.315	1.046.721	746.957	816.368	476.755	-547.749	3.851.369
Actif des secteurs		1.251.611	1.015.758	628.921	816.368	477.612	-547.749	3.642.522
Participations dans les entreprises associées		60.704	30.963	118.036	0	-857	0	208.847
Passif total consolidé		462.414	439.922	236.293	523.461	2.737.028	-547.749	3.851.369
Capitaux engagés au 31/12 de l'année précédente	F31	809.472	470.175	504.834	397.161	51.926		2.233.568
Capitaux engagés au 30/06	F31	792.310	477.046	527.455	357.179	41.766		2.195.757
Capitaux engagés au 31/12	F31	851.378	588.931	526.285	294.600	74.119		2.335.314
Capitaux engagés moyens au 1 ^{er} semestre	F31	800.891	473.611	516.145	377.170	46.846		2.214.663
Capitaux engagés moyens au 2 ^{ème} semestre	F31	821.844	532.989	526.870	325.890	57.943		2.265.536
Capitaux engagés moyens de l'année	F31	811.368	503.300	521.507	351.530	52.394		2.240.099
ROCE	F31	10,17%	7,79%	11,74%	39,46%	-91,64%		12,22%
Investissements	F34	59.779	45.042	28.422	58.265	10.868		202.376
Total dépenses R&D	F9	83.151	17.383	10.068	20.108	12.629		143.339
R&D reconnus dans les charges d'exploitation	F9	72.908	14.939	10.068	20.108	12.629		130.652
R&D capitalisées en immobilisation incorporelle	F34	10.243	2.444	0	0	0		12.687

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2013

(EUR milliers)

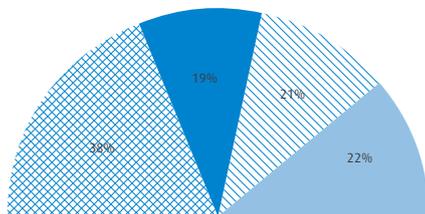
	Annexe	Europe	dont Belgique	Asie-Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	Total
Chiffre d'affaires total		6.881.672	258.911	1.450.249	949.677	383.466	154.191	9.819.255
Actif long terme total		905.679	415.162	325.828	137.207	56.156	9.188	1.434.060
Investissements	F34	167.116	106.598	84.880	17.053	9.527	1.039	279.614

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2014

(EUR milliers)

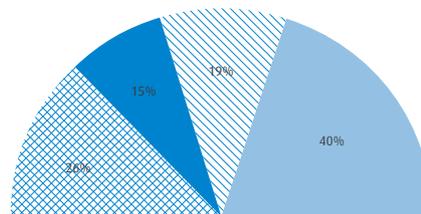
	Annexe	Europe	dont Belgique	Asie-Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	Total
Chiffre d'affaires total		5.619.440	249.904	1.558.735	1.149.855	335.540	164.942	8.828.512
Actif long terme total		943.135	412.679	380.826	161.835	59.053	8.930	1.553.778
Investissements	F34	123.644	66.311	53.163	15.837	8.482	1.250	202.376

REVENUS (HORS MÉTAL) PAR BUSINESS GROUP



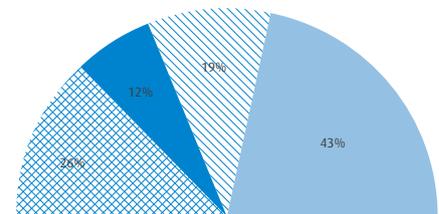
Catalysis
 Energy Materials
 Performance Materials
 Recycling

EBITDA RÉCURRENT PAR BUSINESS GROUP



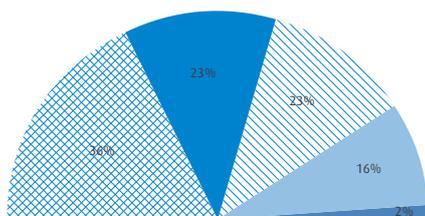
Catalysis
 Energy Materials
 Performance Materials
 Recycling

EBIT RÉCURRENT PAR BUSINESS GROUP



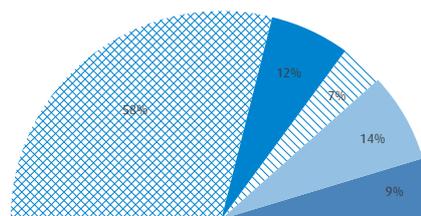
Catalysis
 Energy Materials
 Performance Materials
 Recycling

CAPITAUX ENGAGÉS, MOYENNE PAR BUSINESS GROUP



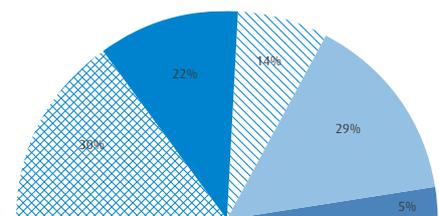
Catalysis
 Energy Materials
 Performance Materials
 Recycling
 Corporate & Non alloué

DÉPENSES R&D PAR BUSINESS GROUP



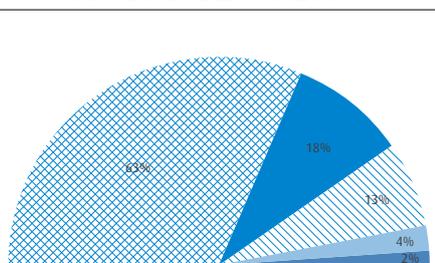
Catalysis
 Energy Materials
 Performance Materials
 Recycling
 Corporate & Non alloué

INVESTISSEMENTS PAR BUSINESS GROUP

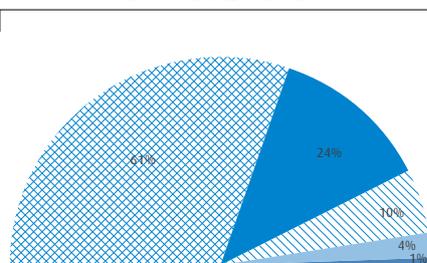


Catalysis
 Energy Materials
 Performance Materials
 Recycling
 Corporate & Non alloué

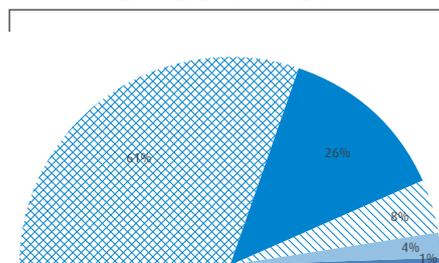
CHIFFRE D'AFFAIRES PAR RÉGION



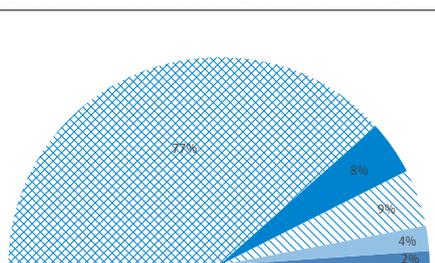
ACTIF LONG TERME PAR RÉGION



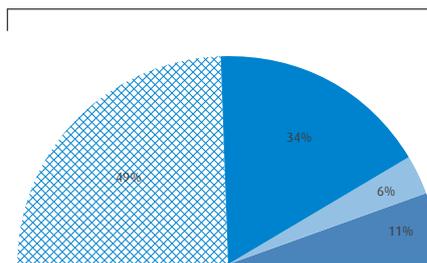
INVESTISSEMENTS PAR RÉGION



RÉMUNÉRATIONS & AVANTAGES SOCIAUX PAR RÉGION



IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT PAR RÉGION



Les informations sectorielles sont présentées selon une dimension de type "business" comme définie ci-dessous.

Les résultats d'un segment, ses actifs et passifs comprennent tous les éléments qui lui sont directement attribuables ainsi que les rubriques qui peuvent raisonnablement être allouées à un segment.

La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés. Le chiffre d'affaires et les revenus prennent en considération les opérations intra-groupe. Celles-ci sont principalement relatives aux activités de recyclage et aux ventes de métaux raffinés du secteur d'activités Recycling vers les autres secteurs d'activités et doivent être estimées afin de déterminer la performance du secteur d'activités concerné.

Vu que ces transactions ne peuvent pas être considérées comme externes, elles sont éliminées au niveau du Groupe afin de présenter une vue nette.

Business groups

Le Groupe s'articule autour des secteurs d'activité suivants :

Catalysis

Ce segment comprend les business units Automotive Catalysts et Precious Metals Chemistry. Leurs activités se concentrent sur le développement et la production de systèmes catalytiques utilisés pour diminuer les émissions des moteurs à explosion et également dans le domaine de la chimie et des sciences de la vie. Ce segment inclut la joint-venture Ordeg.

Energy Materials

Ce segment comprend les business units Cobalt & Specialty Materials, Electro-Optic Materials, Rechargeable Battery Materials et Thin Film Products. Ces business units développent et produisent des matériaux principalement utilisés pour le stockage d'énergie (batteries rechargeables) et pour la production d'énergie verte. Le raffinage des métaux mis en œuvre dans ces applications et issus de sources secondaires fait partie de l'activité de ces business units. Ce segment inclut les sociétés mises en équivalence suivantes : beLife, beLife Intermediates, Ganzhou Yi Hao Umicore Industries et Jiangmen Chancsun Umicore Industry. Umicore a acquis les 52% restants dans Todini au 30 décembre 2014.

Performance Materials

Ce segment comprend les business units Building Products, Electroplating, Platinum Engineered Materials, Technical Materials et Zinc Chemicals. Ces activités ont pour objectif de développer et produire des matériaux fonctionnels qui sont utilisés dans divers types d'applications tels que la décoration, l'électronique, l'électricité, le verre de haute pureté et la construction. La business unit Zinc Chemicals recycle également des produits secondaires à base de zinc afin de sécuriser une partie de son approvisionnement. Ce segment comprend également la participation d'Umicore dans Element Six Abrasives, Rezinal et IEQSA.

Recycling

Ce segment comprend les business units Precious Metals Refining, Jewellery & Industrial Metals, Precious Metals Management et Battery Recycling. Leurs activités se concentrent sur le recyclage de produits en fin de vie et le raffinage de résidus industriels contenant des métaux précieux et spéciaux.

Corporate

Corporate regroupe les activités corporate et les fonctions opérationnelles communes ainsi que l'unité Group's Research, Development & Innovation dont fait partie le programme de développement de piles à combustible. Cette activité "Pile à combustible" inclut les joint-ventures Solvicore GmbH et Solvicore Management GmbH.

La note réfère aux activités continuées sauf en ce qui concerne le bilan. Dans l'information selon la dimension secondaire, les montants présentés sous les lignes "Actifs long terme" n'incluent pas les investissements long terme, les prêts octroyés à long terme, les créances long terme, les impôts différés actifs ainsi que les avantages sociaux comme stipulé par la norme IFRS 8. La performance des segments est revue par les décideurs opérationnels sur base de l'EBIT/résultat d'exploitation récurrent. Comme illustré dans le tableau ci-dessus, la différence entre le résultat d'exploitation récurrent et le résultat d'exploitation tel que présenté dans le compte de résultat, consiste en le résultat d'exploitation non récurrent et l'impact IAS 39 dont les définitions se trouvent dans le glossaire.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

F8 Regroupements d'entreprises

	Annexes	(EUR milliers) Juste valeur
Immobilisations incorporelles		13.164
Immobilisations corporelles		4.782
Autres immobilisations		66
Actifs long terme		18.013
Stocks		21.590
Créances commerciales et autres créances		34.159
Impôts à récupérer		2.596
Liquidités et quasi-liquidités		5.503
Actifs court terme		63.849
Impôts différés passifs		3.519
Provisions pour environnement		753
Passifs long terme		4.272
Dettes financières		23.783
Impôts à payer		5.355
Dettes commerciales et autres dettes		17.931
Passifs court terme		47.069
Actifs nets acquis		30.522
Goodwill	F15	32.477
Plus-values sur la participation mise en équivalence		14.152
Valeur comptable de la participation mise en équivalence		8.183
Prix d'achat		-40.664
Part de groupe dans le prix d'acquisition		-40.664
Liquidités et quasi-liquidités acquises		5.503
Mouvement net de trésorerie pour les filiales consolidées globalement		-35.160

Le 11 août 2014, Umicore a acquis les activités et les actifs de CP Chemicals basé à Wickliffe, Ohio. CP Chemicals raffine et recycle des matériaux secondaires contenant du cobalt et du nickel tels que les déchets de superalliage et les transforme en composés chimiques destinés aux industries de raffinage pétrochimique et catalytique. CP Chemicals recycle également le rhénium à partir des pales de turbine en superalliage utilisées pour l'aviation. L'activité est consolidée à 100% dans le secteur Cobalt & Specialty Materials d'Umicore. L'acquisition permet à Umicore de disposer de nouvelles capacités de recyclage de cobalt et de nickel en Amérique du nord qui alimenteront ses activités produits existantes. Elle s'inscrit dans la stratégie globale d'Umicore visant à créer une boucle fermée et dans la stratégie de la business unit qui cherche à renforcer sa position dans la chaîne de valeur du cobalt et du nickel, du recyclage à la transformation et la distribution.

A travers l'acquisition de CP Chemicals, Umicore a aussi acquis la technologie de raffinage du rhénium ainsi que l'accès au know-how y relatif. De par ce fait, Umicore a accès à l'industrie de l'aviation et est capable d'offrir une solution en boucle fermée pour les déchets contenant du rhénium et des matériaux en fin de vie. La valeur de la propriété intellectuelle relative au recyclage du rhénium a été évaluée par un modèle de discounted cash flow à USD 4 millions. Aucun goodwill n'a été reconnu car l'actif net acquis correspondait au prix d'acquisition de USD 8,1 millions. Depuis l'introduction dans les comptes consolidés d'Umicore, le résultat net de cette acquisition est une perte de EUR 1,3 millions en 2014, incluant certains coûts d'intégration. Il n'est pas possible de publier le résultat de 12 mois de l'entité acquise.

Le 30 décembre 2014, Umicore a acquis les 52% restants dans Todini and Co (Italie), pour porter la participation d'Umicore dans cette entité à 100%. Depuis 2005, Umicore et Todini Group spa exploitent une coentreprise en Europe ayant pour activité principale la distribution de produits chimiques tels que des sels métalliques et des oxydes de métaux non ferreux. La société en question, Todini and Co, est basée à Monza en Italie et possède six filiales en dehors de l'Italie. Elle est l'un des leaders européens dans la distribution de produits chimiques industriels. Ses clients desservent une grande variété d'industries, parmi lesquelles le traitement de surface et le placage, les pigments, le verre, la céramique ainsi que l'alimentation animale. Todini and Co est intégrée au sein du secteur d'activités Cobalt & Specialty Materials d'Umicore, ce qui lui permettra d'élargir davantage ses activités de distribution et de renforcer sa présence dans la chaîne d'approvisionnement, depuis les matières premières jusqu'aux clients finaux. Par cette acquisition, Umicore maintient un accès direct au marché industriel des clients finaux.

Par conséquent, la valeur du portefeuille clients dérivée d'un modèle de discounted cash flow a été reconnue dans le bilan d'ouverture pour EUR 10 millions. Dans le futur, le secteur d'activités Cobalt & Specialty Materials voudrait développer des synergies additionnelles avec ses autres activités de distribution telles que Palm Commodities International (USA) et Umicore Metalle & Oberflächen (Allemagne).

La valeur de l'actif net de Todini dans le bilan d'ouverture s'élève à EUR 24,4 millions et un goodwill de EUR 35,2 millions a été reconnu. En prenant en compte la valeur comptable historique des 48% existants dans Umicore, un gain sur la juste valeur de EUR 14,2 millions a été pris en compte. La contribution de Todini & Co dans le résultat 2014 d'Umicore apparaît toujours sous la ligne Résultat des sociétés mises en équivalence. Cette contribution dans l'EBIT récurrent d'Umicore s'élève à EUR 5 millions.

F9 Résultat d'exploitation

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

(EUR milliers)

	2013	2014
Ventes	9.717.176	8.742.158
Prestations de services	102.079	86.354
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	9.819.255	8.828.512
Autres produits d'exploitation ⁽²⁾	76.232	56.429
PRODUITS D'EXPLOITATION	9.895.487	8.884.941
Approvisionnements et matières premières ⁽³⁾	-8.344.694	-7.387.423
Rémunérations et avantages sociaux	-707.151	-702.767
Amortissements sur actifs immobilisés	-158.622	-169.335
Réductions de valeur sur actifs immobilisés	-11.392	-18.921
Réductions de valeur sur stocks et créances douteuses	151	6.070
Amortissements et réductions de valeur ⁽⁴⁾	-169.862	-182.187
Services, raffinage sous-traité et coûts de production	-380.095	-365.811
Royalties, licences, consulting et commissions	-23.665	-28.733
Autres charges d'exploitation	-4.878	-8.552
Augmentation (diminution) des provisions	-20.820	-12.118
Utilisations de provisions	21.217	21.814
Moins-values sur cessions d'actifs	-2.938	-909
Autres charges d'exploitation ⁽⁵⁾	-411.179	-394.307
CHARGES D'EXPLOITATION	-9.632.886	-8.666.684

1) Les prestations de services comprennent principalement les produits de contrats de travail à façon.

2) Les autres produits d'exploitation comprennent la refacturation de coûts à des tiers pour EUR 23,7 millions, des subsides pour 7,6 millions, des royalties et licences pour EUR 7,6 millions, des montants relatifs aux droits d'émission de CO₂ pour EUR 1,9 millions des récupérations des assurances pour EUR 0,9 millions, des ventes d'actifs pour EUR 0,6 millions et EUR 1,8 millions liés à des dossiers de récupération fiscale.

3) Les approvisionnements et matières premières contiennent de l'eau, du gaz et de l'électricité pour EUR 89,8 millions en 2014 (EUR 91,2 millions en 2013).

4) Des réductions de valeurs sur des immobilisés ont été pris et transférés en résultat non-récurrent. Ceux-ci sont relatifs à des ajustements de production dans un certain nombre d'entité.

5) Les impôts autres que les impôts sur le résultat s'élèvent à EUR 19,0 millions (EUR 17,1 millions en 2013).

DÉPENSES R&D

(EUR milliers)

	Annexe	2013	2014
R&D reconnues dans "autres charges d'exploitation"		126.453	130.652
R&D capitalisées en immobilisation incorporelle	F14	14.096	12.687
Dépenses totales R&D		140.549	143.339

Les dépenses totales en R&D sont de EUR 143,3 millions pour les sociétés consolidées globalement desquelles EUR 130,7 millions sont reconnus dans les autres charges d'exploitation.

ÉLÉMENTS NON-RÉCURRENTS ET EFFETS IAS 39 INCLUS DANS LES RÉSULTATS

(EUR milliers)

	2013				2014				Impact IAS 39
	An-nexe	Total	Récurrent	Non-récurrent	Total	Récurrent	Non-récurrent		
Chiffre d'affaires		9.819.256	9.819.194	61	0	8.828.512	8.828.504	8	
Autres produits d'exploitation		76.232	74.555	423	1.254	56.429	57.220	274	-1.065
Produits d'exploitation		9.895.487	9.893.749	484	1.254	8.884.941	8.885.724	282	-1.065
Approvisionnements et matières premières		-8.344.695	-8.342.134	-168	-2.394	-7.387.424	-7.385.153	-530	-1.741
Rémunérations et avantages sociaux		-707.151	-702.921	-4.230	0	-702.767	-699.555	-3.213	0
Amortissements et réductions de valeur		-169.862	-165.476	-5.423	1.037	-182.187	-173.902	-9.369	1.084
dont amortissements		-158.622	-158.622	0	0	-169.335	-168.523	-812	0
Autres charges d'exploitation		-411.179	-391.692	-18.595	-891	-394.308	-382.146	-11.935	-226
Charges d'exploitation		-9.632.887	-9.602.222	-28.417	-2.248	-8.666.686	-8.640.756	-25.047	-883
Produits des investissements financiers		-2.074	606	-2.680	0	9.763	357	9.406	0
Résultat d'exploitation		260.526	292.133	-30.613	-994	228.019	245.326	-15.359	-1.948
Contribution nette des entreprises mises en équivalence		-511	11.833	-12.822	477	21.294	28.344	-6.260	-789
EBIT		260.016	303.967	-43.435	-517	249.313	273.669	-21.619	-2.737
EBITDA		418.638	462.589	-43.435	-517	418.648	442.192	-20.807	-2.737
Coûts financiers	F11	-22.851	-22.823	0	-28	-24.713	-25.090	-1.526	1.903
Impôts sur le résultat	F13	-52.386	-57.413	4.728	299	-46.506	-48.027	1.356	165
Résultat net		184.778	223.731	-38.707	-246	178.094	200.553	-21.789	-669
dont part des minoritaires		5.749	5.689	158	-99	7.492	7.448	139	-94
dont part du Groupe		179.029	218.042	-38.865	-148	170.603	193.105	-21.927	-575

Les éléments non-récurrents ont eu un impact négatif de EUR 21,6 millions sur l'EBIT. Les coûts de restructuration sont principalement liés à la fermeture de l'usine d'Element Six Abrasives à Robertsfors (Suède), aux mesures de réduction des coûts dans les fonctions Corporate et de support ainsi qu'aux ajustements de la configuration de production dans certaines entités.

La reprise de réduction de valeur du stock permanent de métaux a eu un impact positif de EUR 8 millions, tandis que les provisions environnementales liées à la pollution historique se sont élevées à EUR 7 millions. L'impact des charges non récurrentes sur le résultat net (part du Groupe) était de EUR 21,9 millions.

Les autres éléments non-récurrents proviennent de gains en capital sur société mise en équivalence réalisés lors d'acquisitions (voir note F8 sur regroupement d'entreprises) et de réductions de valeur, notamment sur des emprunts (voir note F18 sur Actifs financiers disponibles à la vente et prêts octroyés).

IAS 39 a engendré un effet négatif de EUR 2,7 millions sur l'EBIT et un impact négatif de EUR 0,6 millions sur le résultat net (seulement part du Groupe). Cela s'explique par les différences de timing qu'impose IFRS, principalement dans les couvertures transactionnelles et structurelles des métaux et des devises. Tous les impacts IAS 39 dans le compte de résultats sont hors trésorerie.

F10 Rémunérations et avantages sociaux

RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX	(EUR milliers)	
	2013	2014
Salaires et avantages sociaux directs	-515.260	-515.449
Autres charges de personnel	-28.311	-27.327
Personnel temporaire	-11.867	-12.249
Paiement en actions	-4.337	-3.598
Rémunérations	-559.775	-558.623
Contributions de l'employeur à la sécurité sociale	-113.794	-113.930
Contributions à des avantages déterminés	-11.411	-13.029
Contribution à un régime de pension à cotisation déterminée	-16.712	-16.032
Contributions volontaires de l'employeur - autres	-3.662	-3.509
Pensions versées directement aux bénéficiaires	-4.220	-3.826
Provisions pour avantages sociaux (-dotation / +utilisation et reprises)	2.420	6.180
Pensions et autres avantages sociaux	-33.585	-30.216
RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX	-707.151	-702.767

EFFECTIFS MOYENS DANS LES SOCIÉTÉS ENTIÈREMENT CONSOLIDÉES

	2013	2014
Cadres	1.901	1.908
Non-cadres	8.392	8.371
Total	10.293	10.279

PAIEMENT EN ACTIONS**(EUR milliers)**

	Annexes	2013	2014
Nombre d'options octroyées	F28	589.250	623.875
Modèle de valorisation		Present Economic Value	
Volatilité estimée (% pa)		25,00	20,00
Taux sans risque (% pa)		0,83	0,80
Augmentation monétaire du dividende (% pa)		0,10	0,10
Probabilité de départ avant le droit d'exercer (% pa)		NA	NA
Probabilité de départ après avoir le droit d'exercer (% pa)		10,00	10,00
Seuil minimum de gain (% pa)		30,00	30,00
Proportion qui exerce étant donné que le seuil minimal de gain est atteint (% pa)		100,00	100,00
Juste valeur par option déterminée à la date d'octroi (EUR)		5,80	4,25
Juste valeur totale d'options octroyées		3.416	2.654
2.900 actions octroyées à 36,725 EUR		107	
19.000 actions octroyées à 36,36 EUR		691	
3.400 actions octroyées à 36,185 EUR		123	
3.400 actions octroyées à 32,98 EUR			112
21.000 actions octroyées à 31,595 EUR			664
4.834 actions octroyées à 34,66 EUR			168
Juste valeur totale des actions octroyées		920	944
PAIEMENT EN ACTIONS		4.337	3.598

Le Groupe a reconnu une charge pour les paiements fondés sur des actions de EUR 3.598 milliers au cours de cette année.

La partie de ce montant liée à l'octroi d'options sur actions est calculée par un actuaire externe, en utilisant le modèle de Present Economic Value qui prend en compte l'ensemble des composantes du paiement fondé sur des actions ainsi que la volatilité des actions sous-jacentes. Cette volatilité a été déterminée en utilisant la volatilité historique du rendement des actionnaires du Groupe sur différentes périodes moyennes et sous différentes conditions. Aucune autre condition de marché n'a été prise en compte dans la base de calcul de la juste valeur.

La partie du coût liée à l'octroi d'actions est valorisée en tenant compte de la valeur réelle des actions octroyées, à la date de l'octroi. Courant 2014, des actions supplémentaires ont été proposées à la direction, résultant en une charge pour la période de EUR 944 milliers.

Les remises sur les contributions de sécurité sociale octroyées par les autorités à Umicore Belgique relatives à des incitants liés entre autres à des primes d'équipe, des heures supplémentaires et des frais de R&D, sont publiés sous la rubrique "Sécurité sociale" dans les rémunérations et avantages sociaux.

F11 Coûts financiers nets

	(EUR milliers)	
	2013	2014
Produits d'intérêts	4.004	3.116
Charges d'intérêts	-6.613	-6.379
Actualisation des provisions	-8.601	-9.402
Résultat de change	-8.131	-6.556
Autres produits financiers	328	555
Autres charges financières	-3.838	-6.047
Total	-22.851	-24.712

En 2014, la charge d'intérêts nette est de EUR 3.263 milliers. La charge d'intérêts nette est restée à un niveau faible tandis que le taux d'intérêt net moyen pondéré a encore diminué à 1,56%.

L'actualisation des provisions concerne principalement les provisions pour avantages sociaux et, dans une moindre mesure, les provisions environnementales. Ce montant est influencé par la valeur actualisée de ces provisions dépendant elle-même de changements éventuels du taux d'actualisation, de l'échéance des sorties de liquidités futures et de la comptabilisation de nouvelles provisions long terme. La plupart de ces actualisations en 2014 ont été comptabilisées en Belgique, en Allemagne et en France.

Les résultats de change comprennent les gains et pertes de change réalisés ainsi que les résultats non réalisés provenant de la conversion au taux de clôture de la période des éléments monétaires du bilan. Ils comprennent également les gains et pertes liés aux ajustements de juste valeur des instruments financiers en devises étrangères (voir Annexe F33).

Les autres charges financières incluent des ristournes sur paiement comptant, des charges bancaires et des autres honoraires financiers.

F12 Produits des investissements financiers

	(EUR milliers)	
	2013	2014
Plus et moins-values sur cessions d'immobilisations financières	964	155
Plus-values sur participations mises en équivalence		14.152
Dividendes	918	131
Produits d'intérêts sur immobilisations financières	9	48
Réductions de valeur sur investissements financiers	-3.965	-4.723
Total	-2.074	9.763

Les réductions de valeur sur les investissements financiers sont relatives aux réductions de valeur sur les emprunts octroyés à des joint-ventures.

Le gain sur l'investissement mis en équivalence est relatif au gain de juste valeur réalisé sur les 48% existants dans Todini (voir annexe F8 sur les Regroupements d'entreprises).

F13 Impôts sur le résultat

(EUR milliers)

	2013	2014
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT		
Repris au compte de résultats		
Impôt courant	-63.490	-51.310
Charge d'impôts différés (produits)	11.104	4.804
Charge fiscale totale	-52.386	-46.506
RELATION ENTRE CHARGE FISCALE ET RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		
Résultat d'exploitation	260.526	228.019
Coûts financiers nets	-22.851	-24.712
Résultat avant impôts des sociétés consolidées globalement	237.676	203.307
Taux d'imposition théorique moyen pondéré (%)	-30,33	-29,31
Impôt théorique au taux moyen pondéré	-72.077	-59.597
Ajustements		
Dépenses non déductibles	-11.825	-11.495
Revenus exonérés	5.134	15.565
Dividendes exonérés des sociétés consolidées et associées	-331	-1.496
Profits et pertes taxés à taux réduit	0	0
Incitants fiscaux déductibles	31.723	25.751
Impôts calculés sur d'autres bases	-886	-1.457
Utilisation de pertes fiscales non reconnues précédemment	12.350	2.730
Réductions de valeur des actifs d'impôts différés	-11.019	-7.971
Changement de taux de taxation applicable	484	20
Exonérations fiscales	1.068	1.805
Autres crédits d'impôts (à l'exclusion des crédits R&D)	1.137	1.715
Précomptes mobiliers étrangers retenus à la source non imputables	-5.023	-5.012
Ajustements d'exercices précédents	-7.038	-7.717
Autres	3.916	654
Charge fiscale de l'année	-52.386	-46.506

Le taux d'imposition théorique moyen pondéré du groupe a légèrement évolué de 30,33% en 2013 à 29,31% en 2014.

Si l'on exclut l'impact des éléments non récurrents, y compris l'effet IAS 39, le taux de taxation effectif pour l'année 2014 est de 21,8%. Celui-ci est similaire à celui de 21,3% rencontré en 2013.

F14 Immobilisations incorporelles autres que goodwill

(EUR milliers)

	Frais de développement	Concessions, brevets, licences, etc.	Logiciels	Droits d'émission CO ₂	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au début de l'exercice précédent						
Valeur d'acquisition	58.959	12.889	122.068	9.522	10.568	214.006
Amortissements cumulés	-8.552	-10.368	-84.169	-3.679	-5.684	-112.452
Valeur comptable nette au début de l'exercice précédent	50.407	2.521	37.898	5.843	4.884	101.554
. Acquisition par regroupement d'entreprises					2.861	2.861
. Acquisitions	14.096	11	5.673	2.617	4.291	26.689
. Cessions		0	0	0	-64	-64
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-9.869	-446	-8.746		-99	-19.159
. Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-859	0	-34	-549	0	-1.442
. Reprises de réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")		0	0	-569	0	-569
. Droits d'émission				1.574		1.574
. Ecart de conversion	-676	-36	-688	0	-172	-1.572
. Autres mouvements	716	0	1.101	0	-1.917	-100
Au terme de l'exercice précédent	53.816	2.050	35.205	8.916	9.787	109.775
Valeur d'acquisition	72.853	12.792	126.578	11.325	15.559	239.108
Amortissements cumulés	-19.037	-10.742	-91.373	-2.409	-5.772	-129.333
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	53.816	2.050	35.205	8.916	9.787	109.775
. Acquisition par regroupement d'entreprises		133	19	0	13.012	13.164
. Acquisitions	12.687	127	4.655	0	6.793	24.261
. Cessions			-3	-607	-5	-615
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-12.557	-427	-8.116	0	-846	-21.946
. Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-2.781	0	-13	0	-14	-2.808
. Reprises de réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")				800		800
. Droits d'émission				1.058		1.058
. Ecart de conversion	1.111	76	433	0	1.081	2.701
. Autres mouvements	-6.986	25	3.964	0	2.342	-655
Au terme de l'exercice	45.290	1.983	36.144	10.168	32.150	125.737
Valeur d'acquisition	77.937	13.258	133.140	10.736	38.786	273.857
Amortissements cumulés	-32.646	-11.275	-96.996	-567	-6.636	-148.121
Valeur comptable nette	45.290	1.983	36.144	10.168	32.150	125.737

Les "acquisitions" incluent principalement la capitalisation de frais relatifs à des logiciels ainsi que de frais de développement générés en interne. EUR 14,5 millions constituent des charges internes dont EUR 12,4 millions sont liés aux frais de développement.

Dans les autres immobilisations incorporelles, la ligne « acquisition par regroupement d'entreprises » inclut principalement le portefeuille clients acquis dans Todini (Italie) et la valeur de la propriété intellectuelle acquise chez Umicore Specialty Materials Recycling (USA).

La ligne "Autres mouvements" montre principalement des transferts entre immobilisations incorporelles en cours (incluses dans les « Autres immobilisations incorporelles ») et les autres catégories d'immobilisations incorporelles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné dans l'annexe F35.

F15 Goodwill

	(EUR milliers)	
	31/12/2013	31/12/2014
Au terme de l'exercice précédent		
Valeur d'acquisition	101.353	115.788
Réductions de valeur cumulées	-2.005	-7.313
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	99.348	108.475
. Acquisition par regroupement d'entreprises	18.071	32.477
. Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-5.958	-4.142
. Ecart de conversion	-2.986	3.526
. Autres mouvements		
Au terme de l'exercice	108.475	140.336
Valeur d'acquisition	115.788	152.402
Réductions de valeur cumulées	-7.313	-12.066
Valeur comptable nette	108.475	140.336

Ce tableau détaille le goodwill relatif aux sociétés consolidées globalement. Le goodwill relatif aux sociétés mises en équivalence est explicité dans l'annexe F17.

Les variations de la période sont principalement liées au nouveau goodwill enregistré lors de l'acquisition des 52% restants de Todini (voir annexe F8), à des réductions de valeur en Inde et au Liechtenstein et aux différences de change.

Les goodwills ont été alloués aux segments primaires comme suit :

	(EUR milliers)				
	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Total
31/12/2013	37.062	44.185	8.922	18.306	108.475
31/12/2014	37.074	77.851	7.062	18.349	140.336

La direction teste annuellement si les goodwills doivent être réduits de valeur conformément au principe comptable décrit dans l'annexe F2. Le montant recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles les goodwills ont été alloués est calculé sur base de leur valeur d'usage, et ce à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie futurs, eux-mêmes basés sur les plans opérationnels du Groupe établis sur une période de 5 ans. Les indicateurs macro-économiques utilisés – tels que les taux de change des devises et le prix des métaux – sont basés sur les conditions de marché en vigueur. Le modèle de 2014 utilise un taux de taxation moyen de 25% (25% en 2013) et un coût moyen pondéré du capital après taxes (wacc) de 8,5% (tel que 2013). Ces indicateurs sont en ligne avec les prévisions de taux de taxation effectifs et de structure du capital. Le taux de croissance de perpétuité utilisé pour déterminer la valeur terminale est de 2% en moyenne (tel que 2013). Les taux d'intérêts sont basés sur des informations fournies par des organismes internationaux tels que la BNB ou la BCE.

F16 Immobilisations corporelles

(EUR milliers)

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Total
Au début de l'exercice précédent						
Valeur d'acquisition	691.172	1.473.474	186.519	30.379	117.070	2.498.615
Amortissements cumulés	-370.164	-1.061.879	-128.099	-26.204		-1.586.346
Valeur comptable au début de l'exercice précédent	321.008	411.595	58.420	4.174	117.070	912.268
acquisition par regroupement d'entreprises		2.872				2.872
. Acquisitions	7.886	36.030	10.077	187	212.610	266.790
. Cessions	-2.223	-810	-884	-74	-2.661	-6.653
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-28.341	-93.751	-16.829	-553		-139.474
. Réductions de valeur nettes (incluses dans "Amortissements et réductions de valeur")	-2.893	-454	-54		0	-3.402
. Ecart de conversion	-9.233	-16.149	-2.362	-559	-5.487	-33.790
. Autres mouvements	40.967	96.666	10.964	460	-149.105	-49
Au terme de l'exercice	327.171	435.999	59.332	3.633	172.427	998.563
dont leasing	1.447	0	82			1.529
Valeur d'acquisition	715.044	1.528.248	192.939	29.965	172.427	2.638.623
Amortissements cumulés	-387.874	-1.092.249	-133.606	-26.332		-1.640.060
Valeur comptable au terme de l'exercice précédent	327.171	435.999	59.332	3.633	172.427	998.563
. Acquisition par regroupement d'entreprises	753	3.819	210			4.782
. Acquisitions	26.348	25.838	8.718	378	129.513	190.797
. Cessions	-313	-1.154	-774	4	-1.016	-3.253
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-30.311	-100.733	-18.010	-246		-149.301
. Réductions de valeur nettes (incluses dans "Amortissements et réductions de valeur")	-2.704	-8.116	-530			-11.350
. Ecart de conversion	9.181	13.426	694	178	7.601	31.080
. Autres mouvements	33.265	104.317	12.063	-1.852	-147.376	418
Au terme de l'exercice	363.390	473.396	61.703	2.095	161.150	1.061.735
dont leasing	1.312		77			1.389
Valeur d'acquisition	784.638	1.644.985	205.446	27.140	161.150	2.823.358
Amortissements cumulés	-421.248	-1.171.589	-143.742	-25.045		-1.761.624
Valeur comptable nette	363.390	473.396	61.703	2.095	161.150	1.061.735
Leasing						
Valeur d'acquisition	2.406	59	144			2.609
Amortissements cumulés	-1.094	-59	-66			-1.220
Valeur comptable nette	1.312	0	77	0	0	1.389

Les investissements en immobilisations corporelles non liés à des travaux d'entretien sont principalement relatifs à des investissements dans des projets de croissance. Chez Recycling, la première phase d'investissement en faveur de l'expansion de capacité à Hoboken s'est achevée avec succès. Chez Catalysis, les investissements étaient liés à l'ajout de capacité de production pour les véhicules légers et les poids lourds. Chez Energy Materials, les investissements de capacité pour les matériaux cathodiques en Corée et en Chine sont terminés.

La ligne « acquisition par regroupement d'entreprises » inclut principalement des immobilisations corporelles acquises à CP Chemicals à Wickliffe (USA).

La ligne "Autres mouvements" comprend essentiellement des transferts entre les encours et les autres catégories d'immobilisations.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné à l'Annexe F35.

F17 Participations mises en équivalence

Les participations mises en équivalence sont constituées essentiellement des entreprises associées et joint ventures suivantes :

PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

	Pays	Devise fonctionnelle	Pourcentages 2013	Pourcentages 2014
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES				
Ganzhou Yi Hao Umicore Industries	Chine	CNY	40,00	40,00
IEQSA	Pérou	PEN	40,00	40,00
Element Six Abrasives	Luxembourg	USD	40,22	40,22
Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co., Ltd.	Chine	CNY	40,00	40,00
Todini	Italie	EUR	48,00	100,00*
JOINT-VENTURES				
Ordeg	Corée du Sud	KRW	50,00	50,00
Rezinal	Belgique	EUR	50,00	50,00
SolviCore GmbH & Co KG	Allemagne	EUR	50,00	50,00
SolviCore Management GmbH	Allemagne	EUR	50,00	50,00
BeLife	Belgique	EUR	49,00	49,00
BeLife intermediate	Belgique	EUR	51,00	51,00

* Umicore a acquis le 30 décembre les 52% restants dans Todini. Le résultat 2014 est toujours considéré à 48%. Pour plus d'information, voir l'annexe F8.

Les investissements dans des sociétés associées sont comptabilisés en utilisant la méthode de mise en équivalence et représentent environ 5% du bilan consolidé total d'Umicore. Umicore n'a pas d'investissement matériel individuel dans des sociétés associées. En considérant les objectifs d'exigence de publication d'IFRS 12, la société associée la plus significative concerne Element Six Abrasives, dans la laquelle Umicore détient 40,22%. Element Six Abrasives est un groupe fabriquant des diamants synthétiques faisant partie du groupe De Beers, l'actionnaire principal. Le groupe opère de façon internationale avec des usines de production en Chine, en Irlande, en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Afrique du Sud. Element Six est un groupe profitable, générant des flux de trésorerie positifs et un dividende récurrent stable pour Umicore. La devise fonctionnelle de ce groupe est l'USD. Umicore est représenté au Conseil d'Administration et au comité audit d'Element Six Abrasives, ce qui permet à Umicore de protéger suffisamment ses intérêts dans cette société associée. En dehors de cette participation dans cette société, Umicore n'a pas d'autres engagements, garanties ou obligations provenant de son implication dans cette société. Les résultats non-récurrents et les passifs latents matériels, si il y a, sont publiés spécifiquement dans les rubriques distinctes des comptes consolidés d'Umicore.

	(EUR milliers)		
	Valeur comptable nette	Goodwill	Total
Au terme de l'exercice précédent	155.001	46.390	201.390
. Variations de périmètre	-7.699	-484	-8.183
. Augmentation de capital	180		180
. Résultat de l'exercice	21.294		21.294
. Dividendes	-16.851		-16.851
. Autres réserves	-1.605		-1.605
. Ecart de conversion	11.909	715	12.624
. Autres mouvements	-2		-2
Au terme de l'exercice	162.226	46.622	208.846
dont joint-ventures	66.065	355	66.420

La part d'Umicore dans les postes du bilan et de compte de résultats des principales sociétés associées aurait été la suivante :

	(EUR milliers)	
	31/12/13	31/12/14
Actifs	220.395	246.127
Passifs	109.314	131.380
Chiffre d'affaires	277.239	311.510
Résultat net	1.426	17.707

La part d'Umicore dans les postes du bilan des joint-ventures aurait été la suivante :

	(EUR milliers)	
	31/12/13	31/12/14
Actifs court terme	90.529	105.426
Actifs long terme	27.158	32.272
Passifs court terme	44.369	59.072
Passifs long terme	7.279	6.858

La part d'Umicore dans les postes du compte de résultats des joint-ventures aurait été la suivante :

	(EUR milliers)	
	31/12/13	31/12/14
Résultat d'exploitation	-167	5.951
Résultat financier	-1.069	-254
Impôts	-700	-2.110
Résultat net du Groupe	-1.936	3.588

F18 Actifs financiers disponibles à la vente et prêts octroyés

	(EUR milliers)	
	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts octroyés
IMMOBILISATIONS FINANCIERES LONG TERME		
Au début de l'exercice précédent	37.105	5.087
. Augmentations	190	41
. Diminutions	-12	-7
. Réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	-3.967	0
. Reprises de réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	0	0
. Ecart de conversion	-29	-149
. Juste valeur reconnue dans les fonds propres	-12.102	0
. Autres mouvements	0	0
Au terme de l'exercice précédent	21.183	4.971
. Augmentations	18.842	0
. Diminutions	-4.985	-7
. Réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	0	-3.800
. Reprises de réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	226	0
. Ecart de conversion	0	152
. Juste valeur reconnue dans les fonds propres	14.992	0
. Autres mouvements	0	-105
Au terme de l'exercice	50.258	1.212
IMMOBILISATIONS FINANCIERES COURT TERME		
Au terme de l'exercice précédent	0	5.933
. Variations de périmètre	0	0
. Augmentations	0	2.051
. Réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	0	-1.200
. Ecart de conversion	0	10
. Autres mouvements	0	82
Au terme de l'exercice	0	6.876

(a) essentiellement lié à l'acquisition d'actions Nyrstar.

(b) essentiellement lié au remboursement des obligations Nyrstar.

(c) essentiellement relatif aux réductions de valeur des emprunts octroyés à des joint-ventures.

(d) relatif à l'ajustement juste valeur des actions Nyrstar.

F19 Stocks

(EUR milliers)

	31/12/13	31/12/14
ANALYSE DES STOCKS		
Produits de base avec couverture (valeur brute)	962.710	1.006.912
Produits de base sans couverture (valeur brute)	129.497	145.368
Consommables (valeur brute)	64.402	68.423
Réductions de valeur	-59.084	-52.629
Avances	1.866	2.508
Contrats en cours	6.869	12.363
Total des stocks	1.106.259	1.182.945

Les stocks ont augmenté de EUR 76,7 millions. Cette augmentation est due à des volumes plus importants et à des prix des métaux plus haut en décembre 2014 par rapport à décembre 2013. Des reprises de réductions de valeur ont été enregistrées sur le stock métal permanent pour un montant de 8,3 millions.

Sur base du prix des métaux et des taux de change en vigueur à la date de clôture, la valeur du stock métal serait supérieure à la valeur comptable actuelle de quelques EUR 825,8 millions. Toutefois, la plupart de ces stocks ne peuvent être réalisés parce qu'ils sont nécessaires aux opérations commerciales et industrielles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les stocks.

F20 Créances commerciales et autres créances

(EUR milliers)

	Annexes	31/12/13	31/12/14
A LONG TERME			
Dépôts et garanties en espèces		8.193	9.481
Autres créances à plus d'un an		7.662	7.643
Avantages sociaux		483	431
Total		16.338	17.555
A COURT TERME			
Créances commerciales (brutes)		622.472	739.569
Créances commerciales (réduction de valeur)		-8.275	-7.060
Autres créances (brutes)		71.488	65.417
Autres créances (réductions de valeur)		-5.801	-6.097
Intérêts à recevoir		92	124
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	F33	9.248	2.437
Juste valeur des autres instruments financiers	F33	6.863	9.799
Comptes de régularisation		20.324	22.800
Total		716.412	826.989

Les créances commerciales à court terme ont augmenté de EUR 110,6 millions. Cette augmentation est principalement liée à des volumes plus importants et à des prix des métaux plus haut en décembre 2014 par rapport à décembre 2013.

Les autres créances commerciales long terme incluent un montant de EUR 6.556 milliers relatif à des "droits à remboursement" liés à une provision pour un plan médical qu'Umicore France a repris de Nyrstar France en 2007 et que Nyrstar France s'engage à rembourser sur toute la durée du plan (voir aussi l'Annexe F27 relative aux Provisions pour avantages sociaux).

(EUR milliers)

	Total	Non dû	Dû entre			
			0-30 jours	30-60 jours	60-90 jours	>90 jours
BALANCE AGÉE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT						
Créances commerciales (hors créances douteuses) - brutes	612.390	513.422	67.360	13.738	2.939	14.933
Autres créances (brutes)	71.487	69.219	520	1.261	-187	674
BALANCE AGÉE DE L'EXERCICE						
Créances commerciales (hors créances douteuses) - brutes	721.381	578.352	104.825	20.182	8.376	9.646
Autres créances (brutes)	65.418	62.042	235	1.730	0	1.411

Risque de crédit - créances commerciales et autres créances

(EUR milliers)

	Créances commerciales (réductions de valeur)	Autres créances (réductions de valeur)	Total
AU DÉBUT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	-10.202	-6.905	-17.105
. Changement de périmètre	70		70
. Réductions de valeur reconnues en résultat	-2.849	-462	-3.311
. Reprises de réductions de valeur	3.346	1.558	4.904
. Réductions de valeur nettes avec le montant brut	43		43
. Autres mouvements	413	-3	410
. Ecart de conversion	899	10	909
Au terme de l'exercice précédent	-8.282	-5.802	-14.082
AU DÉBUT DE L'EXERCICE	-8.282	-5.802	-14.082
. Réductions de valeur reconnues en résultat	-1.096	-296	-1.392
. Reprises de réductions de valeur	1.713	1	1.715
. Réductions de valeur nettes avec le montant brut	566		566
. Autres mouvements	171		170
. Ecart de conversion	-139		-139
Au terme de l'exercice	-7.067	-6.098	-13.165

En principe, Umicore utilise l'assurance crédit comme moyen de limiter le risque crédit lié aux créances commerciales. Deux politiques de crédit ont été contractées avec deux assureurs différents. EUR 446 millions des créances commerciales du Groupe sont couverts par une politique pour laquelle l'indemnité en cas de non paiement s'élève à 95% avec une limite annuelle maximum de EUR 20 millions. L'autre politique couvre EUR 127 millions des créances commerciales avec un déductible global annuel de EUR 5 millions et une indemnité maximum par année de EUR 50 millions.

Enfin, certains secteurs d'activité travaillent sans assurance crédit mais mettent en place des limites de crédit sur base de l'information financière et de la connaissance de l'entreprise qui sont approuvées par le management.

F21 Impôts différés

(EUR milliers)

31/12/2013 31/12/2014

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Impôts à recevoir					33.227	34.264
Impôts différés actifs					90.530	104.823
Impôts dus					-64.696	-63.958
Impôts différés passifs					-28.164	-17.520

	Actifs		Passifs		Net	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Au terme de l'exercice précédent	91.772	90.530	-36.417	-28.164	55.355	62.366
Impôts différés reconnus dans le compte de résultats	3.567	744	7.537	4.059	11.104	4.804
Impôts différés reconnus dans les fonds propres	715	12.559	848	10.153	1.563	22.711
Acquisition par regroupement d'entreprises	-2.259	21	0	-3.519	-2.259	-3.498
Ecart de conversion	-3.820	970	430	-48	-3.390	922
Transferts	561	0	-562	0	-1	0
Autres mouvements	-6	0	0	-2	-6	-2
Au terme de l'exercice	90.530	104.823	-28.164	-17.520	62.366	87.303
IMPÔTS DIFFÉRÉS PAR CATÉGORIES DE DIFFÉRENCES TEMPORELLES						
Immobilisations incorporelles	14.931	16.915	-16.302	-19.435	-1.371	-2.520
Goodwill des sociétés consolidées globalement	174	182	-1.657	-1.976	-1.483	-1.794
Immobilisations corporelles	4.379	4.639	-21.998	-20.843	-17.619	-16.204
Créances long terme	339	159	-3.318	-3.597	-2.972	-3.438
Stocks	22.187	28.343	-26.720	-24.110	-4.533	4.233
Créances court terme	6.052	4.114	-6.808	-6.477	-756	-2.363
Fonds propres - part du Groupe	95	162	-6.447	-6.205	-6.352	-6.043
Dettes financières long terme et autres dettes	331	390	-1.335	-1.356	-1.004	-966
Provisions pour avantages sociaux long terme	50.725	68.726	-975	-749	49.750	67.977
Provisions pour environnement long terme	19.120	18.516	-2.828	-1.710	16.292	16.806
Provisions pour autres risques et charges long terme	7.673	7.194	-612	-449	7.061	6.745
Dette financière court terme	2.015	2.618	0	-4	2.015	2.614
Provisions pour environnement court terme	5.135	3.802	0	0	5.135	3.802
Provisions pour autres risques et charges court terme	3.622	3.152	-51	-48	3.571	3.104
Dettes commerciales et autres dettes	13.664	18.513	-2.532	-3.586	11.132	14.927
Impôts différés total liés aux différences temporaires	150.442	177.425	-91.583	-90.545	58.859	86.880
Pertes fiscales à reporter	47.923	46.272			47.923	46.272
Déductions pour investissements	3.771	4.647			3.771	4.647
Intérêts notionnels	10.425	8.891			10.425	8.891
RDT à reporter	1.117	0			1.117	0
Autres	-670	2.718			-670	2.718
Impôts différés actifs non reconnus	-59.059	-62.105			-59.059	-62.105
Total actif/passif d'impôts différés	153.949	177.848	-91.583	-90.545	62.366	87.303
Compensation d'actifs et de passifs au sein de mêmes entités fiscales	-63.419	-73.025	63.419	73.025	0	0
Situation nette	90.530	104.823	-28.164	-17.520	62.366	87.303

	2013	2014	2013	2014
	Base	Base	Taxe	Taxe
MONTANT DES DIFFÉRENCES TEMPORELLES DÉDUCTIBLES, PERTES FISCALES ET CRÉDITS D'IMPÔTS NON UTILISÉS POUR LESQUELS AUCUN ACTIF D'IMPÔT DIFFÉRÉ N'A ÉTÉ COMPTABILISÉ AU BILAN				
Date d'expiration sans limite de temps	207.629	220.226	59.059	62.105

Les variations de différences temporaires de la période sont enregistrées en compte de résultats, sauf celles provenant d'éléments reconnus directement dans les autres éléments du résultat global.

Les mouvements principaux des impôts différés reconnus dans les autres éléments du résultat global sont des impôts différés générés par des différences temporaires incluses sous les lignes "dettes commerciales et autres dettes" pour un montant positif de EUR 2.476 milliers, « créances commerciales et autres créances » pour un montant positif de EUR 1.947 milliers et "provisions pour avantages sociaux long terme" pour un montant positif de EUR 18.139 milliers.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que si leur utilisation est probable c'est-à-dire si un résultat positif est prévu dans les périodes futures. Le Groupe estime que la période d'utilisation des impôts différés actifs est de 5 à 10 ans. L'impôt réel des périodes futures peut être différent des estimations faites lors de l'enregistrement des impôts différés.

Durant la période, un montant d'impôts différés actifs de EUR 62.105 milliers n'a pas été reconnu et est essentiellement lié à des pertes fiscales (EUR 42.945 milliers), des intérêts notionnels reportés (EUR 8.891 milliers), des déductions pour investissements (EUR 8.891 milliers) et à des différences temporaires sur les immobilisations corporelles (EUR 3.944 milliers).

En application de l'IAS 12, un impôt différé passif, qui pourrait potentiellement s'élever à EUR 56 millions, n'a pas été reconnu sur les réserves immunisées des sociétés belges car la direction confirme que ce passif ne sera pas encouru dans un avenir prévisible.

F22 Liquidités et quasi-liquidités

	(EUR milliers)	
	31/12/13	31/12/14
LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS		
Dépôts à terme auprès des banques	13.636	3.857
Autres dépôts à terme	-21	128
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités	85.630	85.807
Total liquidités et quasi-liquidités	99.245	89.791
Découverts bancaires	932	9.905
(compris dans les dettes financières court terme au bilan)		
Situation nette de trésorerie à la clôture (voir tableau de financement consolidé)	98.313	79.886

Tous les montants de trésorerie sont entièrement disponibles pour le Groupe.

La gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien de dépôts monétaires et de titres négociables et l'accès au financement grâce à la disponibilité de lignes de crédit confirmées ainsi que par la possibilité de dénouer des positions de marché. Il est en effet impératif que – suite à la nature dynamique de ses opérations – le Groupe puisse disposer de la flexibilité en matière de sources de financement par l'existence de lignes de crédit confirmées.

Les excédents de liquidité sont investis pour des périodes très courtes sous forme de dépôts répartis auprès d'un nombre limité de banques.

Les liquidités excédentaires sont investies pour de très courtes périodes et sont réparties dans un nombre limité d'institutions financières disposant d'une notation de crédit satisfaisante.

F23 Écarts de conversion et autres réserves

(EUR milliers)

	Réserves pour actifs financiers disponibles à la vente	Réserves de couverture stratégique	Impôts différés reconnus directement dans les autres éléments du résultat global	Avantages postérieurs à l'emploi, découlant de changements d'hypothèses actuarielles	Réserves pour paiements fondés sur des actions	Écarts de conversion	Total
Solde au 1^{er} janvier de l'exercice précédent	12.886	3.939	33.237	-135.728	29.748	-46.101	-102.020
Profits et pertes reconnus dans les autres éléments du résultat global	-12.102	6.306	-725	-2.701	4.337		-4.884
Profits et pertes sortis des autres éléments du résultat global		-4.459	1.779				-2.680
Transferts de/vers réserves				4	-1.538		-1.534
Modifications des règles comptables				-1.296			-1.296
Autres mouvements				-11			-12
Écarts de conversion		67	-100	1.389		-56.368	-55.012
Solde au 31 décembre de l'exercice précédent	784	5.853	34.191	-138.343	32.547	-102.469	-167.437
Solde au 1^{er} janvier de l'exercice	784	5.853	34.191	-138.343	32.547	-102.469	-167.437
Profits et pertes reconnus dans les autres éléments du résultat global	14.992	-9.809	19.628	-61.268	3.598	0	-32.860
Profits et pertes sortis des autres éléments du résultat global	0	-5.450	2.893	0	0	0	-2.557
Transferts de/vers réserves					-2.068		-2.068
Écarts de conversion	0	10	-95	-3.309	0	68.216	64.822
Solde au 31 décembre de l'exercice	15.777	-9.396	56.616	-202.920	34.077	-34.254	-140.100

Le détail de la part du Groupe dans les écarts de conversion et autres réserves est repris ci-dessous :

Les profits et pertes reconnus en réserves pour actifs financiers disponibles à la vente sont liés aux ajustements de juste valeur sur les actions Nyrstar (voir l'Annexe F18 sur les actifs financiers disponibles à la vente).

Les pertes nettes reconnues en réserves de couverture stratégique (EUR 9.809 milliers) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique nouveaux ou présents à l'ouverture et pas encore parvenus à maturité à la fin de la période. Les gains nets sortis des réserves (EUR 5.450 milliers) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique présents à l'ouverture et parvenus à maturité durant la période et dont un gain de EUR 3,0 millions est passée en compte de résultats suite à l'expiration de couvertures stratégiques.

De nouvelles pertes actuarielles nettes sur des plans à prestation définie postérieurs à la pension ont été reconnus en réserves pour avantages postérieurs à l'emploi pour EUR 61.268 milliers.

En 2014, les plans d'actions et d'options sur actions ont généré un mouvement de EUR 3.598 milliers sur la réserve pour paiements fondés sur des actions (voir l'Annexe F10 sur les rémunérations et avantages sociaux). Un montant de EUR 2.068 milliers a été transféré vers les réserves suite à l'exercice d'options pendant la période.

La variation des écarts de conversion est principalement liée au renforcement du ZAR, du CNY, de l'USD, du KRW, de l'INR, du CAD et du BRL par rapport à l'EUR.

F24 Dettes financières

(EUR milliers)

	Prêts bancaires à long terme	Autres prêts à long terme	Total		
LONG TERME					
Solde au début de l'exercice précédent	0	2.862	2.861		
. Augmentation	20.000	4.229	24.229		
. Diminution	0	-689	-689		
. Ecart de conversion	0	-3	-3		
. Transferts	0	-2	-2		
Solde au terme de l'exercice précédent	20.000	6.397	26.396		
. Augmentation		525	525		
. Diminution		-488	-488		
. Ecart de conversion		-8	-8		
. Transferts		-3.854	-3.854		
Solde au terme de l'exercice	20.000	2.572	22.571		
	Prêts bancaires à long terme	Autres prêts à long terme	Total		
DETTES À LONG TERME ÉCHEANT DANS L'ANNÉE					
Au terme de l'exercice précédent	0	680	680		
. Augmentations / diminutions		3.848	3.848		
Au terme de l'exercice		4.528	4.528		
	Prêts bancaires à court terme	Découverts bancaires	Papiers commerciaux	Autres prêts	Total
COURT TERME					
Au terme de l'exercice précédent	72.551	932	205.794	7.882	287.159
. Augmentations/diminutions (y compris écarts de conversion)	47.197	8.973	23.128	-5.471	73.826
Au terme de l'exercice	119.747	9.905	228.922	2.411	360.985

Incluant le rachat net d'actions propres de EUR 63,9 millions en 2014, la dette financière nette du groupe a augmenté de EUR 83 millions reflétant également la politique d'acquisition et de distribution de dividendes.

Les emprunts bancaires consistent en :

- un emprunt de EUR 20 millions échoyant en décembre 2018. La juste valeur de cet emprunt était de EUR 21,3 millions au 31 décembre 2014, basée sur une méthode de DCF.
- des emprunts court-terme de EUR 119,7 millions. Les maturités de ces emprunts sont à très court terme et sont décidées par le département trésorerie du Groupe aux conditions de marché et selon la gestion quotidienne de la trésorerie.
- des découverts bancaires de EUR 9,9 millions assimilés à l'utilisation d'une ligne de crédit « overnight »

La dette financière à court-terme inclut également EUR 228,9 millions de papiers commerciaux avec un terme à moins d'un an.

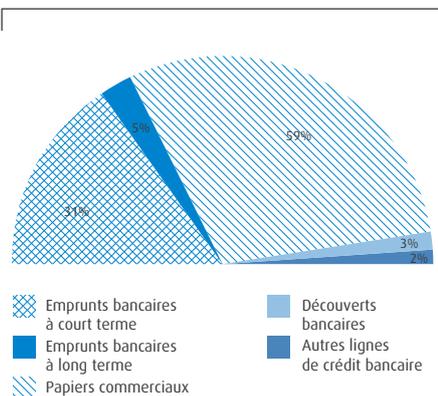
Au 31 décembre 2014, il n'y avait aucune avance en cours relatives aux EUR 250 millions de l'emprunt bancaire syndiqué échéant en juillet 2016 ni aux EUR 215 millions de l'emprunt bancaire syndiqué échéant en septembre 2018.

Les emprunts bancaires syndiqués mentionnés ci-dessus requièrent que la société se conforme à certaines conventions. Umicore n'a dû faire face à aucune violation de ces conventions d'emprunt que ce soit en 2014 ou lors des années précédentes.

Les dettes à long-terme incluent principalement des dettes en Euro sauf pour EUR 4,1 millions qui sont originellement relatifs à un emprunt en JPY.

Le ratio d'endettement net de 14,6% à fin 2014 (11,1% en 2013) est bien en deçà des limites de structure de capital visées par le Groupe.

DETTE BRUTE



(EUR milliers)

	EUR Euro	USD US Dollar	Autres devises	Total
Analyse des dettes à long terme par devises, en ce compris la tranche échéant à moins d'un an				
Prêts bancaires	20.000			20.000
Autres prêts	2.912		4.187	7.099
Dettes financières à long terme, en ce compris la tranche échéant à moins d'un an	22.912		4.187	27.099

(EUR milliers)

	2013	2014
Dettes financières à long terme	26.396	22.571
Dettes financières à long terme échéant dans l'année	680	4.528
Dettes financières à court terme	287.159	360.985
Liquidités et quasi-liquidités	-99.245	-89.791
Dette financière nette	214.990	298.293

(EUR millions)

	2013	2014
Dette financière nette	215,0	298,3
Fonds propres	1.723,4	1.750,1
Total	1.938,4	2.048,4
Ratio d'endettement (%)	11,1	14,6

F25 Dettes commerciales et autres dettes

	Annexes	31/12/13	31/12/14
(EUR milliers)			
LONG TERME			
Autres dettes à plus d'un an		4.461	3.208
Subsides en capital		8.447	18.282
		12.908	21.490
COURT TERME			
Dettes commerciales à un an au plus		710.729	855.877
Acomptes reçus sur commandes		17.937	17.128
Impôts dus autres que les impôts de société		8.796	16.946
Dettes salariales et sociales		118.271	115.642
Autres dettes		16.639	19.394
Dividendes dus		7.485	8.220
Intérêts dus		373	488
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	F33	3.382	11.571
Juste valeur des autres instruments financiers	F33	7.938	13.651
Comptes de régularisation		75.218	89.682
		966.767	1.148.599

Les dettes commerciales ont augmenté de EUR 181,8 millions, principalement en raison de volumes plus importants.

Les dettes fiscales autres que les impôts de société sont principalement relatives à la TVA.

F26 Liquidité des dettes financières

Exercice précédent	Maturité contractuelle					Total
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
(EUR milliers)						
DETTES FINANCIÈRES						
Court terme						
Prêts bancaires à court terme	69.515	2.626	410			72.551
Découverts bancaires	932					932
Papiers commerciaux	50.840	20.206	134.748			205.794
Autres prêts		7.882				7.882
Prêts bancaires long terme échéant dans l'année						
Autres prêts long terme échéant dans l'année	39	78	563			680
Long terme						
Prêts bancaires long terme				20.000		20.000
Autres prêts long terme				6.396		6.396
DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES						
Court terme						
Dettes commerciales à un an au plus	470.663	219.383	20.683			710.729
Acomptes reçus sur commandes	700	3.284	13.953			17.937
Impôts dus autres que les impôts de société	9.037	-871	630			8.796
Dettes salariales et sociales	44.777	26.709	46.785			118.271
Autres dettes	6.100	1.765	8.774			16.639
Dividendes dus	7.485	0	0			7.485
Intérêts dus	14	356	3			373

(EUR milliers)

Exercice précédent	Maturité contractuelle					Total
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	251	842	1.992	297		3.382
Juste valeur des autres instruments financiers	1.842	4.391	1.656	49		7.938
Comptes de régularisation	61.907	7.226	6.086			75.218
Long terme						
Dettes commerciales à plus d'un an						
Autres dettes à plus d'un an				2.031	2.429	4.461
Subsides en capital				1.745	6.702	8.447

(EUR milliers)

Exercice actuel	Maturité contractuelle					Total
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
DETTES FINANCIÈRES						
Court terme						
Prêts bancaires à court terme	76.744	35.485	7.519			119.747
Découverts bancaires	8.464	1.440	0			9.905
Papiers commerciaux	43.899	16.386	168.636			228.922
Autres prêts	0	1.495	916			2.411
Autres prêts long terme échéant dans l'année	11	22	4.495			4.528
Long terme						
Prêts bancaires long terme				20.000		20.000
Autres prêts long terme				2.571		2.571
DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES						
Court terme						
Dettes commerciales à un an au plus	602.016	243.003	10.857			855.877
Acomptes reçus sur commandes	552	2.392	14.184			17.128
Impôts dus autres que les impôts de société	5.819	2.247	8.880			16.946
Dettes salariales et sociales	47.380	21.610	46.653			115.642
Autres dettes	8.135	1.383	9.877			19.394
Dividendes dus	8.220					8.220
Intérêts dus	106	370	12			488
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	330	811	5.362	5.068		11.571
Juste valeur des autres instruments financiers	5.574	4.506	3.418	153		13.651
Comptes de régularisation	66.073	17.279	6.330			89.682
Long terme						
Autres dettes à plus d'un an				236	2.972	3.208
Subsides en capital				4.849	13.433	18.282

F27 Provisions pour avantages sociaux

Le Groupe a diverses obligations légales et implicites de buts à atteindre, dont la majorité se situe dans les activités belges, françaises et allemandes, la plupart étant des régimes de fin de carrière.

(EUR milliers)

	Avantages postérieurs à l'emploi - pensions et autres	Avantages postérieurs à l'emploi - autres	Prestations de préretraite et autres	Autres avantages sociaux à long terme	Total
Au terme de l'exercice précédent	198.474	21.489	30.855	17.020	267.837
. Modifications des règles comptables					
. Dotations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	15.888	611	6.731	2.219	25.448
. Reprises (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	-812	0	0	-44	-856
. Utilisations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	-19.847	-784	-8.952	-1.191	-30.774
. Impact taux d'intérêt et actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")	6.993	632	496	477	8.598
. Ecart de conversion	-204	72	336	-1	204
. Transferts		-1.215	806	409	0
. Reconnus dans les autres éléments du résultat global	55.223	6.089	0	0	61.312
. Autres mouvements	-96	29	0	0	-67
Au terme de l'exercice	255.618	26.922	30.272	18.890	331.702

(EUR milliers)

	Mouvements		
	31/12/13	2014	31/12/14
Belgique	43.997	9.185	53.182
France	27.660	6.748	34.408
Allemagne	182.593	42.981	225.574
Sous-total	254.250	58.914	313.164
Autres entités	13.587	4.951	18.538
Total	267.837	63.865	331.702

(EUR milliers)

Droits à remboursement		
A la fin de l'exercice précédent		6.240
Remboursement		-395
Rendement attendu		196
Gains et pertes actuariels sur droits à remboursement		515
A la fin de l'exercice		6.556

Le premier tableau indique les soldes et les mouvements sur les provisions pour avantages sociaux uniquement pour les entreprises consolidées. Il existe une différence entre la ligne "Reconnus en fonds propres" et ce qui est indiqué dans l'annexe F23 étant donné que cette dernière inclut également les entreprises associées et joint-ventures qui sont comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.

Comme expliqué dans l'annexe F20, une créance commerciale long terme a été reconnue en tant que "droits à remboursement" liés à une provision pour un plan médical qu'Umicore France a repris de Nyrstar France en 2007 et que Nyrstar France s'engage à rembourser sur toute la durée du plan. Tout changement de cette provision affecte de la même manière les "droits à remboursement" enregistrés en créances commerciales long terme. Si ce changement est relatif à des variations des hypothèses actuarielles, la provision et l'actif correspondant sont ajustés via l'état des profits et pertes reconnus.

Le tableau suivant, présenté en vertu de la version amendée d'IAS 19, a été établi sur base des rapports d'actuaire externes pour quasi la totalité des plans.

Les plans à prestations définies pour les trois principaux pays sont les suivants :

Belgique

Caractéristiques des plans à prestations définies

Les sociétés Umicore en Belgique opèrent avec des plans à prestations définies qui octroient à la pension des prestations relatives au salaire et à l'âge ou aux années de service. Ces plans de pension représentent une obligation à titre de prestations définies de EUR 188,4 millions et des actifs pour EUR 135,2 millions. Ceux-ci prévoient le paiement d'une somme forfaitaire à la pension et des avantages en cas de décès ou d'invalidité avant la pension.

Financement

Les plans sont financés de façon externe soit par des sociétés d'assurances soit par des fonds privés indépendants qui gèrent des plans de pension ("IORP"). Pour ces IORP, les processus de gouvernance nécessaires pour la gestion des risques sont mis en place. Une des mesures consiste à réaliser régulièrement un "test de continuité" lors duquel les politiques d'investissements stratégiques sont analysées sur la plan des profils risques-rendements et de la solvabilité. Un relevé des principes d'investissements et de la politique de financement en est dérivé.

Juste valeur des actifs du régime

La juste valeur des actions et parts et des instruments de dettes est déterminée sur base des prix de marchés cotés sur des marchés actifs (classification niveau 1). Les plans ne contiennent aucune position directe dans des actions Umicore ou obligations et ne disposent pas d'actes de propriété dans une entité d'Umicore. Les investissements sont diversifiés de manière à ce que la faillite d'un seul investissement n'ait pas d'impact matériel sur le niveau global des actifs.

Allemagne

Caractéristiques des plans à prestations définies

Les bénéficiaires postérieurs à l'emploi sont principalement des plans de pension non financés à titre de prestations définies octroyant des avantages à la pension, en cas d'invalidité et de décès. Tous les plans sont basés sur le salaire final ou sur la moyenne finale à côté des plans à compensation différée. Les avantages des plans à compensation différée sont basés sur le salaire annuel converti et procure un intérêt garanti de 3,0% p.a. (6,0% p.a. pour les conversions de salaire avant 2014). Tous les plans de pension représentent une obligation à titre de prestations définies d'EUR 232,6 millions et des actifs d'EUR 7,0 millions.

Financement

Comme mentionné ci-dessus, les avantages postérieurs à l'emploi sont principalement des plans non financés. Une toute petite partie est financée par des contrats de réassurance mis en gage.

Juste valeur des actifs du régime

Tous les actifs du plan sont des contrats d'assurance gagé et n'ont pas de prix de marchés cotés.

France

Caractéristiques des plans à prestations définies

En France, trois plans à prestations définies principaux sont en place.

- Régime d'indemnités de fin de carrière: en plus des plans d'Etat, la société est légalement obligée de payer une somme forfaitaire aux employés lors de la pension. Les montants sont basés sur les années de service au sein de l'entreprise et sur le salaire selon la convention collective d'application. Ce régime couvre tous les employés sous contrat permanent avec la société.
- Le plan de pension supplémentaire: une annuité est payée à certaines personnes pensionnées. Les participants sont uniquement des personnes pensionnées, ce plan n'est pas ouvert aux nouveaux participants.
- Le régime de mutuelle: L'employeur paye une contribution pour un plan de soins de santé pour le personnel pensionné. Les avantages reviennent au conjoint quand le pensionné décède.

Tous les plans à titre de prestations définies représentent une obligation de EUR 36,0 millions et des actifs pour EUR 1,6 millions.

Caractéristiques des autres plans long terme

En France, il y a en place un régime de Médailles du travail: un montant est payé à 20, 30, 35 et 40 ans d'ancienneté. Ce régime couvre tous les employés sous contrat permanent avec la société.

Financement

Le financement est réalisé via un fond général EURO d'une société d'assurance vie. Ce fond est principalement composé d'obligations à taux fixe de haute qualité (79%), d'actions (10%) et d'immobiliers (3%).

Juste valeur des actifs du régime

La juste valeur des actions et des instruments de dette du fond est déterminée sur base de prix de marché coté sur des marchés actifs.

Réduction et amendement du plan

Un plan de restructuration a été établi le 18 décembre 2013. Celui-ci concerne 28 employés. Parmi ces employés, une indemnité de pension a été payée à 8 employés via le fond. Ce paiement a clôturé l'obligation.

Les risques les plus significatifs relatifs aux plans à prestations définies sont:

- **Volatilité des actifs:** l'obligation est calculée en utilisant le taux d'actualisation en référence au taux d'obligations des sociétés. Si l'actif sous-performe ce taux, ceci engendrera un déficit.
- **Changement du taux obligataire:** une diminution du taux obligataire des sociétés entrainerait une augmentation de l'obligation. Cependant, celle-ci ceci sera partiellement compensée par une augmentation de la valeur des avoirs obligataires du plan.
- **Risque lié au salaire:** la plupart des plans à prestations définies sont calculés par rapport au salaire des membres du plan. Dès lors, une augmentation salariale des membres du plan plus importante que prévue engendrerait une obligation plus importante.
- **Risque de longévité:** tous les plans à côté du nouveau plan à compensations différées à partir de 2014 engendrent des annuités de vie qui impliquent une risque de longévité c'est-à-dire le risque que la période de paiement s'allonge en raison de l'amélioration de l'espérance de vie. La société utilise des taux de mortalité qui dépendent de l'année de naissance pour inclure le risque dans l'obligation.
- **Risque de sortie de liquidités:** en raison des cas de décès pendant la période active de l'employé ainsi que des cas d'invalidité, un risque de sortie de liquidité avant la pension existe.
- **Risque légal:** si la loi qui détermine les avantages à prestations définies change, une modification de l'obligation pourrait avoir lieu.

Certains risques supplémentaires sont relatifs à l'Allemagne uniquement:

- Il existe un risque que les ajustements des pensions payées par "Pensionskasse Degussa" ne soient plus supportés par la caisse de pension "Pensionskasse" et que dès lors une obligation supplémentaire non financée en résulte et ce en raison d'un rendement d'intérêts garanti de 3,5%. Etant donné qu'il n'est pas possible d'appliquer totalement la méthode de calcul d'IAS 19, le fond a été évalué comme un plan à contribution définie. Le risque a été évalué et une obligation supplémentaire estimée jusque fin 2022 a été incluse dans l'obligation de pension.
- L'ancien plan à compensations différées engendre un taux d'intérêts garanti de 6% qui augmente le risque lié aux coûts de la pension en plus du salaire converti. Le plan a été clôturé au 31 décembre 2013 et est remplacé par un plan sans risque similaire significatif.

Certains risques sont relatifs à la Belgique uniquement:

- En raison de la législation belge s'appliquant à tous les plans de pension du 2ème pilier (loi Vandenbroucke), tous les plans à titre de contributions définies doivent être considérés sous IFRS comme des plans à titre de prestations définies. La loi Vandenbroucke établit que dans un contexte de plans à titre de contributions définies, l'employeur doit garantir un rendement minimum garanti de 3,75% sur les contributions des employés et de 3,25% sur les contributions des employeurs. De par ce rendement minimum garanti, l'employeur est exposé à un risque financier: des contributions supplémentaires pourraient être nécessaires si le rendement de l'actif n'est pas suffisant pour atteindre la prestation minimum à payer. Le groupe a des plans qui sont financés par des contrats d'assurance ainsi qu'un plan financé par un IORP. Les obligations à prestations définies y relatives ont été agrégées avec les autres obligations à prestations définies. La méthode PUC (Projected Unit Credit) a été utilisée lorsqu'il a été évalué qu'une estimation fiable pouvait être faite et que les hypothèses utilisées étaient en ligne avec celles utilisées pour les autres plans à prestations définies. L'obligation à prestations définies totale relative à ces plans est d'EUR 62,9 millions à fin décembre 2014 et l'actif de EUR 59,2 millions.

(EUR milliers)

	2013	2014
VARIATION DES OBLIGATIONS AU TITRE DE PRESTATIONS DÉFINIES		
Obligations au titre de prestations définies au début de l'exercice	399.193	440.757
Modifications des règles comptables	-835	
Coût des services rendus	21.781	23.766
Charge d'intérêts	13.250	14.797
Cotisations des participants au régime	464	450
Amendements	0	
Pertes (Gains) actuariels - dus aux actualisations des hypothèses démographiques	3.088	-168
Pertes (Gains) actuariels - dus aux actualisations des hypothèses financières	27.421	76.837
Pertes (Gains) actuariels - dus aux ajustements d'expériences du passé	5.274	-4.543
Prestations versées par le régime/l'entreprise	-25.056	-25.237
Charges payées	-983	-1.568
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement/ cession d'entreprises)	3	
Combinaisons de plans		329
Variation de taux de change	-2.843	1.608
Obligations au titre de prestations définies en fin d'exercice	440.757	527.028

(EUR milliers)

2013 2014

VARIATION DES ACTIFS DU RÉGIME

Juste valeur des actifs au début de l'exercice	139.573	172.954
Modifications des règles comptables	-920	
Rendement attendu des actifs du régime	4.586	6.171
Gains/(Pertes) actuariels générés sur les actifs	31.125	10.444
Cotisations versées par l'entreprise	26.036	30.973
Cotisations versées par les participants au régime	464	450
Prestations versées par le régime/l'entreprise	-25.056	-25.237
Charges payées	-1.057	-1.638
Ecart de conversion	-1.797	1.209
Juste valeur des actifs en fin d'exercice	172.954	195.326

Les régimes de retraite en Belgique, en France, au Liechtenstein, au Pays-Bas, aux États-Unis, au Japon et en Norvège sont partiellement ou totalement financés par des actifs couvrant une part importante des obligations. Tous les autres régimes sont peu financés ou non financés.

(EUR milliers)

2013 2014

MONTANTS COMPTABILISÉS AU BILAN

Valeur actualisée des obligations	440.757	527.028
Juste valeur des actifs de couverture	172.954	195.326
Déficit (surplus) résultant des régimes	267.803	331.702
Effets des plafonnements d'actifs / obligations à titre onéreux		
Passif (actif) net	267.803	331.702

COMPOSANTES DU COÛT DES SERVICES**Montants comptabilisés dans le compte de résultats**

Coût des services rendus	21.781	23.766
Charge d'intérêts	13.250	14.797
Rendement des actifs du régime	-4.586	-6.171
Rendement attendu des droits à remboursement	-210	-196
Actualisations des autres avantages à long termes	1.287	999
Frais administratifs et taxes	71	74
Charge totale du régime reconnue dans le compte de résultats	31.593	33.269

Charges comptabilisées dans les autres éléments du résultat global

Montant cumulé des gains et pertes actuariels comptabilisés à l'ouverture	110.872	115.408
Modifications des règles comptables	1.296	
Gains et pertes actuariels de la période	3.689	60.827
Minorités	-96	-974
Autres mouvements	7	18
Ecart de conversion	-360	127
Charge totale du régime reconnue dans le SoCI des filiales consolidées globalement	115.408	175.406
Gains et pertes actuariels de la période, sociétés associées et joint-ventures	22.934	27.514
Total reconnu dans le SoCI	138.342	202.920

Effets des actualisations reconnues dans les autres éléments du résultat global

Effets des actualisations des hypothèses démographiques	2.984	-168
Effets des actualisations des hypothèses financières	27.284	75.333
Effets des ajustements d'expériences du passé	4.205	-4.018
Revenus des actifs du régime (hors intérêts)	-31.100	-10.468
Revenus des droits aux remboursements (hors intérêts)	237	-515
Total des actualisations incluses dans les autres éléments du résultat global	3.610	60.164

La charge d'intérêts et le rendement de l'actif de régime de retraite ainsi que l'impact du taux d'actualisation sur les régimes non relatifs à des avantages postérieurs à l'emploi sont enregistrés au compte de résultats dans la rubrique "Coûts financiers" (cf. Annexe F11). Tous les autres éléments des dépenses de l'année sont repris en résultat d'exploitation, plus particulièrement sous la rubrique "Salaires et avantages sociaux directs".

Les gains actuariels de l'année reconnus dans les capitaux propres sont expliqués principalement par une variation du taux d'actualisation sur les plans de pensions ainsi que par la différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs du régime.

	2013	2014
HYPOTHÈSES ACTUARIELLES PRINCIPALES		
Hypothèses moyennes pondérées pour déterminer le coût des services à la fin de l'année		
Taux d'actualisation (%)	3,38	2,31
Taux d'augmentation des salaires (%)	2,99	2,76
Taux d'inflation (%)	2,05	1,98
Taux d'augmentation des pensions (%)	1,64	1,23
Hypothèses moyenne-pondérées utilisées pour déterminer le coût net		
Taux d'actualisation (%)	3,30	3,38
Taux d'augmentation des salaires (%)	2,96	2,71
Taux d'inflation (%)	2,07	2,03
Taux d'augmentation des pensions (%)	1,60	0,79

	2014	
	Juste valeur de tous les actifs du régime	Juste valeur des actifs du régime cotés en bourse
Actifs du régime		
Valeurs disponibles et autres liquidités	19.245	19.161
Actions et parts	32.207	32.054
Titres de créance	69.181	67.934
Titres immobilier	9.215	9.160
Actifs détenus par des sociétés d'assurance	63.972	8.213
Autres	1.506	895
Total des actifs	195.326	137.417

Les hypothèses utilisées sont recommandées par les actuaires locaux. La référence pour la zone Euro est l'indice IBOXX AA. Des indices similaires sont utilisés dans les autres pays. Les tables de mortalité utilisées sont spécifiques aux pays concernés.

Les autres actifs de régime sont principalement investis dans des contrats d'assurance et dans des dépôts bancaires à terme. Le rendement à long terme attendu sur les hypothèses d'actifs est documenté pour les régimes individuels comme recommandé par les actuaires locaux.

	2014				
	Sensibilité +0,25%	Sensibilité -0,25%			
Sensibilité aux variations d'hypothèses du taux d'actualisation					
Effets sur l'obligation au titre des prestations définies	508.488	546.719			
Durée moyenne pondérée de la dette nette (en année)	15,26	14,89			
Sensibilité aux variations d'hypothèses du taux d'inflation					
Effets sur l'obligation au titre des prestations définies	538.374	516.325			
Sensibilité aux variations d'hypothèses d'augmentation salariale					
Effets sur l'obligation au titre des prestations définies	534.030	520.906			
	(EUR milliers)				
	2013	2014			
RÉCONCILIATION DES ÉLÉMENTS DE BILAN					
Passif (actif) au bilan à l'ouverture	258.975	267.837			
Modifications des règles comptables	753	160			
Charge comptabilisée dans le compte de résultats	31.593	33.269			
Montants comptabilisés directement en capitaux propres au cours de l'exercice	3.610	60.164			
Cotisations de l'employeur versées à des fonds au cours de l'exercice	-12.528	-17.612			
Cotisations de l'employeur versées directement au cours de l'exercice	-13.508	-13.361			
Credit à remboursement	-27	711			
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement/ cession d'entreprises)	0	329			
Ajustement de taux de change - (gains)/pertes	-1.031	205			
Passif / (actif) à la clôture du bilan	267.837	331.702			
Au 31 décembre	2010	2011	2012	2013	2014
Valeur des obligations au titre de prestations définies	312.573	319.517	399.193	440.757	527.028
Juste valeur des actifs du régime	120.945	125.785	139.573	172.954	195.326
Déficit (surplus) du régime	191.628	193.732	259.620	267.803	331.702
Ajustement expérience actifs du régime	-780	6.871	-5.834	-31.125	-10.444
Ajustement expérience obligations du régime	-476	6.929	5.515	5.274	-4.543

(EUR milliers)

2014

DÉCAISSEMENTS ESTIMÉS POUR PROCHAINS EXERCICES

Estimation des contributions de l'employeur	30.326
Estimation des paiements aux bénéficiaires des droits	
Année 1	31.569
Année 2	18.621
Année 3	20.037
Année 4	19.953
Année 5	22.784
Les 5 années suivantes	125.100

F28 Plans d'options sur actions accordés par la société

Plan	Échéance	Exercice	Prix d'exercice (EUR) (le prix d'exercice peut être plus élevé dans certains pays)	Nombre d'options à exercer
ISOP 2006	02/03/2016	tous les jours ouvrables	22,55	77.000
		d'Euronext Bruxelles	24,00	5.000
				82.000
ISOP 2007	16/02/2017	tous les jours ouvrables	26,55	159.000
		d'Euronext Bruxelles	27,36	10.000
				169.000
ISOP 2008	14/04/2018	tous les jours ouvrables	32,57	218.250
		d'Euronext Bruxelles	32,71	26.000
	14/04/2015		32,57	52.750
			32,71	1.250
				298.250
ISOP 2009	15/02/2016	tous les jours ouvrables	14,44	209.750
		d'Euronext Bruxelles	14,68	13.000
				222.750
ISOP 2010	14/02/2017	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	22,30	419.588
				419.588
ISOP 2011	13/02/2018	tous les jours ouvrables	38,07	577.875
		d'Euronext Bruxelles	39,25	65.000
			38,54	28.500
				671.375
ISOP 2012	12/02/2019	tous les jours ouvrables	35,32	514.500
		d'Euronext Bruxelles	37,67	56.500
			36,00	32.375
				603.375
ISOP 2013	12/02/2020	tous les jours ouvrables	36,38	551.250
		d'Euronext Bruxelles	37,67	38.000
				589.250
ISOP 2014	10/02/2021	tous les jours ouvrables	32,29	558.875
		d'Euronext Bruxelles	31,60	38.000
			32,98	27.000
				623.875
Total				3.679.463

ISOP signifie "Incentive Stock Option Plan" (plan international pour les cadres).

Les plans d'options sur actions accordés sont octroyés immédiatement sans conditions. Au moment où l'action est exercée, des actions détenues en propre sont utilisées. Les options non exercées à la date d'expiration expirent automatiquement.

(EUR milliers)

	2013		2014	
	Nombre d'options sur actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice	Nombre d'options sur actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice
DÉTAILS DES OPTIONS EN CIRCULATION				
Au début de l'année	3.090.750	29,17	3.378.088	31,18
Octroyées dans l'année	589.250	36,59	623.875	32,27
Exercées dans l'année	301.912	21,23	322.500	24,81
Expirées dans l'année				
Fin de la période	3.378.088	31,18	3.679.463	31,91
Exercables fin d'année	3.378.088	31,18	3.679.463	31,91

Les options en circulation fin de l'année ont une durée de vie résiduelle moyenne pondérée se terminant en octobre 2018.

F29 Provisions environnementales

(EUR milliers)

	Provisions pour assainissement du sol et réhabilitation du site	Autres provisions environnementales	Total
Au terme de l'exercice précédent	76.732	3.252	79.984
acquisition par regroupement d'entreprises	753		753
. Dotations	5.167	2.264	7.431
. Reprises	-63	-319	-382
. Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	-15.593	-1.402	-16.994
. Actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")	799		799
. Ecart de conversion	565		565
. Autres mouvements	-14		-14
Au terme de l'exercice	68.347	3.795	72.142
Dont: - A long terme	60.000	1.341	61.341
- A court terme	8.348	2.454	10.802

Les provisions environnementales légales et constructives sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions pour environnement ont diminué de EUR 7.842 milliers, les nouvelles dotations étant plus que compensées par des utilisations et reprises de provisions existantes, reflétant l'exécution continue de programmes de réhabilitation identifiés dans lesquels le Groupe est engagé.

L'augmentation des provisions pour l'assainissement et la réhabilitation est principalement relative à des nouvelles provisions prises pour couvrir les dépenses juridiques et de communication pour les 10 prochaines années au Brésil. Comme publié l'année passée, une pollution des sols et des nappes phréatiques, notamment causée par les activités historiques sur le site de Guarulhos (Brésil) avant l'acquisition par Umicore, a été découverte dans les alentours incluant une zone publique originellement destinée à la réurbanisation. En 2010, il a été décidé d'aborder le problème des eaux souterraines contaminées afin d'accélérer la réhabilitation. A cet effet, une barrière hydraulique a été construite accompagnée de tests pilotes afin de déterminer les opérations nécessaires les plus efficaces à grande échelle. De plus, Umicore a évalué l'impact de la pollution historique dans la zone en dehors du site opérationnel et a convenu d'un programme avec les autorités locales.

Selon les termes de l'accord en vertu duquel Umicore a acquis l'entreprise possédant le site, Umicore estime qu'il est en droit de récupérer au moins une partie des paiements qu'elle serait tenue de faire sur cette affaire et sur d'autres cas déjà prévus.

Des provisions pour réhabilitation ont également été prises sur les sites fermés de Maxton et Platoro aux USA, pour couvrir les dépenses opérationnelles entre autres pour le traitement des eaux. A Hoboken (Belgique) également, des provisions supplémentaires ont été enregistrées pour extraire les sols contaminés.

En 2014, aucun mouvement majeur n'est à relever en ce qui concerne les provisions relatives aux déchets radioactifs en Belgique (Olen). Cependant, les négociations continuent avec les autorités compétentes afin de trouver une solution de stockage durable et acceptable mais à un rythme modéré.

La plupart des utilisations de provisions de la période sont liées à la réalisation de programmes de réhabilitation de sites au Brésil (Guarulhos et alentours) en France (Viviez), aux USA (Maxton et Platoro) et en Belgique.

Le mouvement des autres provisions environnementales est principalement lié au besoin et à l'utilisation des droits d'émission CO₂ en Belgique.

La direction s'attend à ce que la sortie de liquidités découlant de la mise en œuvre de ces projets se produise essentiellement endéans les 5 prochaines années.

F30 Provisions pour autres risques et charges

(EUR milliers)

	Provisions pour restructuration et réorganisation	Provisions pour autres risques et charges	Total
Au terme de l'exercice précédent	14.831	39.443	54.270
. Variations de périmètre			
. Dotations	4.854	13.772	18.626
. Reprises	-1.151	-7.094	-8.245
. Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	-4.873	-2.665	-7.538
. Actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")		-4	-4
. Écarts de conversion	270	261	531
. Transferts	0	-35	-35
. Charges financières			
. Autres mouvements	130	0	130
Au terme de l'exercice	14.062	43.678	57.735
Dont: - A long terme	10.348	28.983	39.331
- A court terme	3.713	14.693	18.406

Les provisions pour restructuration et réorganisation, impôts, garanties, litiges, contrats déficitaires et retours de produits sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions ont augmenté de EUR 3.466 milliers, les nouvelles provisions étant plus importantes que les reprises, les utilisations et les écarts de conversion.

Les nouvelles provisions pour réorganisation et restructuration ont été prises principalement en Belgique, en Allemagne, au Japon et au Liechtenstein.

Les dotations et reprises de provisions pour autres risques et charges concernent principalement des provisions pour litiges, contrats déficitaires et garanties et touchent principalement le Brésil, l'Inde, la Chine et la Corée.

Elles incluent également des provisions pour contrats déficitaires liées à IAS 39. Pour la période, les nouvelles provisions IAS 39 pour contrats déficitaires s'élève à EUR 206 milliers. Le solde de cette provision à la fin de la période est de EUR 5.063 milliers.

Aucune estimation ne peut être réalisée en ce qui concerne la période de sortie de liquidités relative aux provisions pour autres risques et charges à long terme.

F31 Capitaux engagés

CAPITAUX ENGAGÉS ET ROCE

(EUR milliers)

	Annexe	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2014
Immobilisations incorporelles	F14, F15	218.251	216.817	266.073
Immobilisations corporelles	F16	998.563	1.000.142	1.061.735
Participations mises en équivalence	F17	201.391	200.285	208.847
Actifs financiers disponibles à la vente - long terme	F18	21.183	20.493	50.258
Stocks	F19	1.106.259	1.094.823	1.182.946
Créances commerciales et autres créances à long terme (hors avantages sociaux)	F20	15.856	16.264	17.124
Créances commerciales et autres créances à court terme ajustées		705.591	840.303	824.430
Impôts à récupérer		33.227	27.962	34.264
Actifs inclus dans les capitaux engagés		3.300.319	3.417.088	3.645.677
Dettes commerciales et autres dettes à long terme	F25	12.907	23.795	21.490
Dettes commerciales et autres dettes à court terme ajustées		963.385	1.104.858	1.137.028
Ecart de conversion	F23	-102.471	-81.957	-34.255
Provisions à long terme	F29, F30	103.749	95.605	100.673
Provisions à court terme	F29, F30	30.511	27.562	29.208
Impôts à payer		64.696	65.018	63.958
Passifs inclus dans les capitaux engagés		1.072.778	1.234.882	1.318.101
Capitaux engagés		2.227.542	2.182.206	2.327.577
IAS 39 et éliminations		-6.026	-13.551	-7.737
Capitaux engagés tels que publiés		2.233.568	2.195.757	2.335.314
Capitaux engagés moyens 2eme semestre		2.234.836		2.265.536
Capitaux engagés moyens de l'année		2.241.293		2.240.099
EBIT récurrent	F9	303.967		273.669
ROCE		13,56%		12,22%

Les créances et dettes commerciales court terme incluses dans les capitaux engagés ne prennent pas en compte les margin calls ainsi que les gains et pertes de mises au marché des instruments financiers de couverture stratégique.

Les capitaux engagés moyens des semestres sont calculés par la moyenne des capitaux engagés fin de période et fin de la période précédente. Les capitaux engagés moyens de l'année sont calculés par la moyenne des moyennes des capitaux engagés des deux semestres.

F32 Instruments financiers par catégorie

(EUR milliers)

		Valeur comptable				
A la fin de l'année précédente	Niveau	Juste valeur	"Held for trading" - sans comptabilité de couverture	Cash Flow Hedge - avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Disponibles à la vente
ACTIFS						
Actifs financiers disponibles à la vente		21.183				21.183
Actifs financiers disponibles à la vente - Actions	1 - 2	21.183				21.183
Prêts octroyés par l'entreprise		10.904			10.904	
Prêts octroyés par l'entreprise	2	10.904			10.904	
Créances commerciales et autres créances		732.750	6.863	9.248	716.639	
Long terme						
Dépôts et garanties en espèces	3	8.193			8.193	
Autres créances à plus d'un an	3	7.662			7.662	
Avantages sociaux	3	483			483	
Court terme						
Créances commerciales (brutes)	3	622.472			622.472	
Créances commerciales (réduction de valeur)	3	-8.275			-8.275	
Autres créances (brutes)	3	71.488			71.488	
Autres créances (réductions de valeur)	3	-5.801			-5.801	
Intérêts à recevoir	3	92			92	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	9.248		9.248		
Juste valeur des autres instruments financiers	2	6.863	6.863			
Comptes de régularisation	3	20.324			20.324	
Liquidités et quasi-liquidités		99.245			99.245	
Dépôts à terme auprès des banques		13.636			13.636	
Autres dépôts à terme		-21			-21	
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités		85.630			85.630	
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS (ACTIFS)		864.082	6.863	9.248	826.788	21.183
PASSIFS						
Dettes financières		314.136			314.236	
Long terme						
Prêts bancaires	2	19.900			20.000	
Autres prêts	2	6.397			6.397	
Court terme						
Prêts bancaires court terme	2	72.551			72.551	
Découverts bancaires	2	932			932	
Papiers commerciaux	2	205.794			205.794	
Autres prêts	2	8.562			8.562	
Dettes commerciales et autres dettes		979.676	7.938	3.382	968.356	
Long terme						
Dettes commerciales à plus d'un an		0				
Autres dettes à plus d'un an	3	4.461			4.461	
Subsides en capital	3	8.447			8.447	
Court terme						
Dettes commerciales à un an au plus	3	710.729			710.729	
Acomptes reçus sur commandes	3	17.937			17.937	
Impôts dus autres que les impôts de société	3	8.796			8.796	
Dettes salariales et sociales	3	118.271			118.271	
Autres dettes	3	16.639			16.639	

							(EUR milliers)
							Valeur comptable
A la fin de l'année précédente	Niveau	Juste valeur	"Held for trading" - sans comptabilité de couverture	Cash Flow Hedge - avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Disponibles à la vente	
Dividendes dus	3	7.485			7.485		
Intérêts dus	3	373			373		
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	3.382		3.382			
Juste valeur des autres instruments financiers	2	7.938	7.938				
Comptes de régularisation	3	75.218			75.218		
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS (PASSIFS)		1.293.812	7.938	3.382	1.282.592	0	
							(EUR milliers)
							Valeur comptable
A la fin de l'exercice	Niveau	Juste valeur	"Held for trading" - sans comptabilité de couverture	Cash Flow Hedge - avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Disponibles à la vente	
ACTIFS							
Actifs financiers disponibles à la vente		50.258				50.258	
Actifs financiers disponibles à la vente - Actions	1	50.258				50.258	
Prêts octroyés par l'entreprise		8.088			8.088		
Prêts octroyés par l'entreprise	2	8.088			8.088		
Créances commerciales et autres créances		844.544	9.756	2.437	832.352		
Long terme							
Dépôts et garanties en espèces	3	9.481			9.481		
Autres créances à plus d'un an	3	7.643			7.643		
Avantages sociaux	3	431			431		
Court terme							
Créances commerciales (brutes)	3	739.569			739.569		
Créances commerciales (réduction de valeur)	3	-7.060			-7.060		
Autres créances (brutes)	3	65.417			65.417		
Autres créances (réductions de valeur)	3	-6.097			-6.097		
Intérêts à recevoir	3	124			124		
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	2.437		2.437			
Juste valeur des autres instruments financiers	2	9.756	9.756				
Comptes de régularisation	3	22.843			22.843		
Liquidités et quasi-liquidités		89.792			89.792		
Dépôts à terme auprès des banques		3.857			3.857		
Autres dépôts à terme		128			128		
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités		85.807			85.807		
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS (ACTIFS)		992.682	9.756	2.437	930.232	50.258	
PASSIFS							
Dettes financières		389.385			388.085		
Long terme							
Prêts bancaires	2	21.300			20.000		
Autres prêts	2	2.572			2.572		
Court terme							
Prêts bancaires court terme	2	119.747			119.747		

(EUR milliers)

			Valeur comptable			
A la fin de l'exercice	Niveau	Juste valeur	"Held for trading" - sans comptabilité de couverture	Cash Flow Hedge - avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Disponibles à la vente
Découverts bancaires	2	9.905			9.905	
Papiers commerciaux	2	228.922			228.922	
Autres prêts	2	6.939			6.939	
Dettes commerciales et autres dettes		1.170.089	13.651	11.571	1.144.867	
Long terme						
Autres dettes à plus d'un an	3	3.208			3.208	
Subsides en capital	3	18.282			18.282	
Court terme						
Dettes commerciales à un an au plus	3	855.877			855.877	
Acomptes reçus sur commandes	3	17.128			17.128	
Impôts dus autres que les impôts de société	3	16.946			16.946	
Dettes salariales et sociales	3	115.642			115.642	
Autres dettes	3	19.394			19.394	
Dividendes dus	3	8.220			8.220	
Intérêts dus	3	488			488	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	11.571		11.571		
Juste valeur des autres instruments financiers	2	13.651	13.651			
Comptes de régularisation	3	89.682			89.682	
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS (PASSIFS)		1.559.474	13.651	11.571	1.532.952	

Les emprunts et les dettes ont été émises au taux du marché ce qui ne crée pas de différences majeures avec les dépenses effectives d'intérêt. Toutes les catégories d'instruments financiers d'Umicore sont à la juste valeur à l'exception des prêts bancaires et autres prêts à long terme pour lesquels la valeur comptable est différente de la juste valeur (voir l'Annexe F24).

La juste valeur des instruments financiers échangés sur des marchés actifs est basée sur la cotation de ces instruments à la date du bilan.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif est déterminée en utilisant des méthodes d'estimation, principalement les flux de trésorerie actualisés, sur base d'hypothèses de marché existant à la date du bilan.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est calculée comme la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés. La juste valeur des contrats à terme de risques de change et de contrats métaux est déterminée en utilisant les valeurs de change et de prix des métaux à terme à la date du bilan.

La juste valeur des actifs financiers cotés détenus par le groupe est le prix du marché. La juste valeur des passifs financiers est estimée en actualisant les flux de trésorerie contractuels futurs au taux d'intérêt du marché disponible pour des instruments financiers similaires.

La valeur comptable diminuée des réductions de valeur des créances commerciales et des dettes commerciales doit donner une valeur proche de la juste valeur.

32.1 Hiérarchie de la juste valeur

Le Groupe a adopté l'amendement IFRS 7 sur les instruments financiers qui sont mesurés au bilan à leur juste valeur, avec effet au 1er janvier 2009. Cet amendement requiert la publication des mesures de juste valeur par niveau, basée sur l'hierarchie de mesure suivante :

- Niveau 1 : juste valeur basée sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs semblables.
- Niveau 2 : juste valeur basée sur d'autres éléments que des prix cotés et observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 : juste valeur des actifs et passifs non basée sur des données observables.

Dans le Groupe, les justes valeurs des actifs financiers disponibles à la vente sont mesurées sur base du niveau 1 sauf l'obligation Nyrstar qui était de niveau 2 (dont le montant était de EUR 5,0 millions en 2013 mais remboursée en 2014). Les instruments dérivés métal et devises sont mesurés sur base du niveau 2.

32.2 Analyse de sensibilité sur les instruments financiers

Umicores est exposé au prix des marchandises, aux devises étrangères et risque de taux d'intérêt.

32.2.1 Prix des marchandises

La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux ventes aurait été EUR 3,1 millions plus basse/élevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%. La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux achats aurait été EUR 4,7 millions plus basse/élevée si le prix de l'énergie avait augmenté/diminué de 10%.

La juste valeur des autres instruments financiers liés aux ventes aurait été de EUR 15,4 millions plus basse/élevée et la juste valeur des autres instruments financiers liés aux achats aurait été EUR 16,8 millions plus basse/élevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

32.2.2 Devises étrangères

La juste valeur des contrats à terme de devises vendues liée aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été EUR 1,1 millions plus élevée si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été EUR 1,3 millions plus basse si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendues liée aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été EUR 2,5 millions plus élevée si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au ZAR et aurait été EUR 2,1 millions plus basse si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au ZAR.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendues liée aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été EUR 4,4 millions plus basse si l'USD avait augmenté de 10% par rapport au KRW et aurait été EUR 4,5 millions plus élevée si l'USD avait diminué de 10% par rapport au KRW.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendus liés aux autres instruments financiers aurait été EUR 42,3 millions plus élevée si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été EUR 51,9 millions plus basse si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

La juste valeur des contrats à terme de devises achetés liés aux autres instruments financiers aurait été EUR 13,6 millions plus basse si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été EUR 16,6 millions plus élevée si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

La juste valeur de la position nette des actifs et passifs court-terme exposés au dollar américain aurait été EUR 17,5 millions plus basse si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été EUR 21,4 millions plus élevée si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

F33 Juste valeur des instruments financiers

Umicores couvre ses risques structurels et transactionnels sur les matières premières (métaux et énergie), les devises et les taux d'intérêts en utilisant respectivement des instruments dérivés sur les matières premières (cotés principalement au London Metal Exchange), des instruments dérivés sur devises et sur les swaps de taux d'intérêts avec des brokers réputés et des banques.

33.1 Instruments financiers de couverture stratégique

(EUR milliers)

	Montant contractuel ou notionnel		Juste valeur	
	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014
Contrat à terme : marchandises vendues	76.635	31.502	8.051	61
Contrat à terme : marchandises achetées	-42.678	-51.482	-1.695	-3.855
Contrats à terme : devises vendues	121.471	84.138	-377	-1.851
Contrats à terme : devises achetées	3.115	0	0	0
Contrats de swap d'intérêts			-113	-3.489
Impact total juste valeur (sociétés consolidées globalement)			5.866	-9.135
Reconnu en créances commerciales et autres créances			9.248	2.437
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			-3.382	-11.571
Impact total juste valeur pour les sociétés associées et les joint-ventures			-13	-261
Total			5.853	-9.395

Les principes et documentation des risques couverts ainsi que le timing lié aux opérations de couverture stratégique sont détaillés dans l'annexe F3 Gestion des risques financiers.

La juste valeur des instruments de couverture effectifs est tout d'abord reconnue dans les réserves pour juste valeur dans les fonds propres et sont sortis des fonds propres dès que la transaction prévue ou conclue a lieu (voir l'annexe F23).

Les contrats à terme de marchandises vendues sont établis pour couvrir les métaux suivants : or, argent, palladium et platine.

Les contrats à terme de marchandises achetées sont établis pour couvrir principalement les risques liés au prix de l'électricité, du gaz et du mazout.

Les contrats à terme de devises sont établis pour couvrir l'USD vis-à-vis de l'EUR, du KRW, du BRL et du NOK ainsi que l'EUR vis-à-vis du NOK et du ZAR.

La date de maturité moyenne des instruments financiers de couverture stratégique est juillet 2015 pour les contrats à terme de marchandises et août 2015 pour les contrats à terme de devises.

Les termes et conditions des contrats à terme sont les conditions habituelles du marché.

Dans les cas où une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par l'IAS 39 n'est pas disponible, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques structurels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des futurs flux de trésorerie probables et ne sont pas spéculatifs par nature.

Umicore n'a dû faire face à aucune inefficacité sur les couvertures stratégiques dans le compte de résultat tant en 2013 qu'en 2014.

33.2 Autres instruments financiers

	Montant contractuel ou notionnel		Juste valeur	
	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014
Contrats à terme : marchandises vendues	139.201	157.300	-591	2.855
Contrats à terme : marchandises achetées	-120.116	-171.872	-2.002	-3.465
Contrats à terme : devises vendues	305.893	474.004	3.463	-9.359
Contrats à terme : devises achetées	-77.691	-158.305	-1.944	6.119
Impact fair value total (sociétés consolidées globalement)			-1.074	-3.852
Reconnu en créances commerciales et autres créances			6.863	9.799
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			-7.938	-13.651
Total			-1.074	-3.852

Les principes et la documentation liés aux couvertures transactionnelles du Groupe sont inclus dans l'annexe F3 Gestion des risques financiers.

En l'absence d'une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par l'IAS 39, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques transactionnels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des transactions existantes et des engagements qui ne sont pas spéculatifs par nature.

La juste valeur est immédiatement reconnue dans le compte de résultats dans les "Autres produits d'exploitation" pour les instruments de couverture des marchandises et dans les "Coûts financiers nets" pour les instruments de couverture des devises.

(EUR milliers)

A la fin de l'exercice précédent	Maturité contractuelle				Total
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois - 1 an	1 à 5 ans	
INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	578	577	3.538	3.336	8.029
Contrat à terme : marchandises achetées (CFH)					
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	91	1.168	19	0	1.278
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	899	871	344	8	2.122
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	116	216	861	26	1.219
Contrats à terme : devises vendues (autres)	2.033	444	541	445	3.463
Contrats à terme : devises achetées (autres)	0	0	0	0	0
INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié aux intérêts					
Swaps d'intérêts	0	0	0	-113	-113
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	0	2	8	13	23
Contrat à terme : marchandises achetées (CFH)	6	36	-735	-1.002	-1.695
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	-1.036	-636	-198	0	-1.870
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	-720	-3.401	-2	0	-4.124
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	-257	-880	-1.266	805	-1.596
Contrats à terme : devises achetées (CFH)	0	0	0	0	0
Contrats à terme : devises vendues (autres)	0	0	0	0	0
Contrats à terme : devises achetées (autres)	-86	-354	-1.456	-49	-1.944

(EUR milliers)

A la fin de l'exercice	Maturité contractuelle				Total
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois - 1 an	1 à 5 ans	
INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises achetées (CFH)	368	28	1.187	0	1.584
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	1.537	1.480	448	0	3.465
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	81		0	0	80
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	79	158	616	0	853
Contrats à terme : devises vendues (autres)	59				59
Contrats à terme : devises achetées (autres)	1.048	1.965	3.121	62	6.195
INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au taux d'intérêts					
Swap d'intérêts	0	0	0	-3.489	-3.489
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	0	-465	-1.058	0	-1.523
Contrat à terme : marchandises achetées (CFH)	0	0	-2.195	-1.660	-3.855
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	-403	-201	-6	0	-610
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	-1.857	-1.573	-91	-24	-3.546
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	-330	-346	-2.110	82	-2.704
Contrats à terme : devises vendues (autres)	-3.236	-2.734	-3.320	-129	-9.418
Contrats à terme : devises achetées (autres)	-78	2	0	0	-76

F34 Annexes au tableau de financement consolidé

34.1 Définitions

Le tableau de financement identifie les activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour la période.

La méthode indirecte a été utilisée pour les cash-flows d'exploitation.

Le résultat net est corrigé en fonction des éléments suivants :

* l'impact d'opérations sans effet sur la trésorerie telles que les provisions, les amortissements, les mises au marché, etc. et la variation du besoin en fonds de roulement;

* des éléments reclassés en cash-flows d'investissement ou de financement.

	(EUR milliers)	
	2013	2014
AJUSTEMENTS POUR TRANSACTIONS NON-CASH		
Amortissements	158.622	169.335
Ajustments IAS 39	1.022	45
(Reprises de) Pertes de valeur	15.356	9.492
Mises au marché des stocks et engagements	2.663	-4.447
Différence de change sur prêts long terme	742	798
Réductions de valeurs sur stock et créances	885	-4.985
Amortissements des subsides en capital	-385	-705
Paievements en actions	4.337	3.598
Variation des provisions	5.375	-4.107
	188.618	169.024
AJUSTEMENTS POUR ÉLÉMENTS À PRÉSENTER SÉPARÉMENT OU À RECLASSER EN TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT OU EN TRÉSORERIE DE FINANCEMENT		
Impôts sur le résultat de la période	52.386	46.506
Charges (produits) d'intérêts	2.609	3.263
(Plus) moins-values sur cession d'actifs immobilisés	-2.267	92
Dividendes reçus	-918	-131
	51.811	49.729
ANALYSE DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT		
Stocks	128.847	-76.686
Créances commerciales et autres créances	69.310	-112.883
Dettes commerciales et autres dettes	-27.432	189.676
Variation selon le bilan consolidé	170.725	107
Transactions non cash (*)	-3.314	-9.779
Transactions publiées sous une autre rubrique (**)	-24.746	-9.057
Impact des regroupements d'entreprises	6.509	38.050
Ecart de conversion	-52.300	36.722
Variation selon le tableau de financement consolidé	96.873	56.043

(*) Les transactions non cash sont essentiellement liées aux mises au marché des stocks et des engagements, aux couvertures stratégiques et transactionnelles et aux réductions de valeurs sur stocks et créances.

(**) Les transactions publiées sous une autre rubrique sont liées aux variations des soldes de dividendes, intérêts et taxes à recevoir et à payer.

	(EUR milliers)		
	Liquidités et quasi-liquidités nettes	Emprunts (sans découverts bancaires)	Dettes financières nettes
Au terme de l'exercice précédent	98.313	313.303	214.990
Cash flow de la période	-18.427	64.876	83.303
Au terme de l'exercice	79.886	378.179	298.293

34.2 Variation de la trésorerie d'exploitation

La variation de la trésorerie d'exploitation après impôts est positive de EUR 402,5 millions. Le besoin en fonds de roulement a diminué de EUR 56,0 millions, venant d'une optimisation du besoin en fonds de roulement.

34.3 Variation de la trésorerie d'investissement

Les liquidités utilisées à des fins d'investissement ont diminué de EUR 52,3 millions en 2014. Les investissements atteignent EUR 202 millions si les frais de R&D capitalisés sont exclus comme le stipule la nouvelle définition des investissements d'Umicore (voir Glossaire). La grande majorité des investissements sont principalement relatifs à des investissements stratégiques dans des projets de croissance. Chez Recycling, la première phase d'investissement en faveur de l'expansion de capacité à Hoboken s'est achevée avec succès. Chez Catalysis, les investissements étaient liés à l'ajout de capacité de production pour les véhicules légers et les poids lourds. Chez Energy Materials, les investissements de capacité pour les matériaux cathodiques en Corée et en Chine sont terminés.

Les acquisitions incluent EUR 24,3 millions d'immobilisations incorporelles, principalement relatives à la capitalisation de frais liés au développement de programmes informatiques et de frais R&D (voir annexe F14). L'acquisition de participations consolidées (nette des liquidités acquises) est relative à l'acquisition de Umicore Specialty Materials and Recycling (USA) et Todini (Italie) (voir annexe F8 sur les regroupements d'entreprises).

34.4 Variation de la trésorerie de financement

Les liquidités utilisées dans des activités de financement sont principalement la conséquence de l'augmentation de l'endettement (EUR 38,6 millions), du rachat d'actions propres netté avec l'utilisation des actions propres relative à l'exercice d'options (EUR 63,9 millions), de la diminution nette de capital dans les minoritaires (EUR 4,5 millions) et du paiement de dividendes (EUR 115,0 millions) et d'intérêts nets (EUR 3,1 millions).

(EUR milliers)

	2013	2014
Acquisition d'immobilisations corporelles	266.741	190.797
Acquisition d'immobilisations incorporelles	26.970	24.262
Acquisition d'immobilisations	293.711	215.059
Investissements en R&D	14.096	12.687
Investissements	279.615	202.372

F35 Droits et engagements

	(EUR milliers)	
	2013	2014
Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe	48.258	49.937
Garanties constituées par le Groupe pour compte de tiers	4.746	4.899
Garanties reçues	103.955	91.858
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais au risque du Groupe	293.442	348.644
Engagement d'acquisition et de cession d'immobilisations	2.060	4.479
Engagements commerciaux pour marchandises achetées (à recevoir)	214.094	131.398
Engagement commerciaux pour marchandises vendues (à livrer)	365.310	374.149
Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe	1.080.004	1.397.160
Droits et engagements divers	3.542	2.759
Total	2.115.412	2.405.283

35.1 Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe

sont des garanties sécurisées ou non, données par des tiers à des créanciers du Groupe, garantissant la décharge des dettes et engagements du Groupe, actuelles ou potentielles.

35.2 Garanties constituées par le Groupe pour le compte de tiers

sont des garanties ou des engagements irrévocables constitués par le Groupe ou par ses filiales pour compte de tiers afin de garantir la décharge satisfaisante de dettes ou d'engagements existants ou potentiels d'un tiers à un créateur.

Aucun engagement de prêt n'a été fait vis-à-vis de tiers.

35.3 Garanties reçues

sont des gages ou des garanties reçus garantissant la décharge satisfaisante de dettes et d'engagements existants ou potentiels de tiers vis-à-vis du Groupe ou ses filiales, à l'exception des garanties ou des valeurs en cash.

Les garanties reçues sont liées à des garanties de fournisseurs couvertes par des institutions bancaires. Ces garanties sont établies afin de couvrir la bonne exécution du travail effectué par ces fournisseurs. D'autres parties de ces garanties reçues sont aussi liées à des garanties de clients reçues des maisons mères au nom de leurs filiales. Un montant non matériel de ces garanties est lié aux garanties locatives.

Ces garanties sont prises aux conditions normales du marché et la juste valeur est égale à la valeur comptable. Aucune garantie n'a été remise en gage.

35.4 Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques du Groupe

sont les biens et les valeurs inclus dans le bilan du Groupe, qui ne sont pas présents sur les sites du Groupe mais pour lesquels le Groupe ou ses filiales prennent les risques mais aussi le bénéfice. Il s'agit essentiellement de prêts de métaux et de stocks en consignation ou détenus sous forme de travail à façon par des tiers.

35.5 Engagements commerciaux

sont des engagements de livraison ou de réception à des clients ou à des fournisseurs de métaux à prix fixe.

35.6 Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe

sont des biens et des valeurs temporairement détenus par le Groupe et ses filiales, qui ne sont pas la propriété du Groupe. Il s'agit essentiellement d'inventaires de tiers pris en leasing, en consignation ou pour travail à façon par le Groupe.

Les lignes concernant les engagements pour marchandises achetées et vendues ont été mises à jour pour 2013, incluant maintenant l'ensemble des entités.

Le Groupe a des contrats de leasing métal (surtout or et argent) vis-à-vis de banques (in/out) et de tiers pour des périodes déterminées, généralement à court terme, et pour lesquels le Groupe paye ou reçoit des droits. En date du 31 décembre 2014, le Groupe a une position de leasing nette de EUR 400 millions (EUR 248 millions en 2013). Cette augmentation est principalement due à des volumes plus importants.

F36 Passifs latents

Le Groupe compte certains dossiers en cours qui peuvent être qualifiés d'actifs ou passifs latents suivant la définition des IFRSs.

36.1 Passifs latents relatifs à des pensions chez Element Six

Le cas relatif à des passifs latents liés à des pensions chez Element Six Abrasives (Irlande) est entièrement résolu. Le verdict de février 2014 au profit des administrateurs est sans appel, tous les frais de contentieux ont été réglés et la liquidation du régime est à un stade avancé et en voie d'achèvement.

36.2 Autorité de la Concurrence française

Au cours du premier semestre 2014, l'Autorité de la Concurrence française a publié un état des griefs concernant les pratiques commerciales du secteur d'activités Building Products à l'égard de ses distributeurs. Umicore conteste vigoureusement les allégations contenues dans l'état des griefs. En référence à la jurisprudence existante de la Commission Européenne et du Bundeskartellamt, Umicore conteste entre autres, la définition de marché étroit de l'Autorité française et donc l'affirmation qu'Umicore aurait une position dominante sur le marché concerné.

36.3 Autres

Outre ce qui précède, le Groupe est confronté à une série d'actions et procédures connexes à son exploitation normale. De l'avis de la direction, ces actions et procédures ne risquent pas globalement d'entamer la situation financière d'Umicore.

F37 Parties liées

(EUR milliers)

	2013	2014
TRANSACTIONS AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES		
Produits d'exploitation	136.598	148.018
Charges d'exploitation	-77.285	-107.735
Produits financiers	240	275
Charges financières	-47	-1
Dividendes reçus	-14.331	-16.851
	2013	2014
BALANCES AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES		
Créances commerciales et autres court terme	2.558	9.954
Dettes commerciales et autres court terme	32.222	44.878

Au 30 décembre 2014, Umicore a acquis les 52% restants dans Todini.

	(EUR)	
	2013	2014
CONSEIL D'ADMINISTRATION		
Salaires et autres compensations		
Partie fixe	535.952	614.570
Partie variable (jetons de présence)	230.833	213.334
Valeur des actions octroyées	191.000	226.000
Avantage en nature voiture de société du président	106.507	167.546
Contribution à la sécurité sociale Suisse	7.612	3.378
		4.312

Aucun élément variable ou autre avantage (excepté les jetons de présence) ne sont associés aux postes d'administrateur. La société n'a accordé aucun prêt ni garantie aux membres du Conseil d'administration.

	(EUR)	
	2013	2014
COMITÉ DE DIRECTION		
Salaires et autres avantages		
Avantages sociaux à court terme	7.504.592	7.641.180
Autres avantages postérieurs à la pension	3.291.796	4.410.344
Autres avantages à long terme	1.576.470	1.104.328
Rémunération en actions ou liée aux actions	877.512	585.008
	1.758.814	1.541.500

Les chiffres liés aux rémunérations et autres avantages du Conseil d'administration et du Comité de direction repris ci-dessus sont présentés suivant les normes comptables et par conséquent diffèrent de l'information communiquée dans le Rapport de Rémunération inclus dans la section de Déclaration de Gouvernance.

Les cotisations patronales de sécurité sociale, si d'application, sont reprises ci-dessus dans la rubrique avantages à court terme. Cette information ne figure pas dans le Rapport de rémunération.

En ce qui concerne les intéressements liés aux actions, les chiffres relatifs aux actions octroyées figurent dans la rubrique rémunérations en actions ou liées aux actions et représentent la valeur des actions octroyées en 2014 pour les services rendus en 2013. Par contre, dans le Rapport de Rémunération figure la valeur des actions octroyées en 2015 pour les services rendus dans l'année sous revue c'est-à-dire 2014.

Les chiffres comptabilisés pour la partie non différée du bonus variable en espèce liés aux performances individuelles 2014 sont repris dans la rubrique autres avantages sociaux à court terme et représentent la partie provisionnée à la date du bilan. Le Rapport de rémunération présente les montants effectivement payés.

Les provisions enregistrées pour la partie différée du bonus en espèces de 2014 sont repris sous la rubrique autres avantages sociaux à long terme. Les montants à payer en 2016 et 2017 dépendront des mesures de performance à long terme et les montants exacts payés seront inclus dans le Rapport de rémunération pour les années en question.

F38 Événements importants survenus après la clôture

Après la réunion du Conseil d'administration du 5 février 2015, Umicore a annoncé qu'un dividende brut de EUR 1,00 par action serait proposé à l'Assemblée annuelle des actionnaires, ce qui correspond à un paiement total de dividendes de EUR 108.180 milliers dont EUR 0,50 par action ont déjà été payés à titre de dividende intermédiaire en septembre 2014.

En janvier 2015, Umicore a annoncé qu'elle procède à l'analyse de son portefeuille d'activités et évalue les options visant à optimiser la croissance et le potentiel de création de valeur. Dans ce contexte, l'entreprise a initié un processus visant à préparer les business units Zinc Chemicals et Building Products à poursuivre leurs activités en dehors du Groupe Umicore. Ces activités ont augmenté significativement leur rentabilité et disposent d'une position forte afin de poursuivre leur développement dans un environnement centré sur leurs produits, services et applications respectifs. Umicore a également l'intention de loger les activités d'Electro-Optic Materials et Thin Film Products au sein d'entités légales distinctes afin d'offrir des possibilités d'alliances stratégiques visant une croissance rapide. Umicore a l'intention de procéder à cet alignement de portefeuille d'ici fin 2016, en fonction des opportunités sur le marché.

F39 Bénéfice par action

BÉNÉFICE PAR ACTION

	(EUR)	
	2013	2014
Hors activités non continuées		
Bénéfice par action, de base	1,61	1,58
Bénéfice par action, dilué	1,60	1,57
Y compris activités non continuées		
Bénéfice par action, de base	1,61	1,58
Bénéfice par action, dilué	1,60	1,57
Résultat par action récurrent	1,96	1,79

Les chiffres suivants ont servi de numérateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

ÉLÉMENTS DANS LE NUMÉRATEUR

		(EUR milliers)	
	Annexe	2013	2014
Bénéfice net consolidé, part du Groupe	F9	179.029	170.603
Hors activités non continuées		179.029	170.603
Y compris activités non continuées		179.029	170.603
Bénéfice net consolidé récurrent, part du Groupe	F9	218.042	193.105

Les nombres d'actions suivants ont servi de dénominateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

ÉLÉMENTS DANS LE DÉNOMINATEUR

	2013	2014
Nombre d'actions émises au 31 décembre	120.000.000	112.000.000
dont actions propres	10.228.661	3.914.272
dont actions en circulation	109.771.339	108.085.728
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation	111.257.259	108.062.085
Dilution potentielle due aux plans d'options sur actions	475.906	389.762
Nombre pondéré moyen ajusté d'actions ordinaires	111.733.165	108.451.847

Les actions détenues en propre en vue de couvrir les plans d'options sur actions, ou disponibles à la revente, ne sont pas comprises dans le nombre d'actions en circulation. Le dénominateur utilisé pour le calcul du bénéfice par action dilué tient compte de l'ajustement pour plans d'options sur actions.

En 2014, aucune nouvelle action n'a été émise dans le cadre de l'exercice d'options sur actions avec droits de souscription. Pendant l'année, Umicore a utilisé 314.500 actions propres dans le cadre de l'exercice d'options sur actions et 29.234 pour l'octroi d'actions. En 2014, Umicore a racheté 2.029.345 de ses actions propres et détruit 8.000.000 de ses actions propres. Fin décembre 2014, Umicore détenait 3.914.272 de ses actions propres représentant 3,49% du nombre total d'actions émises à cette date.

F40 IFRS developments

Les nouvelles normes et amendements aux normes suivants sont d'application obligatoire pour la première fois à partir de l'exercice comptable débutant au 1^{er} janvier 2014:

- IAS 27 Révisée 'États financiers individuels', date d'entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2014. La norme révisée couvre les définitions et concepts relatifs aux états financiers individuels après transfert des définitions et notions de contrôle vers la nouvelle norme IFRS 10.
- IAS 28 Révisée 'Participations dans des entreprises associées et coentreprises', date d'entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2014. Suite à la publication de la norme IFRS 11, IAS 28 révisée exige que les entreprises associées et les coentreprises soient comptabilisées en utilisant la méthode de la mise en équivalence.
- IFRS 10 'États financiers consolidés', date d'entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2014. La nouvelle norme se base sur les principes existants tout en considérant la notion du contrôle comme élément déterminant pour inclure une entité dans les états financiers consolidés.
- IFRS 11 'Accords conjoints', date d'entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2014. La nouvelle norme souligne l'importance des droits et obligations plutôt que de la forme juridique. L'utilisation de la méthode d'intégration proportionnelle n'est plus autorisée.
- IFRS 12 'Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités', date d'entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2014. Cette nouvelle norme comprend des dispositions concernant les informations à fournir pour toutes les formes de participations dans d'autres entités.
- Amendements aux normes IFRS 10 'États financiers consolidés', IFRS 11 'Accords conjoints' et IFRS 12 'Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités'. Ces amendements apportent des clarifications aux dispositions transitoires de la norme IFRS 10 et fournissent des allègements sur les informations comparatives à présenter en limitant les retraitements à la période précédente. En outre, concernant les informations à fournir pour les entités structurées non consolidées, les amendements suppriment l'obligation de présenter une information comparative pour les périodes précédentes à celle où la norme IFRS 12 est appliquée pour la première fois. La date d'application de ces amendements est fixée aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014, en cohérence avec les dates d'application des normes IFRS 10, 11 et 12.
- Amendements à la norme IAS 32 'Compensation d'actifs et passifs financiers', date d'entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2014. Les amendements expliquent les conditions de compensation d'actifs et passifs financiers dans l'état de situation financière.
- Amendements à la norme IAS 36 'Pertes de valeur sur actifs', date d'entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2014. Les amendements suppriment un effet involontaire sur les dispositions d'IAS 36 concernant les informations à fournir lors de l'émission d'IFRS 13 et proposent des informations à fournir additionnelles sur les évaluations à la juste valeur en cas d'une perte de valeur ou d'une reprise d'une perte de valeur.
- Amendements à la norme IAS 39 'Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation', date d'entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2014. Ces amendements apportent une exemption à l'abandon de la comptabilité de couverture lors de la novation d'un dérivé, désigné comme instrument de couverture, qui répond à certains critères. Une exemption similaire sera reprise dans la norme IFRS 9 'Instruments financiers'.
- Amendements aux normes IFRS 10 'États financiers consolidés', IFRS 12 'Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités' et IAS 27 'États financiers individuels' pour les entités d'investissement. La date d'application de ces amendements est fixée aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014. Les amendements donnent une exemption aux entités qui répondent à la définition d'une entité d'investissement et qui présentent les caractéristiques typiques pour comptabiliser des intérêts détenus dans une filiale à la juste valeur.

Ces nouvelles normes et amendements aux normes n'ont pas eu d'impact matériel sur les comptes consolidés du Groupe.

Pour toutes les nouvelles interprétations et normes pas encore obligatoires au 1^{er} janvier 2014, la direction détermine actuellement si celles-ci auront un impact matériel sur les comptes consolidés du Groupe.

F41 Rémunération du commissaire réviseur

La rémunération globale du commissaire liée à ses tâches d'audit des comptes statutaires et des filiales s'est élevée à EUR 2,3 millions, dont EUR 1,8 millions pour la révision des comptes statutaires (EUR 0,5 millions pour la société mère) et EUR 0,4 millions pour des missions d'audit non statutaires. Ce dernier montant comprend EUR 0,2 million pour des services d'audit et autres services d'attestation et EUR 0,2 million pour d'autres services non relatifs à l'audit.

Comptes annuels abrégés de la société mère

Les comptes annuels d'Umicore sont présentés ci-après dans un schéma abrégé.

Conformément au code des sociétés, les comptes annuels d'Umicore et le rapport de gestion ainsi que le rapport du commissaire seront déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Ces documents sont également disponibles sur demande à :

UMICORE
Rue du Marais 31
B-1000 Brussels (Belgium)

Le commissaire a exprimé une opinion sans réserve sur les comptes annuels d'Umicore.

La réserve légale de EUR 50.000 milliers qui est incluse dans les réserves n'est pas distribuable.

	31/12/2012	31/12/2013	(EUR milliers) 31/12/2014
BILAN ABREGÉ AU 31 DÉCEMBRE			
1. ACTIF			
Actifs immobilisés	3.787.362	3.793.411	3.813.172
I. Frais d'établissement			
II. Immobilisations incorporelles	79.483	84.042	88.202
III. Immobilisations corporelles	317.085	347.946	347.625
IV. Immobilisations financières	3.390.794	3.361.423	3.377.345
Actifs circulants	957.086	923.789	811.395
V. Créances à plus d'un an	783	773	373
VI. Stocks	465.396	394.039	411.793
VII. Créances à un an au plus	259.283	220.493	258.740
VIII. Placements de trésorerie	219.265	299.215	131.290
IX. Valeurs disponibles	1.348	1.131	712
X. Comptes de régularisation	11.011	8.134	8.487
Total de l'actif	4.744.448	4.717.197	4.624.567
2. PASSIF			
Capitaux propres	1.449.756	1.427.123	1.211.651
I. Capital	500.000	500.000	500.000
II. Primes d'émission	6.610	6.610	6.610
III. Plus-value de Réévaluation	91	91	91
IV. Réserves	419.413	497.318	321.585
V. Résultat reporté	368.999	327.866	244.679
Vbis. Resultat de la période	146.723	87.990	131.238
VI. Subsidés en capital	7.920	7.248	7.448
Provisions et impôts différés			
VII.A. Prov. Pour Risques Et Charges	96.967	105.843	115.233
Dettes	3.197.725	3.184.231	3.297.683
VIII. Dettes à plus d'un an	1.664.000	2.082.000	1.582.000
IX. Dettes à un an au plus	1.464.758	1.052.831	1.653.636
X. Comptes de régularisation	68.967	49.400	62.047
Total du passif	4.744.448	4.717.197	4.624.567

	31/12/2012	31/12/2013	(EUR milliers) 31/12/2014
COMPTE DE RÉSULTATS			
I. Ventes et prestations	4.473.315	3.157.820	2.937.535
II. Coût des ventes et des prestations	-4.313.756	-3.047.883	-2.869.762
III. Résultat d'exploitation	159.559	109.937	67.773
IV. Produits financiers	78.640	103.076	112.789
V. Charges financières	-94.046	-94.259	-83.183
VI. Résultat courant avant impôts	144.152	118.754	97.379
VII. Produits exceptionnels	52.678	911	44.176
VIII. Charges exceptionnelles	-50.129	-27.351	-10.973
IX. Résultat de l'exercice avant impôts	146.701	92.314	130.582
X. Impôts sur le résultat	22	4.324	656
XI. Résultat de l'exercice	146.723	87.990	131.238
XII. Prélèvements/transfert aux réserves immun.			
XIII. Résultat de l'exercice à affecter	146.723	87.990	131.238
XIII. Résultat de l'exercice à affecter	146 723	87 990	131 238

	2012	2013	(EUR milliers) 2014
AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS			
A. Résultat à affecter	600.668	603.778	547.094
1. Bénéfice - Perte de l'exercice	146.723	87.990	131.238
2. Bénéfice - Perte reportée	453.945	515.788	415.856
C. Affectations aux capitaux propres	26.882	-77.905	-62.997
2. A la réserve légale	0	0	0
3. A la réserve pour actions détenues en propre	26.882	-77.905	-62.997
4. Au capital	0	0	0
D. Résultat à reporter ⁽¹⁾	515.788	415.856	375.917
2. Bénéfice - Perte (-) à reporter	515.788	415.856	375.917
F. Bénéfice à distribuer ⁽¹⁾	-111.762	-110.017	-108.180
1. Dividendes			
- actions ordinaires	-111.762	-110.017	-108.180

(1) Le montant total de ces deux postes sera adapté pour tenir compte du nombre d'actions propres détenues par Umicore à la date de l'assemblée générale des actionnaires du 28 avril 2015, le dividende de EUR 1,00 brut par action restant inchangé.

	(EUR milliers)	Nombre d'actions	
ETAT DU CAPITAL			
A. Capital social			
1. Capital souscrit			
Au terme de l'exercice précédent	500.000	120.000.000	
Au terme de l'exercice	500.000	112.000.000	
2. Représentation du capital			
2.1. Catégories d'actions			
Actions ordinaires	500.000	112.000.000	
2.2. Actions nominatives ou au porteur			
Nominatives		17.239.569	
Au porteur		94.760.431	
E. Capital autorisé non souscrit	50.000		
G. Structure de l'actionariat ⁽¹⁾			
	% capital	Nombre d'actions	Date de notification
BlackRock Inc.	5,32	5.957.971	14/12/2012
Family Trust Desmarais, Albert Frère, Groupe Bruxelles Lambert (S.A.) & LTI Two S.A.	10,61	11.883.643	30/09/2014
Norges Bank	3,05	3.419.154	22/12/2014
Autres	77,52	86.824.960	31/12/2014
Actions propres détenues par Umicore	3,49	3.914.272	31/12/2014
	100,00	112.000.000	
dont flottant	100,00	112.000.000	

(1) Au 31 décembre 2014, 3.679.463 options sur actions Umicore sont encore à exercer. Ces options incluent 3.679.463 droits d'acquisition sur les actions existantes détenues par Umicore.

Déclaration de responsabilité de la direction

Par la présente, nous attestons qu'à notre connaissance, les états financiers consolidés clos le 31 décembre 2014, établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales applicables en Belgique, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du Groupe et des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion contient un exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation de l'émetteur et des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

12 mars 2015,

Marc Grynberg
Chief Executive Officer

Rapport d'activité environnemental

Table des matières

Chiffres clés environnementaux	126
Annexes aux chiffres clés environnementaux	126
E1 Portée du rapport d'activité environnemental	126
E2 Rejets dans l'eau et dans l'air	127
E3 Gaz à effet de serre	128
E4 Énergie	131
E5 Consommation d'eau	131
E6 Produits et matériaux	132
E7 Déchets	133
E8 Pollution liée aux activités du passé	134
E9 Conformité aux réglementations et système de management	135
E10 Biodiversité	135

Chiffres clés environnementaux

	unité	annexes	2010	2011	2012	2013	2014
Métaux rejetés dans l'eau (charge)	kg	E2	6.495	5.782	5.701	5.560	5.639
Métaux rejetés dans l'eau (unités d'impact)		E2	389.676	306.627	245.935	313.883	543.332
DCO (demande chimique en oxygène)	kg	E2	258.309	252.681	278.131	297.490	130.759
Métaux rejetés dans l'air (charge)	kg	E2	13.582	13.868	16.615	12.522	13.309
Métaux rejetés dans l'air (unités d'impact)		E2	184.066	130.440	135.670	130.169	128.466
Emissions de SO _x	tonnes	E2	468	511	487	686	1.189
Emissions de NO _x	tonnes	E2	426	412	399	386	425
Emissions de CO ₂ e (champ d'application 1+2)	tonnes	E3	543.807	695.733	701.898	690.767	663.959
Consommation d'énergie	térajoules	E4	7.597	7.807	7.315	7.557	7.297
Consommation d'eau	milliers m ³	E5	4.617	4.567	4.310	4.343	4.645
Evaluation de la durabilité des produits	nombre	E6	-	3	7	6	7
Production totale de déchets	tonnes	E7	63.993	71.426	69.702	68.575	78.059
Déchets dangereux	tonnes	E7	38.533	43.588	47.789	45.668	55.218
dont recyclés	%	E7	7,7	9,8	7,5	16,9	7,8
Déchets non dangereux	tonnes	E7	25.460	27.837	21.914	22.906	22.840
dont recyclés	%	E7	59,8	64,9	54,7	60,2	58,1
Mesures dépassant les limites	nombre	E9	878	798	926	775	792
Taux de non-conformité	%	E9	1,4	1,4	1,1	0,8	0,9
Plaintes environnementales	nombre		-	-	24	25	31
Sites certifié ISO 14001	%	E9	86	92	93	97	97
Sites dont les activités ont un impact potentiel sur des zones à biodiversité de haute valeur	nombre	E10	8	11	15	16	16

Annexes aux chiffres clés environnementaux

E1 Portée du rapport d'activité environnemental

Les chiffres environnementaux clés intègrent les données des sites industriels consolidés dont Umicore a la maîtrise opérationnelle. Par rapport à 2013, les données de trois sites ne sont plus rapportées en raison de la cessation des activités industrielles des sites suivants : Kobe, Japon, Cobalt & Specialty/ Rechargeable Battery Materials ; Melbourne, Australie, Zinc Chemicals ; South Plainfield, États-Unis, Precious Metals Chemistry/Management, l'activité de PMC ayant été intégrées au site de Tulsa, États-Unis. Deux sites ont été ajoutés au périmètre du rapport : LaVergne (États-Unis, Cobalt & Specialty Materials) et Bad Säckingen (Allemagne, Automotive Catalysts). Le nombre total de sites rapportés est donc désormais de 65 sites industriels, contre 66 en 2013. Les données relatives à la consommation énergétique comprennent les deux sièges administratifs de Bruxelles (Belgique) et Bagnolet (France).

Dans le cadre de la procédure de reporting en vigueur chez Umicore, la plupart des sites rapportent leurs données environnementales réelles à la fin du troisième trimestre avec une prévision pour le quatrième trimestre. En janvier, le site procède à la vérification des valeurs prévisionnelles en vue d'identifier des divergences significatives et y apporte des corrections, le cas échéant. Les cinq sites les plus importants du point de vue de l'impact environnemental en 2014 – Hanau (Allemagne, Catalysis, Performance Materials & Recycling), Olen (Belgique, Energy Materials & Group R&D), Hoboken (Belgique, Recycling & Group P&T), Changsha (Chine, Performance Materials) et Cheonan (Corée du Sud, Energy Materials) – rapportent leurs résultats sur l'année complète. Une analyse de sensibilité réalisée en 2013 sur les rejets de métaux dans l'air et l'eau et la consommation d'énergie a révélé que la déviation potentielle de la performance environnementale du Groupe serait inférieure à 5% si l'on avait une erreur de 20% dans les données prévisionnelles.

Notez qu'en raison de l'optimisation des méthodes d'analyse et de reporting, certaines des données publiées dans le rapport annuel de 2013 ont été ajustées dans le rapport 2014.

Pour en savoir plus sur l'approche d'Umicore en matière de management environnemental, rendez-vous sur <http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/>

E2 Rejets dans l'eau et dans l'air

L'objectif d'Umicore est de réduire, à l'échelle du Groupe, l'impact des métaux rejetés dans l'air et dans l'eau de 20% par rapport à 2009.

Les rejets de métaux dans l'eau se définissent comme le volume total, exprimé en kg/an, de métaux émis dans les eaux de surface après traitement des effluents.

Si le site a recours à une station d'épuration des eaux externe, l'efficacité du traitement est prise en compte si le site en a connaissance.

Les rejets de métaux dans l'air se définissent comme le volume total, exprimé en kg/an, de métaux émis dans l'air en fraction solide à tous les points d'émission. Pour le mercure et l'arsenic, des fractions complémentaires en vapeurs/fumées sont aussi prises en compte.

Pour chacun des métaux rejetés dans l'eau et dans l'air, un facteur d'impact est appliqué pour représenter les niveaux de toxicité et d'écotoxicité des différents métaux rejetés dans l'environnement. Plus le facteur d'impact est haut, plus la toxicité est élevée pour l'organisme aquatique récepteur (rejets dans l'eau) ou la santé humaine (rejets dans l'air).

Les facteurs d'impact pour les rejets dans l'eau sont basés sur des données scientifiques créées dans le cadre de REACH (concentrations prévisibles sans effet pour les organismes vivants ou PNEC). Un facteur d'impact de 1 a été attribué au PNEC de l'antimoine de 113 µg/l. Les facteurs d'impact des rejets dans l'air sont basés sur les valeurs limites d'exposition (VLE) (références : American Conference of Industrial and Governmental Hygienists, 2011). Un facteur d'incidence de 1 a été attribué au VLE du zinc (ou son oxyde) de 2 mg/m³. Un facteur d'impact pour tous les métaux pertinents a ensuite été calculé en fonction de ces références.

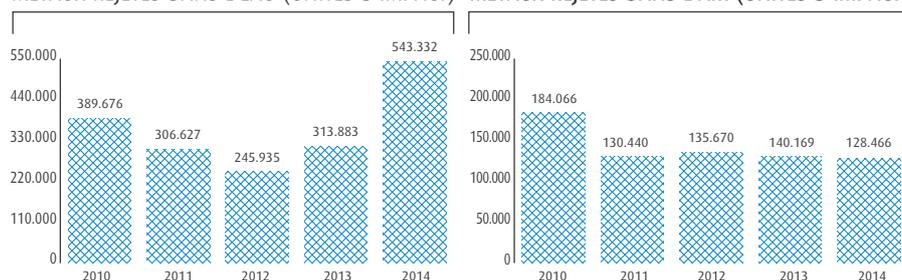
L'impact des métaux dans l'air et l'eau est exprimé en "unités d'impact/an". Les données relatives aux rejets de métaux ne sont pas normalisées par rapport au niveau d'activité.

Les émissions de SO_x et de NO_x sont exprimées en tonnes/an.

Données du Groupe

	unité	2010	2011	2012	2013	2014
Métaux rejetés dans l'eau (charge)	kg	6.495	5.781	5.701	5.560	5.639
Métaux rejetés dans l'air (charge)	kg	13.582	13.868	16.615	12.522	13.309

MÉTAUX REJETÉS DANS L'EAU (UNITÉS D'IMPACT) MÉTAUX REJETÉS DANS L'AIR (UNITÉS D'IMPACT)



Rejets de métaux dans l'eau

Les rejets totaux de métaux dans l'eau à l'échelle du Groupe ont légèrement augmenté, passant de 5.560 kg en 2013 à 5.639 kg en 2014, soit une hausse de 1%. Au niveau de l'impact total des métaux, les résultats du Groupe pour 2014 sont fortement influencés par un incident de déversement localisé et à très court terme survenu sur un site (Hoboken, Belgique, Precious Metals Refining) pendant cinq jours, avec des éléments à facteur d'impact élevé.

Des pluies excessives sur une très courte période sur le site de Hoboken ont provoqué un dépassement de la capacité de la station d'épuration des eaux du site et un déversement imprévisible d'effluents dont le traitement n'était pas terminé. Aucun incident de ce genre n'avait jamais été observé sur aucun site depuis la mise en place de la base de référence de l'objectif Vision 2015 pour les rejets de métaux dans l'eau en 2009. Une enquête minutieuse a été menée sur les causes de l'incident et des mesures correctives ont été prises sur le site afin qu'un tel événement ne puisse se reproduire. La surveillance des performances de la station d'épuration des effluents et de son bilan hydrique se poursuivra en 2015 afin de garantir l'efficacité des améliorations déployées.

L'impact total des métaux du groupe est passé de 313.883 unités d'impact en 2013 à 543.332 unités en 2014, cette hausse étant presque complètement due à l'incident. Cela correspond à une hausse de l'impact de 73% par rapport à 2013. Par rapport à l'année de référence 2009, la hausse de l'impact des métaux se chiffre à 23%. Abstraction faite de la charge de métaux rejetés dans l'environnement à la suite de l'incident ponctuel, les rejets de métaux du Groupe ont enregistré une baisse de 16%, passant de 5.560 kg en 2013 à 4.656 kg en 2014. Cela correspond à une baisse de l'impact des rejets de métaux dans l'eau de 2%, passant de 313.883 unités d'impact en 2013 à 306.139 unités en 2014. Par rapport à 2009, année de référence, cela représente une réduction de quelque 31%, soit bien au-delà de l'objectif de réduction de 20%. Compte tenu de la nature ponctuelle de l'événement à l'origine du pic significatif de rejets de métaux en 2014, nous sommes persuadés que les mesures correctives mises en place permettront d'éviter de tels incidents à l'avenir, mais aussi que la précédente réduction des rejets de métaux dans l'eau pourra être réalisée en 2015, conformément à l'objectif Vision 2015 pour cet indicateur clé de performance.

Les données plus détaillées par business group sont présentées dans le chapitre de revue par business group.

Rejets de métaux dans l'air

La charge totale des rejets de métaux dans l'air à l'échelle du Groupe a augmenté, passant de 12.522 kg en 2013 à 13.309 kg en 2014, soit une hausse de 6%. Cependant, l'impact correspondant a légèrement baissé, passant de 130.169 unités d'impact en 2013 à 128.466 unités en 2014, soit une baisse de 1%. Par rapport à 2009, année de référence, l'impact des rejets de métaux dans l'air a baissé de 40%, soit bien au-delà de l'objectif de réduction de 20%.

Grâce à l'amélioration des méthodes d'estimation, les rejets dans l'air pour le site de Sancoale (Zinc Chemicals, Inde) ont été révisés pour la période 2010-2013, résultant en une réduction des rejets en 2013 et 2014. Sur le site de Cheonan (Rechargeable Battery Materials, Corée du Sud), l'introduction d'un programme de mesures approfondies des rejets dans l'air en 2014 pourrait avoir eu un impact sur la réduction significative des chiffres rapportés pour le rejet de cobalt dans l'air par rapport aux chiffres rapportés en 2013 et précédemment.

Les données plus détaillées par business group sont présentées dans le chapitre de revue par business group.

Données 2014 par business group – autres émissions

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Umicore Group
DCO (demande chimique en oxygène)	kg	8.183	75.295	8.267	39.013	130.759
Emissions de SO _x	tonnes	1	7	105	1.076	1.189
Emissions de NO _x	tonnes	80	92	78	176	425

Les émissions totales de la "demande d'oxygène chimique" (chemical oxygen demand - COD) ont atteint 130.758 kg, soit une baisse par rapport aux 297.490 kg de 2013, en raison d'une amélioration des techniques analytiques sur un gros site. Les émissions totales de SO_x ont atteint 1.189 tonnes, contre 686 tonnes en 2013. Les émissions de NO_x ont atteint 425 tonnes en 2014, contre 386 tonnes en 2013.

E3 Gaz à effet de serre

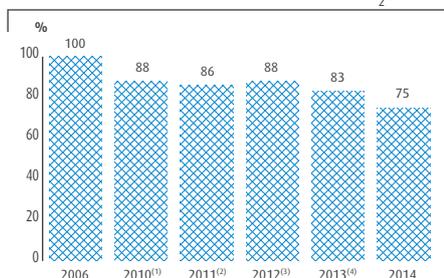
Nous avons choisi de mener des actions pointues en vue de réduire notre empreinte carbone et d'accroître notre performance énergétique. Afin de cadrer cette approche, nous avons instauré, en 2011, une politique en matière d'efficacité énergétique et d'empreinte carbone.

Son axe principal repose sur la volonté de notre Groupe de réduire de 20% ses émissions d'équivalents CO₂ d'ici à 2015, par rapport à l'année de référence 2006 et en utilisant le même niveau d'activité qu'en 2006 (voir ci-dessous pour de plus amples explications).

Umicore rapporte également ses émissions de CO₂e en valeur absolue (c.-à-d. telle que dans la portée décrite au point E1).

Données du Groupe - dans le cadre de l'objectif de réduction des émissions de CO₂

	unité	ligne de base 2006 en rapport à 2014	2010	2011	2012	2013	2014
Emissions de CO ₂ e (champ d'application 1+2, objectif)	tonnes	816.918	597.226 ⁽¹⁾	635.136 ⁽²⁾	655.246 ⁽³⁾	643.800 ⁽⁴⁾	616.685

PERFORMANCE DE RÉDUCTION CO₂E

Définition des émissions de CO₂e dans le cadre de l'objectif de réduction des émissions de CO₂ :

Les émissions d'équivalents CO₂ (CO₂e) se définissent comme les émissions de CO₂e du champ d'application 1, comprenant les principales émissions attribuables aux procédés (mais limitées au CO₂, au CH₄ et au N₂O) et les émissions de CO₂ du champ d'application 2. Un petit nombre d'ajustements, dont le reporting est facultatif en vertu du Protocole des gaz à effet de serre (GES), a été pris en compte (par exemple exclusion des ventes de vapeur à des tiers). Cette mesure est abrégée en CO₂e (champ d'application 1+2, objectif).

Pour évaluer la réduction des émissions dans le cadre de notre objectif Vision 2015, une base de référence 2006 a été calculée pour chaque site en multipliant le niveau d'activité réel de l'année rapportée (p. ex. 2014) par l'intensité des émissions de CO₂e en 2006 (cf. exemple). La base de référence 2006 pour le groupe est ensuite calculée en faisant la somme des bases de référence de chaque site. Exemples de paramètres d'activité sur des sites : tonnes produites par an, heures machine par an, tonnes d'intrants dans le procédé de recyclage par an.

(1) La référence 2006 par rapport à 2010 était de 677.542, soit une réduction de 12% en 2010 comparativement à 2006.

(2) La référence 2006 par rapport à 2011 était de 740.886, soit une réduction de 14% en 2011 comparativement à 2006.

(3) La référence 2006 par rapport à 2012 était de 745.002, soit une réduction de 12% en 2012 comparativement à 2006.

(4) La référence 2006 par rapport à 2013 était de 778.718, soit une réduction de 17% en 2013 comparativement à 2006.

Exemple :

En 2006, le site A a produit 1.000 tonnes du métal X et a émis 100 tonnes de CO₂e = intensité de 0,1 tonne de CO₂e /tonne de métal X.

En 2014, le site A a produit 1.100 tonnes du métal X et a émis 100 tonnes de CO₂e = intensité de 0,09 tonne de CO₂e /tonne de métal X.

La base de référence 2006 rapportée en 2013 : niveau d'activité de 2014 (1.100 tonnes) x intensité 2006 de 0,1 tonne de CO₂e/tonne = 110 tonnes de CO₂e.

Dès lors, les 100 tonnes d'émissions mesurées en 2014 représentent une réduction de 9% comparativement au tonnage qui aurait été émis dans les conditions d'exploitation de 2006.

La référence 2006 est recalculée annuellement. Elle se définit comme les émissions de CO₂e escomptées en tenant compte des volumes d'activité de l'année rapportée (p. ex. 2014), mais avec l'intensité de CO₂e de l'année de référence 2006. Les résultats de chaque année sont exprimés en pourcentage par rapport à la base de référence 2006 calculée pour le groupe et applicable à chaque exercice.

Le calcul de cet objectif couvre les activités et les sites entièrement consolidés qui font partie du Groupe au 31 décembre de l'exercice en question (de 2011 à 2015) et qui en faisaient aussi partie au 31 décembre 2010. Les résultats sont rapportés à l'échelle du groupe.

Objectif de réduction de CO₂e

En 2014, les émissions de CO₂e selon la portée de l'objectif ont atteint 616.685 tonnes. En 2006, les émissions de CO₂e selon la portée de l'objectif ont atteint 673.801 tonnes. En vue d'évaluer l'avancement de notre objectif, ce niveau d'émissions de CO₂e normalisé pour les activités de 2014 était de 816.918 tonnes. À la fin 2014, nous avons atteint une réduction de 25% par rapport à l'année de référence 2006, c'est-à-dire qu'à niveaux de production équivalents, nous avons émis 25% d'équivalents carbone en moins. À la fin 2013, cette réduction était de l'ordre de 17%. La progression de 2014 par rapport à 2013 combine trois grandes contributions. L'usine de Hoboken continue de réduire ses émissions de CO₂e grâce à une combinaison de matières premières requérant moins d'énergie et émettant des niveaux de CO₂e moindres (en particulier des matières premières primaires) et aux effets prolongés des mesures de performance énergétique dans les activités. Nous avons aussi réduit les émissions de nos activités Automotive Catalyst en adoptant des procédés de production plus efficaces pour les anciennes activités de Delphi et en tirant parti d'un mix produits plus éco-énergétique. Le niveau d'émissions du champ

d'application 2 a également chuté grâce au recours à un mix énergétique moins chargé en carbone, en moyenne, dans les pays où Umicore est active, et en particulier en Europe.

En données non corrigées des ajustements d'activités et par rapport à l'objectif fixé, nous avons enregistré une baisse de 8% des émissions en valeur absolue depuis 2006.

En 2012, nous avons mené à bien notre programme d'évaluation sur les 25 sites contribuant le plus à nos émissions de CO₂ et représentant plus de 90% des émissions de CO₂. Son objectif était d'identifier de nouvelles pistes d'amélioration de la performance énergétique et de réduction des émissions de CO₂. Nous avons ainsi retenu plus de 100 projets présentant un potentiel de réduction de l'intensité énergétique et des coûts. D'autres évaluations ont été réalisées et des projets ont été lancés sur des sites présentant une plus faible empreinte écologique. Plusieurs de ces projets commencent à contribuer modérément à l'objectif global de réduction des émissions de CO₂ du Groupe, tout en dégagant des gains d'efficacité et des économies au niveau du site et de la business unit. Si les niveaux d'activité restent stables en 2015 par rapport à 2014, la réduction atteinte en 2014 devrait se poursuivre 2015.

Émissions de CO₂e en valeur absolue

Données du Groupe

	unité	2010	2011	2012	2013	2014
Emissions absolues de CO ₂ e (champ d'application 1+2)	tonnes	543.262	695.733	701.898	690.767	663.959

Données 2014 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Umicore Group
Emissions absolues de CO ₂ e (champ d'application 1+2)	tonnes	87.118	177.863	135.860	262.752	663.959

Définition des émissions de CO₂e en valeur absolue (champ d'application 1+2) conformément au champ d'application 1+2 du protocole des GES :

Les volumes d'émissions de CO₂e en valeur absolue sont communiqués au niveau du Groupe et de ses business groups respectifs. Les émissions de CO₂e sont calculées suivant la définition et la méthodologie de reporting du Protocole des GES (WBCSD et WRI, édition révisée 2004) pour les champs d'application 1 et 2. Pour Umicore, le champ d'application 2 comprend non seulement les achats d'électricité, mais aussi les achats de vapeur et d'air comprimé à des tiers (p. ex. au sein de parcs industriels). Le CO₂e comprend les gaz à effet de serre CO₂, N₂O et CH₄ pour le champ d'application 1 et les émissions attribuables aux procédés industriels. D'autres GES ne sont pas pertinents dans les activités d'Umicore. Le champ d'application 2 des émissions ne tient compte que du CO₂.

Le groupe de travail "Chemical Sector Working Group on GHG Measurement and Reporting" du WBCSD (World Business Council for Sustainable Development), auquel Umicore contribue activement, a établi des principes directeurs supplémentaires en vue de remédier aux anomalies observées dans le reporting des GES. En tant que membre actif de ce groupe de travail, Umicore a appliqué ces directives dans son rapport 2012. La publication des directives du secteur est disponible sur le site internet du WBCSD (http://www.wbcsd.org/Pages/EDocument/EDocumentDetails.aspx?ID=15375&NoSe_archContextKey=true).

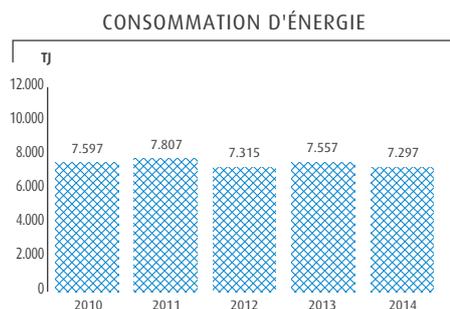
Afin de situer le contexte : en 2011, Umicore a adopté une mise en œuvre stricte de la version révisée en 2004 du protocole sur les GES. Les émissions attribuables aux procédés industriels ont été rapportées depuis 2011 et le facteur d'émission de CO₂ moyen pour l'électricité est utilisé comme facteur d'émission standard dans les cas où, jusqu'en 2010, l'électricité verte avait été comptabilisée avec un facteur d'émission de CO₂ de 0 tonne/MWh.

D'autres corrections mineures ont été apportées depuis 2011 afin d'établir un rapport clair et stable sur les émissions de CO₂e. Nous avons investi des moyens pour formuler des lignes directrices limpides à l'intention des sites, dans l'optique d'une interprétation et d'une mise en œuvre communes des règles d'établissement de rapport. Ces changements ont été imposés de manière à garantir la précision et la reproductibilité des rapports relatifs aux émissions de CO₂e et pour servir de base à l'objectif de réduction quantitatif du CO₂e. Cette décision induit néanmoins une discontinuité des chiffres relatifs au CO₂ en valeur absolue (champ d'application 1+2) communiqués en 2011 par rapport à ceux des années précédentes.

Une nouvelle adaptation des principes directeurs relatifs aux émissions de gaz à effet de serre en vue de prendre en compte la directive du secteur chimique du WBCSD a eu des répercussions sur le rapport des émissions d'équivalents CO₂ en valeur absolue en 2012.

E4 Energie

Données du Groupe



Le groupe de travail "Chemical Sector Working Group on GHG Measurement and Reporting" du WBCSD (World Business Council for Sustainable Development), auquel Umicore contribue activement, a établi des principes directeurs en vue de remédier aux anomalies observées dans le reporting des GES. En tant que membre actif de ce groupe de travail, Umicore a appliqué ces directives dans son rapport 2012. La publication des directives du secteur est disponible sur le site internet du WBCSD.

Le respect de cette directive induit, entre 2011 et 2012, une discontinuité des chiffres relatifs à la consommation énergétique, qui rend cette comparaison moins significative. L'impact équivaut à environ 300 térajoules, principalement au sein du business group Energy Materials.

En outre, des projets visant à améliorer la performance énergétique ont été mis en place sur les principaux sites, dans le cadre de l'objectif de développement durable défini pour la période 2006-2010. Les évaluations intervenues en 2011 et 2012 ont identifié de nouveaux projets de performance énergétique en plus de ces projets de développement durable. On pourrait mettre immédiatement en œuvre des projets mineurs, dont les besoins d'investissement, tout comme les effets, sont limités. Quelques projets importants ont déjà été déployés, d'autres sont toujours à l'étude.

Données 2014 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Umicore Group
Consommation d'énergie	térajoules	816.475	2.172.991	1.826.607	2.472.912	7.297.045

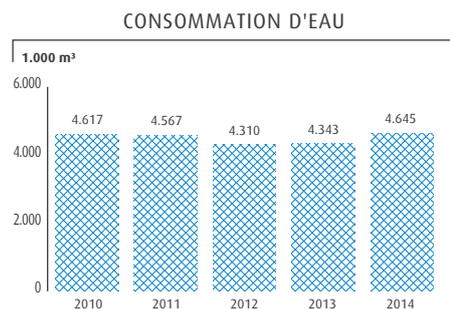
Les projets les plus importants en faveur de l'efficacité énergétique ont été réalisés sur les sites de Hoboken et Olen dans le cadre de la convention de référencement énergétique flamande que ces sites ont rejointe à la fin 2003. Les types de matières premières traités par Recycling ont également eu leur rôle à jouer. Ce business group reçoit désormais des volumes plus élevés de matériaux (en particulier des matières premières primaires) dont le traitement est moins énergivore.

La consommation d'énergie indirecte de sources d'énergie primaire (achats d'électricité, de vapeur et d'air comprimé) s'est chiffrée à 2.669 térajoules, pour les sites de production et les bureaux. La consommation d'énergie directe de sources d'énergie primaire (essence, fioul, gaz naturel, GPL, charbon et coke) s'est élevée à 4.628 térajoules.

Par rapport à 2013, la consommation d'énergie a augmenté de 3% chez Catalysis, baissé de 3% chez Energy Materials et Performance Materials, et baissé de 6% chez Recycling. Cette hausse modérée chez Catalysis traduit l'augmentation globale des niveaux d'activité des business units. La baisse de consommation chez Recycling est directement liée à la hausse des matières premières primaires à Hoboken. Chez Energy Materials et Performance Materials, la baisse s'explique par une série de changements dans les activités et par le lancement de projets d'économie d'énergie.

E5 Consommation d'eau

Données du Groupe



La consommation d'eau se définit comme le volume total d'eau exprimé en milliers de m³/an provenant du réseau de distribution, des nappes souterraines, des eaux de surface et des eaux pluviales. Ces résultats ne tiennent pas compte du pompage d'eaux souterraines à des fins d'assainissement ni de l'eau de refroidissement restituée à son milieu aquatique d'origine.

La consommation d'eau totale du Groupe a légèrement augmenté, passant de 4.343 milliers de m³ en 2013 à 4.645 milliers de m³ en 2014. Cela s'explique essentiellement par la hausse de capacité sur le site de Hoboken (Belgique, Recycling). Pour les différents business groups, on a enregistré une hausse de la consommation d'eau comprise entre 1% et 14%.

Données 2014 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Umicore Group
Consommation d'eau	milliers m ³	338	1.775	736	1.796	4.645

E6 Produits et matériaux



Données du Groupe

	unité	2010	2011	2012	2013	2014
Evaluation de la durabilité des produits	nombre	-	3	7	6	7

Au cours des cinq dernières années, Group R&D et Corporate EHS ont mis au point une méthodologie propre à Umicore permettant d'évaluer la durabilité de nos produits et services. Baptisée APS pour Assessment of Product (and services) Sustainability, elle est basée sur une liste de questions/ réponses prédéfinies, assorties de facteurs d'évaluation et de pondération, et s'articule autour de huit thématiques. En 2011, pour juger de la faisabilité de l'APS, une équipe composée d'experts de R&D, EHS et des business units a procédé à trois évaluations pilotes.

Notre objectif était de tester six produits ou services, chaque année, de 2012 à 2015. Chaque business unit soumettra deux produits à l'étude.

En 2014, sept autres cas ont fait l'objet d'une évaluation au sein des business units Electro-Optic Materials, Platinum Engineered Materials, Battery Recycling, Precious Metals Chemistry, Precious Metals Refining et Rechargeable Battery Materials. Parmi les 23 dossiers évalués sur la période 2011-2014 figurent des produits et services déployés sur des marchés de niche, des produits et services 'phares' ainsi qu'un produit en cours de développement. À la fin de 2014, le nombre des produits et services passés en revue à l'aide de l'outil représentait 18% des revenus d'Umicore.

Un échantillon représentatif des produits et services a été analysé au moyen de l'outil APS. En 2015, Umicore va réfléchir à la façon de déployer la méthodologie de manière optimale à l'avenir, ainsi qu'à la manière dont les connaissances acquises en matière de durabilité de nos produits peuvent améliorer la valeur apportée à nos clients et à nos autres parties prenantes. Umicore surveille attentivement tous les changements d'interprétation ainsi que les guides techniques, susceptibles d'avoir une incidence sur sa stratégie de déploiement REACH. La société est activement impliquée dans des groupes de travail au sein de fédérations sectorielles afin de garantir la cohérence de l'approche et la compréhension de la spécificité des métaux par les instances réglementaires et les entreprises.

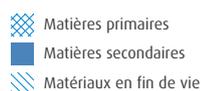
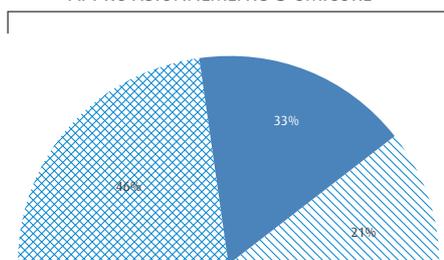
En 2014, Umicore a remis 20 dossiers mis à jour pour des matériaux intermédiaires complexes, préparés par plusieurs consortiums du secteur métallurgique, selon une méthodologie mise au point conjointement avec Eurométaux et en concertation avec l'ECHA (Agence européenne des produits chimiques). En outre, plus de 30 dossiers ont été mis à jour avec des informations complémentaires ou de nouvelles données disponibles. La plupart de ces mises à jour ont été proposées par les consortiums du secteur métallurgique ; l'une d'elles a vu le jour à la demande de l'ECHA après une évaluation de proposition de test.

Étant donné que le paysage réglementaire pourrait évoluer à l'avenir, seules quelques-unes de nos substances figurent actuellement sur la liste des candidats à une homologation REACH potentielle. Au total, les produits vendus qui contiennent ces substances représentent moins de 0,5% des revenus d'Umicore. L'ajout d'une substance à la "liste des substances candidates" REACH est la première étape d'un processus d'évaluation scientifique rigoureuse et détaillée des risques afin de déterminer si on continue à utiliser la substance ou si on la remplace, s'il existe des alternatives économiquement et techniquement faisables.

En préparation du déploiement d'une nouvelle demande pour nos fiches sécurité, nous avons rationalisé notre base de données, ce qui a donné 3.656 produits et quelque 290.000 fiches de sécurité fin 2014, couvrant 119 pays et 40 langues.

Efficacité des ressources

APPROVISIONNEMENTS D'UMICORE



Matières premières primaires : matériaux qui ont une relation directe avec leur première durée de vie, ce qui exclut les flux de sous-produits.

Matières premières secondaires : sous-produits issus des flux de matières premières primaires.

Matériaux en fin de vie : matériaux qui ont achevé leur premier cycle de vie et feront l'objet d'un recyclage pour entamer un deuxième ou un troisième cycle de vie.

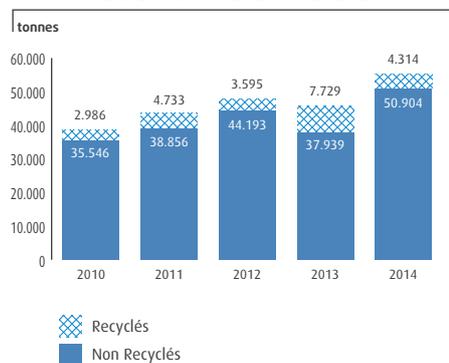
Par défaut, les approvisionnements dont l'origine est inconnue sont considérés comme des matières primaires. Les données collectées s'expriment en termes de tonnage total d'approvisionnement.

En 2014, 46% des approvisionnements d'Umicore étaient d'origine primaire et 54% d'origine secondaire ou issus du recyclage. Ces niveaux sont comparables à 2013.

E7 Déchets

Données du Groupe

DÉCHETS DANGEREUX GÉNÉRÉS



Les déchets se définissent comme le volume total de déchets, exprimé en tonnes/an.

Le taux de recyclage des déchets s'entend comme le rapport entre la part de déchets récupérés par des tiers (y compris les déchets récupérés sous forme d'énergie par incinération) et le volume total des déchets.

La distinction entre déchets dangereux et non dangereux s'effectue en fonction des réglementations de la région où l'entité déclarante est installée.

En 2014, 78.059 tonnes de déchets ont été générées, contre 68.575 tonnes en 2013, soit une hausse de 14%. Cela s'explique essentiellement par la hausse de capacité sur le site de Hoboken (Belgique, Recycling). Pour les business groups Energy Materials et Catalysis, la génération de déchets a augmenté respectivement de 13% et 38% en 2014. Performance Materials a généré 29% de déchets en moins qu'en 2013.

Le volume total de déchets dangereux a augmenté, passant de 45.668 tonnes en 2013 à 55.218 tonnes en 2014, soit une hausse de 21%. Cette hausse s'explique par l'expansion du site de Hoboken. Le taux de recyclage des déchets dangereux a diminué, passant de 17% en 2013 à 8% en 2014. Cette baisse des taux de recyclage est en grande partie due à une grande quantité de déchets dangereux non récurrents récupérés à Eijsden (Pays-Bas) en 2013.

Les volumes totaux de déchets non dangereux se sont orientés à la baisse, passant de 22.906 tonnes en 2013 à 22.840 tonnes en 2014. Au total, 58% des déchets non dangereux ont été recyclés en 2014, par rapport à 60% en 2013.

Données 2014 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Umicore Group
Production totale de déchets	tonnes	4.103	27.897	10.152	35.907	78.059
Déchets dangereux	tonnes	1.556	17.779	5.468	30.415	55.218
dont recyclés	%	10,51	1,00	54,02	3,35	7,81
Déchets non dangereux	tonnes	2.547	10.117	4.684	5.492	22.840
dont recyclés	%	26,91	37,38	77,45	94,05	58,06

E8 Pollution liée aux activités du passé

Participer activement à la gestion et à l'assainissement des risques résultant des activités passées fait partie intégrante de l'Umicore Way. Le programme proactif d'Umicore servant à évaluer la pollution des sols et de la nappe phréatique, et à y remédier si nécessaire, a bien progressé ces dix dernières années. Le chapitre suivant illustre les principaux programmes en cours, ainsi que les progrès engrangés en 2014.

Belgique

Contexte : Le 23 avril 2004, Umicore a signé, avec la société publique des déchets de la Région flamande (OVAM) et le ministre de l'Environnement de la Région flamande, une convention par laquelle Umicore s'engageait, dans les 15 prochaines années, à dépolluer quatre sites – dont Balen et Overpelt, qui font actuellement partie de Nyrstar depuis leur vente par Umicore en 2007, pour un montant prévu de 62 millions d'euros.

Activités 2014 : À Hoboken, un accord a été conclu avec les autorités compétentes en vue de l'extension des installations de stockage sur site, afin que les travaux d'assainissement sur site (excavation) puissent redémarrer. Un plan définitif d'assainissement des eaux souterraines a été élaboré et soumis à l'aval des autorités.

À Olen, l'assainissement des eaux souterraines du site démarré en 2007 s'est poursuivi en 2014. En concertation avec les autorités de tutelle (FANC/AFCN et NIRAS/ONDRAF), Umicore a élaboré un document stratégique qui balise l'élaboration, l'autorisation et la mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets au radium stockés sur le site. Entre-temps, des installations de stockage temporaire ont été bâties afin de stocker en toute sécurité les matériaux contaminés excavés durant les travaux d'infrastructure.

Umicore a poursuivi d'autres mesures dans le cadre de la Convention, dont l'excavation des cendres de zinc de toutes les allées privées sur l'ensemble du périmètre de 9 km concerné par ladite Convention. Les travaux devraient s'achever en 2015. Les matériaux excavés sont entreposés en toute sécurité sur le site de Nyrstar à Balen. En 2014, Umicore et les autorités compétentes ont signé une convention en vue de prolonger de cinq ans la période nécessaire pour réduire les risques dans le périmètre de 9 km. Cette convention contient également une importante clause prévoyant qu'Umicore et les autorités s'attelleront à l'assainissement du site de Bocholt, une ancienne usine d'arsenic fermée au début des années 1970.

France

À Viviez, Umicore a poursuivi son programme de réhabilitation de grande envergure démarré en 2011. Le projet consiste à évacuer, rendre inertes et restocker en toute sécurité plus d'un million de mètres cubes de sols contaminés et de déchets. À la fin 2014, 950.000 m³ de terres contaminées et de déchets avaient été évacués et traités. Le chantier devrait s'achever en 2016.

USA

Umicore a poursuivi le traitement des eaux sortant d'un ancien site minier dans le Colorado. Elle examine des technologies alternatives susceptibles d'abaisser la teneur en métaux des effluents et de réduire ainsi le volume de déchets solides (boues) produit.

Après la fermeture du site de Maxton (Caroline du Nord), une pollution des sols et de la nappe phréatique a été détectée. Umicore a pris part à un programme volontaire de dépollution avec les autorités.

À Wickliffe (Ohio), un site récemment acquis, Umicore a entamé volontairement un programme d'assainissement avec l'appui de JobsOhio.

Brésil

Lors d'une évaluation des risques environnementaux menée à la suite de l'acquisition du site de Guarulhos (Brésil), une pollution des eaux souterraines a été détectée. Cette pollution historique date d'avant 2003, année où Umicore a repris ces activités. Après une enquête initiale, Umicore a pris des mesures afin de stopper la propagation de la contamination aux zones environnantes. Pour ce faire, une barrière hydraulique a été installée aux limites du terrain et mise en service en 2011 pour retenir les eaux souterraines contaminées. En 2012, il a été décidé de s'atteler aux zones les plus contaminées de la nappe phréatique du site afin d'en accélérer l'assainissement. Dans cette optique, des essais pilotes ont été menés avant d'entamer des opérations à grande échelle. Par ailleurs, Umicore a évalué l'impact de la contamination historique sur les zones situées en dehors du site d'exploitation et a, en 2013, convenu avec les autorités locales de mettre en place un programme de dépollution.

E9 Conformité aux réglementations et système de management

Données du Groupe



Le taux de non-conformité est exprimé par le rapport entre le nombre total de non-conformités et le nombre total de mesures de conformités. Une non-conformité correspond à un résultat de surveillance qui enfreint une valeur limitée définie dans un permis, une réglementation ou tout autre cadre réglementaire pertinent.

Le nombre total de mesures est le nombre total de mesures de l'impact environnemental exigées par le permis d'exploitation, le permis d'environnement ou un cadre comparable dans la région où l'entité rapportante déploie ses activités. Le nombre total correspond au nombre de mesures, multiplié par le nombre de paramètres par mesure.

Données 2014 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Umicore Group
Mesures dépassant les limites	nombre	35	13	706	38	792
Taux de non-conformité	%	0,19	0,10	1,60	0,36	0,93

En 2014, quelque 86.000 mesures environnementales ont été effectuées sur l'ensemble des sites industriels d'Umicore, contre environ 100.000 l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par la modernisation d'un système de filtrage de l'air et une baisse de fréquence des mesures stipulée par le régulateur sur le site de Rheinfelden (Allemagne, Catalysis). Ces mesures visent à vérifier la conformité environnementale aux réglementations, permis et/ou normes locales en vigueur. La proportion de mesures non-conformes aux réglementations ou seuils permis est très faible, mais elle a légèrement augmenté pour atteindre 0,93% à l'échelle du Groupe, contre 0,78% en 2013. Aucune tendance nette ne s'est dégagée pour les différents business groups.

Trois sites industriels sur 63 sont dispensés du déploiement d'un système de gestion environnementale certifié. Cette dispense est accordée à la suite d'une procédure stricte, qui confirme que les sites en question sont dépourvus d'impact environnemental notable, et ne tireraient donc pas profit d'un tel système. Sur les 60 sites industriels restants, 58 ont mis en place un système de management environnemental certifié ISO 14001. Un des deux sites restants est une acquisition incluse dans le rapport Umicore 2014. Le site prévoit le déploiement d'un système de gestion environnementale pour 2018. L'autre site envisage le déploiement d'un tel système en 2015. Tous les grands sites exerçant une incidence notable sur l'environnement sont déjà certifiés ISO 14001 depuis de nombreuses années.

Au total, il y a eu 31 dépôts de plaintes pour atteinte à l'environnement en 2014. Elles concernaient essentiellement des nuisances sonores et olfactives. Vingt-huit dossiers de plaintes ont d'ores et déjà été clôturés.

E10 Biodiversité

Données du Groupe

	unité	2010	2011	2012	2013	2014
Sites dont les activités ont un impact potentiel sur des zones à biodiversité de haute valeur	nombre	9	11	15	16	16

L'indice de biodiversité correspond au nombre de sites qui déploient leurs activités au sein ou à proximité de zones revêtant un haut intérêt pour la biodiversité, définies par les autorités régionales, nationales ou par des conventions internationales.

L'entreprise est convaincue que ses activités actuelles ont peu d'incidences néfastes sur la biodiversité au niveau des sites où elle est présente. Pour faire face à la pollution issue de ses activités du passé, elle met en œuvre des projets d'assainissement des sols et des nappes phréatiques (voir annexe E8).

Seize sites ont déclaré exercer leurs activités à proximité d'une zone classée, sensible pour la biodiversité.

La stratégie d'Umicore comprend la réalisation d'une étude d'incidence détaillée sur l'environnement dans le cadre de ses principaux investissements, acquisitions et transferts fonciers.

Rapport d'activité social

Table des matières

Chiffres clés sociaux	138
Annexes aux chiffres clés sociaux	138
S1 Portée du rapport d'activité social	138
S2 Effectifs	139
S3 Développement du personnel	142
S4 Employeur attractif	143
S5 Engagement vis-à-vis de la collectivité locale	144
S6 Relations avec les travailleurs	145
S7 Code de conduite	146
S8 Approvisionnement durable	146
S9 Santé au travail	149
S10 Sécurité au travail	151

Chiffres clés sociaux

	unité	notes	2010	2011	2012	2013	2014
Effectif total (dont sociétés associées)	nombre	S2	14.386	14.572	14.438	14.057	14.074
Contrats temporaires	% de l'effectif	S2	4,01	4,77	4,21	3,42	3,62
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	S3	43,30	51,94	50,72	45,18	45,59
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif	S3	-	87,16	91,80	95,65	95,82
Taux de départs volontaires	% de l'effectif	S4	3,78	3,84	3,20	3,33	3,42
Employés travaillant dans un site reconnu en tant qu'employeur attrayant	% de l'effectif	S4	-	52,64	68,31	72,63	69,66
Dons	milliers €	S5	1.009,38	1.751,02	1.759,18	1.612,80	1.409,35
Sites dotés d'un plan de communication externe	% sites	S5	-	59,70	62,69	63,24	50,00
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif	S6	68,92	69,81	70,80	71,33	71,44
Taux d'exposition 'tous biomarqueurs agrégés' ⁽¹⁾	%	S9	-	5,2	4,3	2,6	1,9
Nombre de maladies professionnelles	nombre	S9	-	22	20	14	21
Travailleurs avec sensibilisation aux sels de platine	nombre	S9	-	4	6	4	4
Accidents mortels	nombre	S10	0	0	0	0	2
Accidents avec arrêt de travail	nombre	S10	56	60	49	35	37
Accidents avec arrêt de travail sous-traitants	nombre	S10	20	17	33	22	11
Taux de fréquence	accident/million d'heures de travail	S10	3,54	3,61	2,86	2,08	2,16
Taux de sévérité	jour perdus/milliers d'heures de travail	S10	0,13	0,11	0,11	0,10	0,94

(1) Rapport entre le nombre de résultats de contrôle biologique dépassant la valeur limite, fixée par Umicore pour chaque substance dangereuse, et le total de contrôles biologiques effectués.

Annexes aux chiffres clés sociaux

S1 Portée du rapport d'activité social

Au total, 116 sites consolidés sont inclus dans le rapport social. Les nouveaux sites suivants ont été ajoutés : Catalysis a inauguré un nouveau site de production à Shirwal (Inde) et fermé ses bureaux temporaires à Pune, a inauguré un nouveau centre d'essai à Tokoname (Japon) et a débuté la construction d'une nouvelle usine à Nowa Ruda (Pologne). Energy Materials a établi plusieurs nouveaux sites à travers des acquisitions à La Vergne et Wickliffe (États-Unis), à Monza (Italie) et à Qingyan (Chine). Performance Materials a ouvert un nouveau site à Jiangmen (Chine).

44 sites de petite envergure (moins de 20 travailleurs) ont été dispensés de rendre compte de la répartition des heures de formation par sexe et catégorie professionnelle, de l'état d'avancement du plan d'amélioration visant à faire d'Umicore un employeur attrayant ou de l'engagement envers la collectivité locale.

Pour les indicateurs sociaux, les sites rapportent les données sur l'année entière. Les données relatives à l'état d'avancement des objectifs sociaux couvrent le troisième trimestre. Les mesures prévues au quatrième trimestre figurent aussi dans ce rapport.

Les indicateurs présentés se basent sur les données de sociétés entièrement consolidées, sauf mention contraire. Une remarque est donnée sous le tableau ou le graphique correspondant afin de mettre en évidence les indicateurs figurant pour la première fois au rapport. Ceux-ci ont majoritairement trait au champ d'application de la stratégie Vision 2015. Pour faciliter la lecture, les catégories d'indicateurs relevant spécifiquement de la Vision 2015 sont assorties d'une mention "Vision 2015". Pour en savoir plus sur l'état d'avancement de ces objectifs, consultez le rapport de gestion aux pages 8 et 27 et la revue par business group aux pages 28 et 43 du présent rapport. Pour obtenir de plus amples informations sur l'approche de management social d'Umicore, rendez-vous sur <http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/social/Approach/>

S2 Effectifs

Données du Groupe

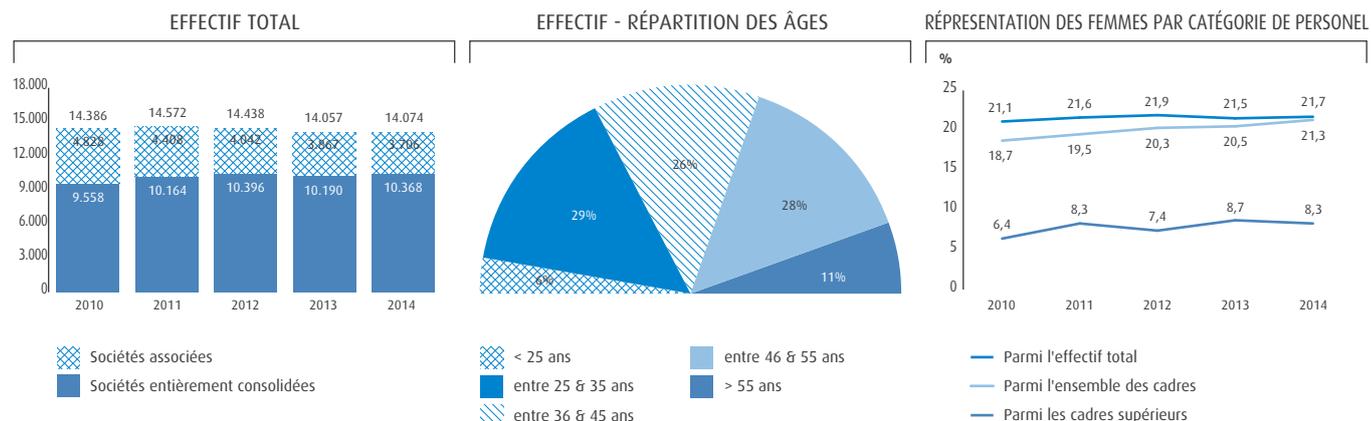
	unité	2010	2011	2012	2013	2014
Effectif total (dont sociétés associées)	nombre	14.386	14.572	14.438	14.057	14.074
Effectif des entreprises consolidées	nombre	9.558	10.164	10.396	10.190	10.368
Effectif des sociétés associées	nombre	4.828	4.408	4.042	3.867	3.706
Employés masculins	nombre	7.546	7.972	8.121	7.996	8.120
Employés féminins	nombre	2.012	2.192	2.275	2.194	2.248
Employés à temps plein	nombre	-	9.494	9.699	9.491	9.631
Employés à temps partiel	nombre	-	670	697	699	737
Employés de < 25 ans	nombre	-	718	675	603	584
Employés entre 25 et 35 ans	nombre	-	2.796	2.968	2.909	3.000
Employés entre 36 et 45 ans	nombre	-	2.749	2.753	2.646	2.721
Employés entre 46 et 55 ans	nombre	-	2.951	2.982	2.937	2.916
Employés de > 55 ans	nombre	-	950	1.018	1.095	1.147
Contrats temporaires	% de l'effectif (sociétés consolidées)	4,01	4,77	4,21	3,42	3,62

Effectif total: nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel d'Umicoire à la fin de la période dans les sociétés entièrement consolidées et les entreprises associées.

Ces statistiques tiennent compte des travailleurs à temps partiel et sous CDD, mais pas des contrats passifs, des travailleurs en incapacité de travail de longue durée et des sous-traitants.

CDD: travailleurs employés sous contrat à durée déterminée, inclus dans les effectifs des entreprises entièrement consolidées.

Temps partiel: réduction volontaire du temps de travail de la part de travailleurs dont le nombre de postes, de jours ou d'heures de travail est réduit.



Données 2014 par région

	unité	Europe	Amé- rique du Nord	Amérique du Sud	Asie- Pacifique	Afrique	Umicores Group
Effectif total	nombre	7.694	936	1.128	3.034	1.282	14.074
Effectif des entreprises consolidées	nombre	6.627	912	691	1.810	328	10.368
Effectif des sociétés associées	nombre	1.067	24	437	1.224	954	3.706
Employés masculins	nombre	5.312	700	514	1.391	203	8.120
Employés féminins	nombre	1.315	212	177	419	125	2.248
Employés à temps plein	nombre	5.920	897	691	1.795	328	9.631
Employés à temps partiel	nombre	707	15	0	15	0	737
Contrats temporaires	% de l'effectif (sociétés consolidées)	4,98	0,44	1,30	1,49	0,00	3,62

Données 2014 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate	Umicores Group
Effectif total	nombre	2.457	2.857	5.294	2.330	1.136	14.074
Effectif des entreprises consolidées	nombre	2.290	1.927	2.731	2.330	1.090	10.368
Effectif des sociétés associées	nombre	167	930	2.563	0	46	3.706
Employés masculins	nombre	1.796	1.584	2.151	1.941	648	8.120
Employés féminins	nombre	494	343	580	389	442	2.248
Employés à temps plein	nombre	2.183	1.791	2.570	2.138	949	9.631
Employés à temps partiel	nombre	107	136	161	192	141	737
Contrats temporaires	% de l'effectif (sociétés consolidées)	5,11	2,39	3,84	3,78	1,74	3,62

Effectif total

L'effectif total a augmenté de 17 salariés pour atteindre 14.074. Dans les sociétés entièrement consolidées, l'effectif a augmenté de 178 personnes pour atteindre 10.368. La hausse de l'effectif s'est concentrée dans les business groups Catalysis et Energy Materials. Parmi les sociétés associées, on a enregistré une réduction de 161 travailleurs à la suite des ajustements de production, mais aussi parce qu'une des sociétés associées est devenue une société entièrement consolidée.

Répartition par genre

La proportion de femmes dans les effectifs des sociétés entièrement consolidées était de 21,7%, soit un pourcentage qui reste compris dans une fourchette étroite entre 21% et 22% depuis ces cinq dernières années. Les femmes sont plus représentées dans les fonctions commerciales et administratives que dans les postes industriels. On relève des variations régionales significatives : la Belgique et le Nord de l'Europe affichent un pourcentage de femmes salariées inférieur au reste du monde.

Contrats temporaires

Les contrats temporaires en pourcentage des effectifs des sociétés entièrement consolidées ont légèrement augmenté pour atteindre 3,62% en 2014.

Répartition par genre des managers

Si le pourcentage total des femmes salariées est resté relativement stable (cf. ci-dessus), la proportion de femmes managers est en augmentation constante, passant de 18,7% en 2010 à 21,3% en 2014. Le pourcentage de femmes au sein du senior management a également augmenté, passant de 6,4% en 2010 à 8,3% en 2014.

Vue d'ensemble des sites et des effectifs

	Sites de production	Autres sites	Effectifs
Europe			
Autriche	1		133
Belgique	8 (1)	3 (1)	3.085 (73)
République tchèque		1	2
Danemark		1	12
France	5	3	774
Allemagne	8 (2)	3 (1)	2.545 (416)
Hongrie		1	4
Irlande	1 (1)		244 (244)
Italie	1	3	84
Liechtenstein	1		75
Luxembourg		2	9
Pays-Bas	2		117
Norvège	1		56
Pologne	1	2	21
Portugal		1	11
Russie		1	6
Slovaquie	1		38
Espagne		2	14
Suède	2 (1)	1	227 (185)
Suisse	1	2	33
Turquie		1	3
Royaume-Uni	2 (1)	3	197 (145)
Asie-Pacifique			
Australie		3	15
Chine	13 (4)	6 (1)	1.960 (1046)
Inde	2	1	109
Japon	5	3 (1)	171 (11)
Malaisie	1		71
Philippines	1		79
Corée du Sud	3 (1)	1	486 (167)
Taiwan	1	1	23
Thaïlande	2		120
Émirats arabes unis	1 (1)		4(4)
Amérique du Nord			
Canada	3		231
Mexique		1	4
Etats-Unis	11	3 (2)	701 (24)
Amérique du Sud			
Argentine	1		52
Brésil	3	1 (1)	640 (1)
Pérou	1 (1)		436 (436)
Afrique			
Afrique du Sud	3 (1)	1	1.282 (954)
Total	86 (14)	51 (7)	14.074 (3706)

Les chiffres entre parenthèses font référence aux "sociétés associées et coentreprises". Quand un site dispose à la fois de sites de production et de bureaux (p. ex. Hanau, Allemagne), il est uniquement repris dans les sites de production.

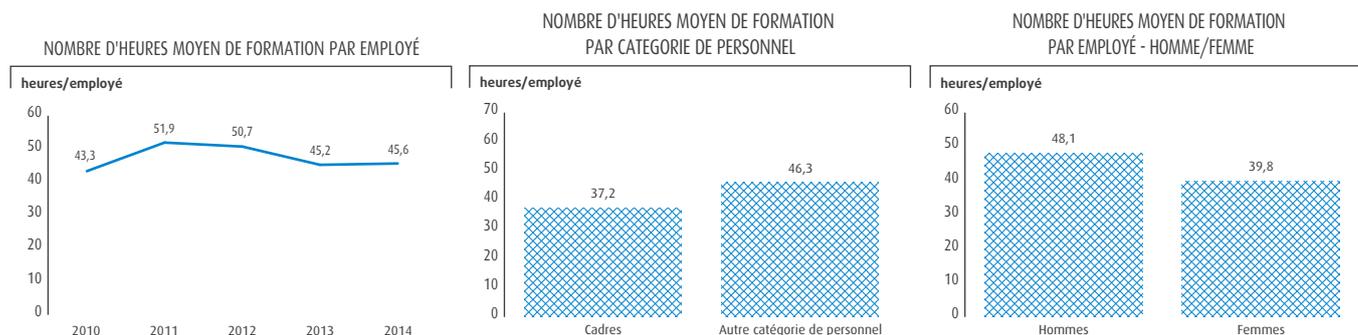
S3 Développement du personnel



Données du Groupe

	unité	2010	2011	2012	2013	2014
Sites dotés d'un plan local de formation et d'épanouissement professionnel des employés	% de sites	-	67,16	76,12	76,47	79,73
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif (sociétés consolidées)	-	87,16	91,80	95,65	95,82
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	43,30	51,94	50,72	45,18	45,59
Nombre moyen d'heures de formation par employé - Hommes	heures/employé	-	53,20	51,75	45,82	48,09
Nombre moyen d'heures de formation par employé - Femmes	heures/employé	-	47,37	46,04	42,26	39,76
Nombre moyen d'heures de formation par employé - Cadre	heures/employé	-	61,84	64,15	41,41	37,18
Nombre moyen d'heures de formation par employé - Autre catégorie du personnel	heures/employé	-	48,55	45,57	44,82	46,29

Heures de formation: nombre moyen d'heures de formation par salarié, incluant tous les types de formation (formelle, sur le site, e-learning, etc.) auxquels l'entreprise apporte un appui et qui sont pertinents pour la business unit ou l'entreprise. Le nombre total d'heures de formation est divisé par le total des effectifs des sociétés entièrement consolidées.



Données 2014 par région

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Nombre d'heures moyen de formation par employé	heures/employé	41,72	38,29	59,04	60,07	36,99	45,59
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif (sociétés consolidées)	98,49	93,74	80,37	90,82	100,00	95,82

Données 2014 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate	Umicore Group
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	49,78	56,44	38,27	46,08	35,58	45,59
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif (sociétés consolidées)	95,14	92,04	95,25	98,81	98,81	95,82

Heures de formation

En 2014, le nombre d'heures de formation moyen par travailleur a atteint 45,59. Ce chiffre est conforme aux moyennes de 2013 et 2010. La moyenne a augmenté en 2011 et en 2012, influencée par la hausse des recrutements et le démarrage de plusieurs nouvelles activités.

Les données indiquent que les managers suivent un nombre d'heures de formation inférieur (37,2 heures) aux autres catégories de personnel (46,3 heures). En 2013, un système de gestion des formations a été lancé pour tous les managers dans le monde et les autres travailleurs en Belgique et en Allemagne. En 2014, le déploiement a été achevé pour tous les travailleurs d'Amérique du Nord et du Sud, tandis que la poursuite du déploiement a été préparée pour toucher progressivement tous les travailleurs.

Évaluation annuelle

En 2014, près de 96% des travailleurs des sociétés entièrement consolidées ont fait au moins une fois sur l'année l'objet d'un entretien d'évaluation pour évoquer leur évolution de carrière. Bien que ce pourcentage soit élevé, des efforts sont encore fournis pour atteindre 100% d'ici à 2015.

S4 Employeur attrayant

Données du Groupe

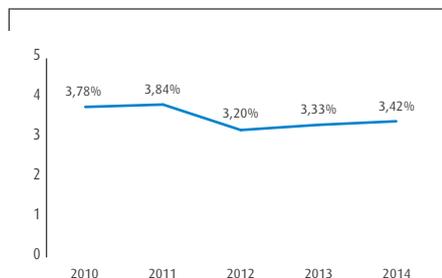


	unité	2010	2011	2012	2013	2014
Sites dotés d'un plan local en vue de devenir un employeur attrayant	% de sites	-	70,15	76,12	82,35	81,08
Taux de départs volontaires	% de l'effectif (sociétés consolidées)	3,78	3,84	3,20	3,33	3,42
Départs volontaires - hommes	nombre	-	287	251	253	273
Départs volontaires - femmes	nombre	-	96	81	89	80
Départs volontaires - ancienneté < 3 ans	nombre	-	222	214	217	209
Départs volontaires - ancienneté > 3 ans	nombre	-	161	118	125	144
Employés travaillant dans un site reconnu en tant qu'employeur attrayant	% de l'effectif (sociétés consolidées)	-	52,64	68,31	72,63	69,66
Reconnaisances externes relatives aux employeurs attrayants	nombre	-	18	31	33	34

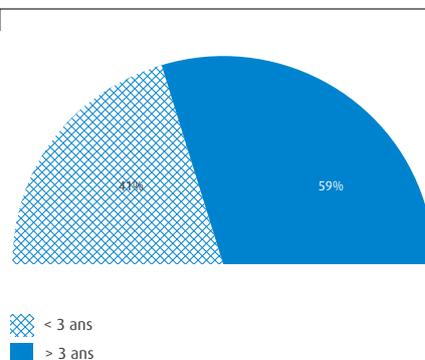
Départs volontaires : nombre de travailleurs qui quittent l'entreprise de leur plein gré (hors retraite et échéance d'un contrat à durée déterminée). Ce chiffre concerne les effectifs des sociétés entièrement consolidées.

Reconnaissance externe du statut d'employeur attrayant : prix ou consécration externe qui souligne la réputation d'employeur attrayant dont jouit un site ou Umicore.

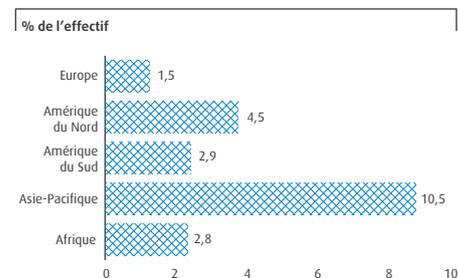
DÉPARTS VOLONTAIRES



DÉPARTS VOLONTAIRES - ANCIENNETÉ



TAUX DE DÉPARTS VOLONTAIRES PAR CONTINENT



Données 2014 par région

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Taux de départs volontaires	% de l'effectif (sociétés consolidées)	1,48	4,46	2,87	10,50	2,75	3,42

Données 2014 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate	Umicore Group
Taux de départs volontaires	% de l'effectif (sociétés consolidées)	4,19	6,28	2,40	1,96	2,55	3,42

Départs volontaires

Ces cinq dernières années, le pourcentage de départs volontaires a oscillé entre 3,2 et 3,8. Les 3,4% de 2014 restent dans cette fourchette. Comme les années précédentes, des différences régionales significatives sont observables, la zone Asie-Pacifique affichant le taux de rotation le plus élevé (10,5%) et l'Europe (1,5%) le plus faible. Le taux de rotation asiatique ne fait pas d'Umicore une exception. Il s'explique notamment par la compétitivité et la souplesse du marché de l'emploi dans les économies émergentes.

Départs volontaires - en fonction du sexe et de l'ancienneté

23% des départs volontaires sont des femmes, soit un pourcentage très proche de leur représentativité (21%) dans les effectifs des sociétés entièrement consolidées. En 2014, 59% des départs volontaires sont intervenus durant les trois premières années d'activité au sein de l'entreprise.

Reconnaissance externe

Umicore encourage ses sites à faire valoir leur statut d'employeur attrayant. Dans les pays où les effectifs d'Umicore sont importants, des programmes de ce type sont déjà en place. Ils offrent une visibilité et une reconnaissance élevées, surtout en Europe. Tous les sites belges, français et brésiliens ainsi que les principaux sites allemands font partie des Top Employers nationaux. Beaucoup de sites d'Umicore sont de petites ou moyennes entreprises. Leurs efforts de reconnaissance sont axés sur leur localité ou leur région, où des instances officielles de reconnaissance sont rarement disponibles. Dans certains cas, la reconnaissance peut émaner d'associations locales, telles qu'une fédération sectorielle ou la presse locale. Au total, 70% des salariés travaillent sur un site qui a été officiellement reconnu par une tierce partie en 2014.

Résultats de l'enquête d'opinion

Une enquête d'opinion internationale est régulièrement réalisée. En 2014, les travailleurs ont à nouveau eu l'opportunité de donner leur avis. Pour en savoir plus, consultez l'étude de cas en page 17. Tous les sites mettent actuellement en œuvre des plans d'action suite au feedback reçu grâce à l'enquête. L'objectif est d'améliorer encore le dialogue avec les travailleurs ainsi que leur bien-être.

S5 Engagement vis-à-vis de la collectivité locale



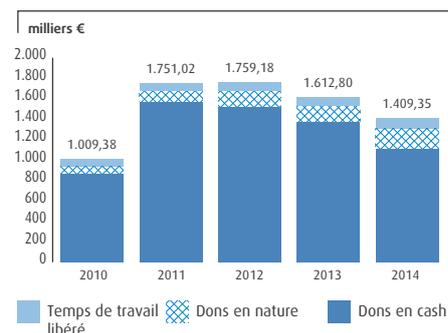
Données du Groupe

	unité	2010	2011	2012	2013	2014
Sites dotés d'un plan définissant l'engagement vis-à-vis de la collectivité locale	% de sites	-	57,58	60,82	65,69	74,31
Total des dons	milliers €	1.009,38	1.751,02	1.759,18	1.612,80	1.409,35
Dons en cash	milliers €	865,34	1.568,80	1.514,60	1.373,82	1.103,47
Dons en nature	milliers €	73,59	104,97	159,98	152,27	200,88
Temps de travail libéré	milliers €	70,46	77,24	84,60	86,71	104,99
Sites dotés d'un plan de communication externe	% de sites	-	59,70	62,69	63,24	50,00

Chaque business unit est invitée à allouer un budget annuel aux dons et aux parrainages consentis dans le cadre du programme de relations avec la collectivité de chaque site. Ce budget est censé correspondre à un montant égal à un tiers d'un pour cent de l'EBIT récurrent consolidé moyen annuel de la business unit (hors sociétés associées) des trois dernières années.

Depuis 2009, les dons sont subdivisés en dons en espèces, dons en nature et bénévolat. Les dons à l'échelle du Groupe sont coordonnés par un comité, qui rend compte à l'Administrateur Délégué.

DONS



Données 2014 par région

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Total des dons	milliers €	1.100,37	152,89	82,72	43,57	29,80	1.409,35

Données 2014 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate	Umicore Group
Total des dons	milliers €	259,26	130,25	167,80	315,10	536,93	1.409,35

Dons

En 2014, Umicore a effectué des dons pour un montant total de 1.409 milliers d'euros. Au niveau des business units, le montant total de 872 milliers d'euros est conforme à la recommandation de donner l'équivalent d'environ un tiers d'un pour cent de leur EBIT récurrent consolidé moyen annuel respectif des trois dernières années. Les dons complémentaires à l'échelle du Groupe ont atteint 537 milliers d'euros.

La plupart des dons effectués par les business units servent à financer des manifestations caritatives à proximité des sites, en appui aux collectivités locales. Cependant, les sièges de certaines business units soutiennent aussi des projets philanthropiques sur d'autres continents. À l'échelle du Groupe, les dons ont une portée mondiale. En 2014, les dons du Groupe sont allés notamment à deux grands projets pédagogiques de l'UNICEF à Madagascar et en Inde, à trois projets coordonnés par Entrepreneurs for Entrepreneurs (Philippines, Cambodge, Togo et Haïti), ainsi qu'à des projets en faveur de la mobilité durable menés par des étudiants.

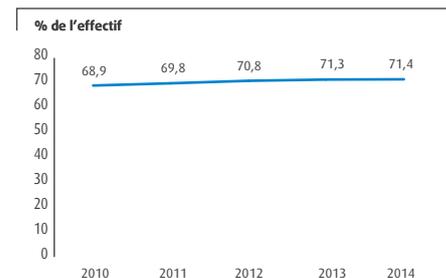
Communication externe

50% des sites disposent d'un plan de communication externe en vue d'instaurer un dialogue de qualité avec les populations locales. En fonction de l'ampleur du site et de ses liens avec les collectivités locales, ces plans de communication consistent en des lettres d'information, audiences publiques, réunions avec les pouvoirs locaux, visites de site accessibles aux riverains et communiqués de presse publiés dans les médias locaux.

S6 Relations avec les travailleurs**Données du Groupe**

	unité	2010	2011	2012	2013	2014
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail (sociétés consolidées)	% de l'effectif	68,92	69,81	70,80	71,33	71,44

EMPLOYÉS REPRESENTÉS PAR UN SYNDICAT OU COUVERTS PAR UNE CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL



Données 2014 par région

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif (sociétés consolidées)	87,34	8,11	93,63	39,61	55,18	71,44

Données 2014 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate	Umicore Group
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif (sociétés consolidées)	61,88	55,58	75,65	89,57	70,28	71,44

Convention collective de travail et syndicats

Au total, 71,4% des travailleurs d'Umicore sont syndiqués et/ou leurs salaires sont négociés dans le cadre d'une convention collective de travail. À l'échelon régional, on note d'importantes disparités en termes de représentation syndicale, la représentation la plus élevée revenant à l'Amérique du Sud et à l'Europe, la plus faible à l'Amérique du Nord et à la région Asie-Pacifique.

Convention de développement durable

En 2007, Umicore a signé une Convention de développement durable avec le syndical international IndustriALL, qui a été renouvelée en 2011 pour une période de quatre ans. Dans ce cadre, Umicore s'engage à respecter une série de principes : interdiction du travail des enfants et du travail forcé, liberté d'association des travailleurs et droit de négocier des conventions collectives de travail.

Tous les sites font l'objet d'un contrôle annuel. Selon ce dernier, aucun des sites d'Umicore ne présente un risque particulier de non-respect des principes de ladite convention.

S7 Code de conduite

En 2011, Umicore a établi pour la première fois un rapport interne systématique, à l'échelle du Groupe, concernant les principes du Code de conduite. Au total, 15 cas ont été signalés en 2014, impliquant 16 travailleurs. Le type de mesure prise varie de la lettre d'avertissement au licenciement.

S8 Approvisionnement durable**Données 2014 par business group**

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Approvisionnement indirect
						Corporate ⁽²⁾
Fournisseurs ⁽¹⁾ ayant approuvé la Charte d'approvisionnement durable	% fournisseurs	76	72	77	69	86

(1) Fournisseurs ayant reçu la Charte d'approvisionnement durable d'Umicore (uniquement les fournisseurs privilégiés de chaque business unit)

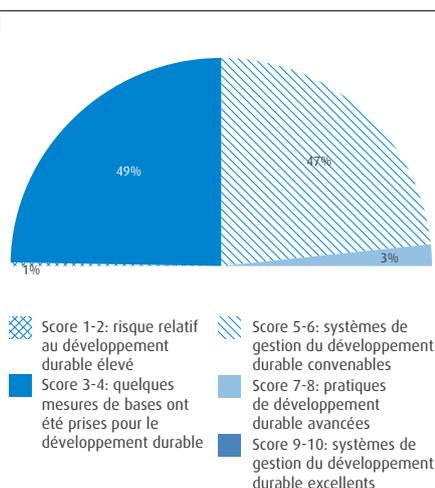
(2) Corporate comprend le département Procurement & Transportation et UMS Taiwan

Charte d'approvisionnement durable

Durant l'année 2014, nos centrales d'achat régionales ont poursuivi la sélection de fournisseurs privilégiés suivant des critères tels que la taille, la situation géographique et le type de produit ou service fourni (dont ceux indispensables à la bonne marche des business units d'Umicore).

Parmi les entreprises sélectionnées figurent beaucoup de fournisseurs de biens et de services ainsi que quelques fournisseurs de matières premières (p.ex. métaux). Au total, 1.226 fournisseurs ont été sélectionnés. À la fin 2014, 83% de ces 1.226 fournisseurs avaient officiellement marqué leur accord sur les termes de la charte. Les business units ont sélectionné 429 autres fournisseurs, dont 73% avaient officiellement confirmé leur adoption de la charte à la fin 2014.

SCORE DES FOURNISSEURS À L'ÉVALUATION ECOVADIS



Évaluation des fournisseurs

En 2014, Umicore a chargé EcoVadis d'évaluer la performance de 100 des 1.226 fournisseurs mentionnés ci-dessus en matière de développement durable. Leur sélection s'est effectuée sur la base d'une évaluation des risques, réalisée par EcoVadis, en termes de dépendance vitale, de durée de la relation et de dépenses y associées. Cette procédure a donné lieu à une fiche d'évaluation indiquant, d'une part un score global, d'autre part un score pour chaque catégorie de développement durable (environnement, travail, pratiques commerciales équitables et chaîne d'approvisionnement). Les points attribués vont de 1 à 100, 1 correspondant à un risque élevé en termes de développement durable.

Score moyen des fournisseurs évalués par thème - données du Groupe 2014

	Group
Environnement	46
Relations sociales et droits de l'homme	45
Intégrité	40
Chaîne d'approvisionnement	37
Total	44

Parmi les 100 fournisseurs retenus, 10 n'ont pas répondu au questionnaire. Sur les 90 fiches reçues, 44 entreprises affichaient un score entre 25 et 44, ce qui traduit la mise en œuvre de mesures standard en matière de développement durable. Seule une entreprise a enregistré un score de 20, soit un risque élevé de problèmes en matière de développement durable. 42 entreprises ont eu un score globalement compris entre 45 et 64. Cela signifie qu'elles disposent d'un "système de management durable approprié"; trois entreprises ont atteint un score plus élevé, révélateur de "pratiques avancées en matière de développement durable". Concernant le score moyen par catégorie, les fournisseurs ont inscrit le score moyen maximum sur le plan environnemental, mais le plus faible en matière de sensibilisation de leur chaîne d'approvisionnement au développement durable.

Évalué par EcoVadis en 2013, le groupe Umicore a obtenu un score de 67, qui le classe dans la catégorie avancée des acteurs dotés "d'une approche RSE structurée et proactive, d'engagements/politiques et de mesures tangibles pour faire face à des problèmes majeurs, et disposant d'informations détaillées sur la mise en œuvre et d'un reporting RSE solide relatif aux mesures et indicateurs de performance".

En 2014, le département Purchasing & Transportation a encore affiné cette méthodologie de contrôle des fournisseurs sur le plan du développement durable et d'autres critères. Elle tend à privilégier le contrôle structuré de tous les fournisseurs avant leur validation en tant que partenaires commerciaux d'Umicore.

Umicore a mené une enquête auprès de toutes les business units dans le cadre de l'évaluation annuelle des risques d'exploitation (voir page 171) en vue de déterminer le degré d'adoption de la Charte d'approvisionnement durable pour les achats directs, notamment de métaux. Cette enquête a révélé un pourcentage d'adoption variable de ladite charte d'une business unit à l'autre. En 2015, la priorité sera d'approfondir la compréhension des besoins d'approvisionnement durable des business units qui ont identifié des risques particuliers en cette matière dans leur chaîne d'approvisionnement des métaux.

Formation en développement durable et approvisionnement durable

Un module d'e-learning est disponible sur la nouvelle plate-forme My Campus afin d'intensifier l'attention portée à l'approvisionnement durable au sein de l'entreprise. En 2014, 57 personnes ont suivi ce module.

Approche en matière de minéraux provenant de zones de conflits

En 2012, la SEC (U.S. Securities and Exchange Commission) avait publié un règlement définitif concernant les minéraux issus de zones de conflits, conformément au chapitre 1502 du Dodd-Frank Act. En vertu de ce règlement, les entreprises américaines cotées en Bourse sont tenues de déclarer si l'étain, le tantale, le tungstène et l'or contenus dans leurs produits sont issus de la République Démocratique du Congo ou d'un pays limitrophe. Si Umicore n'est pas directement soumise aux obligations de déclaration du Dodd-Frank Act, nous utilisons ce règlement comme ligne de conduite pour nos activités. En 2014, les sites de Precious Metals Refining d'Hoboken et Guarulhos sont certifiés "fonderie n'utilisant pas de matériaux provenant de zones de conflits", un titre décerné par la LBMA (London Bullion Market Association). Les sites de Jewellery & Industrial Metals à Pforzheim, Vienne et Bangkok ont été certifiés jusqu'en 2016 en tant que participant au programme Chain of Custody du RJC (Responsible Jewellery Council). Les sites de Guarulhos, d'Amsterdam, de Pforzheim et de Bangkok figurent désormais parmi les raffineurs Good Delivery de la LBMA. En 2014, les business unit ont aussi réussi l'audit portant sur l'approvisionnement responsable de platine du RJC. Les sites titulaires des homologations Chain of Custody du RJC et Good Delivery de la LBMA sont habilités à figurer sur la liste des fonderies n'utilisant pas de matériaux provenant de zones de conflits de l'EICC (Electronic Industry Citizenship Coalition).

Parallèlement aux politiques et chartes existantes telles que le Code de conduite d'Umicore, la politique des droits de l'Homme et la Charte d'approvisionnement durable, Umicore dispose aussi d'une politique spécifique en matière de "Chaîne d'approvisionnement responsable en minerais issus de zones de conflits ou à haut risque".

<http://www.umicore.com/en/media/topicsofinterest/conflictMinerals/>

Pour en savoir plus sur la relation d'Umicore avec ses fournisseurs, consultez le chapitre "Engagement envers les parties prenantes" à la page 175 et le rapport de gestion aux pages 8 à 27.

S9 Santé au travail



Tous les sites de production consolidés dont Umicore a le contrôle opérationnel sont inclus dans la portée du rapport sur la santé au travail. Par rapport à 2013, les données de trois sites ne figurent plus au rapport (South Plainfield, États-Unis, Catalysis; Melbourne, Australie, Performance Materials; Kobe, Japon, Energy Materials). Deux sites ont été ajoutés au périmètre du rapport: Bad-Sackingen (Catalysis, Allemagne) et La Vergne (Energy Materials, États-Unis). La portée globale du reporting concerne donc 63 sites.

Les informations figurant dans cette annexe ne concernent que les travailleurs d'Umicore. Les données relatives à la santé au travail des sous-traitants n'y figurent pas.

Pour en savoir plus sur l'approche d'Umicore en matière de santé au travail, rendez-vous sur le site

<http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/social/Approach/>

Group data

	unité	2010	2011	2012	2013	2014
Taux d'exposition 'tous biomarqueurs agrégés' ⁽¹⁾	%	-	5,2	4,3	2,6	1,9
Taux d'exposition plomb (sang) ⁽²⁾	%	-	1,4	0,5	0,9	1,0
Taux d'exposition arsenic (urine) ⁽²⁾	%	-	2,2	1,4	1,6	1,1
Taux d'exposition cobalt (urine) ⁽²⁾	%	-	22,1	14,8	10,7	7,3
Taux d'exposition cadmium (sang) ⁽²⁾	%	-	0,8	1,7	0,6	0,6
Taux d'exposition cadmium (urine) ⁽²⁾	%	-	1,5	3,0	1,0	0,6
Taux d'exposition nickel (urine) ⁽²⁾	%	-	6	7	1	0,4
Travailleurs avec sensibilisation aux sels de platine	nombre	-	4	6	4	4
Travailleurs avec une perte auditive due au bruit	nombre	-	9	4	3	5
Travailleurs avec dermatites de contact	nombre	-	2	2	2	2
Travailleurs avec asthme professionnel dû à d'autres substances	nombre	-	0	1	0	0
Travailleurs avec troubles musculosquelettiques	nombre	-	11	7	5	14

(1) Rapport entre le nombre de résultats de contrôle biologique dépassant la valeur limite, fixée par Umicore pour chaque substance dangereuse, et le total de contrôles biologiques effectués.

(2) Le taux d'exposition à un métal spécifique s'entend comme le rapport entre le nombre de travailleurs dont le résultat de contrôle biologique dépasse la valeur limite fixée par Umicore pour ce métal et le nombre de travailleurs exposés à ce métal. Les valeurs limites d'Umicore sont basées sur les indices d'exposition biologique de l'American Conference of Governmental and Industrial Hygienists (réf.2011) et sont au moins aussi strictes que les limitations légales en vigueur dans les pays où Umicore opère.

À l'horizon 2015, l'objectif d'Umicore est d'amener le biomarqueur d'exposition sous la valeur limite fixée par Umicore en interne pour chaque individu exposé. Ces valeurs limites sont les suivantes:

Cadmium: 2 microgrammes par gramme de créatinine dans les urines et 0,5 microgramme par 100 ml de sang.

Plomb: 30 microgrammes par 100 ml de sang.

Cobalt: 15 microgrammes par gramme de créatinine.

Arsenic et nickel: 30 microgrammes par gramme de créatinine.

Sels de platine: pas de nouveaux cas de sensibilisation.

Le nombre de maladies professionnelles correspond au nombre de travailleurs chez qui, pendant la période de reporting, on a diagnostiqué une nouvelle maladie professionnelle ou des symptômes liés au travail.

En 2014, 4.303 échantillons biologiques ont été prélevés chez des travailleurs exposés à au moins un des métaux susmentionnés (à l'exception des sels de platine). 82 relevés ont révélé un résultat dépassant la valeur limite interne, ce qui porte le taux de dépassement total à 1,9%, contre 2,6% en 2013. Tous les travailleurs exposés professionnellement font l'objet d'un suivi régulier par un médecin du travail.

Plomb

L'exposition professionnelle au plomb représente un risque sanitaire potentiel dans les business groups Energy Materials, Performance Materials et Recycling. Dans l'ensemble, 14 des 1.405 travailleurs exposés professionnellement ont dépassé la valeur limite de 30 µg/100 ml, ce qui porte le taux de dépassement pour le plomb à 1,0%, une valeur similaire au taux de 2013.

La majorité des dépassements a été enregistrée sur le site d'Hoboken (Belgique, Recycling).

Les travailleurs présentant des dépassements ont été affectés à d'autres postes de travail et feront l'objet d'un suivi par le médecin du travail.

Arsenic

L'exposition professionnelle à l'arsenic est susceptible de se rencontrer dans les business groups Energy Materials, Performance Materials et Recycling. Au total, 1,1% des 864 travailleurs exposés professionnellement ont dépassé la valeur limite en 2014, contre 1,6% en 2013.

Cobalt

Dans l'ensemble, 715 travailleurs sont exposés professionnellement au cobalt, principalement au sein du business group Energy Materials. Les travailleurs dépassant la valeur limite ont été au nombre de 52, portant le taux de dépassement à 7,3%, soit une baisse significative par rapport au taux de 10,7% en 2013.

Tous les dépassements ont été recensés dans les business units Cobalt & Specialty Materials et Rechargeable Battery Materials. Depuis de nombreuses années, ces business units déploient une approche en matière de santé au travail pour le cobalt, dont le contrôle biologique. En 2011, la valeur limite biologique a été abaissée de 30 à 15 microgrammes par gramme de créatinine, conformément aux données les plus récentes de la littérature scientifique sur l'exposition professionnelle et la toxicité du cobalt. Les business units sont en train de mettre en œuvre des plans d'action pour réduire significativement l'exposition au cobalt au travail. Par exemple, les nouveaux fours à cobalt du site d'Olen (Belgique, Energy Materials) ont été conçus pour être utilisés sans équipement de protection individuel.

Cadmium

L'exposition professionnelle au cadmium représente un risque sanitaire potentiel dans les business groups Performance Materials et Recycling.

Le cadmium dans les urines est un excellent biomarqueur de l'exposition à long terme, tandis que le cadmium dans le sang traduit une exposition professionnelle plus récente.

En 2014, 483 travailleurs ont été professionnellement exposés au cadmium.

La valeur limite de cadmium dans les urines a été dépassée chez 3 travailleurs, ce qui représente un taux de dépassement de 0,6%, contre 1,0% en 2013.

Des mesures techniques supplémentaires sont actuellement mises en œuvre pour réduire davantage cette exposition à l'avenir. Des mesures de précaution telles que la rotation du personnel, le respect strict des consignes de protection respiratoire et d'hygiène corporelle sont également mises en place en vue de minimiser l'exposition.

Le taux de dépassement du niveau de cadmium dans le sang a été de 0,6%.

Nickel

Les business groups Energy Materials, Performance et Recycling présentent une exposition professionnelle au nickel. En 2014, 806 travailleurs ont été exposés au nickel. En 2014, trois des travailleurs exposés ont dépassé la valeur limite, ce qui a donné un taux de dépassement d'à peine 0,4%.

Cette amélioration significative s'explique essentiellement par l'achèvement d'un ambitieux plan sur le site de Subic (Philippines, Energy Materials) en vue d'améliorer le contrôle intégré des installations de production de carbonate et d'oxyde de nickel, tout en poursuivant les campagnes sur l'hygiène personnelle au travail.

Sels de platine

Les business groups Catalysis et Recycling ont des postes de travail qui présentent une exposition aux sels de platine.

En 2014, une sensibilisation aux sels de platine a été découverte chez quatre travailleurs, le même nombre qu'en 2013. Trois d'entre eux étaient employés au sein du business group Catalysis, le dernier au sein du business group Recycling. Ces travailleurs ont été soit transférés dans un atelier exempt d'exposition à ces substances, soit équipés d'équipements individuels offrant un niveau de protection accru. Tous les travailleurs exposés aux sels de platine font l'objet d'une surveillance dans le cadre d'un programme de santé au travail et passent régulièrement des examens de dépistage des allergies.

Autres risques en matière de santé au travail

En 2014, deux travailleurs ont développé une dermatite de contact et quatorze des troubles musculo-squelettiques d'origine professionnelle; une perte auditive due au bruit industriel a également été diagnostiquée chez cinq travailleurs. Tous les individus concernés font l'objet d'un suivi médical par le médecin du travail. Des mesures ont été prises pour éviter une détérioration de leur état.

S10 Sécurité au travail



Au total, 83 sites consolidés sont inclus dans le rapport de sécurité au travail. Par rapport à 2013, cinq sites ont été ajoutés au rapport de sécurité (La Vergne et Wickliffe, États-Unis, Energy Materials; Qingyuan, Chine, Energy Materials; Shirwal, Inde, Catalysis; Nowa Ruda, Pologne, Catalysis). En outre, Umicore a intégré de plus petits sites commerciaux aux résultats en matière de sécurité. Pour en savoir plus sur l'approche d'Umicore en matière de gestion de la sécurité, rendez-vous sur <http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/social/Approach/>.

Les informations figurant dans cette annexe ne concernent que les travailleurs d'Umicore. Les données relatives à la santé au travail des sous-traitants sont communiquées séparément.

L'objectif d'Umicore est de parvenir à zéro accident avec arrêt de travail à l'horizon 2015.

Données du Groupe

	unité	2010	2011	2012	2013	2014
Accidents mortels	nombre	0	0	0	0	2
Accidents mortels sous-traitants	nombre	0	0	0	0	0
Accidents avec arrêt de travail	nombre	56	60	49	35	37
Accidents avec arrêt de travail sous-traitants	nombre	20	17	33	22	11
Taux de fréquence		3,54	3,61	2,86	2,08	2,16
Taux de fréquence sous-traitants		7,91	5,50	10,06	5,76	2,91
Jours calendaires perdu	nombre	2.090	1.771	1.897	1.726	16.122
Taux de sévérité		0,13	0,11	0,11	0,10	0,94
Blessures déclarables (RI)	nombre	210	221	160	146	112
Taux de fréquence RI		13,3	13,3	9,3	8,7	6,5
Taux des sites sans accidents avec arrêt de travail / total des sites ayant rapporté	%	-	77	85	79	84
Sites certifiés OHSAS 18001	%	28,0	30,0	32,0	32,8	40,0

Définition

Travailleur d'Umicore : individu qui fait partie de l'effectif total d'Umicore. Un travailleur d'Umicore peut être employé à temps plein, à temps partiel ou sous contrat à durée déterminée.

Sous-traitant : personne ne faisant pas partie de l'effectif total d'Umicore, qui fournit des services à cette dernière sur un de ses sites, conformément à un contrat.

Accident mortel : accident du travail ayant entraîné la mort.

Accident avec arrêt de travail : accident du travail entraînant plusieurs jours d'incapacité de travail.

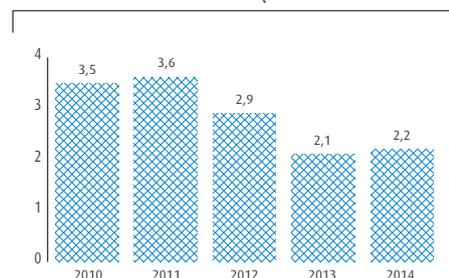
Accident à déclarer : accident du travail nécessitant plusieurs interventions de premiers soins ou un programme de travail adapté, à l'exclusion des accidents avec arrêt de travail.

Taux de fréquence : nombre d'accidents avec arrêt de travail par million d'heures travaillées.

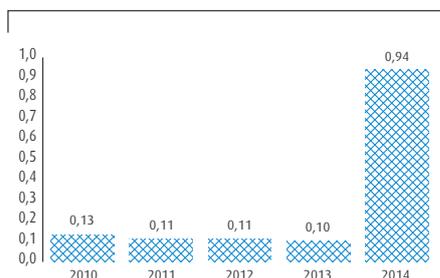
Taux de gravité : nombre de jours civils d'incapacité découlant d'un accident avec arrêt de travail par millier d'heures travaillées.

Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

TAUX DE FRÉQUENCE



TAUX DE SÉVÉRITÉ



Données 2014 par région

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Accidents avec arrêt de travail	nombre	30	3	2	2	0	37

Données 2014 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate	Umicore Group
Accidents mortels	nombre	0	2	0	0	0	2
Accidents avec arrêt de travail	nombre	4	4	9	18	2	37
Taux de fréquence	par million d'heures travaillées	1,0	1,3	2,0	5,2	1,0	2,2
Jours calendrier perdus	nombre	20	15.029	449	559	65	16.122
Taux de sévérité	par milliers d'heures travaillées	0,01	4,75	0,10	0,16	0,03	0,94

En janvier 2014, un accident survenu sur le site d'Olen (Belgique) a coûté la vie à deux travailleurs d'Umicore. D'après les conclusions de l'enquête, l'accident a été provoqué par une accumulation inattendue d'hydrogène dans la citerne de stockage d'acide chlorhydrique où les deux travailleurs effectuaient des travaux d'entretien. Afin d'éviter que de tels accidents se reproduisent sur le site d'Olen et ailleurs chez Umicore, l'entreprise s'est fermement engagée à intensifier son approche de la sécurité des procédés de façon bien plus systématique dans toute l'entreprise. Une équipe spécialisée de deux professionnels à temps plein a été chargée de réaliser et déployer un projet de sécurité des procédés à l'échelle du Groupe. Ce projet entend déployer une approche optimale de la sécurité des procédés sur tous les sites industriels du groupe par l'intégration pragmatique de pratiques d'excellence en la matière dans les systèmes de gestion existants. Dans le courant de 2014, l'équipe de projet a contacté chaque business units et a visité plus de 20 sites afin d'augmenter la conscientisation de la sécurité des procédés et de stimuler l'échange des pratiques d'excellence. Celles-ci ont été partagées entre tous les sites et les business units. Elles sont rassemblées dans des notes d'orientation pratiques destinées à faciliter leur mise en œuvre. Conformément à notre volonté de parvenir à une définition commune de la sécurité des procédés, l'équipe a également élaboré un e-learning aussi simple qu'efficace sur la sécurité des procédés, destiné à tous les travailleurs concernés par la sécurité des procédés.

En 2014, on a enregistré 37 accidents avec arrêt de travail, contre 35 en 2013, soit un taux de fréquence de 2,16 en hausse par rapport à 2,08 en 2013. Au total, 16.122 jours civils ont été perdus en raison d'accidents avec arrêt de travail, dont 7.500 jours perdus pour chaque décès, soit un taux de gravité de 0,94, contre 0,10 en 2013. En faisant abstraction des accidents mortels, le taux de gravité serait passé à 0,07.

Le nombre d'accidents à déclarer a significativement baissé pour atteindre 112, contre 146 en 2013. Le taux de fréquence des accidents déclarables a atteint 6,5 en 2014, contre 8,7 en 2013.

Au total, 11 accidents avec arrêt de travail ont été consignés pour les sous-traitants, contre 22 en 2013, soit un taux de fréquence de 2,9, contre 5,8 en 2013.

En 2014, 84% des sites déclarants n'ont recensé aucun accident avec arrêt de travail, contre 79% en 2013. Vingt-cinq sites sont certifiés OHSAS 18001, le système de management de la santé et de la sécurité au travail, contre 21 en 2013.

Trente accidents avec arrêt de travail, soit 81% de leur total, se sont produits en Europe. Sur ce total, 16 se sont produits sur des sites belges et 11 sur des sites allemands. Sur les sites du continent américain, on a recensé 5 accidents, alors que 2 sont survenus dans la région Asie-Pacifique.

En 2014, le business group Catalysis a enregistré 4 accidents avec arrêt de travail, dont 3 dans la business unit Automotive Catalyst et un dans la business unit Precious Metals Chemistry. Le nombre total de jours d'arrêt de travail est descendu à 20, contre 416 en 2013, soit un taux de fréquence de 1,0 et un très faible taux de gravité de 0,01. Le business group a déployé le programme SafeStart® sur tous ses sites d'exploitation. Ce programme est axé sur les attitudes habituelles et non intentionnelles en matière de sécurité. La business unit investit aussi massivement dans l'échange des meilleures pratiques. Elle a élaboré des tableaux de formation à la sécurité pour chaque fonction. Les progrès sont suivis à l'aide d'un tableau de bord d'indicateurs. Tous les sites de production d'Automotive Catalyst doivent être certifiés selon le système de management OHSAS 18001. À la fin de l'année, le site de Karlskoga (Suède) n'avait connu aucun accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants depuis plus de cinq ans. Les sites de Suzhou (Chine), Port Elizabeth (Afrique du Sud) et Tsukuba (Japon) n'ont plus connu d'accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants depuis plus de trois ans.

Le business group Energy Materials a enregistré quatre accidents avec arrêt de travail, dont deux mortels, tous au sein de la business unit Cobalt & Specialty Materials. Au total, 15.029 jours civils ont été perdus, soit un taux de fréquence de 1,26 et un taux de gravité de 4,75. En faisant abstraction des accidents mortels, seuls 23 jours auraient été perdus. Les business unit Thin Film Products, Rechargeable Battery Materials et Electro-Optic Materials n'ont enregistré aucun accident avec arrêt de travail. La business unit Rechargeable Battery Materials a complètement déployé, sur l'ensemble de ses sites, un programme de leadership en matière de sécurité efficace et pragmatique mis au point en interne. Celui-ci se base sur une observation des comportements et une technique d'intervention dans le cadre de son programme de sécurité ACCE (Awareness, Competence, Compliance, Excellence - Sensibilisation, Compétence, Conformité, Excellence). Trois sites se sont distingués par leurs résultats excellents et constants en matière de sécurité, puisqu'ils affichent au moins cinq ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants : Dundee (Royaume-Uni), Hsinchu Hsien (Taiwan) et Fort Saskatchewan (Canada). Les sites d'Acigné (France) et Pékin (Chine) n'ont plus connu d'accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants depuis plus de trois ans.

Le business group Performance Materials a enregistré 9 accidents avec arrêt de travail, un nombre similaire à celui de 2013. Au total, 449 jours civils ont été perdus. Le taux de fréquence a atteint 2,0 et le taux de gravité 0,1. Les business units Platinum Engineered Materials et Electroplating n'ont enregistré aucun accident. Grâce à son programme "Safety for a Better Life", la business unit Zinc Chemicals a ramené le nombre d'accidents avec arrêt de travail de six en 2013 à un seul en 2014, malgré les risques généralement associés à ses sept activités industrielles, notamment avec la manipulation de métal en fusion. La business unit Building Products a recensé trois accidents avec arrêt de travail. Cinq accidents avec arrêt de travail se sont produits dans la business unit Technical Materials. À la fin 2014, le site de Vicenza (Italie) affichait plus de cinq ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants. Les sites de Vilvorde (Belgique) et Pasir Gudang (Malaisie) n'ont plus connu d'accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants depuis plus de trois ans.

Le business group Recycling a enregistré 18 accidents avec arrêt de travail, contre 15 en 2013. Au total, 559 jours civils ont été perdus. Le taux de fréquence est de 5,2 et le taux de gravité de 0,16. La business unit Precious Metal Refining, qui comptabilise 12 accidents avec arrêt de travail, poursuit la mise en œuvre du programme SafeStart® dans tous ses départements. Le site d'Hoboken (Belgique) a achevé SafeMap®, une formation au leadership destinée à tous les managers et superviseurs. La business unit Jewellery & Industrial Materials, qui a enregistré six accidents avec arrêt de travail, a terminé la mise en œuvre d'un programme de sécurité articulé autour de quatre axes : rôles et responsabilités, standards et formation, sécurité et dialogue, et enquête en cas d'incident.

À la fin 2014, le site de Maxton (États-Unis) affichait au moins trois ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants.

Deux accidents avec arrêt de travail ont également eu lieu dans les services généraux et les bureaux.

Déclaration de gouvernance d'entreprise

Table des matières

Rapport de gouvernance d'entreprise	156	Engagement envers les parties prenantes	175
G1 Contexte de gouvernance d'entreprise	156	G19 Fournisseurs	175
G2 Structure organisationnelle	156	G20 Clients	175
G3 Actionnaires	156	G21 Effectifs	176
G4 Conseil d'administration	157	G22 Investisseurs et bailleurs de fonds	176
G5 Comité de direction	159	G23 Société	177
G6 Informations pertinentes en cas d'offre publique d'acquisition	159	G24 Sociétés associées et coentreprises	177
G7 Conflits d'intérêts (articles 523-524ter du Code des sociétés)	160	G25 Secteur public et autorités	177
G8 Commissaire	161	G26 Répartition du retour économique	179
G9 Code de conduite	161		
G10 Délit d'initié et manipulation boursière	161	Conseil d'administration	180
G11 Mise en conformité avec le Code belge de gouvernance d'entreprise 2009	161	Comité de direction	182
		Senior Management	183
Rapport de rémunération 2014	162		
G12 Rémunération du Conseil d'administration	162		
G13 Rémunération de l'Administrateur Délégué et du Comité de direction	164		
G14 Transactions et détention d'actions et d'options sur actions en 2014	168		
G15 Changement de l'enveloppe de rémunération depuis la fin de l'année 2014	170		
Gestion des risques et contrôle interne	171		
G16 Gestion des risques	171		
G17 Catégorisation des risques	172		
G18 Description des risques	172		

Rapport de gouvernance d'entreprise

G1 Contexte de gouvernance d'entreprise

Umicore a adopté le Code belge de gouvernance d'entreprise 2009 comme code de référence.

Ce code est disponible en anglais, en français et en néerlandais sur le site Internet de la Commission Corporate Governance (www.corporategovernancecommittee.be).

La Charte de gouvernance d'entreprise décrit de manière détaillée la structure de gouvernance de l'entreprise, ainsi que les politiques et les procédures du groupe Umicore. Cette Charte peut être consultée sur le site Internet d'Umicore (<http://www.umicore.com/fr/gouvernance-dentreprise/charte-de-gouvernance-dentreprise/>), ou obtenue auprès de son département Group Communications.

Umicore a exposé sa mission, ses valeurs et les fondements de sa philosophie organisationnelle dans un document intitulé "The Umicore Way". Ce document décrit la façon dont Umicore envisage sa relation avec ses clients, ses actionnaires, ses collaborateurs et la société en général.

En termes de philosophie organisationnelle, Umicore opte pour la décentralisation et pour l'octroi d'une large autonomie à chacune de ses business units. Celles-ci veillent à leur tour à contribuer à la création de valeur pour le Groupe et à adhérer aux stratégies, aux politiques, et aux normes de celui-ci, ainsi qu'à sa démarche en faveur du développement durable.

Dans ce contexte, Umicore estime qu'une structure appropriée de gouvernance d'entreprise est une condition essentielle dans une optique de succès à long terme. Ceci suppose un processus décisionnel efficace, basé sur une répartition claire des responsabilités. Ce système doit permettre un équilibre optimal entre la culture d'entrepreneuriat au niveau des business units et des procédés efficaces de pilotage et de contrôle. La Charte de gouvernance d'entreprise définit de manière plus détaillée les responsabilités des actionnaires, du Conseil d'administration, de l'Administrateur Délégué et du Comité de direction ainsi que le rôle spécifique du Comité d'audit et du Comité de nomination et de rémunération. Cette Déclaration fournit des informations sur les enjeux de la gouvernance concernant pour l'essentiel l'exercice 2014.

G2 Structure organisationnelle

Le Conseil d'administration est l'organe décisionnel suprême d'Umicore, sauf pour les questions que le Code des sociétés ou les statuts d'Umicore réservent aux actionnaires. Le Conseil d'administration est assisté dans ses missions par un Comité d'audit et un Comité de nomination et de rémunération. La gestion courante d'Umicore a été déléguée à l'Administrateur Délégué, qui est également président du Comité de direction. Le Comité de direction se charge d'élaborer la stratégie globale pour la Société et de la soumettre à l'analyse et à l'aval du Conseil d'administration. Il est responsable de la mise en œuvre de la stratégie et doit assurer la supervision efficace des business units ainsi que des fonctions centralisées. Le Comité de direction a également la responsabilité d'analyser les différents risques et opportunités que pourrait rencontrer Umicore à court, moyen ou long terme (voir section sur la gestion des risques) et de faire en sorte que des systèmes soient mis en place afin de les gérer. Le Comité de direction est collégialement responsable de la définition et de la mise en œuvre de la démarche d'Umicore en faveur du développement durable.

Umicore est organisée en business groups, qui comprennent à leur tour des business units partageant des caractéristiques communes en termes de produits, de technologies et de marchés d'utilisateurs finaux. Certaines business units sont subdivisées en business lines, orientées vers leur marché. Afin d'apporter une structure d'assistance à l'échelle du Groupe, Umicore dispose de plates-formes de gestion régionale en Amérique du Sud, en Chine, en Amérique du Nord et au Japon. Le siège du Groupe est établi en Belgique. Il remplit, pour l'ensemble du Groupe, une série de fonctions de support, comme les finances, les ressources humaines, l'audit interne, les questions juridiques, la fiscalité et les relations avec le public et les investisseurs.

G3 Actionnaires

3.1 Actions émises – structure du capital

Au 31 décembre 2014, 112.000.000 actions d'Umicore étaient en circulation. L'identité des actionnaires ayant déclaré une participation égale ou supérieure à 3% au 31 décembre 2014 est consultable sous la rubrique "Comptes annuels abrégés de la société mère" (p. 121).

Au 31 décembre 2014, Umicore détenait 3.914.272 actions propres, soit 3,49% de son capital. Les informations concernant l'autorisation des actionnaires dans le cadre du rachat d'actions par Umicore et la situation actuelle concernant les rachats sont respectivement consultables dans la Charte de gouvernance d'entreprise et sur le site internet d'Umicore.

Pendant l'exercice, 314.500 actions propres ont été affectées à l'exercice d'options sur actions du personnel et 25.834 ont servi à l'octroi d'actions, dont 4.834 aux membres du Conseil d'administration, 21.000 aux membres du Comité de direction et 3.400 dans le cadre de la conversion partielle du bonus de l'Administrateur Délégué en actions.

3.2 Politique et paiement des dividendes

Umicore s'efforce de payer un dividende stable ou en augmentation progressive. Il n'existe pas de ratio fixe pour la distribution de dividendes. Le dividende est proposé par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale ordinaire (ou annuelle) des actionnaires. Il ne sera payé aucun dividende si celui-ci est susceptible de nuire à la stabilité financière de l'entreprise.

En 2014, Umicore a payé un dividende brut de € 1,00 par action pour l'exercice 2013, soit un montant identique au dividende brut relatif à l'exercice 2012.

En juillet 2014, conformément à la politique d'Umicore en matière de dividende, le Conseil a décidé de payer un acompte sur dividende correspondant à la moitié du dividende total versé l'année précédente. Par conséquent, un acompte sur dividende brut de € 0,50 par action a été versé le 4 septembre 2014. Le 5 février 2015, le Conseil a décidé de proposer aux actionnaires un dividende brut total de € 1,00 par action pour l'exercice 2014. Si l'affectation des bénéfices proposée aux actionnaires est adoptée, le dividende brut distribué en mai 2015 se chiffrera dès lors à € 0,50 par action (c.-à-d. le dividende total diminué de l'acompte sur dividende préalablement payé).

Le System Paying Agent retenu pour le paiement du dividende de 2014 est :

KBC Bank
Avenue du Port 2
1080 Bruxelles

3.3 Assemblées générales des actionnaires en 2014

L'Assemblée générale annuelle a eu lieu le 29 avril 2014. Lors de cette assemblée, les actionnaires ont adopté les résolutions classiques concernant les comptes annuels, l'affectation des résultats et la décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leurs mandats respectifs en 2013. A la même assemblée Ines Kolmsee et Jonathan Oppenheimer ont été reconduits dans leurs mandats respectifs d'administrateur indépendant et d'administrateur pour trois ans et les mandats d'administrateur d'Arnoud de Prêt et Uwe-Ernst Bufe ont été renouvelés pour un an. L'Assemblée générale annuelle des actionnaires a aussi approuvé la rémunération du Conseil pour 2014. Les informations détaillées concernant la rémunération des administrateurs en 2014 peuvent être consultées dans le Rapport de Rémunération. Enfin, l'Assemblée générale a renouvelé le mandat du commissaire, PricewaterhouseCoopers Réviseurs d'Entreprises SCCRL, pour une durée de trois ans.

Une Assemblée générale spéciale et extraordinaire des actionnaires tenue le 26 septembre 2014 a entre autres approuvé l'annulation de 8.000.000 d'actions propres sans réduction du capital ou du poste « primes d'émission » ainsi que le renouvellement de l'autorisation accordée à la Société et à ses filiales directes d'acquérir des actions Umicore sur le marché réglementé dans les limites de 10% du capital social, à un prix par action compris entre € 4 et € 75, pour une période expirant le 31 mai 2017.

G4 Conseil d'administration

4.1 Composition

Le Conseil d'administration, dont les membres sont nommés par l'Assemblée générale des actionnaires à majorité simple, sans quorum de présence, doit être composé d'au moins six membres. Leur mandat ne peut pas dépasser quatre ans. Dans la pratique, ils sont élus pour trois ans et sont rééligibles.

Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée générale des actionnaires, à la majorité simple. Aucun quorum de présence n'est d'application pour la révocation d'administrateurs. Les statuts permettent au Conseil de coopter des administrateurs en cas de poste vacant. L'Assemblée générale des actionnaires suivante doit ensuite décider de la nomination définitive de l'administrateur en question. Ce dernier termine le mandat de son prédécesseur.

Au 31 décembre 2014, le Conseil d'administration était composé de neuf membres : huit administrateurs non exécutifs et un administrateur exécutif. À la même date, trois des dix administrateurs étaient des administrateurs indépendants, tels que définis sous l'article 526ter du Code des sociétés et la disposition 2.3 du Code belge de gouvernance d'entreprise 2009.

Trois (c.-à-d. un tiers) des neuf membres du Conseil d'administration en fonction au 31 décembre 2014 étaient des femmes. Umicore a dès lors atteint le quota de représentativité d'un tiers imposé par le Code des sociétés et par les recommandations de la Commission belge Corporate Governance, et ce dans le délai imposé, donc avant le 1^{er} janvier 2017. Le Comité de nomination et de rémunération et le Conseil d'administration continueront de tenir compte du critère de mixité lors de l'examen des futures candidatures aux postes vacants au Conseil.

En 2014, la composition du Conseil d'administration a subi les modifications suivantes :

- Barbara Kux, qui avait élu administrateur indépendant par l'Assemblée générale annuelle du 30 avril 2013, est entrée en fonction à partir du 1^{er} janvier 2014;
- Les mandats de Klaus Wendel et Shohei Naito ont expiré à l'Assemblée générale annuelle du 29 avril 2014 en application de la limite d'âge imposée par la Charte de gouvernance d'entreprise.

4.2 Réunions et thèmes

Le Conseil d'administration a tenu sept réunions ordinaires en 2014. Ceci revient à une augmentation d'une réunion par rapport à 2013, mais s'explique par le report à début janvier 2014 d'une réunion initialement prévue pour décembre 2013. À une occasion, le Conseil a également pris des décisions par accord écrit à l'unanimité.

En 2014, le Conseil a entre autres abordé les thèmes suivants :

- prestations financières du Groupe ;
- approbation des états financiers annuels et semestriels ;
- adoption des comptes annuels statutaires et consolidés dont l'affectation du résultat et la proposition de dividende annuel, ainsi que les rapports annuels statutaires et consolidés ;
- approbation de l'ordre du jour des assemblées générales ordinaire, spéciale et extraordinaire des actionnaires et convocation de celles-ci ;
- état des lieux concernant Vision 2015 ;
- projets d'investissement ;
- évaluation en matière d'EHS, y compris concernant le développement durable et l'implémentation de REACH ;
- opportunités stratégiques et défis opérationnels ;
- évolutions des affaires ;
- projets M&A ;
- analyse en matière de ressources humaines ;
- analyse des performances annuelles de l'Administrateur Délégué et des autres membres du Comité de direction en 2013 ;
- plan de relève du Conseil d'administration et du Comité de direction ;
- distribution d'un acompte sur dividende.

Le Conseil a également visité l'usine de matériaux spéciaux ("specialty materials") à Bruges.

4.3 Evaluation du Conseil et de ses Comités

Tous les deux ans le Président organise une évaluation de la performance du Conseil et de ses Comités.

La dernière évaluation a eu lieu en 2013 par le biais d'un questionnaire individuel. Il y fût demandé aux administrateurs d'évaluer les points suivants : la composition du Conseil, la sélection et la nomination d'administrateurs, le fonctionnement du Conseil (ordre du jour, réunions, présidence et secrétariat), la qualité de l'information, la culture au sein du Conseil, les performances du Conseil, les rapports avec le Comité de direction, et enfin le Comité d'audit et le Comité de nomination et de rémunération.

Les résultats de cette évaluation ont été discutés lors des réunions du Conseil tenues en septembre 2013 et février 2014.

4.4 Comité d'audit

La composition du Comité d'audit ainsi que les qualifications de ses membres sont totalement en accord avec les exigences de l'article 526bis du Code des sociétés et du Code de gouvernance d'entreprise 2009.

Le Comité d'audit est composé de trois administrateurs non exécutifs, dont deux sont indépendants. Tous les membres du Comité d'audit ont une expérience significative en matière de comptabilité et d'audit comme le prouve leur curriculum vitae.

Ledit Comité s'est réuni à quatre reprises en 2014. En marge de l'analyse des comptes 2013 et de ceux du premier semestre 2014, le Comité a aussi abordé les thèmes suivants : des sujets de trésorerie, le traitement comptable d'inventaires de base, l'état des lieux et le planning en matière de normes minimales de contrôle interne (« MICR »), l'état des lieux des engagements au titre des prestations dues au personnel, les rapports d'activité de l'audit interne et la charte de l'audit. En outre, le Comité d'audit a procédé à une auto-évaluation dont les conclusions font état d'un bon fonctionnement du Comité et ont formulé des recommandations pour l'avenir.

4.5 Comité de nomination et de rémunération

Le Comité de nomination et de rémunération se compose de trois administrateurs non exécutifs, dont deux sont indépendants. Il est présidé par le Président du Conseil d'administration. Barbara Kux a été nommée comme membre du Comité à partir du 1^{er} janvier 2014 ; suite à l'expiration de son mandat d'administrateur, Shohei Naito a quitté le Comité de nomination et de rémunération le 29 avril 2014.

En 2014, le Comité de nomination et rémunération s'est réuni deux fois. Durant la même période, le Comité a examiné la politique de rémunération pour les membres du Conseil d'administration, ceux des Comités du Conseil, et ceux du Comité de direction. Il a également discuté du règlement des plans d'octroi d'actions et d'options sur actions proposés en 2014. Le Comité a également discuté du plan de succession au niveau du Conseil et du Comité de direction.

G5 Comité de direction

5.1 Composition

Le Comité de direction est conforme à la notion définie par l'article 524bis du Code des sociétés.

Il est composé d'au moins quatre membres. Il est présidé par l'Administrateur Délégué, qui est désigné par le Conseil d'administration. Les membres du Comité de direction sont nommés par le Conseil d'administration, sur proposition de l'Administrateur Délégué et sur recommandation du Comité de nomination et de rémunération.

Au 31 décembre 2014, le Comité de direction était constitué de sept membres, y compris l'Administrateur Délégué.

5.2 Evaluation

Une analyse de la performance de chaque membre du Comité de direction est menée annuellement par l'Administrateur Délégué, puis discutée avec le Comité de nomination et de rémunération. Les résultats sont présentés au Conseil d'administration, qui en discute.

Chaque année, le Conseil se réunit également en séance non exécutive (c.-à-d. sans l'Administrateur Délégué) afin d'analyser et d'évoquer la performance de l'Administrateur Délégué.

Ces évaluations ont eu lieu le 5 février 2014.

G6 Informations pertinentes en cas d'offre publique d'acquisition

6.1. Restrictions relatives aux transferts de titres

Les statuts d'Umicore n'imposent aucune restriction en ce qui concerne le transfert d'actions ou d'autres titres.

En outre, la Société n'a connaissance d'aucune restriction imposée par la loi, sauf dans le cadre des réglementations relatives aux abus de marché.

Les options sur actions Umicore telles qu'octroyées à l'Administrateur Délégué, aux membres du Comité de direction et à certains employés d'Umicore en vertu de plans d'intéressement ne peuvent pas être transférées entre vifs.

6.2 Détenteurs de titres conférant des droits de contrôle spéciaux

Il n'y a pas de détenteurs de titres conférant des droits de contrôle spéciaux.

6.3 Restrictions relatives au droit de vote

Les statuts de la Société n'imposent aucune restriction concernant l'exercice des droits de vote par les actionnaires, pour autant que les actionnaires concernés soient admis à l'Assemblée générale des actionnaires et ne soient pas déchus de leurs droits. Les conditions d'admission aux Assemblées générales figurent à l'article 17 des statuts de la Société. Conformément à l'article 7 des statuts, si un titre fait l'objet de droits concurrents, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à la désignation d'une seule personne comme étant, à l'égard de la Société, propriétaire du titre.

À la connaissance du Conseil, au 31 décembre 2014, aucun des droits de vote afférents aux actions émises par la Société n'était suspendu en vertu de la loi, à l'exception des 3.914.272 actions détenues par la Société elle-même à cette date (article 622, §1 du Code des sociétés).

6.4 Plans d'actionnariat salarié où les droits de contrôle ne sont pas exercés directement par les employés

La Société n'a pas lancé de tels plans d'actionnariat salarié.

6.5 Conventions entre actionnaires

À la connaissance du Conseil, il n'y a pas de convention(s) entre actionnaires de nature à restreindre le transfert de titres et/ou l'exercice de droits de vote.

6.6 Modifications des statuts

Excepté pour les augmentations de capital décidées par le Conseil d'administration dans les limites du capital autorisé, seule une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires est habilitée à modifier les statuts d'Umicore. Une Assemblée générale des actionnaires peut seulement délibérer sur des modifications statutaires (y compris les augmentations ou réductions du capital, ainsi que les fusions, les scissions et une liquidation) si au moins 50% du capital souscrit est représenté. Si le quorum de présence susmentionné n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée générale extraordinaire doit être convoquée. Elle délibérera quelle que soit la part du capital souscrit représentée. En règle générale, les modifications des statuts de la Société ne sont adoptées que si elles recueillent 75% des votes. Le Code des sociétés impose une majorité supérieure dans des cas spécifiques, comme la modification de l'objet social ou de la forme juridique de la Société.

Les statuts d'Umicore ont été modifiés le 26 septembre 2014 suite à l'annulation de 8.000.000 d'actions propres et une modification terminologique mineure dans une disposition statutaire.

6.7 Capital autorisé – rachat d'actions

La Société peut procéder à une augmentation de capital sur décision du Conseil, dans les limites du capital autorisé. L'autorisation doit être accordée par une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Le montant et la durée de l'augmentation sont limités. Par ailleurs, l'augmentation est soumise à des critères spécifiques en termes de justification et d'objectifs. L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 26 avril 2011 (résolutions publiées le 10 juin 2011) a autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital du Groupe, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de € 50.000.000. Au 31 décembre 2014, cette autorisation n'avait pas encore été utilisée. Elle est valable jusqu'au 9 juin 2016.

En vertu d'une résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 26 septembre 2014, la Société peut acquérir ses actions dans les limites de 10% du capital souscrit, à un prix par action compris entre € 4 et € 75. Cette autorisation est valable jusqu'au 31 mai 2017 inclus. La même autorisation a été accordée aux filiales directes de la Société. La Société a racheté 2.029.345 actions propres en 2014 en vertu de cette autorisation et de la précédente (conférée le 30 avril 2013).

6.8 Accords passés entre la Société et les membres du Conseil d'administration ou employés, ayant pour but d'indemniser ces derniers en cas de démission ou de licenciement sans raison valable, ou s'ils perdent leur emploi à la suite d'une offre publique d'acquisition

En cas de destitution dans les 12 mois suivant une prise de contrôle de la Société, tous les vice-présidents du Groupe ont droit à une indemnité équivalant à 36 mois du salaire de base. En ce qui concerne les membres du Comité de direction, il est renvoyé au rapport de rémunération (page 162).

G7 Conflits d'intérêts (articles 523-524ter du Code des sociétés)

Le 5 février 2014, préalablement à toute délibération ou décision à ce sujet, Marc Grynberg a déclaré qu'il avait un conflit d'intérêts direct de nature patrimoniale dans la mise en œuvre des décisions prises par le Conseil d'administration au sujet de l'évaluation de sa performance et de sa rémunération (y compris l'octroi d'actions et d'options).

En vertu de l'article 523 du Code des sociétés, Marc Grynberg n'a pris part ni aux délibérations ni au vote du Conseil d'administration concernant cette décision.

Ces décisions ont eu/auront les conséquences patrimoniales suivantes :

a) Rémunération en espèces :

L'Administrateur Délégué a perçu une rémunération fixe de € 660.000 en 2014. Egalement en 2014 il a reçu une rémunération variable en espèces de € 175.000 (partie non-différée de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2013) en 2014.

Par ailleurs il a perçu en 2014 un montant brut de € 103.950 à titre de première moitié du paiement différé de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2012 basée sur la moyenne de deux ans du ROCE du groupe Umicore pour les années de référence 2012 et 2013 (soit 15,2% donnant lieu à un paiement de 77%) ainsi qu'un montant brut de € 114.400 à titre de deuxième moitié du paiement différé de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2011 basée sur la moyenne de trois ans du ROCE du groupe Umicore pour les années de référence 2011, 2012 et 2013 (soit 16,3% donnant lieu à un paiement de 88%).

En 2015 il recevra la première moitié de sa rémunération variable en espèces différée pour l'année de référence 2013 basée sur la moyenne de deux ans du ROCE du groupe Umicore pour les années de référence 2013 et 2014. La deuxième moitié de la rémunération variable en espèces différée concernant l'année de référence 2013 sera payée en 2016 et sera calculée sur base de la moyenne de trois ans du ROCE du groupe Umicore pour les années de référence 2013, 2014 et 2015. La fourchette du ROCE est fixée entre 7,5% (= paiement de 0%) et un maximum de 17,5% (= versement de 100%). Si le pourcentage du ROCE se situe entre l'un des objectifs susmentionnés, le montant à verser est calculé au prorata.

b) Octroi d'actions et d'options sur actions :

Les conséquences patrimoniales pour la Société sont : 1) soit, aussi longtemps que la Société décide de garder les actions qu'elle détient aujourd'hui : le coût de financement et la possibilité de maintenir ces titres dans son portefeuille jusqu'à la date de livraison des actions attribuées ou la date d'exercice des options; ou, 2) si, et dans la mesure où Umicore déciderait de vendre ces actions à une date ultérieure, la différence entre le prix d'exercice des options et la valeur de marché des actions qu'Umicore devrait racheter à cette date.

En 2014, aucune transaction spécifique ou engagement contractuel n'ont été établis entre, d'une part, un membre du Conseil d'administration ou du Comité de direction et, d'autre part, Umicore ou une de ses filiales.

G8 Commissaire

L'Assemblée générale annuelle du 29 avril 2014 a renouvelé le mandat du commissaire de PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BCVBA/SCCRL pour une durée de trois ans. Le commissaire est conjointement représenté par BVBA Marc Daelman, elle-même représentée par Marc Daelman.

Les critères d'indépendance du commissaire peuvent être obtenus auprès de la Société.

G9 Code de conduite

Umicore applique un Code de conduite à tous ses employés, représentants et membres du Conseil d'administration. Ce Code de conduite est indispensable si Umicore entend créer et maintenir une relation de confiance et de professionnalisme avec ses principaux partenaires, à savoir ses employés, ses partenaires commerciaux, ses actionnaires, les autorités et le public.

Le principal objectif du Code de conduite d'Umicore est de veiller à ce que toutes les personnes agissant pour le compte d'Umicore exercent leurs activités dans le respect de la déontologie, des lois et règlements, ainsi que des normes fixées par Umicore à travers ses politiques, directives et règles présentes et futures. Le Code de conduite contient une section spécifique consacrée aux plaintes et aux inquiétudes des travailleurs et des dénonciateurs.

Le Code de conduite se trouve à l'Annexe 4 de la Charte de gouvernance d'entreprise d'Umicore.

G10 Délit d'initié et manipulation boursière

La politique d'Umicore en matière d'abus de marché y compris de délit d'initié peut être consultée dans l'Annexe 5 de la Charte de gouvernance d'entreprise.

G11 Mise en conformité avec le Code belge de gouvernance d'entreprise 2009

Les systèmes et procédures de gouvernance d'entreprise d'Umicore sont conformes au Code belge de gouvernance d'entreprise 2009.

Rapport de rémunération 2014

G12 Rémunération du Conseil d'administration

Politique de rémunération pour le Conseil d'administration

En principe, la rémunération des membres non exécutifs du Conseil d'administration doit être suffisante pour attirer, fidéliser et motiver les personnes ayant le profil déterminé par ledit Conseil. Le niveau de rémunération doit tenir compte des responsabilités et de l'engagement des membres du Conseil ainsi que des conditions en vigueur sur le marché international. Le Conseil d'administration adopte la politique de rémunération des administrateurs non exécutifs sur recommandation du Comité de nomination et de rémunération quant à la forme et la structure de cette rémunération. Le Comité de nomination et de rémunération étudiait ses propositions sur un examen des conditions en vigueur sur le marché pour les entreprises cotées en Bourse et faisant partie de l'indice BEL 20, ainsi que d'autres entreprises européennes de taille similaire opérant dans le secteur de la chimie, des métaux et des matériaux. Les résultats de cette étude sont examinés en Comité de nomination et de rémunération et le Conseil détermine la rémunération à proposer pour les administrateurs non exécutifs et les membres des comités du Conseil d'administration lors de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires.

Rémunération des administrateurs non exécutifs

Afin de déterminer un niveau de rémunération adéquat pour les membres non exécutifs de son Conseil d'administration, Umicore a réalisé fin 2013 une étude de marché en vue de comparer la rémunération de ses administrateurs non exécutifs par rapport à celle des entreprises cotées en Bourse et faisant partie de l'indice BEL 20, ainsi que d'autres entreprises européennes de taille similaire opérant dans le secteur de la chimie, des métaux et des matériaux. Les résultats de cette étude, examinés au sein du Comité de nomination et de rémunération du 4 février 2014, ont démontré que le niveau de rémunération du Président et des membres du Conseil se situait dans la fourchette basse vis-à-vis des sociétés prises en compte dans la comparaison.

Le Comité de nomination et rémunération a recommandé au Conseil d'augmenter le nombre d'actions Umicore octroyées à chaque administrateur de 300 à 500, et pour le Président du Conseil de 500 à 1.000. Le 5 février 2014 le Conseil d'administration a suivi cette recommandation et a décidé de soumettre cette proposition à l'approbation des actionnaires. L'Assemblée générale des actionnaires du 29 avril 2014 a approuvé ces modifications.

Les honoraires fixes annuels ainsi que les jetons de présence pour 2014 ont été maintenus au niveau de l'année précédente.

La rémunération des membres non exécutifs du Conseil était composée des éléments suivants en 2014 :

- **Président** : honoraires fixes annuels : € 40.000 + € 5.000 par présence à chaque réunion + 1.000 actions Umicore.
- **Administrateur** : honoraires fixes annuels : € 20.000 + € 2.500 par présence à chaque réunion + 500 actions Umicore.

La rémunération des membres des Comités du Conseil d'administration se présentait comme suit en 2014 :

Comité d'audit

- **Président** : honoraires fixes annuels : € 10.000 + € 5.000 par présence à chaque réunion.
- **Membre** : honoraires fixes annuels : € 5.000 + € 3.000 par présence à chaque réunion.

Comité de nomination et de rémunération

- **Président** : € 5.000 par présence à chaque réunion.
- **Membre** : € 3.000 par présence à chaque réunion.

Aperçu de la rémunération du Conseil en 2014

Nom		(en €)	Participation aux réunions
Thomas Leysen (Président) (Administrateur non exécutif)	Conseil d'administration		
	Compensation fixe annuelle	40.000	
	Jetons de présence	5.000	7/7
	Valeur des 1.000 actions octroyées	34.660	
	Comité de nomination & rémunération		
	Jetons de présence	5.000	2/2
	Rémunération totale	119.660	
	Avantage en nature voiture de société	3.378	
Marc Grynberg (Administrateur exécutif)	Conseil d'administration		
	Aucune rémunération en tant qu'administrateur (cf. ci-dessous rémunération de l'Administrateur Délégué 2014)	-	7/7
Isabelle Bouillot (Administrateur non exécutif)	Conseil d'administration		
	Compensation fixe annuelle	20.000	
	Jetons de présence	2.500	5/7
	Valeur des 500 actions octroyées	17.330	
	Rémunération totale	49.830	
Uwe-Ernst Bufe (Administrateur non exécutif)	Conseil d'administration		
	Compensation fixe annuelle	20.000	
	Jetons de présence	2.500	5/7
	Valeur des 500 actions octroyées	17.330	
	Rémunération totale	49.830	
Arnoud de Pret (Administrateur non exécutif)	Conseil d'administration		
	Compensation fixe annuelle	20.000	
	Jetons de présence	2.500	7/7
	Valeur des 500 actions octroyées	17.330	
	Comité d'audit		
	Compensation fixe annuelle	10.000	
	Jetons de présence	5.000	4/4
	Rémunération totale	84.830	
Ines Kolmsee (Administrateur non exécutif, indépendant)	Conseil d'administration		
	Compensation fixe annuelle	20.000	
	Jetons de présence	2.500	7/7
	Valeur des 500 actions octroyées	17.330	
	Comité d'audit		
	Compensation fixe annuelle	5.000	
	Jetons de présence	3.000	3/4
	Rémunération totale	68.830	
Barbara Kux (Administrateur non exécutif, indépendant) Membre du Conseil depuis le 1 ^{er} janvier 2014	Conseil d'administration		
	Compensation fixe annuelle	20.000	
	Jetons de présence	2.500	7/7
	Valeur des 500 actions octroyées	17.330	
	Comité de nomination & rémunération		
	Jetons de présence	3.000	2/2
		Rémunération totale	60.830
	Contribution Umicore à la sécurité sociale suisse	4.312	

Nom		(en €)	Participation aux réunions
Shohei Naito (Administrateur non exécutif, indépendant) Mandat échu lors de l'AG annuelle du 29 avril 2014	Conseil d'administration		
	Compensation fixe annuelle	6.667	
	Jetons de présence	2.500	3/3
	Valeur des 167 actions octroyées	5.788	
	Rémunération totale	22.955	
Jonathan Oppenheimer (Administrateur non exécutif)	Conseil d'administration		
	Compensation fixe annuelle	20.000	
	Jetons de présence	2.500	7/7
	Valeur des 500 actions octroyées	17.330	
	Rémunération totale	54.830	
Rudi Thomaes (Administrateur non exécutif, indépendant)	Conseil d'administration		
	Compensation fixe annuelle	20.000	
	Jetons de présence	2.500	7/7
	Valeur des 500 actions octroyées	17.330	
	Rémunération totale	77.830	
	Comité de nomination & rémunération		
	Jetons de présence	3.000	2/2
Comité d'audit			
Compensation fixe annuelle	5.000		
Jetons de présence	3.000	4/4	
Rémunération totale	77.830		
Klaus Wendel (Administrateur non exécutif) Mandat échu lors de l'AG annuelle du 29 avril 2014	Conseil d'administration		
	Compensation fixe annuelle	6.667	
	Jetons de présence	2.500	3/3
	Valeur des 167 actions octroyées	5.788	
	Rémunération totale	19.955	

G13 Rémunération de l'Administrateur Délégué et du Comité de direction

Politique de rémunération s'appliquant à l'Administrateur Délégué et au Comité de direction

Le Comité de nomination et de rémunération définit les principes de la politique de rémunération de l'Administrateur Délégué et des membres du Comité de direction, et les soumet à l'approbation du Conseil d'administration. Il s'efforce d'avoir une rémunération fixe reflétant le degré de responsabilité et en ligne avec les pratiques du marché, ainsi qu'une rémunération variable attrayante qui récompense la performance de la société en fonction de critères financiers et de durabilité.

L'enveloppe de rémunération et des avantages de l'Administrateur Délégué et des membres du Comité de direction comprend les éléments suivants : rémunération fixe, rémunération variable, intéressements liés aux actions (octroi d'actions gratuites et plans d'options sur actions soumises à une période de blocage de trois ans), plans de pension et autres avantages.

Le fait d'inclure des actions Umicore et des options sur actions dans l'enveloppe de rémunération de l'Administrateur Délégué et des membres du Comité de direction reflète l'engagement du Conseil d'administration de créer de la valeur pour ses actionnaires. Les actions et les options sur actions ne sont pas liées à des critères de performance individuelle ni de la société. Dès lors ces intéressements liés aux actions ne doivent pas être considérés comme de la rémunération variable au sens de la loi belge du 6 avril 2010 relative au gouvernement d'entreprise et sont acquis au moment de l'octroi.

La rémunération de l'Administrateur Délégué et des membres du Comité de direction est revue une fois par an par le Comité de nomination et de rémunération. Chaque année, une étude est réalisée pour évaluer la compétitivité des enveloppes de rémunération. Umicore compare l'ensemble des rémunérations de l'Administrateur Délégué et des membres du Comité de direction par rapport aux sociétés cotées du BEL 20 et à des entreprises européennes comparables.

En conformité avec la loi belge du 6 avril 2010 relative au gouvernement d'entreprise, le paiement de la moitié de la rémunération variable est différé et conditionné à des objectifs ou des critères établis sur plusieurs années.

Résumé synthétique de l'enveloppe de rémunération de l'Administrateur Délégué et des membres du Comité de rémunération

Délai de conversion en cash

Année en cours	Fixe	Révision annuelle sur base des pratiques du marché du BEL20 et d'entreprises européennes comparables
15 mois	Variable non différée 50%	Fixée de manière discrétionnaire sur base d'objectifs individuels
27 mois	Variable différée 25%	Sur base du ROCE du groupe et de la performance par rapport à un plan sur 2 ans (a, a-1) pour l'Administrateur Délégué / CFO / CTO; pour les EVP performance par rapport au plan du Business Group sur 2 ans
39 mois	Variable différée 25%	Sur base du ROCE du groupe et de la performance par rapport à un plan sur 3 ans (a, a-1, a-2) pour l'Administrateur Délégué / CFO / CTO; pour les EVP performance par rapport au plan du Business Group sur 3 ans
3 ans	Actions	Octroi en reconnaissance de services rendus pendant l'année de référence - non lié à des critères de performance individuelle ou au niveau du groupe - soumis à une période de blocage de 3 ans
3 à 7 ans	Options sur actions	Octroi immédiat pour l'année de référence - non lié à des critères de performance individuelle ou au niveau du groupe - soumis à une période de blocage de 3 ans

Les composantes de la rémunération reprises ci-dessus sont définies et/ou évaluées par le Comité de nomination et de rémunération sous réserve d'approbation par le Conseil.

Enveloppe de rémunération de l'Administrateur Délégué

Rémunération fixe

La rémunération fixe de l'Administrateur Délégué est revue chaque année par le Comité de nomination et de rémunération.

Système de rémunération variable – rétribution en espèces et critères d'évaluation

La rémunération annuelle variable en espèces potentielle de l'Administrateur Délégué s'élève actuellement à € 540.000, dont la moitié fait l'objet d'un paiement non-différé basée sur la performance individuelle annuelle, ainsi que la performance financière globale annuelle du groupe, la réalisation des objectifs stratégiques ainsi que des objectifs de développement durable du groupe et le respect de ses valeurs.

L'autre moitié, qui fait l'objet d'un paiement différé, est basée (1) sur le critère de rentabilité du groupe Umicore, à savoir son ROCE (rendement des capitaux engagés), publié dans le rapport annuel et (2) sur le degré de réalisation du plan de performance, tel qu'approuvé par le Conseil. Le paiement différé est effectué sur plusieurs années. La moitié de cette somme est versée après deux ans, sur base de la moyenne de deux ans du ROCE et du plan de performance. L'autre moitié est payée après trois ans, en prenant pour référence la moyenne de trois ans du ROCE et du plan de performance. La fourchette du ROCE est fixée entre 7,5% (= versement de 0%) et un maximum de 17,5% (= versement de 100%). Lorsque le pourcentage de ROCE se situe entre l'un des objectifs susmentionnés, le montant à verser est calculé au prorata. Par ailleurs les versements différés seront ajustés vers le haut ou vers le bas en fonction du degré de réalisation du plan de performance adopté par le Conseil.

Dans l'hypothèse d'un changement structurel pertinent, le Comité de nomination et de rémunération se réserve le droit de revoir et, au besoin, d'ajuster la rémunération variable.

Au début de chaque année de référence, les objectifs individuels de l'Administrateur Délégué sont examinés lors d'une séance du Comité de nomination et de rémunération. Ils sont présentés par le Président lors d'une réunion du Conseil d'administration, puis discutés et adoptés par le Conseil.

La performance annuelle de l'Administrateur Délégué est évaluée par le Comité de nomination et de rémunération. Les résultats de l'évaluation sont présentés par le Président et discutés en séance du Conseil d'administration, en l'absence de l'Administrateur Délégué.

La rémunération variable en espèces peut être convertie, en tout ou en partie, en actions Umicore, au libre choix de l'Administrateur Délégué.

Aucune disposition quelconque n'autorise la Société à recouvrer quelque partie de la rémunération variable de l'Administrateur Délégué.

Intéressements liés aux actions (octroi d'actions et options sur actions)

Des actions Umicore sont octroyées à l'Administrateur Délégué sur décision discrétionnaire du Conseil d'administration en reconnaissance des services rendus l'année précédente. Le nombre d'actions octroyées à l'Administrateur Délégué pour l'année 2014 s'élève à 4.400. Les actions sont bloquées pendant trois ans et ne sont pas soumises à quelque droit de déchéance.

Des options sur actions sont octroyées à l'Administrateur Délégué dans le cadre de plans d'intéressement annuels approuvés par le Conseil d'administration. Le nombre d'options sur actions octroyées à l'Administrateur Délégué s'élève actuellement à 75.000. Il n'y a pas de période d'acquisition et les options sont soumises à une période de blocage de trois ans. Les options sur actions permettent à leur bénéficiaire d'acquérir un nombre donné d'actions Umicore à un prix déterminé (le prix d'exercice), dans un délai défini.

Pension et autres avantages

Les plans de pension comprennent à la fois des plans à cotisations définies et à prestations définies (coût des services). Les autres avantages incluent les frais de représentation, les avantages en nature (voiture de société) et les avantages en matière d'assurances.

Enveloppe de rémunération des membres du Comité de direction

Rémunération fixe

La rémunération fixe des membres du Comité de direction est revue chaque année par le Comité de nomination et de rémunération. La rémunération fixe peut différer pour chaque membre du Comité de direction, en fonction de critères comme l'expérience.

Système de rémunération variable – rétribution en espèces et critères d'évaluation

Umicore a adopté un régime de rémunération variable en espèces qui entend faire en sorte que tous les membres du Comité de direction soient rétribués en fonction de leurs performances individuelles annuelles ainsi que des résultats globaux du groupe Umicore. Tous les membres du Comité de direction ont droit au même potentiel de rémunération annuelle variable en espèces s'élevant actuellement à € 300.000, dont la moitié est octroyée sous la forme d'un paiement non différé basé sur la performance individuelle annuelle (en ce compris le respect des valeurs du groupe, la performance environnementale et sociale).

L'autre moitié, qui fait l'objet d'un paiement différé, est basée (1) sur le critère de rentabilité du groupe, à savoir son ROCE (rendement des capitaux engagés), tel que publié dans le rapport annuel, et (2) sur le degré de réalisation du plan de performance, tel qu'approuvé par le Conseil. Pour le Chief Financial Officer et le Chief Technology Officer le plan de performance est celui défini au niveau du groupe, alors que pour les Executive Vice-Presidents celui-ci est défini au niveau de leur Business Group respectif. Le paiement différé est effectué sur plusieurs années. La première moitié est payée après deux ans, sur base de la moyenne de deux ans du ROCE et du plan de performance. L'autre moitié est payée après trois ans, en prenant pour référence la moyenne de trois ans du ROCE ainsi que du plan de performance. La fourchette du ROCE est fixée entre 7,5% (= versement de 0%) et un maximum de 17,5% (= versement de 100%). Lorsque le pourcentage du ROCE se situe entre l'un des objectifs susmentionnés, le montant à verser est calculé au prorata. Par ailleurs les paiements différés seront ajustés vers le haut ou vers le bas en fonction du degré de réalisation du plan de performance approuvé par le Conseil.

Dans l'hypothèse d'un changement structurel pertinent, le Comité de nomination et de rémunération se réserve le droit de revoir et, au besoin, d'ajuster la rémunération variable.

Au début de chaque année de référence, l'Administrateur Délégué fixe les objectifs individuels annuels de chaque membre du Comité de direction sur la base de ses domaines de responsabilité. Les objectifs individuels annuels sont spécifiques, mesurables, acceptés, réalistes, définis dans le temps et tiennent compte des objectifs de développement durable du groupe.

La performance annuelle de chaque membre du Comité de direction est initialement évaluée par l'Administrateur Délégué. Les résultats des évaluations et les propositions de rémunération variable en espèces sont présentés par l'Administrateur Délégué au Comité de nomination et de rémunération avant d'être approuvés par le Conseil d'administration.

Aucune disposition quelconque n'autorise la Société à recouvrer quelque partie de la rémunération variable des membres du Comité de direction.

Intéressements liés aux actions (octroi d'actions et options sur actions)

Des actions Umicore sont octroyées aux membres du Comité de direction sur décision discrétionnaire du Conseil d'administration en reconnaissance des services rendus l'année précédente. Le nombre d'actions octroyées à chaque membre du Comité de direction pour l'année 2014 s'élève à 3.700. Ces actions sont bloquées pendant trois ans et ne sont pas soumises à quelque droit de déchéance.

Des options sur actions sont octroyées aux membres du Comité de direction dans le cadre de plans d'intéressement annuels approuvés par le Conseil d'administration. Le nombre d'options sur actions attribuées à chaque membre du Comité de direction s'élève actuellement à 17.500. Il n'y a pas de période d'acquisition et les options sont soumises à une période de blocage de trois ans. Les options sur actions permettent à leur bénéficiaire d'acquérir un nombre donné d'actions Umicore à un prix déterminé (le prix d'exercice), dans un délai défini.

Pension et autres avantages

Les plans de pension comprennent à la fois des plans à cotisations définies et à prestations définies (coût des services). Les autres avantages incluent les frais de représentation, les voitures de société et avantages en matière d'assurances.

Total de la rémunération de l'Administrateur Délégué et des membres du Comité de direction pour 2014

Le tableau ci-dessous détaille toutes les composantes de la rémunération perçue par l'Administrateur Délégué et les membres du Comité de direction pour l'exercice visé :

(en €)		Administrateur Délégué	Comité de direction (globalement)
Statut		Indépendant	
Délaï de conversion en cash			
Année en cours	Rémunération fixe	660.000	2.420.000
15 mois	Variable non différée 50% (année de référence 2014)	175.000	600.000
27 mois	Variable différée 25% (année de référence 2013)	72.900	243.000
39 mois	Variable différée 25% (année de référence 2012)	90.450	217.750
3 ans	Actions	166.320	839.160
3 à 7 ans	Options sur actions	319.113	446.760
Plans de pension	Plan à cotisations définies	201.630	207.600
	Plan à prestations définies (coût des services)	98.002	461.631
Autres avantages	Frais de représentation, avantage en nature voiture de société, avantages assurances	47.584	335.654
Total		1.830.999	5.771.555

G14 Transactions et détention d'actions et d'options sur actions en 2014

Transactions et détention d'options sur actions dans le chef du Comité de direction en 2014

Nom	Options détenues au 31/12/2013	Options octroyées en 2014	Nombre d'options exercées	Prix moyen d'exercice (en €)	Année d'octroi des options exercées	Nombre d'option expirées	Options détenues au 31/12/2014*
Marc Grynberg	465.000	75.000	0			0	540.000
Stephan Csoma	16.000	17.500	2.500	22,30	2010	0	31.000
Denis Goffaux	63.500	17.500	3.500	22,30	2010	0	77.500
Hugo Morel	60.000	17.500	0			0	77.500
Filip Platteeuw	35.000	17.500	7.000	14.44/22.30	2009/2010	0	45.500
Pascal Reymondet	95.000	17.500	10.000	22,30	2010	0	102.500
Marc Van Sande	88.838	17.500	0			0	106.338

* Ces options peuvent être exercées à des prix d'exercice situés entre € 14.44 et € 39.25

Les détails des options exercées ou autres opérations sur actions du Comité de direction ou des membres du Conseil d'administration sont disponibles sur www.fsma.be.

Détention d'actions du Comité de direction en 2014

Nom	Actions détenues au 31/12/2013	Actions détenues au 31/12/2014
Marc Grynberg	152.400	158.800
Stephan Csoma	500	3.500
Denis Goffaux	7.500	10.500
Hugo Morel	9.000	12.000
Filip Platteeuw	1.500	4.500
Pascal Reymondet	20.750	20.750
Marc Van Sande	9.000	12.000
Total	200.650	222.050

Détention d'actions du Conseil d'administration en 2014

Nom	Actions détenues au 31/12/2013	Actions détenues au 31/12/2014
Thomas Leysen	676.920	572.920
Isabelle Bouillot	900	1.400
Uwe-Ernst Bufe	900	1.400
Arnoud de Pret	5.900	6.400
Ines Kolmsee	805	1.305
Barbara Kux	0	500
Jonathan Oppenheimer	900	1400
Rudi Thomaes	1.205	1.705
Total	687.530	587.030

Relations contractuelles

Contrat entre Umicore et Marc Grynberg, Administrateur Délégué

Compte tenu de l'ancienneté de Marc Grynberg au sein du groupe Umicore, le Conseil a pris les décisions suivantes en 2008 :

- En cas de résiliation du contrat par Umicore, une indemnité totale équivalant à 18 mois de son salaire annuel de base lui sera versée.
- Une indemnité totale équivalant à trois ans du salaire de base annuel sera versée à l'Administrateur Délégué en guise d'indemnité minimale s'il est mis un terme à son mandat dans un délai de 12 mois suivant une prise de contrôle à la suite d'une offre d'achat (non cumulable avec la disposition précédente).
- Le Conseil d'administration est libre de juger si la rémunération variable en espèces est censée faire partie de l'indemnité finale.

Engagement entre Umicore et les membres du Comité de direction

En vertu d'une décision du Conseil prise en 2007, s'il est mis un terme au mandat d'un membre du Comité de direction dans un délai de douze mois suivant une prise de contrôle de la Société, le membre concerné peut prétendre à une indemnité totale équivalant à 36 mois du salaire de base annuel. Cette disposition s'applique à tous les membres du Comité de direction à l'exception de Denis Goffaux, qui a signé son contrat de travail le 1^{er} juillet 2010, ainsi que de Stephan Csoma et Filip Platteeuw, qui ont signé leur contrat de travail le 1^{er} novembre 2012.

Dispositions individuelles en cas de rupture de contrat par Umicore

Stephan Csoma et Filip Platteeuw ont été nommés membres du Comité de direction le 1^{er} novembre 2012. Compte tenu de leur ancienneté au sein du groupe Umicore, une indemnité totale équivalant à 18 mois de leur salaire de base annuel leur sera versée en cas de résiliation de leur contrat. Conformément à la loi belge du 6 avril 2010 relative au gouvernement d'entreprise, le Comité de nomination et rémunération a approuvé ces indemnités le 18 septembre 2012 sous réserve d'objections du Conseil d'administration qui n'ont pas été formulées. Le Conseil d'administration est libre de juger si la rémunération variable en espèces est censée faire partie de l'indemnité finale.

Denis Goffaux a été nommé membre du Comité de direction le 1^{er} juillet 2010. Compte tenu de son ancienneté au sein du groupe Umicore, une indemnité totale équivalant à 18 mois de son salaire de base annuel lui sera versée en cas de résiliation de son contrat. Dans le cadre de la loi belge du 6 avril 2010 relative au gouvernement d'entreprise, le Comité de nomination et rémunération a recommandé cette disposition, approuvée par le Conseil d'administration le 1^{er} juin 2010. Le Conseil d'administration est libre de juger si la rémunération variable en espèces est censée faire partie de l'indemnité finale.

Les contrats d'Hugo Morel et de Marc Van Sande ont été signés avant l'entrée en vigueur de la loi belge du 6 avril 2010 relative au gouvernement d'entreprise. En cas de résiliation l'indemnité est calculée en fonction de l'âge, de l'ancienneté au sein du groupe Umicore et de l'ensemble des rémunérations et avantages.

Pascal Reymondet a un contrat de travail allemand signé le 1^{er} mars 1989. Il n'existe aucune disposition contractuelle en cas de résiliation. Le droit allemand sera d'application.

G15 Changement de l'enveloppe de rémunération depuis la fin de l'année 2014

Rémunération des administrateurs non exécutifs

A la demande du Comité de nomination et de rémunération, Umicore a mené fin 2014 une étude de marché en vue de comparer la rémunération de ses administrateurs non exécutifs par rapport à celle des entreprises cotées en Bourse et faisant partie de l'indice BEL 20, ainsi que d'autres entreprises européennes de taille similaire opérant dans le secteur de la chimie, des métaux et des matériaux. Les résultats de cette étude, examinés par le Comité de nomination et de rémunération du 4 février 2015, ont démontré que l'enveloppe de rémunération actuelle des administrateurs non exécutifs est en ligne avec les pratiques du marché.

Le Comité de nomination et de rémunération a recommandé au Conseil de maintenir l'enveloppe de rémunération au même niveau en 2015 et d'augmenter le montant des jetons de présence de € 1.000 par réunion pour les administrateurs résidant à l'étranger. Le 5 février 2015 le Conseil d'administration a suivi cette recommandation et a décidé de soumettre cette proposition à l'approbation des actionnaires.

Enveloppe de rémunération de l'Administrateur Délégué et des membres du Comité de direction

Le Comité de nomination et de rémunération du 4 février 2015 a revu l'enveloppe de rémunération de l'Administrateur Délégué et des membres du Comité de direction sur base d'une étude comparative avec des entreprises européennes et de l'indice BEL 20 de taille similaire.

Sur proposition du Comité de nomination et de rémunération, le Conseil d'administration du 5 février 2015 a décidé de laisser la rémunération fixe annuelle de l'Administrateur Délégué et des membres du Comité de direction inchangée pour 2015 et d'augmenter le nombre d'actions Umicore octroyées aux membres du Comité de direction de 3.000 à 3.700 et à l'Administrateur Délégué de 3.000 à 4.400.

Gestion des risques et contrôle interne

G16 Gestion des risques

La prise de risques calculés fait partie intégrante du développement des activités de toute entreprise. Le Conseil d'administration d'Umicore est responsable en dernier ressort de l'évaluation du profil, en tenant compte de la stratégie de l'entreprise et de facteurs externes tels que la conjoncture, le positionnement de la concurrence, les évolutions technologiques, etc. Il doit aussi s'assurer que les procédures adéquates soient mises en place afin de gérer ces risques. La direction d'Umicore a pour mission d'exploiter au mieux les perspectives commerciales tout en limitant les éventuelles pertes pour l'entreprise. Pour ce faire, Umicore dispose d'un système global de gestion des risques. L'objectif de ce dernier est de permettre à l'entreprise d'identifier les risques de manière préventive et dynamique, et de les maintenir à un niveau acceptable, dans la mesure du possible. Umicore possède également des mécanismes de contrôle interne. Ceux-ci offrent à la direction une garantie raisonnable que la Société est à même d'atteindre ses objectifs. Ces contrôles concernent l'efficacité et les performances des activités, la fiabilité de ses procédures financières et du reporting, ainsi que sa conformité aux législations et réglementations. Ils permettent d'atténuer les risques liés aux erreurs et aux fraudes.

16.1 Processus de gestion des risques

Chaque business unit d'Umicore évolue dans un environnement présentant des attentes spécifiques en matière de croissance et différents degrés d'incertitudes économiques et technologiques. Dès lors, le premier niveau d'identification des risques concerne les business units proprement dites.

Dans le processus de gestion des risques, la première phase consiste à permettre et à encadrer l'identification des risques majeurs. Umicore a instauré un processus d'évaluation des risques commerciaux qui doit être mis en place par chaque business unit et département du Groupe. Cette procédure impose à l'ensemble des entités de procéder à un examen des risques afin d'identifier tout risque significatif (qu'il soit financier ou non) susceptible d'empêcher l'entreprise d'atteindre ses objectifs et de mener à bien ses plans stratégiques. Ce processus requiert une description détaillée de chacun de ces risques sur une fiche de risque. Outre l'évaluation de l'impact potentiel et de sa probabilité, la fiche de risque doit aussi comporter des informations sur l'état d'avancement des plans de gestion ou d'atténuation et leurs responsables.

Ces fiches de risque sont ensuite communiquées au membre du Comité de direction responsable du domaine d'activité en question. Une analyse consolidée est effectuée au niveau du Comité de direction; ces résultats sont ensuite présentés au Comité d'audit et au Conseil d'administration. Le Comité d'audit, pour le compte du Conseil d'administration, procède à une analyse annuelle des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'entreprise et en examine continuellement les aspects particuliers.

Chaque business unit ou département du Groupe endosse la responsabilité de l'atténuation de ses risques propres. Il incombe au Comité de direction d'intervenir lorsque la gestion d'un certain risque dépasse les compétences d'une business unit donnée. Par ailleurs, de façon plus générale, le Comité de direction et l'Administrateur Délégué sont responsables de l'identification et de l'approche adoptée en matière de risques ayant un impact sur le Groupe dans son ensemble, tels le positionnement stratégique, le financement ou les risques macroéconomiques. Un rôle de surveillance revient au département d'audit interne d'Umicore en vue de donner une vue d'ensemble du processus de gestion des risques.

16.2 Système de contrôle interne

Umicore a adopté le référentiel COSO pour sa gestion des risques et en a adapté les divers éléments de contrôle à sa structure organisationnelle et ses processus. Le "Umicore Way" (<http://www.umicore.com/en/vision/values/>) et le "Code de conduite" sont les pierres angulaires du contrôle interne. Avec le concept de gestion par objectifs et la mise en place de rôles et responsabilités clairement définis, ils constituent le cadre opérationnel de l'entreprise.

Les mécanismes spécifiques de contrôle interne ont été élaborés par les business units, au niveau de leurs opérations, tandis que les fonctions opérationnelles communes et les services corporate donnent des orientations et établissent des contrôles pour les activités transversales de l'entreprise. Ils ont abouti à des politiques, des procédures et des chartes spécifiques dans des domaines comme la gestion de la chaîne d'approvisionnement, les ressources humaines, les systèmes d'information, la santé et la sécurité au travail, le droit, la sécurité interne, ainsi que la recherche et le développement.

Umicore dispose d'un système de Conditions minimales de contrôle interne (MICR) visant à réduire les risques financiers et à améliorer la fiabilité des rapports financiers.

Dans le cadre des MICR d'Umicore, toutes les entités du Groupe doivent se conformer à un ensemble de contrôles internes couvrant 165 activités de contrôle dans 12 processus et 129 entités de contrôle du Groupe. Dans le cadre des MICR, une attention particulière est portée sur le compartimentage des tâches et la définition claire des rôles et responsabilités. Chaque activité de contrôle est assortie d'un seuil de conformité. La majorité des entités ont stabilisé ou amélioré leur conformité en 2014. La conformité MICR est contrôlée au moyen d'auto-évaluations annuelles approuvées ensuite par le senior management. Leurs résultats sont transmis au Comité de direction et au Comité d'audit du Conseil d'administration. Les évaluations de la conformité sont aussi analysées par le département d'audit interne dans le cadre de ses missions. En 2015, le procédé d'auto-évaluations sera remanié afin de passer d'une méthodologie critique à une méthodologie objective et de permettre la mise en place d'un cadre MICR taillé sur mesure pour chaque opération ou périmètre des différentes entités. Les premières évaluations des nouvelles auto-évaluations auront lieu vers la fin de l'année 2015.

G17 Catégorisation des risques

Umicore est confrontée à des risques qui peuvent être répertoriés comme suit :

Stratégiques : risques liés à la conjoncture macroéconomique, au contexte financier, aux évolutions technologiques, à la réputation de l'entreprise, au contexte politique et au contexte législatif.

Opérationnels : risques en matière d'évolution de la demande des clients, d'approvisionnement en matières premières, de distribution des produits, de crédit, de production, de relations de travail, de ressources humaines, d'infrastructure IT, de santé et de sécurité au travail, de contrôle des émissions, d'impact des activités présentes ou passées sur l'environnement, de sécurité des produits, de sécurité des biens et des informations, et de reprise après sinistre.

Financiers : risques liés à la trésorerie, aux impôts, aux prévisions et à la budgétisation, à la précision et à la ponctualité des rapports, au respect des normes comptables, à la fluctuation du prix des métaux et des taux de change, ainsi qu'aux couvertures de risques.

La plupart des entreprises industrielles sont généralement confrontées à plusieurs des risques énumérés ci-dessus. Il n'entre pas dans nos intentions de détailler exhaustivement dans le présent rapport chacun des risques encourus par l'entreprise. Toutefois, la Société a voulu mettre en exergue les principaux risques stratégiques et opérationnels pour Umicore, en raison de leur pertinence pour Umicore et ses objectifs Vision 2015 ou de la manière dont Umicore les aborde. Tous les risques financiers sont abordés en détail à la note F3 des États financiers consolidés.

G18 Description des risques

18.1 Risques stratégiques et opérationnels

18.1.1 Risque de marché

Umicore possède un portefeuille d'activités diversifié desservant un certain nombre de segments de marchés différents. Elle est présente à l'échelle mondiale pour la plupart de ses activités. Aucun des segments de marchés finaux ou industriels ne représente plus de 50% des ventes d'Umicore. En termes d'exposition globale, les principaux marchés finaux desservis par Umicore sont l'automobile, l'électronique grand public et la construction. Le modèle d'entreprise d'Umicore se base aussi sur l'approvisionnement en matériaux secondaires et en fin de vie à des fins de recyclage. Dans de nombreux cas, la disponibilité de ces matériaux dépend des niveaux d'activité de certains secteurs ou clients auxquels Umicore fournit ses services de recyclage en boucle fermée. Un portefeuille diversifié et une présence géographique étendue contribuent à atténuer les risques de surexposition à un marché en particulier.

Commentaires 2014 : Pour la plupart des marchés finaux d'Umicore, la conjoncture économique s'est améliorée. Les revenus ont été légèrement supérieurs à ceux de 2013. Les bénéfices ont été moins élevés en raison des effets des prix des métaux moins élevés sur les résultats du business group Recycling.

18.1.2 Risque technologique

Umicore est un groupe de technologie des matériaux qui met l'accent sur le développement de matériaux et de procédés innovants. Le choix et le développement de ces technologies représentent à la fois la principale opportunité et le principal risque pour Umicore. Afin de gérer ce risque et d'améliorer l'efficacité de la sélection des technologies et de la mise en place des processus, Umicore a mis en œuvre un processus de gestion de l'innovation technologique. Chaque année, elle procède à des analyses technologiques au niveau du Comité de direction. Toutes les business units sont également tenues de procéder à une analyse technologique annuelle. L'objectif est de vérifier la pertinence, le potentiel et les risques des technologies sélectionnées ou poursuivies et de garantir leur conformité à la vision stratégique d'Umicore. En 2009, Umicore a adopté un système de suivi de la qualité de ses efforts en recherche et développement. Ce système repose principalement sur un outil d'auto-évaluation pour les business units et la R&D du Groupe.

En termes d'organisation, les efforts d'Umicore en matière de recherche et développement englobent des initiatives à la fois au niveau du Groupe et au niveau des business units. Un Chief Technology Officer (CTO) a été nommé en 2005. Il a pour mission de stimuler les différents efforts en matière de recherche et développement à travers le Groupe, tout en veillant à aligner la feuille de route R&D sur les priorités stratégiques et à équilibrer les besoins technologiques actuels et les perspectives à long terme. Cinq plates-formes technologiques offrent un cadre aux éléments R&D qui possèdent un degré élevé de pertinence pour l'ensemble du Groupe, autrement dit Fine Particle Technology, Recycling & Extraction Technology, Scientific and Technical Operations Support, Environment Health et Safety et Analytical Competences. Des efforts sont également déployés pour promouvoir les pratiques d'excellence en termes de gestion des connaissances, de partage de l'information, de formation et de networking au sein de la communauté R&D chez Umicore.

Dans la mesure du possible, l'objectif est de poursuivre ces efforts de financement, quelles que soient les fluctuations à court terme des performances financières du Groupe. Au sujet du risque lié à la propriété intellectuelle (IP), un comité IP au niveau du Groupe coordonne la protection de la propriété intellectuelle et encourage les pratiques d'excellence dans ce domaine au niveau des business units, qui possèdent leurs propres comités IP.

Commentaires 2014 : Alors que les principaux projets technologiques sont fixés, en 2014, le Comité de direction a procédé à cinq analyses technologiques spécifiques, contre six en 2013. Ces analyses mettent l'accent sur les évolutions technologiques qui seront capitales à l'heure de concrétiser les ambitions de croissance définies dans Vision 2015. Elles portent à la fois sur le développement des produits et des procédés, dans le domaine des catalyseurs automobiles, des catalyseurs pour piles à combustible, des matériaux pour batteries rechargeables et des technologies de recyclage.

18.1.3. Risque d'approvisionnement

Afin de pouvoir assurer sa production, Umicore dépend d'approvisionnements en certains métaux ou matières premières à base de métaux. Certaines de ces matières premières sont relativement rares. Afin de réduire le risque de voir ces approvisionnements mis en péril, Umicore conclut dans la mesure du possible des contrats de longue durée avec ses fournisseurs. Dans certains cas, l'entreprise constitue des stocks stratégiques de certaines matières premières essentielles. Par ailleurs, l'entreprise tend à s'approvisionner en matières premières dans des zones géographiques distinctes. De même, en raison de l'importance qu'Umicore accorde au recyclage, ses besoins en approvisionnement ne dépendent que partiellement de matières premières primaires. En effet, une majeure partie des besoins de l'entreprise est couverte par des approvisionnements issus de sous-produits industriels ou de matériaux en fin de vie. Umicore s'emploie dans la mesure du possible à établir avec ses clients une relation basée sur un modèle en boucle fermée, combinant en une seule offre le produit acheté par le client et le recyclage des déchets découlant de son utilisation. Umicore a rédigé une Charte d'approvisionnement durable pour améliorer davantage l'approche de l'entreprise envers l'approvisionnement durable. Elle est mise en place en collaboration avec les fournisseurs d'Umicore.

Commentaires 2014 : Umicore a réalisé de nouvelles avancées en 2014 dans le cadre de ses efforts de mise en conformité avec le Dodd Frank Act aux États-Unis. Ses approvisionnements ne concernent pas des minerais issus de zones de conflit, et la Société n'est donc pas assujettie au Dodd Frank Act. Néanmoins, l'entreprise a abordé préventivement cette question avec plusieurs de ses clients et fournisseurs. Chez Precious Metals Refining, les sites d'Hoboken et de Guarulhos, ont été certifiés comme fonderie n'utilisant pas des ressources issues de zones de conflits par la London Bullion Market Association (LBMA) suite à un audit des procédés et des filières d'approvisionnement. Une procédure et une certification similaire ont eu lieu pour les sites de Jewellery & Industrial Metals à Pforzheim et Bangkok, en partenariat avec le Responsible Jewellery Council (RJC). Pour de plus amples informations veuillez-vous référer à la page 25. La politique relative aux minéraux issus de zones de conflits d'Umicore est accessible sur <http://www.umicore.com/en/media/topicsofinterest/conflictMinerals/>. Pour des commentaires généraux sur l'avancement du déploiement de la Charte d'approvisionnement durable d'Umicore, reportez-vous à la page 24-25 et à la note S8.

18.1.4. Risque de substitution

Umicore et ses clients entendent dégager le meilleur rapport coût/performance pour les matériaux. Le risque existe en permanence de voir les clients rechercher des matériaux de substitution afin de les intégrer à leurs produits, si Umicore devait ne pas offrir cet équilibre idéal. Ce risque est particulièrement présent dans les activités produisant des matériaux à base de métaux onéreux (en particulier ceux dont les prix sont depuis toujours sujets à volatilité). Umicore tente d'aller au-devant de cette tendance en développant elle-même des solutions de substitution faisant appel à des matériaux moins coûteux, aux prix moins volatiles et, dans la mesure du possible, sans impact sur les performances du produit du client.

Commentaires 2014 : En 2014, aucune évolution notable n'a eu lieu en matière de risque de substitution.

18.1.5 Risque législatif

À l'instar de nombreuses entreprises, Umicore est exposée aux changements du cadre réglementaire dans les pays et régions où elle déploie ses activités. Il convient de noter que les activités d'Umicore peuvent tirer parti de certaines tendances législatives, notamment celles relatives aux contrôles plus rigoureux des émissions des véhicules et au recyclage obligatoire des produits en fin de vie, comme les appareils électroniques.

Certaines législations environnementales représentent de véritables défis opérationnels. La directive REACH est entrée en vigueur en juin 2007 dans toute l'Union européenne. Elle a imposé la création de nouvelles procédures opérationnelles concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques. Umicore a créé un réseau opérationnel de gestionnaires REACH au sein de chaque business unit, coordonné par un manager responsable de la mise en œuvre de REACH.

Umicore surveille attentivement tous les changements d'interprétation ainsi que les guides techniques, susceptibles d'avoir une incidence sur sa stratégie de déploiement REACH. Umicore est activement impliquée dans des groupes de travail au sein de fédérations sectorielles afin de garantir la cohérence de l'approche et la compréhension de la spécificité des métaux par les instances réglementaires et les entreprises.

Étant donné que le paysage réglementaire pourrait évoluer à l'avenir, seules quelques-unes de nos substances figurent actuellement sur la liste des candidats à une homologation REACH potentielle. Au total, les produits vendus qui contiennent ces substances représentent moins de 0,5% des revenus d'Umicore. L'ajout d'une substance à la "liste des substances candidates" REACH est la première étape d'un processus d'évaluation scientifique rigoureuse et détaillée des risques afin de déterminer si cette substance peut toujours être utilisée ou si elle doit être remplacée dans la cas où il existe des alternatives économiquement et techniquement faisables.

Commentaires 2014 : En 2014, Umicore a introduit 20 dossiers de mise à jour concernant des matériaux intermédiaires complexes. Les dossiers ont été préparés par divers consortiums selon une méthode développée conjointement avec Eurométaux et en collaboration avec l'Agence Européenne des Produits Chimiques (AEPIC). Par ailleurs, plus de 30 autres dossiers ont été mis à jour avec des informations additionnelles ou des données nouvellement disponibles. La plupart de ces mises à jour ont été proposées par les consortiums de métaux eux-mêmes et une seule à l'initiative de l'AEPIC suite à une évaluation d'essai de proposition.

18.2 Risque financier

Comme mentionné ci-dessus, Umicore a mis en œuvre des Conditions minimales de contrôle interne afin de réduire les risques financiers. Voici les douze domaines concernés par ces MICR : le contexte de contrôle interne, la clôture et le reporting financier, les immobilisations corporelles, le Procure-To-Pay, l'Order-To-Cash, la gestion des stocks, la couverture, la trésorerie, les taxes, la gestion informatique, les ressources humaines, les voyages et événements. Un guide interne intitulé "The Umicore Financial Reporting Standard" fournit une définition commune des politiques comptables d'Umicore, de l'application de l'IFRS et des pratiques générales en matière d'établissement de rapports. Ci-dessous, nous vous résumons les trois principaux risques financiers. Vous trouverez une description complète des risques financiers et de leur gestion dans la note F3 des États financiers consolidés.

18.2.1 Risque de crédit et de dette

Umicore a pour but de protéger ses activités grâce à une gestion financière saine et au maintien d'un bilan solide. Bien qu'il n'y ait pas d'objectif fixé concernant le niveau de dette, la Société cherche en permanence à maintenir un label d'investissement de première qualité. Nous nous efforçons également de maintenir un équilibre sain entre les dettes à court et à plus long terme, ainsi qu'entre les dettes à taux d'intérêt fixe et celles à taux variable. Umicore dispose d'un processus de surveillance pour évaluer le risque de contrepartie dans le chef des banques. Umicore est exposée au risque de non-paiement par des tiers pour des ventes de biens ou d'autres transactions commerciales. Elle gère ce risque en menant une politique de risque de crédit. L'assurance-crédit sert souvent à réduire le niveau global du risque. Toutefois, certaines activités n'utilisent aucune assurance. Il s'agit essentiellement d'activités ayant une grosse concentration de clients, ou une relation bien spécifique et assez proche avec ces derniers. Dans ce cas, le coût de l'assurance n'est pas justifié par rapport au risque encouru. Les managers sont également encouragés à prêter une attention particulière à l'évolution des créances commerciales. Cette démarche s'inscrit dans le contexte de gestion des besoins en fonds de roulement et est en phase avec les efforts consentis par le Groupe afin de diminuer les capitaux engagés. La plus grande partie de la rémunération variable des managers est liée au Rendement des Capitaux Engagés (ROCE).

18.2.2 Risque de change

Umicore doit faire face à des risques de change structurels, transactionnels et translationnels. Des risques de change structurels surviennent lorsque l'entreprise génère, dans une devise, des revenus supérieurs aux coûts supportés dans cette même devise. La plus grande sensibilité en la matière est celle dérivant du dollar US. Le risque transactionnel lié aux devises est couvert systématiquement, tandis que l'entreprise a parfois recours à des couvertures structurelles des devises pour sécuriser les futurs flux de trésorerie.

Par ailleurs, l'entreprise s'expose à un risque de change translationnel lors de la consolidation des revenus des filiales qui n'utilisent pas l'euro comme devise pour les états financiers. Ce risque ne fait généralement pas l'objet d'une couverture.

18.2.3 Risque lié au prix des métaux

Umicore est exposée à des risques liés au prix des métaux que le Groupe traite ou recycle. Le risque structurel est principalement imputable à l'influence des prix des métaux sur les bonis de métaux issus du traitement de matériaux fournis par nos clients. Les risques transactionnels relatifs au prix des métaux sont liés à la sensibilité envers les variations de prix entre le moment où les matières premières sont achetées (c.-à-d. quand le métal est "priced in") et celui où les produits sont vendus (c.-à-d. quand le métal est "priced out"). Un autre risque existe au sein du stock de métaux immobilisés. Il est lié à la chute du prix du marché sous la valeur comptable de ces stocks. Le risque transactionnel lié aux métaux est couvert systématiquement, tandis que l'entreprise a parfois recours à des couvertures structurelles des métaux pour sécuriser les futurs flux de trésorerie.

18.2.4 Fiscalité

La charge fiscale incluse dans les états financiers est la meilleure estimation fiscale du Groupe. Jusqu'à la finalisation des contrôles fiscaux par les autorités, une certaine incertitude plane quant aux impôts à payer pour la période. La politique du Groupe est de transmettre sa déclaration fiscale dans les délais légaux, et de collaborer avec l'administration fiscale pour être certaine que les affaires fiscales du Groupe soient aussi exactes que possible, et que toute divergence d'interprétation du droit fiscal soit résolue le plus rapidement possible. Étant donné l'ampleur et la nature internationale du Groupe, la TVA, la taxe de vente et les prix de transfert intra-entreprise sont des risques fiscaux inhérents, comme pour d'autres entreprises internationales. Les modifications apportées au droit fiscal ou à son application dans des domaines comme le prix de transfert, la TVA, les dividendes étrangers, les crédits d'impôt pour la R&D, ainsi que les abattements fiscaux, pourraient grever le taux d'imposition réel du Groupe, et avoir des répercussions défavorables sur ses résultats financiers.

Commentaires 2014 : Aucun changement important n'est intervenu en ce qui concerne la nature ou la gestion des risques financiers encourus par Umicore en 2014.

Engagement envers les parties prenantes

Umicore est une société cotée en Bourse. À ce titre, nous sommes en relation avec un certain nombre de parties qui portent un intérêt à la façon dont nous exerçons notre activité. La relation que notre entreprise est capable de bâtir avec ces parties ("stakeholders") a une influence directe sur nos résultats.

L'engagement envers les parties concernées se fait en premier lieu selon une approche locale où chaque site est tenu d'identifier ses parties concernées et d'établir des initiatives d'engagement adéquates à leur égard. Cette approche est traduite dans l'objectif Vision 2015 relatif aux collectivités locales. Dans de nombreux cas, par exemple le dialogue avec les clients et les fournisseurs, les relations avec les parties concernées sont gérées principalement au niveau des business units, en phase avec l'approche décentralisée d'Umicore pour la gestion de ses affaires.

Au niveau du Groupe, les objectifs Vision 2015 ont été en partie formulés sur la base des enseignements tirés d'un comité consultatif externe réuni en 2009 pour analyser l'approche de développement durable et le reporting d'Umicore. Ce comité consultatif s'est ajouté à un exercice interne mené avec des représentants des business units, des fonctions opérationnelles communes et des départements Corporate.

Umicore est un membre actif de plusieurs fédérations sectorielles. En leur sein, elle engage le dialogue avec des responsables politiques afin de les sensibiliser aux enjeux du secteur. Ces fédérations constituent des plates-formes essentielles, qui permettent à Umicore de mener une action plus élargie, à l'échelle du secteur, en faveur du développement durable. À un niveau plus informel, les membres de la direction d'Umicore sont régulièrement sollicités, ou se portent volontaires, pour participer à des forums de discussion sur les performances d'Umicore et sur son approche en matière de développement durable. De tels événements mettent en présence différents intervenants, dont des chefs d'entreprise, des universitaires et des membres de la société civile.

Ci-dessous, nous avons mis en évidence les principales parties concernées en rapport avec Umicore. Celles-ci ont été regroupées de façon générale, sur la base des catégories types des parties concernées qui s'appliquent à la plupart des organisations industrielles. Nous avons aussi indiqué la nature de la relation qui nous unit et avons brièvement décrit la façon dont se déroule la communication entre Umicore et les parties concernées.

G19 Fournisseurs

Umicore procure : des revenus

Les fournisseurs procurent : des matières premières, des transports, de l'énergie et d'autres biens et services

Umicore comprend quatre business groups, actifs sur cinq continents. Afin de fabriquer leurs produits, ces derniers ont non seulement besoin de matériaux, mais aussi d'énergie, de transport et d'une série d'autres services. Umicore compte plus de 10.000 fournisseurs dans le monde. Ces derniers ont tout intérêt à compter Umicore parmi leurs clients : en 2014, Umicore a payé à ces fournisseurs quelque € 7,8 milliards (y compris la valeur des métaux dans les matières premières).

Umicore entretient un dialogue permanent avec ses fournisseurs, essentiellement afin de définir des spécifications techniques et de convenir de conditions contractuelles acceptables pour toutes les parties, dans un esprit de partenariat à long terme pour les livraisons de matières premières et de prestations de service promptes et ininterrompues, ainsi que les paiements ponctuels. Les entités sont, en premier lieu, responsables des achats de matières premières, tandis que le rôle du département Purchasing and Transportation est de s'assurer que les besoins du Groupe en matière de transport, d'énergie et autres soient satisfaits.

L'approche d'Umicore est façonnée par sa Charte d'approvisionnement durable (<http://www.umicore.com/en/sustainable-procurement-charter/>). Entrée en vigueur en 2010, cette charte sert de base à l'objectif Vision 2015 en matière d'approvisionnement durable. L'état d'avancement relatif à cet objectif est repris aux pages 24-25 du présent rapport.

G20 Clients

Umicore procure : des matériaux et des services

Les clients procurent : des revenus

Umicore ambitionne de fournir des matériaux pour une vie meilleure ("Materials for a better life"). Les matériaux produits par l'entreprise sont présents dans un large éventail d'applications qui apportent davantage de confort à la vie quotidienne et contribuent à un environnement plus propre.

La clientèle d'Umicore tend à s'internationaliser. En 2014, 48% des revenus ont été générés en dehors d'Europe.

Cette clientèle est généralement composée d'autres entreprises industrielles qui utilisent des matériaux Umicore dans la fabrication de leurs produits. Il est exceptionnel que l'entreprise fabrique des produits directement distribués au consommateur. Les business units ont la responsabilité d'aider leurs clients afin de mieux comprendre les dangers et les risques liés aux produits sur le marché ou en cours de développement. L'interaction avec les clients est un processus continu, pris en charge par les business units. Toutes les entités ont mis en place un système de feed-back de la part de leurs clients. Ce dernier leur permet d'évaluer à intervalles réguliers le niveau de satisfaction des clients par rapport à leurs produits et services. Dans les domaines d'activité impliquant les technologies les plus avancées, cette relation avec le client est souvent fortement intégrée. En effet, la mise au point de produits de haute technologie demande en général plusieurs années de recherche et de développement en collaboration directe avec les clients en question.

G21 Travailleurs

Umicore procure : rémunération, formation et perspectives d'apprentissage

Les travailleurs procurent : aptitudes, compétences et productivité

Umicore et ses sociétés liées emploient quelque 14.000 personnes dans le monde. L'entreprise investit des ressources considérables afin de s'assurer un statut d'employeur de référence dans l'ensemble des régions où elle est active. En 2014, Umicore a versé au personnel de ses entreprises intégralement consolidées un montant total de € 559 millions, sous forme de rémunération et d'autres avantages. Les cotisations de sécurité sociale se sont chiffrées à € 114 millions.

Umicore s'engage non seulement à offrir à son personnel un niveau de rémunération compétitif et des conditions de travail optimales, mais aussi des possibilités de formation pratique et professionnelle. Le personnel est tenu d'adhérer aux principes et aux politiques formulées dans "The Umicore Way" et dans le Code de conduite d'Umicore. L'entreprise promeut un dialogue ouvert avec son personnel. A cette fin, une enquête d'opinion trisannuelle est organisée (Les résultats de l'enquête 2014 sont détaillés en page 17).

Umicore respecte le principe de la négociation collective là où elle est demandée. Pratique courante en Europe, ces mécanismes de négociation collective et la présence même de syndicats ne constituent pas la norme dans certaines régions du monde, ou font l'objet de restrictions juridiques au niveau local. Umicore a signé un accord de développement durable avec le syndicat international IndustriALL portant sur la mise en application des politiques d'Umicore en matière de droits de l'Homme, d'égalité des chances, de conditions de travail, de comportement éthique et de protection de l'environnement pour l'ensemble du Groupe. L'accord permet aux syndicats de participer de manière constructive à la poursuite de ces objectifs. Un comité de surveillance conjoint veille au déploiement de cet "Accord sur le Développement durable".

D'autres canaux de communications sont également utilisés à travers le Groupe tels que l'intranet du Groupe, des newsletters publiées par le Group et les business units et le magazine interne à diffusion internationale "Umicore Link" édité en six langues. Umicore utilise une plateforme de gestion des apprentissages pour l'ensemble du Groupe appelée "MyCampus" afin de supporter ses objectifs en faveur du développement des travailleurs et en vue de devenir un employeur attrayant. Cette plateforme comprend un outil social destiné à faciliter le partage des connaissances au sein de la société.

G22 Investisseurs et bailleurs de fonds

Umicore procure : un retour sur investissement

Les investisseurs procurent : des capitaux et des fonds

Les investisseurs accordant leur confiance à Umicore se sont fortement diversifiés. Fin 2014, le Groupe estime que ses actionnaires étaient principalement issus d'Europe et d'Amérique du Nord. Pour obtenir les informations les plus récentes concernant l'actionnariat, rendez-vous sur <http://www.umicore.com/en/investors/>.

Umicore s'efforce de proposer aux investisseurs des informations ponctuelles et précises. Ces efforts de communication comprennent des tournées de présentation par la direction et des visites de site, la participation à des conférences et à des foires destinées aux investisseurs individuels, des présentations sur le Web et des téléconférences. En 2014, le nombre d'analystes qui suivent les activités d'Umicore a légèrement augmenté : 22 ont publié des rapports concernant l'action Umicore.

La grande majorité des organismes de crédit et des créanciers de l'entreprise sont des institutions bancaires. Umicore dispose de lignes de crédit auprès de nombreuses banques, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Pour l'essentiel, les relations avec ces banques relèvent de la compétence du département Finance du Groupe, même si chaque entité juridique au sein d'Umicore entretient des relations avec les milieux financiers.

G23 Société

Umicore procure : de la prospérité, ainsi que des produits et processus novateurs

La société procure : le permis d'exploiter

Par le biais de son personnel, Umicore participe à la création de valeur ajoutée dans les zones où elle est active. Bien que la création de valeur ajoutée constitue indubitablement un bénéfice, la façon dont celle-ci est créée revêt, elle aussi, une grande importance. En définitive, Umicore ne peut poursuivre ses activités que si elle en reçoit l'autorisation de la part de la société. Afin de conserver cette autorisation, Umicore tente, dans la mesure du possible, de mener ses activités dans un souci de développement durable. Cela va bien au-delà du respect des dispositions légales adoptées pour l'ensemble des sociétés. Umicore détermine ses propres normes, applicables à l'ensemble du Groupe et souvent plus strictes que les réglementations en vigueur dans les zones où l'entreprise exerce ses activités. Outre cet engagement envers le respect de pratiques opérationnelles rigoureuses, Umicore s'efforce aussi de mettre au point des matériaux qui amélioreront la qualité de la vie.

La façon la plus directe pour Umicore d'interagir avec la société est le contact avec les collectivités où elle est active. Un dialogue franc, en toute transparence, avec ces communautés fait partie intégrante des engagements d'Umicore envers les parties concernées ainsi que de ses objectifs Vision 2015. De même, certaines ONG déclarent périodiquement s'intéresser aux activités d'Umicore et à la façon dont l'entreprise les exerce. Umicore accueille favorablement ces marques d'intérêt et s'efforce de dialoguer avec ces groupes de façon constructive et ouverte.

Sur ses sites et à l'échelle du Groupe, Umicore fait des dons à un large éventail d'associations caritatives, dans le respect de sa politique interne et de ses lignes directrices. Umicore gère les engagements au niveau du Groupe grâce au "Comité pour les donations du Groupe" qui a pour mission de nouer le dialogue avec les groupes issus de la société civile et de fixer la portée des partenariats à l'échelle du Groupe. Les pages 25-27 de ce rapport fournissent plus d'informations sur ces initiatives.

G24 Sociétés associées et coentreprises

Umicore procure : des investissements et une assistance

Les sociétés associées et les coentreprises procurent : leur contribution aux bénéfiques, une complémentarité technologique, un accès au marché

Umicore investit dans de nombreuses activités où elle n'exerce pas à 100% un contrôle de gestion. Les sociétés associées sont celles où Umicore exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans en avoir le contrôle. Sa participation y varie généralement de 20% à 50%. Les coentreprises supposent une répartition 50/50 de la participation et du contrôle. Les associations sont considérées comme une opportunité d'accélérer les avancées technologiques ou de se positionner sur des marchés spécifiques. Umicore exerce un contrôle effectif sur la gestion de la moitié des dix sociétés liées et coentreprises dans lesquelles elle détient une participation. Quand Umicore n'exerce pas le contrôle de gestion, sa présence au Conseil d'administration lui permet de guider et contrôler la direction et de suivre les évolutions des activités. Umicore n'est pas habilitée à imposer ses politiques et procédures à ses sociétés liées (ou à toute coentreprise où elle ne détient pas la majorité des droits de vote). Toutefois, elle a clairement affirmé sa volonté de voir les activités menées à bien conformément aux principes de "The Umicore Way".

Umicore tient à préserver toute propriété intellectuelle qu'elle partage avec ses partenaires, qu'il s'agisse de sociétés liées ou de coentreprises. Leur liste complète figure en page 70 du présent rapport.

G25 Secteur public et autorités

Umicore procure : des impôts

Le secteur public et les autorités procurent : des services et le permis d'exploitation

En 2014, Umicore a versé un montant total de € 66 millions d'impôts dans le cadre de ses activités. De même, Umicore et son personnel ont acquitté quelque € 114 millions de cotisations sociales. Périodiquement, Umicore conclut des partenariats avec des institutions publiques, telles les universités, avec pour objectif premier d'approfondir certains projets de recherche. Occasionnellement, Umicore conclut également des partenariats avec des services publics. En 2014, un montant total d'environ € 7,6 millions lui a été attribué en tant que subvention, principalement pour des projets de R&D programmés. Environ € 8,6 millions correspondant aux subventions précédemment attribuées, ont été perçus en 2013. L'entreprise a pour principe d'exclure tout don aux partis ou organisations politiques.

En 2014, Umicore a encore intensifié ses efforts en vue de guider les politiques publiques et d'améliorer les contacts avec les pouvoirs publics à travers le monde. Ces efforts sont coordonnés par le département Government Affairs, et se concentrent surtout en Europe, en Amérique du Nord et en République populaire de Chine. Umicore vise à accroître la visibilité et la compréhension de ses technologies, et à avoir voix au chapitre concernant les problèmes liés

aux matériaux. En Europe, elle s'est focalisée sur trois sujets principaux : l'efficacité des ressources grâce à des politiques de gestion des déchets et des matières premières tout en insistant sur les développements en cours en faveur d'une Economie Circulaire dans l'UE, les matériaux avancés en tant que technologies clés permettant de réduire les émissions de CO₂ et les technologies à base de matériaux destinés à la purification des gaz d'échappement des automobiles et des camions à moteur à explosion. Parmi les initiatives d'Umicore, citons l'accès à un financement public et à des réseaux d'innovation aux niveaux européen et national, surtout dans le contexte de programmes favorisant le développement des avancées technologiques ayant des avantages environnementaux.

A différentes occasions, les experts d'Umicore ont été invités à participer à des groupes de travail ou des tables rondes sous l'égide des autorités européennes ou nationales. A cet égard, nous jouons un rôle actif avec d'autres acteurs du secteur, au sein du Partenariat européen de l'innovation pour les matières premières, du Groupe d'experts de haut niveau sur les technologies clés génériques et du réseau ERA-MIN sur la gestion industrielle des matières premières pour l'industrie européenne. Plus récemment, le projet RawMatTERS en faveur d'une Communauté de la connaissance et de l'innovation sur les matières premières a été choisi et reconnu par l'Institut européen d'innovation et de technologie. Umicore figure parmi plus de 100 partenaires constituant le consortium visant à étudier l'accessibilité, la disponibilité et l'utilisation efficace des matières premières en Europe.

Lorsqu'Umicore se sent concernée par certaines questions particulières, elle communique habituellement son opinion par l'intermédiaire des associations industrielles dont elle est membre. L'entreprise est consciente de la sensibilité que peut revêtir une prise de position sur certaines questions d'intérêt public. Dans cette optique, Umicore a développé des directives au niveau du Groupe portant sur la manière de gérer une situation de façon responsable (disponible sur le site Web du Groupe). Les principales affiliations d'Umicore (soit au niveau du Groupe, soit au niveau des business units) concernent actuellement les organismes repris ci-après :

Corporate

- European Round Table of Industrialists (ERT)
- Eurometaux
- TransAtlantic Business Council
- Agoria (Belgian multi-sector federation for the technology industry)

Catalysis

- Associations de contrôle des émissions tant au niveau national que régional (États-Unis, Afrique du Sud, Brésil, Chine, UE) - voir www.automotivecatalysts.umicore.com/en/links/ pour une sélection de liens
- Fédération chimique allemande (VCI)

Energy Materials

- Cobalt Development Institute
- Nickel Institute
- Energy Materials Industrial Research Initiative (EMIRI)
- European Association for Battery, Hybrid and Fuel Cell Electric Vehicles (AVERE)

Performance Materials

- International Zinc Association
- International Platinum Group Metals Association
- European Precious Metals Federation
- German Precious Metals Federation

Recycling

- European Electronics Recyclers Association
- International Association of Portable Rechargeable Batteries (RECHARGE)
- International Platinum Group Metals Association
- International Precious Metals Institute
- International Antimony Association

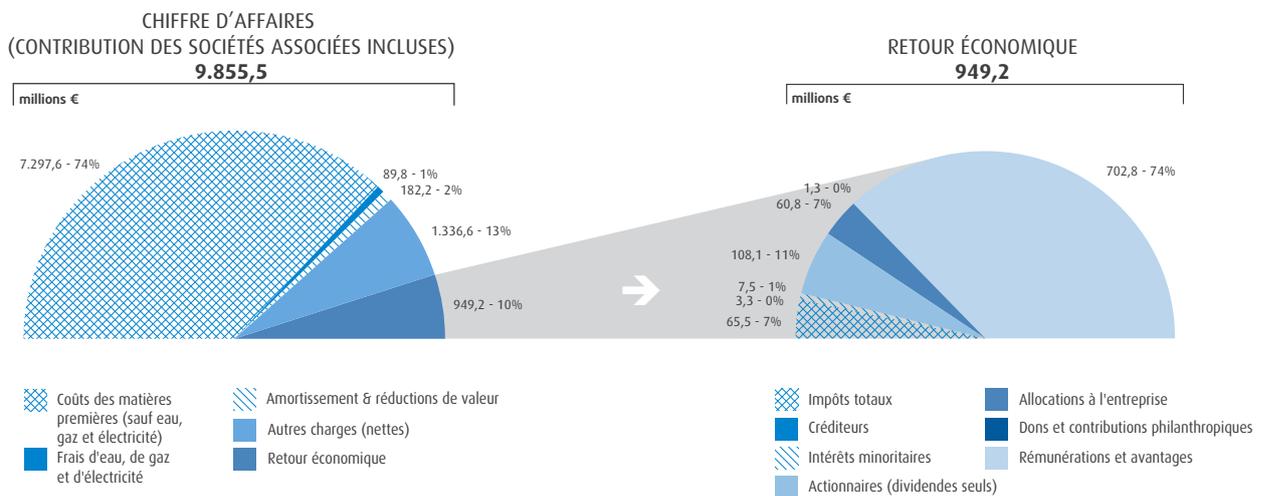
Plusieurs entités d'Umicore sont signataires du programme "Responsible Care" de l'industrie chimique et certaines sont, par ailleurs, membres du Conseil européen de l'industrie chimique (CEPIC).

G26 Répartition du retour économique

La majeure partie du chiffre d'affaires total d'Umicore a été affectée à la sécurisation de la composante "métal" des matières premières (les coûts qui sont généralement transférés aux clients). Après déduction des autres frais relatifs aux matières premières, des coûts liés à l'énergie ainsi que des amortissements, le retour économique à répartir était de € 949 millions.

La majeure partie (€ 703 millions) a été distribuée aux travailleurs sous forme de salaires et d'autres avantages. La majorité des avantages sociaux a été attribuée sous la forme de salaires, le solde étant constitué de cotisations sociales et de retraite, ainsi que d'autres avantages. Les intérêts nets payés aux créanciers se sont élevés à € 3 millions, tandis que les impôts aux administrations et pouvoirs publics des lieux où Umicore exerce ses activités atteignent € 66 millions. Les bénéfices attribués aux actionnaires minoritaires se sont élevés à € 8 millions.

Dépendant de l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale en avril 2015, un dividende brut de € 1,00 par action sera distribué pour l'année 2014, soit un versement provisionnel de € 108 millions (en tenant compte du nombre d'actions en circulation à la fin 2014). En septembre 2014, une partie de ce montant avait déjà été versée sous la forme d'un dividende intérimaire. Le solde sera payé en 2015, et ce conformément à la politique d'Umicore, qui consiste à payer un dividende stable ou en augmentation progressive. Umicore a racheté plus de 10 millions d'actions propres en 2014 pour un montant total de € 64 millions. Bien que ce montant ne soit pas repris dans les graphiques, il doit également être considéré comme un rendement pour les actionnaires. Umicore a effectué € 1,4 millions de dons à des œuvres caritatives.



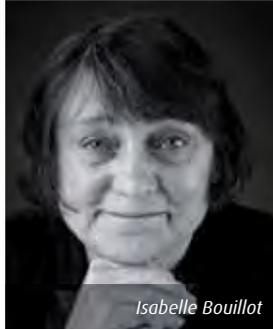
Conseil d'administration



Thomas Leysen



Marc Grynberg



Isabelle Bouillot



Uwe-Ernst Bufe



Arnoud de Pret

Thomas Leysen, 54

Président, Administrateur non exécutif

Thomas Leysen a été nommé Président d'Umicore en novembre 2008 après avoir été Administrateur Délégué d'Umicore depuis 2000. Depuis le 1^{er} octobre 2011, il est Président du groupe KBC, un groupe de bancassurance. Il est également Président de Corelio, un groupe de médias belge, et membre du Conseil d'administration de la Fondation Roi Baudouin.

Administrateur depuis:

le 10 mai 2000

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2015

Président depuis:

le 19 novembre 2008

Président du Comité de nomination et rémunération depuis:

le 19 novembre 2008

Marc Grynberg, 49

Administrateur Délégué, Administrateur exécutif

Marc Grynberg a été nommé Administrateur Délégué d'Umicore en novembre 2008. Il a dirigé la business unit Automotive Catalysts entre 2006 et 2008 et a officié en qualité de Chief Financial Officer (CFO) de 2000 à 2006. Il a rejoint Umicore en 1996 en qualité de contrôleur de gestion du Groupe. Marc est titulaire d'un diplôme d'ingénieur commercial de l'Université de Bruxelles (École de Commerce Solvay), et a travaillé chez DuPont

de Nemours à Bruxelles et à Genève avant de rejoindre Umicore.

Administrateur depuis:

le 19 novembre 2008

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2015

Administrateur Délégué depuis:

le 19 novembre 2008

Isabelle Bouillot, 65

Administrateur non exécutif

Isabelle Bouillot est diplômée de l'École Nationale d'Administration française. Elle a occupé différents postes dans les administrations publiques françaises, notamment comme conseillère économique du Président de la République de 1989 à 1991 et directrice du budget au ministère de l'Économie et des Finances de 1991 à 1995. Elle est ensuite entrée en 1995 à la Caisse des Dépôts et Consignations en tant qu'Administratrice Déléguée adjointe en charge des activités financières et bancaires. De 2000 à 2003, elle a été Administratrice Déléguée de la banque d'investissement du groupe CDC IXIS. Elle est actuellement Présidente de China Equity Links et membre du Conseil d'administration de Saint-Gobain et Air France KLM.

Administrateur depuis:

le 14 avril 2004

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2016

Uwe-Ernst Bufe, 70

Administrateur non exécutif

Uwe-Ernst Bufe a été Administrateur Délégué de Degussa jusqu'en mai 2000. Il est membre du Conseil de surveillance d'Akzo Nobel N.V. (Pays-Bas).

Administrateur depuis:

le 26 mai 2004

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2015

Arnoud de Pret, 70

Administrateur non exécutif

Arnoud de Pret a travaillé chez Morgan Guaranty Trust Company à New York de 1972 à 1978. De 1978 à 1981, il a été trésorier du groupe Cockerill-Sambre, et jusqu'en 1990 il a été directeur financier du groupe et membre du Comité exécutif d'UCB. Il a été directeur financier et membre du Comité de direction d'Umicore de 1991 jusqu'en mai 2000. Il est membre du Conseil d'administration de Sibelco, d'UCB et de l'Intégralea. Il est membre du Conseil de surveillance d'Euronext B.V. Amsterdam.

Administrateur depuis:

le 10 mai 2000

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2015

Membre du Comité d'audit

depuis: le 1^{er} janvier 2001

(Président depuis le 26 avril 2011)

Ines Kolmsee, 44

Administrateur non exécutif indépendant

Ines Kolmsee détient plusieurs diplômes d'ingénieur (TU Berlin, Allemagne et Ecole des Mines de Saint-Etienne, France), ainsi qu'un diplôme MBA (Business School INSEAD - France/Singapour). De 2004 à 2014 elle a officié comme Chief Executive Officer de SKW Stahl-Metallurgie Group, un spécialiste chimique déployant des activités dans le monde entier. Elle est actuellement entrepreneur dans le secteur de l'énergie (Electrification Rurale). Elle est également membre du Conseil de surveillance de Fuchs Petrolub AG ainsi qu'Administrateur de Suez Environnement S.A.. Dans le passé elle a occupé plusieurs autres fonctions, parmi lesquelles celle de Chief Financial Officer chez Arques Industrie AG.

Administrateur depuis:

le 26 avril 2011

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2017

Membre du Comité d'audit

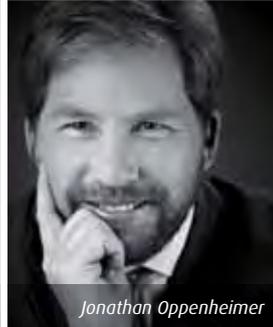
depuis: 26 April 2011



Ines Kolmsee



Barbara Kux



Jonathan Oppenheimer



Rudi Thomaes

Barbara Kux, 60
Administrateur non exécutif indépendant

Barbara Kux est titulaire d'un MBA de l'INSEAD, obtenu avec distinction. Elle est membre du Conseil d'administration de Total, France et de Firmenich et Pargesa Holding, Suisse. Elle est également membre du Conseil de surveillance de Henkel, Allemagne. Elle était membre du Conseil de gestion de Siemens AG, où elle occupait le poste de Head of Supply Chain Management et Chief Sustainability Officer. Avant cela, elle a occupé divers postes de management au sein d'entreprises internationales, leaders dans leur domaine, et a été Consultante en management chez McKinsey.

Administrateur depuis:
le 1^{er} janvier 2014

Expiration de mandat:
Assemblée générale ordinaire de 2017

Membre du Comité de nomination et rémunération depuis:
le 1^{er} avril 2014

Jonathan Oppenheimer, 45
Administrateur non exécutif

Jonathan Oppenheimer est responsable de diverses activités d'investissement de la famille Oppenheimer pour plusieurs catégories d'actifs. Au sein du groupe familial, il est le Président d'Afrique Tana Capital, une joint-venture axée sur l'Afrique avec Temasek, et il siège dans différents conseils d'administration. Il a été Administrateur exécutif de De Beers SA, de 2006 à 2012 où il a occupé différentes fonctions.

Administrateur depuis:
le 5 septembre 2001
Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2017

Rudi Thomaes, 62
Administrateur non exécutif indépendant

M. Rudi Thomaes a étudié le droit à l'université d'Anvers. Il a été Administrateur Délégué de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB-VBO) et Régent de la Banque Nationale de Belgique de 2004 à septembre 2012. Il a précédemment été directeur général et Président du comité de gestion d'Alcatel Bell SA. Il est actuellement Président de la section belge de la Chambre de commerce internationale, Président de la Beheersmaatschappij Antwerpen Mobiel (BAM) SA, Président de Restore SA, une start-up basée à

Anvers qui exerce dans le domaine des technologies de l'énergie, ainsi qu'Administrateur indépendant d'Armonia SA.

Administrateur depuis:
le 24 avril 2012
Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2015
Membre du Comité d'audit depuis: le 30 avril 2013
Membre du Comité de nomination et rémunération depuis:
le 24 avril 2012

Karel Vinck
Président Honoraire



Karel Vinck

Comité de direction



Marc Grynberg



Hugo Morel



Marc Van Sande



Pascal Reymondet



Denis Goffaux



Stephan Csoma



Filip Platteeuw

Marc Grynberg, 49 *Administrateur Délégué*

Marc Grynberg a été nommé Administrateur Délégué d'Umicore en novembre 2008. Il a dirigé la business unit Automotive Catalysts entre 2006 et 2008 et a officié en qualité de CFO de 2000 à 2006. Il a rejoint Umicore en 1996 en qualité de contrôleur de gestion du Groupe. Marc est titulaire d'un diplôme d'ingénieur commercial de l'Université de Bruxelles (École de Commerce Solvay) et a travaillé chez DuPont de Nemours à Bruxelles et à Genève avant de rejoindre Umicore.

Hugo Morel, 64 *Executive Vice-President Recycling*

Hugo Morel est titulaire d'une maîtrise d'ingénieur métallurgiste de l'Université de Louvain (KUL). Il a rejoint Umicore en 1974 et a occupé divers postes dans la production, dans les départements commerciaux, à la stratégie et à la direction générale de diverses unités. Il a dirigé la business unit Zinc Chemicals entre 1996 et 1997 et a été nommé à son poste actuel en 1998. Il est entré au Comité de direction d'Umicore en 2002. Outre la gestion du business group Recycling, il est aussi responsable du département Purchasing & Transportation.

Marc Van Sande, 62 *Executive Vice-President Energy Materials*

Marc Van Sande est docteur en physique de l'Université d'Anvers et est titulaire d'un MBA. Il a rejoint Umicore en 1980, et a occupé plusieurs postes dans la recherche, le marketing et la production. En 1993, il a été nommé Vice-Président de la business unit Electro-Optic Materials et est entré au Comité de direction en tant qu'Executive Vice-President Advanced Materials en 1999. Il a occupé le poste de Chief Technology Officer entre 2005 et 2010. Il a depuis lors pris la direction du business group Energy Materials.

Pascal Reymondet, 55 *Executive Vice-President Catalysis*

Pascal Reymondet est licencié en sciences de la Stanford University et ingénieur diplômé de l'École Centrale de Paris. Il a occupé différents postes de direction au sein du groupe Degussa, dont la direction des usines de catalyseurs automobiles de Port Elizabeth et Burlington. Il est entré au Comité de direction d'Umicore en 2003 en tant que responsable de l'activité Precious Metals Products. En septembre 2007, il a été nommé à la tête du business group Zinc Specialties. Il a dirigé le business group Performance Materials de juin 2010 à octobre 2012. Depuis novembre 2012 il occupe la fonction d'Executive Vice-President Catalysis.

Denis Goffaux, 47 *Chief Technology Officer*

Denis Goffaux est titulaire d'un diplôme d'ingénieur des mines de l'Université de Liège. Il a rejoint Umicore Research en 1995 et a vécu et travaillé en Belgique, au Chili, en Chine et en Corée. Avant de rejoindre le Japon en 2006, Denis était à la tête de la business line Rechargeable Battery Materials et a développé l'activité avec succès au point de l'imposer leader dans les matériaux cathodiques pour batteries rechargeables lithium ion. En tant que Country Manager Japan, Denis a renforcé la présence industrielle et développé les activités commerciales d'Umicore au Japon. Il occupe son poste actuel depuis juillet 2010. Outre sa fonction de Chief Technology Officer, il est également responsable du département Environment, Health & Safety.

Stephan Csoma, 50 *Executive Vice-President Performance Materials*

Stephan Csoma a rejoint Umicore en 1992. Il est titulaire d'un diplôme d'économie de l'Université Catholique de Louvain et d'un diplôme de Chinois/Mandarin de l'université Fudan à Shanghai. Il possède une vaste expérience stratégique, opérationnelle et commerciale. Il a mis en place les premières opérations industrielles d'Umicore en Chine dans les années

90 et a dirigé les anciennes activités Cobalt d'Umicore en Afrique du Sud. Entre 2001 et 2005, il a dirigé la division Zinc Chemicals et de 2005 à 2009, il a été Senior Vice-President d'Umicore en Amérique du Sud. Il est ensuite devenu Senior Vice-President Government Affairs. Depuis novembre 2012, il occupe la fonction d'Executive Vice-President Performance Materials. Stephan a également conservé la responsabilité de supervision du département Government Affairs.

Filip Platteeuw, 42 *Chief Financial Officer*

Filip Platteeuw a rejoint Umicore en 2004 et a contribué à la scission de Cumerio en 2005. Il a ensuite dirigé l'équipe en charge de la création de Nyrstar et de son introduction réussie en bourse en 2007. En 2010, il est devenu Vice-President du département Corporate Development. Il a été nommé Chief Financial Officer (CFO) en novembre 2012. Filip est titulaire d'un master en Sciences Economiques de l'Université de Gand et d'un master en Financial Management de la Vlerick Management School. Filip possède une vaste expérience financière dont neuf ans dans les métiers de la banque d'investissement, la banque d'entreprise et de l'equity research au sein de KBC Banque. Il est également responsable du département Corporate Development.

Senior Management

Catalysis



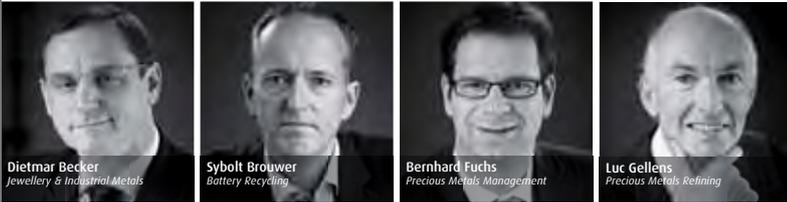
Energy Materials



Performance Materials



Recycling



Corporate & Regions



Déclarations d'assurance



RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que la déclaration complémentaire requise. Ces comptes consolidés comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2014, le compte de résultats consolidé, l'état consolidé des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres, l'état consolidé de l'évolution des capitaux propres et le tableau de financement consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes reprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Rapport sur les comptes consolidés – Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de Umicore (« la Société ») et de ses filiales (conjointement le « Groupe ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, établis sur la base des normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Le total du bilan consolidé s'élève à EUR (000) 3.851.368 et le compte du résultats consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice, part du Groupe, de EUR (000) 170.603.

Responsabilité du conseil d'administration relative à l'établissement des comptes consolidés

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne que le conseil d'administration estime nécessaire pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (normes ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne du Groupe relatif à l'établissement de comptes consolidés donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes consolidés.

Nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserve

A notre avis, les comptes consolidés présentés aux pages 51 à 120 du Rapport Annuel 2014, donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2014, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et du contenu du rapport annuel sur les comptes consolidés.

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (normes ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons la déclaration complémentaire suivante, qui n'est pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les comptes consolidés:

- Le rapport de gestion sur les comptes consolidés présenté aux pages 1 à 50 et 121 à 194 du Rapport Annuel 2014, traite des informations requises par la loi, concorde avec les comptes consolidés et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Sint-Stevens-Woluwe, le 12 mars 2015

Le commissaire
PwC Reviseurs d'Entreprises SCCRL
Représenté par

Marc Daelman*
Réviseur d'Entreprises
*Marc Daelman SPRL
Membre du Conseil d'Administration, représenté par son représentant permanent,
Marc Daelman

PwC Bedrijfsrevisoren cvba, burgerlijke vennootschap met handelsvorm - PwC Réviseurs d'Entreprises scrl, société civile à forme commerciale - Financial Assurance Services
Maatschappelijke zetel/Siège social: Woluwe Garden, Woluwedal 18, B-1932 Sint-Stevens-Woluwe
T: +32 (0)2 710 4211, F: +32 (0)2 710 4299, www.pwc.com
BTW/TVA BE 0429.501.944 / RPR Brussel - RPM Bruxelles / ING BE43 3101 3811 9501 - BIC BBRUBEBB / RBS BE89 7205 4043 3185 - BIC ABNABEBR



RAPPORT D'ASSURANCE LIMITEE DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LE RAPPORT D'ACTIVITE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU RAPPORT ANNUEL 2014 D'UMICORE ET DE SES FILIALES

Ce rapport a été établi conformément aux termes de notre lettre de mission datée du 30 juin 2014. Cette dernière stipule que nous avons été engagés afin de fournir un rapport de contrôle indépendant sur le rapport d'activité environnemental et social pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2014 dans le Rapport annuel 2014 d'Umicore et de ses filiales (le "Rapport").

Responsabilité du Conseil d'Administration

La préparation des informations et des données incluses dans le Rapport ainsi que la déclaration que le Rapport d'Umicore et de ses filiales adhère aux lignes directrices de l'initiative "Global Reporting Initiative" ("GRI") G3,1 niveau d'application B+, telles qu'énoncées aux pages 125 à 153 et 190 à 195 ("Information Sur Le Sujet Considéré"), en concordance avec les critères cités dans le rapport d'activité environnemental et social ainsi que les recommandations du GRI (les "Critères"), relève de la responsabilité du Conseil d'Administration d'Umicore ("la Société").

Cette responsabilité comprend la sélection et l'utilisation de méthodes appropriées par rapport à l'établissement de l'"Information Sur Le Sujet Considéré", la fiabilité des informations sous-jacentes ainsi que l'utilisation d'hypothèses et d'estimations pour l'établissement d'informations particulières à fournir, raisonnables dans les circonstances, sur le développement durable. En outre, la responsabilité du Conseil d'Administration comprend également la définition, la mise en place et le suivi de systèmes et procédures appropriés permettant la préparation de l'"Information Sur Le Sujet Considéré".

Responsabilité de l'auditeur indépendant

Notre responsabilité est d'exprimer, sur base de nos travaux, un avis indépendant sur l'"Information Sur Le Sujet Considéré".

Nos travaux ont été réalisés conformément aux principes de la Norme Internationale de Mission d'Assurance (ISAE) 3000 "Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Financial Information". Cette norme requiert que nous nous soumettions aux règles d'éthiques et de planification et d'exécuter nos procédures afin d'obtenir l'assurance limitée sur le fait qu'aucun élément n'a été porté à notre connaissance nous laissant penser que l'"Information Sur Le Sujet Considéré" n'a pas été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux Critères déterminés par la Société.

L'objectif d'une mission d'assurance limitée est de mettre en œuvre des procédures que nous jugeons nécessaires afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés fournissant une base raisonnable à l'expression d'une conclusion sous forme négative sur l'"Information Sur Le Sujet Considéré". Le choix de ses procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les assertions du Conseil d'Administration contiennent des anomalies significatives. L'étendue de notre intervention a, notamment, compris les procédures suivantes:

- Evaluer et tester la conception et le fonctionnement des systèmes et des processus utilisés pour la collecte de données, le classement, la consolidation et la validation, y compris les méthodes utilisées pour le calcul et l'estimation des informations et des données incluses dans le rapport d'activité environnemental et social pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2014 et présentées aux pages 125 à 153 du Rapport Annuel 2014;
- Mener des entretiens avec les personnes responsables, y compris les visites de sites;
- Inspecter les documents internes et externes.

Nous avons évalué l'"Information Sur Le Sujet Considéré" par rapport aux Critères. L'exactitude et l'exhaustivité de l'"Information Sur Le Sujet Considéré" sont soumises à des limitations inhérentes, compte tenu de leur nature et des modalités de détermination, de calcul ou d'estimation de telles informations. Notre rapport d'assurance limitée doit donc être lu en relation avec les Critères.

Notre indépendance et contrôle qualité

Nous avons respecté les règles d'indépendance et autres règles d'éthique du Code of Ethics for Professional Accountants émis par l'International Ethics Standards Board for Accountants (IESBA). Celles-ci se basent sur les principes fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétences professionnelles et de vigilance, de confidentialité et de conduite professionnelle. Notre cabinet de révision applique l'International Standard on Quality Control (ISQC) n°1 et maintient un système élaboré de contrôle qualité, y inclut des politiques et procédures documentées concernant les règles d'éthique, les normes professionnelles et les dispositions légales et réglementaires applicables.

Conclusion

Sur base de nos travaux, tel que décrits dans ce rapport, aucun fait n'a été porté à notre connaissance nous portant à croire que les informations et les données dans le rapport d'activité environnemental et social pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2014 présentées aux pages 125 à 153 du Rapport annuel d'Umicore et de ses filiales, ainsi que les affirmations d'Umicore selon lesquelles le rapport répond aux exigences GRI G3,1 niveau d'application B+, n'ont pas été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux Critères.

Restriction sur l'utilisation et la distribution de notre rapport

Notre rapport a été conçu conformément aux termes décrits dans notre lettre de mission. Notre rapport est uniquement destiné à l'usage de la société Umicore dans le cadre de leur rapport d'activité environnemental et social pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 et ne peut être utilisé à d'autres fins. Nous n'acceptons aucune responsabilité ou obligation pour dommage à l'égard de tiers, sauf la Société.

Sint-Stevens-Woluwe, le 12 mars 2015

PwC Revisoren d'Entreprises scrl
Représentée par

Marc Daelman*
Réviseur d'Entreprises

*Marc Daelman SPBL
Membre du Conseil d'Administration, représenté par son représentant permanent,
Marc Daelman

PwC Bedrijfsrevisoren cvba, burgerlijke vennootschap met handelsvorm - PwC Revisoren d'Entreprises scrl, société civile à forme commerciale - Risk Assurance Services
Maatschappelijke zetel/Siège social: Woluwe Garden, Woluwedal 18, B-1932 Sint-Stevens-Woluwe
T: +32 (0)2 710 4211, F: +32 (0)2 710 4299, www.pwc.com
BTW/TVA BE 0429.501.944 / RPR Brussel - RPM Bruxelles - ING BE43 3101 3811 9501 - BIC BBRUBEBB / RBS BE89 7205 4043 3185 - BIC ABNABEBR

Glossaire

Définitions économiques

Assemblage membrane-électrode

Cœur d'une pile à combustible PEM (à électrolyte polymère). La membrane à revêtement catalytique sépare les ions positifs et négatifs de la pile. Sous l'action du catalyseur, l'hydrogène se dissocie en protons et électrons. Les électrons, qui ne peuvent pas traverser la membrane, sont contraints de migrer de l'autre côté de la membrane en empruntant un circuit extérieur, ce qui va générer un courant électrique.

Batterie lithium-ion – Li-ion

Lithium-ion est une technologie pour batteries rechargeables dans lesquelles les ions lithium se déplacent de l'électrode positive (la cathode) vers l'électrode négative (l'anode) durant la charge, ce qui permet de stocker l'électricité. Lors de la décharge, les ions lithium retournent vers la cathode et libèrent donc de l'électricité.

Carboxylate

Sel d'acide carboxylique.

Catalyse/ catalyseur

La catalyse est l'action d'une substance, appelée catalyseur, qui provoque une transformation chimique ou l'accélère. Le catalyseur n'est pas consommé et peut donc être réutilisé.

Cathode

La cathode est l'électrode positive dans une batterie (rechargeable). Lors de la charge, les ions sont libérés de la cathode et migrent vers l'anode ce qui provoque le stockage d'énergie. Lors de la décharge, les ions retournent

vers la cathode et libèrent de l'électricité.

Circuit fermé

Pour Umicore, un "circuit fermé" consiste à récupérer des matériaux secondaires chez les clients (p. ex. résidus de production) ou des matériaux en fin de vie (p. ex. téléphones mobiles et catalyseurs automobiles usagés) pour en récupérer la part de métal et la réinjecter dans le cycle économique.

Coentreprise

Engagement contractuel d'Umicore et d'une autre partie afin d'entreprendre une activité économique dans le cadre d'une participation conjointe. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

Diesel pour poids lourds - HDD

Poids lourds diesel – Matériel roulant sur route (camions et bus) ou hors route (engins lourds pour l'industrie et l'extraction minière, locomotives et matériel agricole).

Dodd Frank Act

Nom complet : Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act. Le Dodd Frank Act vise à promouvoir la stabilité financière des États-Unis en responsabilisant le système financier et en améliorant la transparence.

Dons caritatifs

Don à une association sans but lucratif, non destiné au bénéfice commercial d'Umicore. Les dons peuvent se faire en espèces ou en nature. Les dons à des partis politiques sont interdits.

Électrolyse

En chimie, l'électrolyse est une méthode consistant à appliquer un courant électrique continu pour provoquer une réaction chimique non spontanée.

Équipementier

Dans l'industrie automobile, synonyme de constructeur automobile.

Euro VI

Norme européenne d'émissions des gaz d'échappement pour les poids lourds diesel entrée en vigueur en janvier 2014.

Euro 6

Norme européenne d'émissions des gaz d'échappement pour les nouveaux véhicules légers et dont la mise en œuvre est prévue en 2014.

Filtre à particules diesel (FPD)

Dispositif mis au point pour éliminer les particules fines et les suies des gaz d'échappement des moteurs diesel.

Flan

Produit quasi fini qui ne nécessite qu'une intervention limitée de la part du client. Exemples : flans en germanium à polir avant leur mise en œuvre dans les applications optiques ou flans destinés à la frappe de monnaies.

Galvanoplastie

La galvanoplastie est un procédé de placage au moyen d'un courant électrique qui déplace les ions métalliques dans une solution (électrolyte) pour couvrir un autre matériau. Le procédé est principalement employé pour déposer

une couche de matériau et ainsi conférer les propriétés désirées à cet autre matériau.

Ingrédient pharmaceutique actif - API

Substance biologiquement active utilisée dans les produits pharmaceutiques.

LCO – cobaltite de lithium

Matériaux cathodique utilisé dans les batteries rechargeables lithium ion, convenant particulièrement à l'électronique portable.

LED – Diode électroluminescente

Les LED sont une source de lumière à base de semi-conducteur offrant une large gamme d'avantages par rapport aux ampoules à incandescence, dont une durée de vie plus longue et une meilleure efficacité énergétique.

Manuel de Frascati

Le manuel de Frascati est un document rédigé et publié par l'OCDE. Il énonce les principes régissant la collecte de données statistiques en matière de recherche et de développement.

Matériaux de contact

Matériaux (contenant généralement de l'argent) utilisés pour leurs propriétés conductrices dans les applications électriques, par exemple les interrupteurs.

Métathèse (des oléfines)

Réaction organique de redistribution de liaisons oléfines (alcènes) catalysées par un catalyseur métallique.

NMC – Lithium (nickel-manganèse-cobalt) oxyde

Type de matériau pour cathode assez récent qui est utilisé pour le marché émergent des véhicules électriques ou hybrides, mais aussi de plus en plus dans l'électronique portable.

MOCVD - épitaxie en phase vapeur aux organometalliques

Méthode utilisée pour produire des films en couche mince mono ou polycristallins sur un substrat.

OCDE

Organisation de coopération et de développement économiques.

Oxyde d'étain-indium – ITO

Oxide conducteur transparent utilisé dans des couches spéciales pour sa conductivité électrique et sa transparence d'un point de vue optique. Il est utilisé dans différentes applications telles que les écrans plats, le photovoltaïque et le verre architectural.

Photovoltaïque – PV

Le photovoltaïque est une méthode de production d'électricité qui convertit directement le rayonnement solaire en électricité.

Photovoltaïque à concentrateur (CPV)

Technique de concentration de l'énergie solaire sur un panneau photovoltaïque à l'aide de loupes ou de miroirs.

PIB

Produit intérieur brut (indice de croissance économique).

Plate-forme (automobile)

Association d'un châssis et d'un moteur mise en œuvre sur un ou plusieurs modèles de véhicules de tourisme, parfois par des constructeurs différents.

Platinoïdes – pgm

Platine, palladium, rhodium, ruthénium, iridium et osmium (pour Umicore, il s'agit principalement des trois premiers).

Précurseur

Substance chimique utilisée dans une réaction chimique pour produire un autre composant.

Société associée

Entité où Umicore exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans en avoir le contrôle. Elle y détient généralement une participation de 20% à 50%. Les sociétés associées sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

Soudure

Terme désignant le procédé d'assemblage de métaux à l'aide d'un métal d'apport chauffé au-delà de son point de fusion et versé entre deux pièces métalliques ou plus.

Substrat

Surface sur laquelle une couche d'une autre substance est appliquée. Dans le domaine des catalyseurs automobiles, le substrat est une structure en nid d'abeille qui augmente la surface de contact, sur laquelle une solution catalytique est déposée. Dans le domaine photovoltaïque, les semi-conducteurs tels que le germanium sont utilisés comme substrat sur lequel les autres couches de la cellule solaire sont déposées.

Véhicule électrique ou hybride – (H)EV

Véhicule (voiture particulière ou autre) qui fonctionne totalement ou partiellement grâce à un moteur électrique ou hybride, plutôt qu'avec du diesel ou de l'essence. Un pHEV est un véhicule hybride branchable dont la batterie peut être rechargée grâce à une source externe d'électricité.

Véhicule léger

Principalement les voitures familiales roulant à l'essence, au diesel ou à l'aide d'une autre source d'énergie.

Définitions financières**Actions en circulation**

Actions émises – actions propres.

Bénéfice par action récurrent

Résultat récurrent net, part du Groupe/nombre moyen d'actions en circulation.

Bénéfice par action, de base

Résultat net, part du Groupe/ nombre moyen d'actions en circulation.

Bénéfice par action, dilué

Résultat net, part du Groupe/ nombre moyen d'actions en circulation + (nombre de nouvelles actions potentielles à émettre en vertu des plans d'options sur actions existants x impact de dilution des plans d'options).

Capitalisation boursière

Cours de clôture x nombre total d'actions en circulation.

Capitaux engagés

Fonds propres totaux – réserves juste valeur + dette financière + provisions pour avantages sociaux – impôts différés actifs et passifs – effet IAS 39.

Cash-flow avant financement

Variation de la trésorerie d'exploitation + variation de la trésorerie d'investissement.

Dépenses de recherche & développement

Dépenses de recherche & développement nettes des entreprises consolidées (soit excluant les

revenus R&D tels que des subventions de recherche), incluant les coûts capitalisés.

Dette financière nette

Dettes financières à plus d'un an + dettes financières à un an au plus - placements de trésorerie et valeurs disponibles.

EBIT

Résultat d'exploitation des entreprises consolidées (produits des investissements financiers inclus) + part du Groupe dans le résultat net des entreprises comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence.

EBIT non récurrent

Inclut les éléments non récurrents relatifs aux mesures de restructuration, réductions de valeur d'actifs et autres produits et coûts de faits ou transactions qui sont clairement distincts des activités courantes de l'entreprise. Les réductions de valeur sur stocks de métaux bloqués indéfiniment sont incluses dans l'EBIT non récurrent des business groups.

EBIT récurrent

EBIT - EBIT non récurrent - effet IAS 39.

EBITDA récurrent

EBIT récurrent + amortissements récurrents des entreprises consolidées.

Effet IAS 39

Différences temporaires (de nature non-cash) dans la prise en compte de revenus, en cas de non-application, ou d'impossibilité d'obtenir une comptabilité de couverture IAS aux :

- a) Couvertures transactionnelles, ce qui implique que les éléments couverts ne peuvent pas être évalués à leur juste valeur de marché, ou

- b) Couvertures structurelles, ce qui signifie que la juste valeur des instruments de couverture est reconnue dans les résultats au lieu des fonds propres jusqu'à ce que la transaction prévue ou l'engagement se réalise, ou
- c) Dérivés implicites dans des contrats (entièrement) exécutés, ce qui implique que le changement de la juste valeur sur les dérivés implicites doit être reconnue dans le compte de résultats à l'opposé du composant non (entièrement) exécuté sur lequel le changement de juste valeur ne peut pas être reconnu dans le compte de résultats.

EPS

Bénéfice par action pour actionnaires.

Investissements

Investissements capitalisés en immobilisations incorporelles et corporelles, hors dépenses R&D capitalisées.

Marge opérationnelle récurrente

EBIT récurrent des entreprises consolidées/revenus (hors métal).

Moyenne des capitaux engagés

Pour les semestres : moyenne des capitaux engagés au début et à la fin de la période ; pour les années : moyenne des moyennes semestrielles.

Ratio d'endettement

Dettes financières nettes/(dettes financières nettes + total des capitaux propres).

Rendement des capitaux engagés (ROCE)

EBIT récurrent/capitaux engagés moyens.

Répartition géographique des revenus

Revenus du Groupe selon la zone géographique, tenant compte des revenus des sociétés associées et des coentreprises, au prorata de la participation d'Umicore.

Pour les activités de recyclage, la composante revenus repose sur la localisation des fournisseurs de matières premières, en fonction des charges de raffinage.

Revenus (hors métal)

Tous les éléments de revenus - valeur des métaux achetés.

Taux d'imposition réel récurrent

Charges d'impôts récurrentes/résultat récurrent avant impôts des entreprises consolidées.

Les définitions financières reprises ci-dessus se rapportent à des indicateurs de performance non IFRS, sauf celles du 'Bénéfice par action, de base' et du 'Bénéfice par action, dilué'.

Définitions sociales, environnementales et autres

Accident déclarable

Blessure suite à un accident lié au travail et nécessitant plusieurs interventions de premiers soins ou un programme de travail adapté, à l'exclusion des accidents avec arrêt de travail.

Accident avec arrêt de travail

Accident de travail entraînant au moins une journée d'incapacité de travail.

APS (Assessment of Product (and services) Sustainability)

Cette méthodologie propre à Umicore vise à évaluer la durabilité

de ses produits et services. Elle met en œuvre une liste de 58 questions/réponses prédéfinies, assorties de facteurs d'évaluation et de pondération, et s'articule autour de huit thématiques.

Biodiversité

Diversité existante parmi les organismes vivants de tout type dont les écosystèmes terrestres, marins, aquatiques et mixtes et les complexes écologiques dont ils font partie ; ceci comprend la diversité au sein des espèces, entre les espèces et celle des écosystèmes.

Biomarqueur d'exposition

Substance ou son métabolite qui est mesuré dans les fluides biologiques (par exemple le sang) afin d'évaluer l'exposition interne du corps.

Champ d'application 1, 2, 3 des émissions de CO₂e

Champ d'application 1 des émissions de CO₂e : émissions directes de gaz à effet de serre d'une entreprise déclarante.

Champ d'application 2 des émissions de CO₂e : émissions de gaz à effet de serre d'une entreprise déclarante, associées à la production d'électricité, au chauffage et au refroidissement et aux achats d'air comprimé ou de vapeur pour sa propre consommation.

Champ d'application 3 des émissions de CO₂e : émissions indirectes d'une entreprise déclarante, autres que celles concernées par le champ 2.

Cogénération

Utilisation de la chaleur pour générer de l'électricité.

Concentrés

Minerai ou métal séparé de la roche ou de la terre dans lequel il est naturellement présent.

Cycle de vie (évaluation du)

Évaluation de la somme des effets d'un produit (p. ex. émissions de gaz à effet) à chaque stade de son cycle de vie, notamment l'extraction des ressources, la production, l'utilisation et l'élimination des déchets.

Décibel

Unité de mesure du bruit.

Demande chimique en oxygène

Mesure indirecte de la quantité de pollution organique qui ne peut pas être biologiquement oxydée dans un échantillon d'eau.

Départs volontaires

Nombre de travailleurs partant de leur propre volonté (excepté mises à pied, retraite et fin de contrat à durée déterminée). Ce nombre se rapporte au nombre total des effectifs.

Dépassement

Résultat d'une analyse de contrôle biologique qui excède la valeur limite (interne).

Émissions attribuables aux procédés industriels

Émissions générées par des procédés de fabrication, telles que le CO₂ issu de la décomposition du carbonate de calcium (CaCO₃).

Fiches de données (ESS)

Ensemble défini de données relatives aux propriétés physico-chimiques et toxicologiques d'un produit.

Épuration

Procédé mettant en œuvre des dispositifs de maîtrise de la pollution atmosphérique en vue d'éliminer certaines particules ou certains gaz des rejets industriels.

Équivalent CO₂

Unité universelle de mesure indiquant le potentiel de réchauffement planétaire (PRP) de chacun des six gaz à effet de serre, exprimée en PRP d'une unité de dioxyde de carbone. Elle est utilisée pour évaluer l'émission (ou la non-émission) des différents gaz à effet de serre par rapport à une base de référence commune.

ESS

Environnement, santé & sécurité.

Évaluation des risques

Évaluation des risques émanant des substances existantes pour l'homme (travailleurs et consommateurs) et pour l'environnement dans l'optique d'une meilleure gestion de ces risques.

Gaz à effet de serre - GES

Les GES sont les six gaz répertoriés par le Protocole de Kyoto : dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄), protoxyde d'azote (N₂O), hydrofluorocarbures (HFC), perfluorocarbures (PFC) et hexafluorure de soufre (SF₆).

Heures de formation par personne

Nombre moyen d'heures de formation par travailleur – incluant les formations internes, externes et sur le terrain. Les formations sur le terrain peuvent comprendre les heures pendant lesquelles une personne est formée sur le lieu de travail sans être totalement productive. Le nombre total d'heures de formation est divisé par le nombre total des effectifs.

Intermédiaire

Substance fabriquée, consommée ou utilisée dans un procédé chimique en vue de sa transformation en une autre substance.

ISO 14001

Norme de l'Organisation internationale de normalisation relative aux systèmes de gestion environnementale (réf. ISO).

Matières recyclées

Toute matière arrivée en fin de son premier cycle de vie et retraitée afin de lui donner une deuxième, troisième, etc. vie.

Matières secondaires

Produits résiduels issus du cycle de production des matériaux primaires.

Meilleures techniques disponibles

Termes relatifs à la technologie mise en œuvre pour limiter les rejets polluants.

Microgramme par décilitre de sang

Unité de mesure de la concentration d'un métal dans le sang.

Microgramme par gramme de créatinine

Unité de mesure de la concentration d'un métal dans les urines.

Minéraux issus de zones de conflit

Minéraux extraits dans un contexte de conflit armé ou de violation des droits de l'Homme, en particulier l'or, l'étain, le tungstène et le tantale, dans le cadre du Dodd Frank Act (voir ci-dessus).

OHSAS 18001

Occupational Health and Safety Assessment Series ; un système de gestion de la santé et de la sécurité.

PNEC

Concentration prévisible sans effet pour les organismes vivants soit la concentration d'un composé chimique qui n'a pas d'effet attendu sur l'environnement.

Potentiel de réchauffement planétaire

Facteur décrivant l'impact du forçage radiatif (degré de perturbation de l'atmosphère) d'une unité d'un gaz à effet de serre donné par rapport à une unité de CO₂.

Protocole de Kyoto

Protocole de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques). Il impose aux pays répertoriés à l'annexe B (pays développés) de respecter, sur la période 2008-2012, des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport à leurs niveaux de 1990.

REACH

"Enregistrement, Évaluation et Autorisation des substances Chimiques" (nouvelle politique chimique de l'Union européenne).

Référentiel COSO

Le Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission est une organisation à but non lucratif mise en place par le secteur privé qui a établi un modèle standard du contrôle interne qui peut servir de référence aux entreprises et organisations afin d'évaluer leur système de contrôle interne.

Rotation du personnel

Exprimée en termes de départs volontaires : nombre de travailleurs qui quittent l'entreprise de leur plein gré (hors licenciements, retraite et échéance d'un contrat à durée déterminée). Ce nombre s'entend par rapport à l'effectif total.

SafeStart®

Programme avancé de formation et de développement des compétences en matière de sensibilisation à la sécurité.

Sécurité des procédés

Questions de sécurité relatives à l'utilisation et au stockage de substances chimiques dangereuses qui peuvent représenter un risque pour les personnes et l'environnement à proximité.

Taux de fréquence des accidents

Nombre d'accidents avec journées de travail perdues par million d'heures travaillées. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

Taux de gravité des accidents

Nombre de journées de travail perdues par millier d'heures travaillées. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

Travailleurs temporaires

Travailleurs Umico avec un contrat temporaire. Ils ne sont pas considérés comme faisant partie du personnel fixe, mais sont repris dans le total des effectifs.

GRI Index

Référence Indicateur Pages de référence dans le Rapport annuel 2014

Généralités

Stratégie et analyse

1.1	Déclaration de l'Administrateur délégué et du Président	6-7
1.2	Description des impacts, risques et opportunités majeurs	6-7 ; 3 ; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G18

Profil de l'organisation

2.1	Nom de l'organisation	Couverture
2.2	Principaux produits et services et marques correspondantes	1 ; 3 ; 5 ; 8-13 ; 28 ; 32 ; 36 ; 40
2.3	Structure opérationnelle de l'organisation, avec description des principales divisions, entités opérationnelles, filiales et coentreprises	1 ; 3-5 ; 28 ; 32 ; 36 ; 40 ; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G2 ; Rapport d'activité économique et états financiers: F5, F17
2.4	Lieu où se trouve le siège de l'organisation	Intérieur de couverture arrière ; couverture arrière
2.5	Nombre de pays où l'organisation est implantée et noms des pays où se trouvent les sites principaux	5 ; Rapport d'activité social: S2
2.6	Nature du capital et forme juridique	Couverture arrière
2.7	Marchés où l'organisation opère	1-3 ; 5 ; 8-13 ; 28-43
2.8	Taille de l'organisation	4-5 ; Rapport d'activité social: S2 ; Rapport d'activité économique et états financiers: bilan consolidé
2.9	Changements significatifs de la taille, de la structure de l'organisation ou de son capital	4-5 ; Rapport d'activité social: S1, S9, S10 ; Rapport d'activité environnemental: E1
2.10	Récompenses reçues en 2014	13 ; 16 ; 43 ; Rapport d'activité social: S4

Paramètres du rapport

3.1	Période considérée	Couverture ; intérieur de couverture ; 196 ; Rapport d'activité environnemental: E2
3.2	Date du dernier rapport publié	Rapports annuels: http://annualreport.umicore.com/home/
3.3	Cycle considéré	Couverture ; intérieur de couverture ; Rapports annuels: http://annualreport.umicore.com/home/
3.4	Personne à contacter pour toute question sur le rapport ou son contenu	Intérieur de couverture arrière Général: tim.weekes@umicore.com Financière: evelien.goovaerts@umicore.com Social: mark.dolfyn@umicore.com Environnemental: bert.swennen@umicore.com
3.5	Processus de détermination du contenu du rapport	196 ; Déclaration de gouvernance d'entreprise: Engagement envers les parties concernées
3.6	Périmètre du rapport	196 ; Rapport d'activité social: S1, S8, S9, S10 ; Rapport d'activité environnemental: E1, E3, E8, E9
3.7	Limites spécifiques du champ ou du périmètre du rapport	196 ; Rapport d'activité social: S1, S8, S9, S10 ; Rapport d'activité environnemental: E1, E3, E8, E9
3.8	Principes adoptés pour la communication des données concernant les coentreprises et filiales	196 ; Rapport d'activité social: S1 ; Rapport d'activité environnemental: E1 ; Rapport d'activité économique et états financiers: F17 ; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G24
3.9	Techniques de mesure des données et bases de calcul	196 ; Rapport d'activité social: S1-S10 ; Rapport d'activité environnemental: E1-E10 ; Rapport d'activité économique et états financiers: F1

Référence	Indicateur	Pages de référence dans le Rapport annuel 2014
3.10	Explication des conséquences de toute reformulation d'informations communiquées dans des rapports antérieurs et la raison de cette reformulation	196 ; Rapport d'activité social : S1, S9, S10 ; Rapport d'activité environnemental : E1 ; Approche managériale générale : http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach
3.11	Changements significatifs, par rapport à la période couverte par les rapports antérieurs, du champ, du périmètre ou des méthodes de mesure utilisées	196 ; Rapport d'activité social : S1, S8, S9, S10 ; Rapport d'activité environnemental : E1, E2, E3
3.12	Index GRI	196 ; cette page
3.13	Validation du rapport	196 ; Approche managériale générale : http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/general-approach/ ; Supervision et contrôle : http://www.umicore.com/fr/gouvernance-dentreprise/supervision-et-contrôle/
Gouvernance, engagements et dialogue		
4.1	Structure de gouvernance de l'organisation	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G2, G4, G5 ; Approche managériale générale : http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/
4.2	Statut non exécutif du Président du Conseil d'administration	180 ; Déclaration de gouvernance d'entreprise : G2
4.3	Nombre, sexe des membres et statut des membres du Conseil d'administration : indépendants et exécutifs ou non	180-181 ; Déclaration de gouvernance d'entreprise : G2, G4
4.4	Mécanismes permettant aux actionnaires et aux salariés de faire des recommandations au Conseil d'administration	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G3, G9, G10, G11, G21 ; Charte de gouvernance d'entreprise et Code de conduite : http://www.umicore.com/fr/gouvernance-dentreprise/
4.5	Lien entre les rémunérations et la performance de l'organisation (y compris sociale et environnementale)	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G12-G15 ; Charte de gouvernance d'entreprise et Code de conduite : http://www.umicore.com/fr/gouvernance-dentreprise/
4.6	Processus mis en place pour éviter les conflits d'intérêt	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G7, G9-G11 ; Charte de gouvernance d'entreprise et Code de conduite : http://www.umicore.com/fr/gouvernance-dentreprise/
4.7	Processus de détermination des qualifications et de l'expertise exigée des membres du Conseil d'administration	Charte de gouvernance d'entreprise : http://www.umicore.com/fr/gouvernance-dentreprise/charte-de-gouvernance-dentreprise/
4.8	Lignes directrices et politiques internes	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G1 ; G9 ; The Umicore Way : http://www.umicore.com/en/vision/values/#materialsforabetterlife/ ; Charte de gouvernance d'entreprise et Code de conduite : http://www.umicore.com/fr/gouvernance-dentreprise/
4.9	Procédures d'identification des risques	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G16-G18
4.10	Processus d'évaluation de la performance propre du Conseil d'administration	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G4, G5 ; Charte de gouvernance d'entreprise : http://www.umicore.com/fr/gouvernance-dentreprise/charte-de-gouvernance-dentreprise/
4.11	Explications sur les actions en matière de principe de précaution	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G16, G18
4.12	Chartes, principes et autres initiatives, d'origine extérieure en matière économique, environnementale et sociale, auxquelles l'organisation a souscrit ou donné son aval	COSO ; Guide OCDE ; ILO Human Rights ; Responsible Care ; SRI ; FTSE ; PACI ; GRI
4.13	Affiliation à des associations industrielles	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G25
4.14	Liste des groupes de parties prenantes inclus par l'organisation	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G19-G26
4.15	Base d'identification et de sélection des parties prenantes	Déclaration de gouvernance d'entreprise : Engagement envers les parties concernées, G19-G26 ; Approche relative à l'engagement envers les parties concernées : http://www.umicore.com/en/vision/our-vision/sustainability/

Référence	Indicateur	Pages de référence dans le Rapport annuel 2014
4.16	Démarche de dialogue avec les parties prenantes, et notamment la fréquence	Déclaration de gouvernance d'entreprise: Engagement envers les parties concernées, G19-G26 ; Approche relative à l'engagement envers les parties concernées: http://www.umicore.com/en/vision/our-vision/sustainability/
4.17	Questions et préoccupations clés soulevées via le dialogue avec les parties prenantes et manière dont l'organisation y a répondu, notamment lors de l'établissement de son rapport	Déclaration de gouvernance d'entreprise: engagement envers les parties concernées ; Approche managériale générale: http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/general-approach/ ; Approche relative à l'engagement envers les parties concernées: http://www.umicore.com/en/vision/our-vision/sustainability/
Déclaration d'approche managériale		
5		Déclaration d'approche managériale: http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach
Indicateurs économiques		
Performance économique		
EC1 (BASE)	Valeur économique créée et distribuée	4-5 ; 8-13 ; 28-43 ; Rapport d'activité économique et états financiers: F8, F9, F39 ; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G26
EC2 (BASE)	Implications financières et autres risques et opportunités pour les activités de l'organisation liés aux changements climatiques	20-21 ; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G18 ; Approche managériale environnementale: http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/environment/Approach/ ; The Umicore Way: http://www.umicore.com/en/vision/values/#materialsforabetterlife
EC3 (BASE)	Etendue de la couverture des retraites avec des plans de retraite à prestations définies	Rapport d'activité économique et états financiers: F27
EC4 (BASE)	Subventions et aides publiques significatives reçues	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G25
Impacts économiques indirects		
EC8 (BASE)	Développement et impact des investissements avec bénéfice public	4 ; 25-27 ; Rapport d'activité social: S5 ; Rapport d'activité environnemental: E8 ; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G25
Indicateurs environnementaux		
Matières		
EN2 (BASE)	Pourcentage de matières consommées provenant de matières recyclées	5 ; Rapport d'activité environnemental: E6
Energie		
EN3 (BASE)	Consommation d'énergie directe répartie par source d'énergie primaire	Rapport d'activité environnemental: E4
EN4 (BASE)	Consommation d'énergie indirecte répartie par source d'énergie primaire	Rapport d'activité environnemental: E4
EN5 (SUPPLÉMENTAIRE)	Energie économisée grâce à l'efficacité énergétique	Rapport d'activité environnemental: E4
EN6 (SUPPLÉMENTAIRE)	Initiatives pour fournir des produits et des services reposant sur des sources d'énergie renouvelables ou à rendement amélioré	10-12 ; 20-22 ; 32-34 ; Rapport d'activité environnemental: E4 ; Position d'Umicore au sujet de la réduction de l'empreinte carbone: http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/environment/positionStatements/carbonReduction.htm (indicateur rapporté partiellement)
EN7 (SUPPLÉMENTAIRE)	Initiatives pour réduire la consommation d'énergie indirecte et réductions obtenues	20-22 ; Rapport d'activité social: S8 ; Position d'Umicore au sujet de la réduction de l'empreinte carbone: http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/environment/positionStatements/carbonReduction.htm (indicateur rapporté partiellement)

Référence	Indicateur	Pages de référence dans le Rapport annuel 2014
Eau		
EN8 (BASE)	Volume total d'eau prélevé, par source	Rapport d'activité environnemental: E5
Biodiversité		
EN11 (BASE)	Emplacement et superficie des sites dans ou au voisinage d'aires protégées et en zones riches en biodiversité en dehors de ces aires protégées	Rapport d'activité environnemental: E10 (indicateur rapporté partiellement)
Emissions, effluents et déchets		
EN16 (BASE)	Emissions totales, directes ou indirectes, de gaz à effet de serre, en poids	Rapport d'activité environnemental: E3
EN17 (BASE)	Autres émissions indirectes pertinentes de gaz à effet de serre, en poids	Rapport d'activité environnemental: E3
EN18 (SUPPLÉMENTAIRE)	Initiatives pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et réductions obtenues	20-21 ; 30 ; 35 ; 38 ; 42-43 ; Rapport d'activité environnemental: E3
EN20 (BASE)	Emissions de NO _x , SO _x et autres émissions significatives dans l'air, par type et par poids	Rapport d'activité environnemental: E2
EN21 (BASE)	Total des rejets dans l'eau, par type et par destination	Rapport d'activité environnemental: E2
EN22 (BASE)	Masse totale de déchets, par type et par mode de traitement	Rapport d'activité environnemental: E7
Produits et services		
EN26 (BASE)	Initiatives pour réduire les impacts environnementaux des produits et des services, et portée de celles-ci	20-23 ; 30-31 ; 35 ; 38 ; 42-43 ; Rapport d'activité environnemental: E2, E6 (indicateur rapporté partiellement)
Emploi, relations sociales et travail décent		
Emploi		
LA1 (BASE)	Effectif total par type d'emploi, contrat de travail et zone géographique	4-5 ; Rapport d'activité social: S2
LA2 (BASE)	Turnover du personnel en nombre de salariés et en pourcentage	4-5 ; 16 ; 19 ; Rapport d'activité social: S4
Relations entre la direction et les salariés		
LA4 (BASE)	Pourcentage de salariés couverts par une convention collective	Rapport d'activité social: S6
Santé et sécurité au travail		
LA7 (BASE)	Taux d'accidents du travail, de maladies professionnelles, d'absentéisme, nombre de journées de travail perdues et nombre total d'accidents du travail mortels, par zone géographique	4 ; 14-15 ; 18 ; 29-30 ; 33-35 ; 37-38 ; 41-42 ; Rapport d'activité social: S9, S10 (indicateur rapporté partiellement)
LA9 (SUPPLÉMENTAIRE)	Questions de santé et de sécurité couvertes par des accords formels avec les syndicats	19 ; Rapport d'activité social: S6 ; Accord de développement durable: http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/social/sustDevAgreement/show_2011SDAgreement.pdf
Formation et éducation		
LA10 (BASE)	Nombre moyen d'heures de formation par an, par salarié et par catégorie professionnelle	4 ; 15-16 ; Rapport d'activité social: S3
LA12 (SUPPLÉMENTAIRE)	Pourcentage de salariés bénéficiant d'entretiens d'évaluation et d'évolution de carrière périodiques	16 ; Rapport d'activité social: S3 (indicateur rapporté partiellement)
Diversité et égalité des chances		
LA13 (BASE)	Composition des organes de gouvernance et répartition des employés par sexe, tranche d'âge, appartenance à une minorité et autres indicateurs de diversité	180-183 ; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G4, G5 ; Rapport d'activité social: S2. Les minorités ne sont pas identifiées car dans certains pays où Umicore opère, il est interdit de poser des questions sur ce sujet (p. ex. USA et France).

Référence	Indicateur	Pages de référence dans le Rapport annuel 2014
Droits de l'Homme		
Pratiques d'investissement et d'achat		
HR2 (BASE)	Pourcentage de fournisseurs et de soustraitants majeurs dont le respect des droits de l'Homme a fait l'objet d'un contrôle ; mesures prises	24-25 ; Rapport d'activité social : S8 ; Déclaration de gouvernance d'entreprise : G18
HR3 (BASE)	Nombre total d'heures de formation des salariés sur les politiques et procédures relatives aux droits de l'Homme applicables dans leur activité ; pourcentage de salariés formés	15-16 ; Rapport d'activité social : S8 ; Tous les travailleurs reçoivent une formation informelle sur le Code de conduite http://www.umicore.com/en/corporate-governance/code-of-conduct/
Liberté syndicale et droit de négociation		
HR5 (BASE)	Activités identifiées au cours desquelles le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective risque d'être menacé ; mesures prises pour assurer ce droit	Rapport d'activité social : S6, S8 ; Accord de développement durable : http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/social/sustDevAgreement/show_2011SDAgreement.pdf
Interdiction du travail des enfants		
HR6 (BASE)	Activités identifiées comme présentant un risque significatif d'incidents impliquant le travail d'enfants ; mesures prises pour contribuer à interdire ce type de travail	Rapport d'activité social : S6, S8 ; Accord de développement durable : http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/social/sustDevAgreement/show_2011SDAgreement.pdf
Abolition du travail forcé ou obligatoire		
HR7 (BASE)	Activités identifiées comme présentant un risque significatif d'incidents relatifs au travail forcé ou obligatoire ; mesures prises pour contribuer à abolir ce type de travail	Rapport d'activité social : S6, S8 ; Accord de développement durable : http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/social/sustDevAgreement/show_2011SDAgreement.pdf
Société		
Communautés		
S01 (BASE)	Pourcentage des activités ayant des programmes d'engagement envers les communautés locales, d'évaluation des impacts des activités et de développement	25-27 ; Rapport d'activité social : S5
Corruption		
S02 (BASE)	Pourcentage et nombre total de domaines d'activité stratégique soumis à des analyses de risques en matière de corruption	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G15 ; G24 ; Umicore est signataire de la PACI
S03 (BASE)	Pourcentage de salariés formés aux politiques et procédures anti-corruption de l'organisation	Tous les travailleurs reçoivent une formation informelle sur le Code de conduite http://www.umicore.com/fr/gouvernance-dentreprise/code-de-conduite/
Politiques publiques		
S05 (BASE)	Affichage politique, participation à la formulation des politiques publiques et lobbying	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G25
S06 (SUPPLÉMENTAIRE)	Total des contributions versées en nature et en espèces aux partis politiques, hommes politiques et institutions connexes	Déclaration de gouvernance d'entreprise : G25

Référence	Indicateur	Pages de référence dans le Rapport annuel 2014
-----------	------------	--

Santé et sécurité des consommateurs

PR1 (BASE)	Étapes du cycle de vie où sont évalués en vue de leur amélioration les impacts des produits et des services sur la santé et la sécurité, et pourcentage de catégories de produits et de services significatives soumises à ces procédures	22-23 ; Rapport d'activité environnemental: E6 (indicateur rapporté partiellement)
-------------------	---	--

Étiquetage des produits et des services

PR3 (BASE)	Type d'information sur les produits et les services requis par les procédures et pourcentage de produits et de services significatifs soumis à ces exigences d'information	22-23 ; Rapport d'activité environnemental: E6
-------------------	--	--

À propos du présent rapport

Le Rapport annuel 2014 d'Umicore offre une vue complète et intégrée des performances économique, financière, environnementale et sociale de l'entreprise en 2014.

Ce Rapport se subdivise en deux parties : une partie dédiée à la stratégie, une autre aux rapports d'activité et états financiers. La partie Rapport de gestion (pages 1 à 43) présente Umicore et se concentre sur ses principales performances de 2014 liées à sa stratégie Vision 2015. Le chapitre Rapport d'activité (pages 44 à 196) regroupe les états financiers, le rapport d'activité environnemental, le rapport d'activité social et le rapport de gouvernance ainsi que les annexes. Tous les éléments du Rapport annuel 2014 sont consultables sur le centre de reporting à l'adresse <http://annualreport.umicore.com/>.

Approche globale

Le Rapport annuel d'Umicore a pour principale mission d'illustrer l'approche stratégique de l'entreprise (Vision 2015). Cette stratégie intègre des objectifs économiques, environnementaux et sociaux clairement définis. L'approche d'Umicore vise à intégrer le reporting de ses performances économiques, environnementales et sociales. Cette approche est le fruit d'une concertation avec les parties prenantes, internes et externes, menée de 2009 à 2011. Elle est inspirée par le concept de "reporting intégré" comme étant développé par l'International Integrated Reporting Council.

Portée du rapport

En termes de portée globale, le Rapport annuel 2014 d'Umicore concerne les activités de l'entreprise pour l'exercice financier/année civile 2014. Aucun changement de périmètre significatif n'est à signaler pour 2014. Le présent rapport est le quatrième à faire le point sur l'état d'avancement des objectifs 2015. Le chapitre Rapport d'activité décrit la portée de l'ensemble des objectifs et comporte un bref descriptif de la méthodologie employée pour les indicateurs de performance. Quand les données sont disponibles, les indicateurs de performance du présent document font l'objet d'une comparaison rétroactive à cinq ans par rapport à 2010.

Au niveau économique le rapport porte sur les activités intégralement consolidées. Les états financiers tiennent aussi compte des contributions financières de l'ensemble des sociétés associées et des coentreprises. Le périmètre des éléments environnementaux et sociaux du rapport se limite aux entités entièrement consolidées. Les éventuels écarts sont commentés dans le chapitre correspondant ou dans les annexes du Rapport annuel complet.

Données

Les données relatives aux éléments économiques et financiers du rapport sont récoltées dans le cadre de processus de gestion et de consolidation financière de l'entreprise. Les données environnementales et sociales sont recueillies par des systèmes de gestion de ces données et intégrées dans un outil de reporting centralisé, avec les données économiques et financières.

Certification

Le présent rapport a été vérifié en toute indépendance par PwC Réviseurs d'Entreprises (PwC). L'audit des informations financières réalisé par PwC se fonde sur l'ensemble des états financiers consolidés IFRS, sur lesquels elle a émis une opinion sans réserve. Ces états financiers consolidés IFRS et le rapport du commissaire aux comptes figurent respectivement en pages 52 à 123 et 184 de ce Rapport. Les données sociales et environnementales reprises dans ce document sont préparées sur base des mêmes principes de celles qui ont été utilisées pour préparer les rapports d'activité environnemental et social consultables aux pages 125 à 153. Le rapport du commissaire indépendant établi par PwC sur les rapports sociaux et environnementaux figure en page 185 du présent Rapport annuel.

Le rapport a atteint le niveau B+ défini par la Global Reporting Initiative (GRI). Un index GRI détaillé peut être consulté en pages 190-194 du Rapport annuel complet. La Global Reporting Initiative (GRI) est une organisation multipartite, pionnière du cadre de reporting sur le développement durable le plus largement utilisé. Celui-ci énonce les lignes directrices et les indicateurs de performance à la disposition des entreprises et des organisations désireuses de mesurer leurs performances économiques, environnementales et sociales et d'en rendre compte.

Présentation et feedback

Umicore souhaite améliorer son reporting grâce à un engagement et un dialogue continus avec les parties prenantes. Les principaux éléments sociaux du rapport sont présentés aux syndicats internationaux lors du comité de contrôle commun organisé en mars. Le document complet est présenté aux actionnaires lors de l'Assemblée générale annuelle fin avril. Umicore s'engage aussi à tenir compte, dans ses cycles de reporting à venir, de tous les points d'amélioration relevés par le commissaire indépendant (PwC).

Nous encourageons les lecteurs à nous faire part de leurs commentaires dans la version imprimée ou électronique du rapport (détails ci-contre).

Information supplémentaire

L'information supplémentaire concerne l'approche d'Umicore en matière de gestion économique, environnementale et sociale. Ces éléments sont disponibles sur le site internet d'Umicore (<http://annualreport.umicore.com/management-review/group-review/management-approach/>) et doivent être considérés comme faisant partie intégrante du présent rapport.

Calendrier financier ⁽¹⁾

28 avril 2015

Assemblée générale des actionnaires (exercice 2014)
Revue du premier trimestre 2015

30 avril 2015

Action ex-dividende

5 mai 2015

Mise en paiement du dividende

31 juillet 2015

Résultats du premier semestre 2015

22 octobre 2015

Revue du troisième trimestre 2015

Feedback

Donnez-nous votre avis sur ce rapport.
Envoyez-nous un e-mail à
stakeholder@umicore.com.

Informations complémentaires

Cotation en Bourse

Euronext Brussels

Informations générales

Tim Weekes

Téléphone : +32 2 227 73 98

E-mail : tim.weekes@umicore.com

Informations économiques

Evelien Goovaerts

Téléphone : +32 2 227 78 38

E-mail : evelien.goovaerts@umicore.com

Informations sociales

Mark Dolfyn

Téléphone : +32 2 227 73 22

E-mail : mark.dolfyn@umicore.com

Informations environnementales

Bert Swennen

Téléphone : +32 2 227 74 45

E-mail : bert.swennen@umicore.com

Langues

Ce rapport est également disponible
en anglais et néerlandais.

Internet

Ce rapport annuel peut être téléchargé sur
le site : <http://annualreport.umicore.com/>

Siège social d'Umicore

Rue du Marais 31, B-1000 Bruxelles – Belgium

Téléphone : +32 2 227 71 11

Fax : +32 2 227 79 00

Internet : www.umicore.com

E-mail : info@umicore.com

Numéro d'entreprise : 0401574852

Numéro de TVA : BE 0401 574 852

Éditeur responsable

Umicore Group Communications

Tim Weekes

Téléphone : +32 2 227 73 98

E-mail : tim.weekes@umicore.com

Conception & réalisation

The Crew - www.thecrewcommunication.com

Photos

Dimitri Lowette, Jean-Michel Byl,

Shutterstock, Umicore,

White House Photo Office – Pete Souza (p.25).

(1) Dates sous réserve de modification. Pour les mises à jours, veuillez consulter le site internet d'Umicore.

Umicore
Société Anonyme
rue du Marais 31
B-1000 Bruxelles, Belgique

Tél: +32 2 227 71 11
Fax: +32 2 227 79 00
E-mail: info@umicore.com
www.umicore.com

TVA: BE 0401 574 852
Numéro d'entreprise: 0401574852
Siège social: rue du Marais 31
B-1000 Bruxelles - Belgique